# Rapport du Directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France

*V^e Session de l'Assemblée des Français de l'étranger • Septembre 2006*

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# Rapport du Directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France

Ve Session de l'Assemblée des Français de l'étranger

Septembre 2006

# Sommaire

Éditorial . . . . . 4

## La Direction des Français à l'étranger et des étrangers en France

- Organigramme . . . . . 8
- Le périmètre d'action : les missions et les moyens . . . . . 9
- Les communautés françaises à l'étranger . . . . . 13

## 1. Assurer la représentation des Français établis hors de France

- Les élections . . . . . 21
- Les sessions de l'Assemblée des Français de l'étranger . . . . . 23
- Le budget de l'Assemblée des Français de l'étranger . . . . . 24
- Indemnités des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger . . . . . 25

## 2. Veiller à la sécurité des Français à l'étranger

- Les moyens . . . . . 27
- Les réformes : les structures de gestion de crise et l'externalisation . . . . . 27
- Les interventions . . . . . 28
  - Les crises
  - Les rapatriements
  - Détenus français à l'étranger
  - Disparitions et enlèvements de Français à l'étranger
  - L'assistance aux familles de ressortissants français décédés à l'étranger
  - La grippe aviaire

## 3. Construire un service consulaire tourné vers l'avenir

- Les orientations . . . . . 34
  - D'une logique de guichet à une logique de réseau
  - Une meilleure communication
- Les réalisations . . . . . 36
  - La fusion des listes électorales
  - Le passeport électronique
  - Le vote électronique
  - L'administration électronique

## 4. Développer les conditions les plus favorables aux Français à l'étranger

- L'état civil et la nationalité . . . . . 44
- L'aide sociale . . . . . 52
  - L'aide
  - L'emploi et la formation professionnelle
- L'information : la Maison des Français de l'étranger . . . . . 63
- La protection juridique . . . . . 65
  - Les conventions
  - L'adoption internationale
  - Femmes françaises à l'étranger
  - Les déplacements illicites d'enfants

Annexes . . . . . 79

# Rapport du Directeur des Français à

*Cette année encore l'Etat a dû mobiliser ses moyens pour venir en aide aux Français établis ou de passage à l'étranger, victimes de catastrophes ou d'accidents. La sécurité de nos compatriotes à l'étranger demeure, en effet, une préoccupation prioritaire et constante du Ministère des Affaires étrangères et du Gouvernement. La Direction des Français à l'étranger et des étrangers en France, tirant les enseignements de la gestion des crises de l'an passé, a recentré l'activité de la Sous-direction de la protection des personnes sur la sécurité. La cellule de crise s'est adaptée, les retours d'expériences ont été mis à profit pour améliorer le dispositif, passer des accords avec des partenaires extérieurs et, d'une manière générale, gagner encore en réactivité et en compétence. Cette réorganisation s'est accompagnée d'un renforcement de la sécurité sanitaire. Depuis l'été 2005, deux médecins, un urgentiste et un psychiatre, travaillent avec la DFAE. Pour l'avenir, la DFAE s'est donnée pour objectif de mieux rassembler autour d'elle l'ensemble des acteurs de la sécurité à l'étranger.*

*L'année 2006 a été également la première année de la mise en œuvre de la LOLF et du programme budgétaire 151 qui définit le périmètre de responsabilité et des moyens de notre action consulaire. Grâce à cet instrument, nous allons tirer tous les bénéfices possibles de ce que l'on peut appeler une « tension vertueuse » entre les services du Département, services « soutiens », d'une part, et services « clients », d'autre part, qui permet de mieux mobiliser les moyens et de gagner en efficacité. Grâce à une rationalisation du réseau et une meilleure répartition des moyens en fonction des priorités du programme, il a été ainsi possible de créer 15 emplois supplémentaires pour l'ensemble de notre dispositif consulaire en Chine.*

*Cette année a vu aussi la poursuite des réformes dans le domaine de l'administration consulaire avec le développement de l'administration électronique.*
*Les progrès ont été nombreux et significatifs :*

- *une liste électorale unique sert désormais de support à tous les scrutins organisés à l'étranger,*
- *le nouveau serveur ELECTIS permet maintenant à tout Français établi hors de France de vérifier sa situation électorale à tout moment et en tout lieu,*
- *le vote par voie électronique utilisé, pour la première fois, à l'échelle de l'ensemble des circonscriptions électorales concernées par le renouvellement triennal de l'Assemblée des Français de l'étranger le 18 juin 2006, élargit les possibilités offertes aux expatriés pour exercer leurs droits civiques,*

- *le registre mondial des Français établis hors de France permet désormais à tout Français, où qu'il se trouve, d'effectuer la plupart des formalités administratives accessibles à l'étranger.*
- *le passeport électronique muni, d'une puce dans laquelle sont enregistrées les données personnelles du titulaire et sa photographie numérisée, est maintenant disponible dans les services consulaires, ainsi que*
- *le nouveau passeport d'urgence, qui est une illustration de la modernisation du service consulaire, établi par les postes, facilement et rapidement, dans d'excellentes conditions de sécurité.*

*Toutes ces innovations visent à améliorer substantiellement les services rendus aux Français et à leur permettre de maintenir les liens avec la République lorsqu'ils sont à l'étranger.*

*Nous avons voulu franchir une étape et passer d'une logique de guichet à une logique de réseau. L'administration électronique permet d'abolir les distances et de s'affranchir du critère de la compétence territoriale, le service public consulaire devenant véritablement mondial. Elle libère des ressources qui peuvent être consacrées au service public pour répondre aux besoins toujours plus nombreux de nos compatriotes à l'étranger.*

*Enfin, dans le cadre de la coopération européenne, la recherche de la mutualisation intelligente des moyens s'est poursuivie. Les contraintes budgétaires, d'une part, le souci d'adapter le réseau en fonction de l'évolution des besoins, d'autre part, plaident en ce sens, tout en sachant qu'un service consulaire national garde toute sa raison d'être compte tenu du lien singulier qui rattache chaque Français à la collectivité nationale.*

*François Barry Delongchamps*
Directeur des Français à l'étranger
et des étrangers en France

*L'Assemblée des Français de l'étranger*

*III^e session, septembre 2005*

# La Direction des Français à l'étranger

***Françoise LE BIHAN***

*Directrice adjointe.*
*Chef du service*
*des Français à*
*l'étranger*

***Jean-Louis ZOËL***

*Chef du service*
*des affaires civiles et*
*de l'entraide judiciaire*

***Odile SOUPISON***

*Chef du service des*
*étrangers en France*

***Serge MUCETTI***

*Sous-directeur de*
*l'administration des*
*Français à l'étranger*

***Daniel LABROSSE***

*Sous-directeur de*
*l'état civil et de*
*la nationalité*

***Gilles HUBERSON***

*Sous-directeur*
*de la sécurité*
*des personnes*

***Richard BOS***

*Sous-directeur*
*de la coopération*
*internationale en*
*droit de la famille*

***Jean-Pierre EVAIN***

*Sous-directeur des*
*affaires sociales,*
*de l'expatriation et*
*de la Maison des*
*Français de l'étranger*

***Pierre ROBION***

*Secrétaire général*
*de l'Assemblée des*
*Français de l'étranger*

et des étrangers en France

# Le périmètre d'action : les missions et les moyens

## Le programme 151

## Une chance pour les Français établis ou de passage hors de France

*La loi organique sur les lois de finances est entrée en vigueur au premier janvier 2006.*
*Le Département consacre un programme aux politiques en faveur des Français de l'étranger.*
*Le bilan des premiers mois d'activité est très positif.*

### I • Le programme « Français à l'étranger et étrangers en France » regroupe des moyens consacrés à nos compatriotes à l'étranger et définit des objectifs clairs assortis d'instruments de mesure de la performance.

Le programme « Français à l'étranger et étrangers en France » (programme 151) est constitué de trois actions qui retracent les caractéristiques principales de son activité : l'action « offre d'un service public de qualité aux Français de l'étranger », l'action « instruction des demandes de visas » et l'action « garantie du droit d'asile ».
Ce programme de service public est engagé dans une entreprise de modernisation du réseau et de l'administration consulaires, pour améliorer l'accès du public tout en dégageant des marges de manœuvre. Il s'y emploie en recherchant la simplicité des procédures, en favorisant le regroupement de compétences et l'externalisation de certaines tâches et en investissant dans l'administration électronique.
Ce programme vise également à améliorer l'information de nos compatriotes sur leur sécurité à l'étranger et la préparation de l'administration, le cas échéant, à gérer les crises.
Sans doute le programme 151 ne dispose-t-il pas de l'ensemble des moyens qui lui sont nécessaires. Certains moyens pourraient être mieux identifiés (immobilier ; matériel informatique ; formation professionnelle) et la répartition décidée en 2005 pourrait évoluer.
Les choix faits en matière d'architecture budgétaire par le Parlement lors du vote de la loi de finances 2006 ont abouti à transférer la responsabilité de l'AEFE du programme 151 au programme « rayonnement culturel et scientifique ». Cette question pourra être revue à l'occasion du débat budgétaire pour 2007.
Les trois objectifs de ce programme - Veiller à la sécurité des Français à l'étranger - Assurer un service consulaire de qualité - Garantir l'examen des demandes d'asile conformément aux textes en vigueur - et les indicateurs de performance qui leur sont associés ont été choisis pour guider l'action du ministère des Affaires étrangères dans cet esprit et rendre compte de la qualité des services offerts au public.
Cependant, il n'y a pas de réforme efficace sans investissement préalable. Pour réussir, il faut favoriser le développement de la téléadministration de masse, qui seule permettra d'offrir des services efficaces, rapides et simples, libérant des moyens pour l'accueil du public et l'écoute individuelle.

## II • Le commencement d'application de la LOLF en montre les avantages

Le programme 151 tire sa force principale de sa cohérence : il correspond à un métier. Le programme contribue à clarifier les rôles entre ceux qui opèrent les choix budgétaires et les services qui fournissent les ressources. Il contribue à une meilleure allocation des moyens. Il permet une meilleure mesure de la performance, pour lui-même et les actions dont il est chargé, comme pour les autres services du Département qui interviennent à son profit (informatique, ressources humaines, affaires immobilières, logistique, etc.).

### • Amélioration du dialogue de gestion au sein du Département

Le dialogue de gestion au sein du Département monte en puissance : charte de gestion entre la DGA et les programmes ; comité stratégique des réseaux. La gestion des moyens du réseau en sort renforcée.
En matière de personnel, la distinction entre répartition des emplois (qui relève du programme) et affectation individuelle des agents (qui relève des fonctions supports) clarifie les responsabilités : le programme détermine des objectifs et déploie les moyens nécessaires ; la direction des ressources humaines procède à la recherche et à l'affectation d'agents adéquats. Chacun se trouve dans son rôle et peut ainsi être jugé sur ses mérites propres, sans confusion des rôles.

### • Amélioration du pilotage des activités consulaires

La DFAE participe enfin à la mobilisation et à la répartition des moyens des services consulaires. Pour faire face à ces fonctions nouvelles, cette direction s'est dotée d'une mission de gestion administrative et financière – secrétariat du programme. Les compétences de cette structure nouvelle s'étendent aux affaires budgétaires, aux ressources humaines, au réseau et à l'organisation, ainsi qu'au contrôle de gestion, à l'informatique et aux statistiques.
Dès la mise en œuvre de la LOLF, début 2006, le programme 151 a opéré, sans surcoût pour le Département, un redéploiement significatif dans deux domaines essentiels :
• en matière de personnel, le nouveau partage des responsabilités a permis, en trois mois, un effort important en faveur de zones prioritaires (Asie, Afrique subsaharienne, ANMO, pays à forte pression migratoire).
• en matière informatique, un doublement des crédits a été rendu possible en 2006 à l'intérieur des enveloppes du programme afin d'accélérer la rénovation de l'informatique consulaire.
Ces progrès sont bien entendu réalisés sans rien retrancher des engagements traditionnels de la DFAE.

Le budget 2006 permet de maintenir les crédits d'aide sociale, d'emploi et de formation professionnelle : plus de 20M€ y sont consacrés en 2006, comme en 2005. L'effort en matière de sécurité est renforcé, comme en faveur des agences consulaires, relais essentiel pour nos compatriotes à l'étranger. Ce budget 2006 permet également d'augmenter de manière significative les crédits en faveur de votre assemblée.

*Les effets vertueux de la LOLF et de la création du programme 151 sur la mise en œuvre des politiques publiques sont patents en quelques mois.*

*Beaucoup reste encore à faire mais nos compatriotes à l'étranger peuvent compter sur la volonté intacte de réforme d'une administration qui, en liaison avec leurs élus, continuera de rechercher la qualité des services essentiels qu'elle leur rend et qui font sa raison d'être.*

## Les chiffres clés du programme 151
## Budget 2006

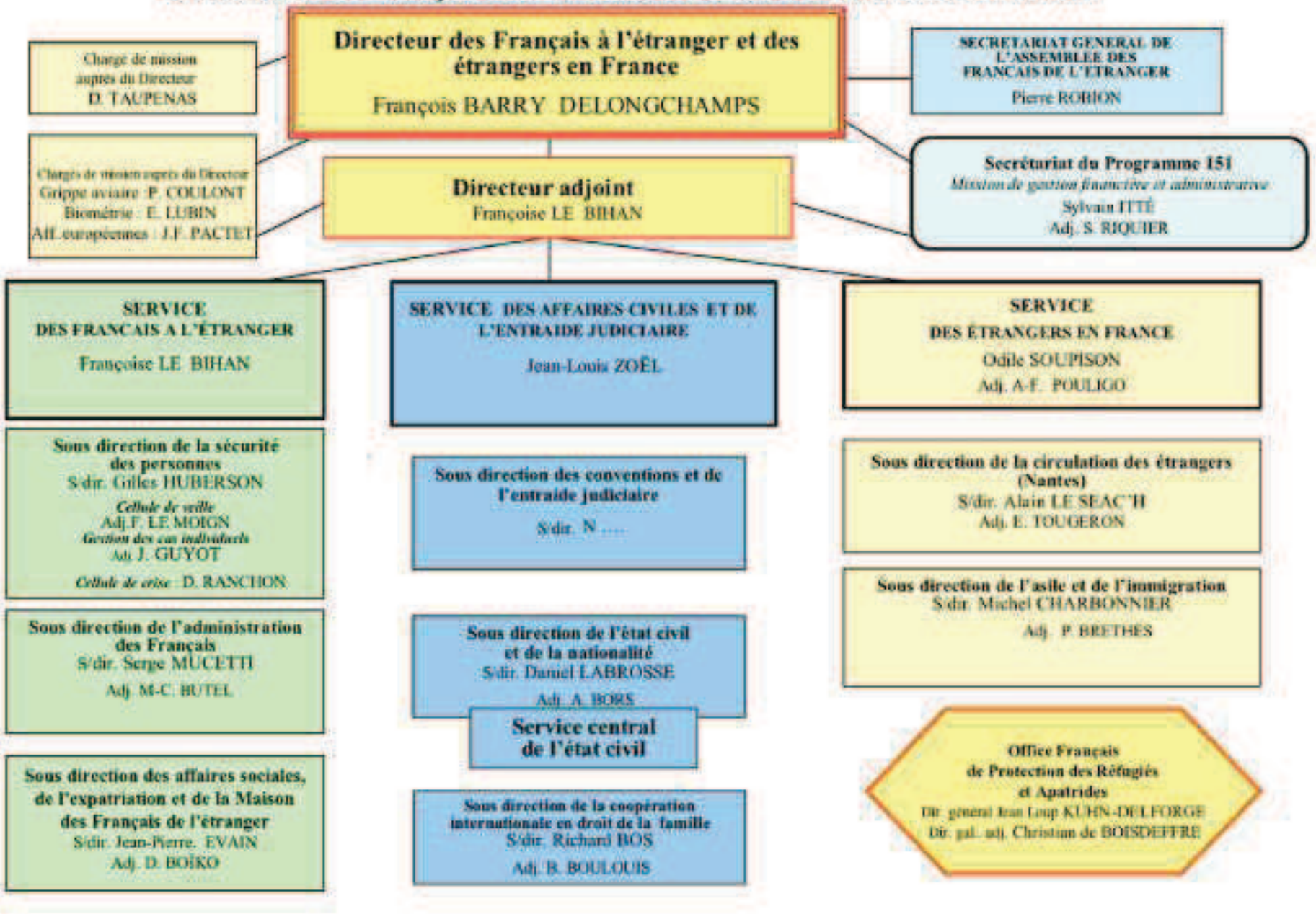
**281,5 millions d'euros en loi de finance initiale.**
*De plus, un décret d'avance de 16 millions d'euros est attendu à l'automne 2006. Destinés à financer l'introduction de la biométrie dans les visas, ces crédits représentent le retour d'une fraction de la recette visas.*

Ces 281,5 millions d'euros sont utilisés de la manière suivante

| Destination de la dépense | Crédits |
|---|---|
| Masse salariale | 196,6 |
| Subvention à l'OFPRA | 49 |
| Aide sociale - emploi et formation professionnelle | 20,5 |
| Services administratifs (documents sécurisés ; service central de l'état civil ; agences consulaires ; entretien des cimetières civils ; frais de représentation et de tournée des consuls, etc.) | 9 |
| Assemblée des Français de l'étranger | 2,8 |
| Rénovation de l'informatique consulaire | 2 |
| Sécurité des Français à l'étranger | 1,6 |

*Unité : million d'euros*

# DIRECTION DES FRANÇAIS A L 'ÉTRANGER ET DES ÉTRANGERS EN FRANCE



# Les communautés françaises à l'étranger

## Évolution de la population française établie hors de France de 1995 à 2005

*La population française établie hors de France enregistrée dans les consulats au 31/12/2005 s'élève à 1 268 524, soit une augmentation de + 1,2 % par rapport à l'année précédente.*

***Bernard Gentil***
*Administrateur de l'INSEE, chargé de mission auprès de la DFAE*

La progression est beaucoup plus faible que les années précédentes : + 2,4 % de 2004 à 2003, + 11,2 % de 2003 à 2002, + 10,1 % de 2002 à 2001. En dix ans, de 1995 à 2005, la population française établie hors de France inscrite a augmenté de + 40,5 %, soit un taux moyen de 3,5 % par an.

### Des évolutions très différentes d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre

Ce résultat est la somme d'évolutions contraires : la population française baisse en Europe occidentale et en Amérique du Nord, augmente fortement en Afrique du Nord, en Asie-Océanie et dans le Proche Moyen-Orient.

Par pays, les évolutions observées sont très contrastées. Voici quelques résultats pour l'Europe occidentale, région qui représente près de la moitié de la population établie hors de France : baisse de 3,3 % en Suisse, de 5 % en Allemagne, de 0,7 % en Italie ; hausse de 8,4 % au Royaume Uni, de 4 % en Espagne.

La population française augmente aux États-Unis (+1,1 %), mais baisse au Canada (- 2,6 %).

On constate des évolutions comparables dans les autres régions.

### De l'immatriculation à l'inscription : l'outil statistique doit être ré-étalonné

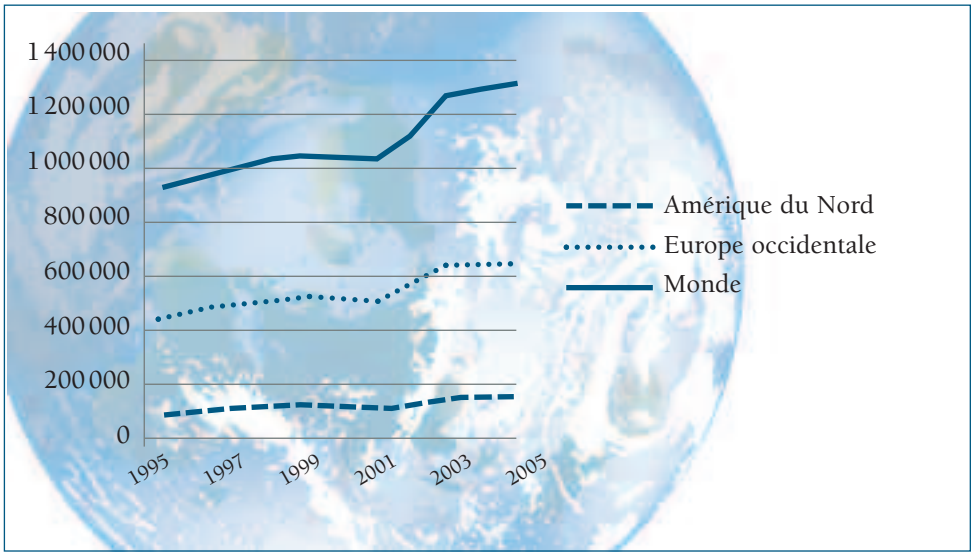
Comment interpréter ces résultats ? À l'aide d'un répertoire administratif, on cherche à observer une réalité sociodémographique, la population française établie hors de France. Si la gestion de ce répertoire est modifiée, l'outil de mesure est « déréglé » (voir encadré n°1). Cela s'est passé en 1999-2000 où la durée de validité de la carte d'immatriculation est passée de trois ans à cinq ans. La population inscrite a baissé en 2000 et 2001, alors que dans la réalité la population a certainement augmenté.

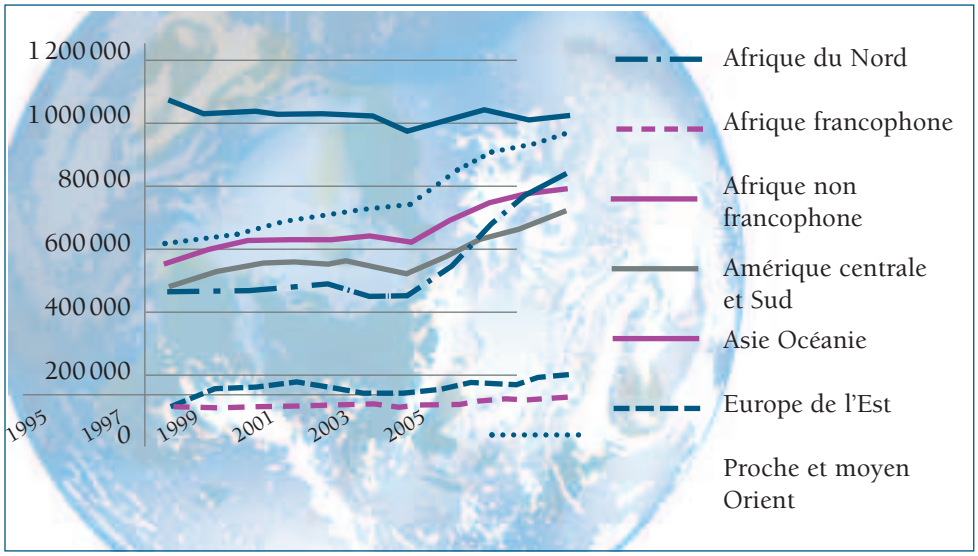
D'une façon générale, chaque fois que les évolutions mesurées dépassent un certain seuil, par exemple plus de 5 % ou moins de 5 %, pour les pays où la taille de la population est importante, on peut être certain que le phénomène n'est pas seulement de nature sociodémographique, mais est surtout lié à des modifications du dispositif d'inscription.

## Population française par région

*Taux d'évolution annuel moyen en %*

| | 1995 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 | 2004/2003 | 2005/2004 | 2005/1995 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Afrique du Nord | 48 770 | 46 276 | 69 031 | 76 716 | 84 049 | 11,1% | 9,6% | 5,6% |
| Afrique francophone | 107 033 | 101 255 | 104 180 | 101 566 | 102 345 | -2,5% | 0,8% | -0,4% |
| Afrique non francophone | 11 055 | 12 170 | 12 934 | 13 621 | 14 033 | 5,3% | 3,0% | 2,4% |
| Amérique centrale Sud | 56 537 | 64 758 | 75 255 | 77 756 | 79 255 | 3,3% | 1,9% | 3,4% |
| Amérique du Nord | 106 917 | 129 191 | 162 920 | 167 342 | 166 862 | 2,7% | -0,3% | 4,6% |
| Asie-Océanie | 49 034 | 56 392 | 64 785 | 67 564 | 73 531 | 4,3% | 8,8% | 4,1% |
| Europe de l'Est | 11 297 | 16 197 | 18 914 | 20 256 | 21 757 | 7,1% | 7,4% | 6,8% |
| Europe occidentale | 449 458 | 509 085 | 624 614 | 635 454 | 630 039 | 1,7% | -0,9% | 3,4% |
| Proche et Moyen-Orient | 62 702 | 73 779 | 90 776 | 92 954 | 96 653 | 2,4% | 4,0% | 4,4% |
| Monde | 902 803 | 1 009 103 | 1 223 409 | 1 253 229 | 1 268 524 | 2,4% | 1,2% | 3,5% |



## Cette année et la précédente, d'importantes modifications ont vu le jour.

### En premier lieu le passage de l'immatriculation à l'inscription

Depuis deux ans les Français peuvent « s'inscrire ». Des Français qui ne l'auraient pas fait ou qui auraient repoussé cette démarche seraient incités à s'inscrire parce que les démarches sont simplifiées. Ceci expliquerait une partie des hausses des inscriptions.

### En deuxième lieu, la mise à jour des fichiers

À l'occasion de la mise en place du vote électronique et en prévision du vote pour l'élection des conseillés à l'AFE, certains postes ont lancé des opérations de vérifications des fichiers. Ceci expliquerait une partie des baisses des inscriptions.

### Enfin, la modification de la carte consulaire

Dans certains cas, le service de l'inscription a été transféré d'un poste à un autre. Certains Français pourraient avoir différé le renouvellement de leur inscription en raison de l'éloignement géographique. Ceci irait dans le sens de la baisse du nombre des inscrits.

La conception du dispositif statistique n'est pas en cause, il faut seulement le « ré-étalonner ».

---

### Europe occidentale

La population française baisse de - 0,9 %, mais ce résultat est la somme d'évolutions très divergentes :

• Neuf pays (sur vingt-trois) connaissent de fortes hausses, citons : la Finlande (+ 8,9 %), le Royaume-Uni (+ 8,4 %), le Danemark (+ 7,5 %), l'Espagne (+ 4 %), le Luxembourg (+ 3,7 %), ces progressions résultant probablement avant tout de l'effet « inscriptions ».

• Huit pays connaissent des baisses, significatives pour certains : Monaco (- 12,7 %), la Belgique (- 7,3 %), la Grèce (- 5,4 %), l'Allemagne (-5 %), la Suisse (-3,3 %). Ces évolutions s'expliquent sans doute dans certains cas par la modification de la carte consulaire, dans d'autres cas par la gestion du registre.

Au total, il est probable que la population française au sens « sociodémographique » a augmenté, mais cette année l'indicateur disponible ne nous fournit pas l'ampleur de son augmentation.

### Amérique du Nord

La région comprend deux pays, les États-Unis (64 % de la population de la région) et le Canada. La population établie dans la région baisse de - 0,3 %, en raison du Canada (-2,6 %) et plus particulièrement dans la circonscription de Montréal (- 7 %). Dans ce dernier pays cette baisse s'explique par la modification de la carte consulaire et la gestion du fichier des inscrits.

### Afrique francophone

La région connaît en 2005 une légère hausse, + 0,8 %. Dans dix pays (sur vingt et un) la baisse est forte, citons : le Niger (- 8,3 %), la République Centrafrique (- 7,8 %), la Côte d'Ivoire (- 7 %), le Togo (- 6,8 %), le Cameroun (- 4,2 %), Madagascar (- 2,2 %). Ces baisses sont compensées par de fortes hausses au Sénégal (+ 10,4 %), au Mali (+ 7,5 %), en Mauritanie (+ 6 %).

Ces évolutions ont plusieurs explications, entre autres, l'instabilité dans certains pays et les règles de gestion du registre des Français.

### Proche et Moyen Orient

La population française établie dans cette région croît de + 4 %. Deux pays importants voient leur population baisser, Israël, - 1,2 %, l'Égypte, - 0,5 %. Au contraire, la population croit fortement dans les Émirats Arabes (+ 21,4 %), à Jérusalem (+ 11,5 %), au Liban (+ 6 %).

### Afrique du Nord

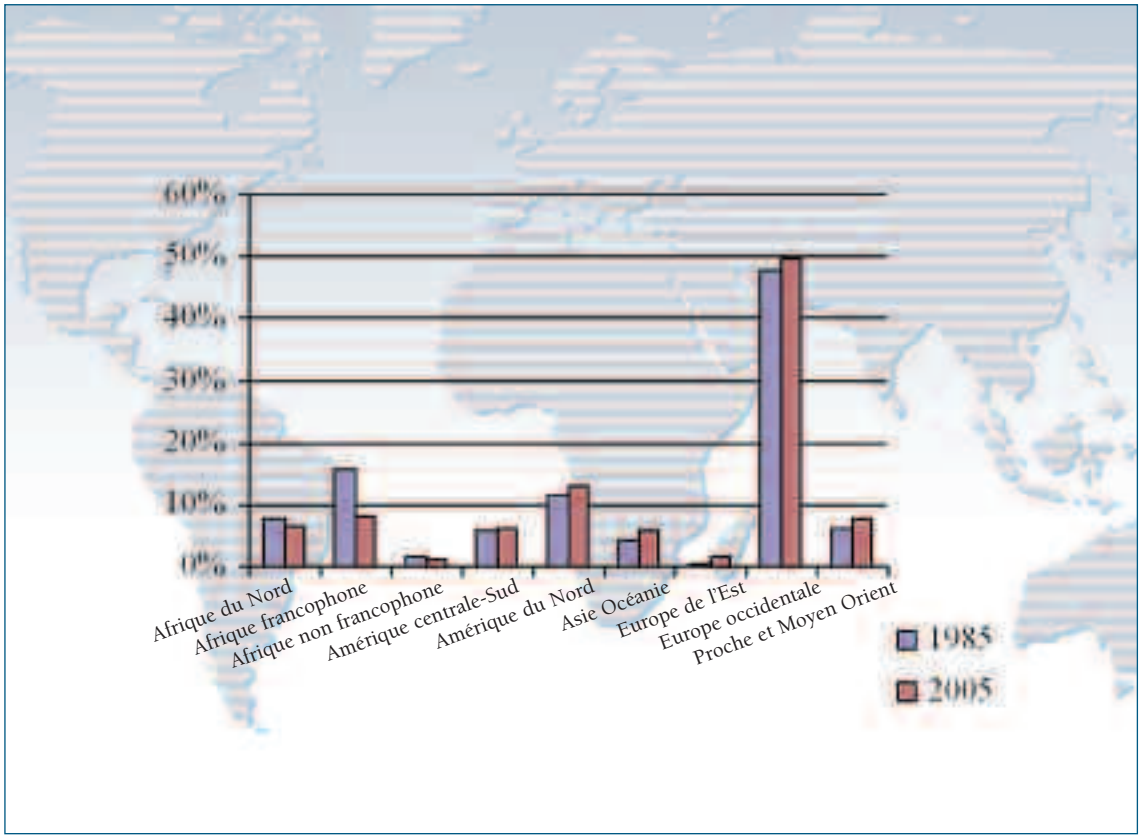
La population augmente fortement, + 9,6 %. Mais cette hausse résulte presque essentiellement de celle de la population française établie en Algérie (+ 23 %). La population augmente fortement aussi en Libye (+ 15 %), mais le nombre de Français établis dans ce pays est faible. Dans les autres pays, la population reste quasiment au niveau de l'année précédente (+ 0,2 % au Maroc, + 0,6 % en Tunisie.

En Algérie, la population retrouve le niveau des années 1980. Cette progression est sans doute liée à la fin de la période de forte insécurité, qui faisait obstacle à l'immatriculation. Les demandes de nationalité française ont par ailleurs augmenté.

### Amérique centrale Sud

Cette région comprend vingt-quatre pays. La population a cru en 2005 de façon modérée (+ 1,9 %). Comme dans les régions précédentes, on observe

**Poids des différentes régions en 1985 et 2005**




des évolutions très divergentes par pays. Sept des pays les plus importants connaissent des baisses significatives, par exemple, la Colombie (- 8,3 %), le Brésil (- 4,2 %), le Venezuela (- 1,54 %), le Mexique (- 1,2 %). En revanche d'autres pays voient la population inscrite augmenter dans de fortes proportions, l'Argentine (+ 8,8 %), Haïti (+ 3,6 %), etc. Il y a plusieurs explications possibles à ces évolutions, celles citées plus haut liées à la modification de l'immatriculation. Mais pour certains pays, la croissance mesurée l'année précédente a été très forte et on peut imaginer que l'année suivante doit marquer un palier.

## Asie-Océanie

Dans cette région la croissance de la population mesurée par le registre des Français se poursuit à un rythme élevé : + 8,8 % en 2005, contre + 4,3 % en 2004. Sur dix ans le taux de croissance moyen a été de 4,1 %.

Dans tous les grands pays la population française connaît un fort développement. En Chine, l'accroissement est spectaculaire, + 16,3 %, de même en Thaïlande, + 13,5 %, à Singapour, + 18,9 %, en Nouvelle Zélande, + 19,5 %, en Malaisie, + 15,5 %, etc. Dans d'autres pays la croissance est plus modérée, comme en Inde, + 3,1 %, au Japon, + 5,5 %.

Ces résultats retracent sans doute le développement de la communauté française dans cette région, mais ces chiffres doivent être tempérés par les effets du changement de la procédure d'immatriculation.

## Europe de l'Est

La population française inscrite établie dans cette région a augmenté fortement en 2005, + 7,4 %. Là aussi le tableau est très contrasté. Des pays connaissent de fortes baisses, la Pologne par exemple (- 9,7 %), d'autres au contraire des hausses spectaculaires, comme la Roumanie (+ 16,4 %), la Russie (+ 14,2 %).

Quelles explications peut-on donner pour expliquer ces variations ? Pour la Pologne, la suppression de l'inscription à Cracovie peut expliquer la baisse. Les nouveaux membres de l'Union Européenne, hors Pologne, qui représentent 30 % de la population de la région, voient la population française fortement augmenter (+ 17 %).

## Afrique anglophone

Cette région ne regroupe que 1,1 % de la population française établie hors de France. Le seul pays où la population française atteint une taille significative est l'Afrique du Sud, avec une baisse de – 2,9 %.

### Les 20 pays où la présence française est la plus forte

Au total 20 pays représentent 76% de la population française totale établie hors de France. Huit pays appartiennent à l'Europe Occidentale, la Suisse occupant la première place, deux appartiennent au Maghreb, respectivement à la 10e place et à la 11e place.

| Pays | 2003 | 2004 | 2005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| SUISSE | 129 506 | 133 074 | 128 701 | 2,8% | -3,3% |
| ETATS-UNIS | 102 873 | 104 978 | 106 099 | 2,0% | 1,1% |
| ROYAUME-UNI | 91 630 | 94 563 | 102 470 | 3,2% | 8,4% |
| ALLEMAGNE | 107 774 | 106 781 | 101 391 | -0,9% | -5,0% |
| BELGIQUE | 85 587 | 86 069 | 79 828 | 0,6% | -7,3% |
| ESPAGNE | 65 669 | 68 477 | 71 226 | 4,3% | 4,0% |
| CANADA | 60 047 | 62 364 | 60 763 | 3,9% | -2,6% |
| ISRAEL | 42 533 | 43 111 | 42 573 | 1,4% | -1,2% |
| ITALIE | 41 133 | 41 797 | 41 494 | 1,6% | -0,7% |
| ALGERIE | 22 202 | 30 964 | 38 080 | 39,5% | 23,0% |
| MAROC | 30 208 | 29 942 | 30 003 | -0,9% | 0,2% |
| LUXEMBOURG | 19 673 | 20 946 | 21 714 | 6,5% | 3,7% |
| MADAGASCAR | 18 711 | 20 044 | 19 602 | 7,1% | -2,2% |
| PAYS-BAS | 19 552 | 19 148 | 18 519 | -2,1% | -3,3% |
| LIBAN | 16 853 | 16 564 | 17 564 | -1,7% | 6,0% |
| SENEGAL | 15 079 | 15 235 | 16 813 | 1,0% | 10,4% |
| BRESIL | 15 384 | 16 321 | 15 630 | 6,1% | -4,2% |
| TUNISIE | 16 210 | 15 375 | 15 463 | -5,2% | 0,6% |
| ARGENTINE | 14 092 | 13 844 | 15 065 | -1,8% | 8,8% |
| AUSTRALIE | 13 921 | 13 503 | 14 270 | -3,0% | 5,7% |
| Total | 928 637 | 953 100 | 957 268 | 2,6% | 0,4% |
| *Total hors Algérie* | *906 435* | *922 136* | *919 188* | *1,7%* | *-0,3%* |
| Monde | 1 223 409 | 1 253 229 | 1 268 524 | 2,4% | 1,2% |
| *Part des 20 plus grands* | *75,9%* | *76,1%* | *75,5%* | *108,1%* | *35,8%* |

La population française inscrite dans ces 20 pays croît moins vite que la population française totale inscrite à l'étranger, parce neuf pays ont vu la population française baisser. Hors Algérie, pays dont la population française connaît une évolution tout à fait atypique, la population française inscrite dans ces 19 pays baisse de – 0,3%.

## Structure de la population

Compte tenu des difficultés d'interprétation des données, nous nous bornerons à un résumé des résultats. Les données détaillées figurent en annexe.

### Population binationale, population de détachés

La part de la population de Français détachés reste aux alentours de 5%. Mais il faut signaler que la définition des détachés appliquée dans les consulats est très restrictive. Les salariés français des administrations françaises et des filiales des entreprises françaises forment une population beaucoup plus importante que celle décomptée dans le fichier des immatriculés sous ce statut.

(Voir graphique page suivante)

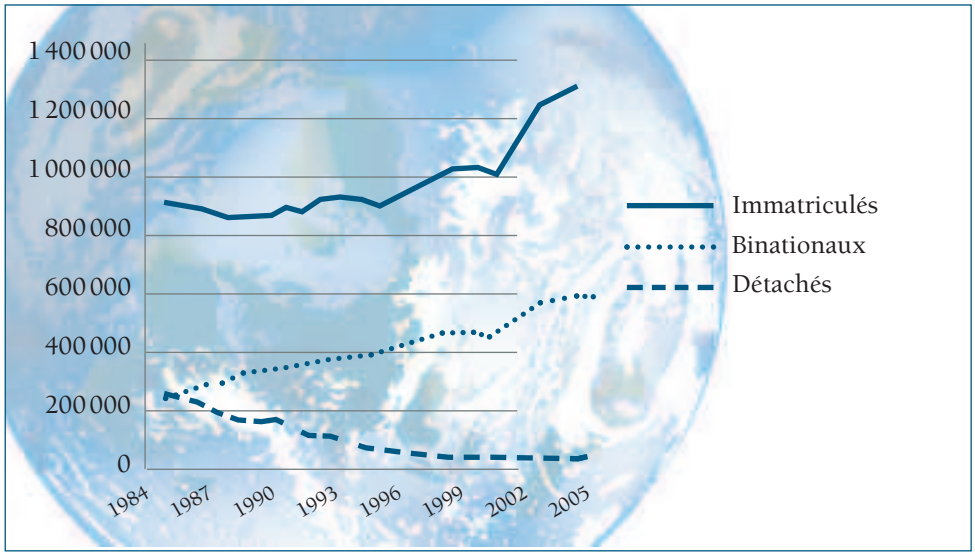
Quant à la population binationale, elle se maintient à 46%.

### La population se féminise

Il y a 20 ans, les femmes étaient peu présentes à l'étranger, elles ne représentaient que 37% de la population. Aujourd'hui, le pourcentage de femmes dépasse de deux points celui des hommes.

Bien que cette évolution concerne toutes les régions, il subsiste de grandes disparités. En Afrique, les femmes sont moins nombreuses : 45% en Afrique non francophone et 46% en Afrique Francophone. Il en est de même en Asie Océanie et en Europe de l'Est. En revanche en Europe, en Amérique du

### Les immatriculés et les populations de binationaux et de détachés




Nord, en Afrique du Nord, la proportion de femme est supérieure à celle des hommes.

## Rajeunissement de la population particulièrement en Europe

En 2005, 28 % de la population a moins de 18 ans, soit 4 points de plus qu'en 1985. Cette tendance se retrouve dans toutes les régions, mais certaines gardent des caractéristiques propres. Par exemple en Afrique du Nord, en Afrique francophone et au Proche et Moyen Orient la part des moins de 17 ans est notablement plus élevée que dans les autres régions.

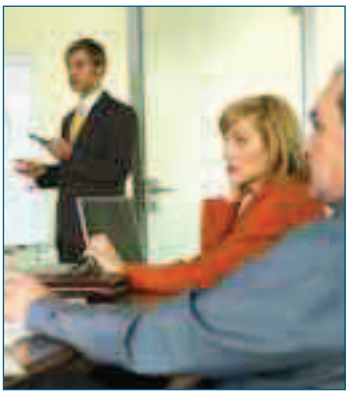
## L'activité se situe très majoritairement dans le secteur tertiaire

Près de 87 % des emplois appartiennent au secteur tertiaire, la dominance est forte et s'accentue nettement en 10 ans. En France, le secteur tertiaire occupe 72 % des actifs.

Quelques pays ou régions présentent des particularités : en Amérique du Nord où le secteur tertiaire atteint 93 %, et à l'opposé l'Afrique non francophone où le tertiaire ne représente que 68 % de l'activité. Dans cette région, le secteur industriel est très implanté et occupe 27 % des actifs contre 10 % en moyenne. En Europe de l'Est, on observe le même phénomène : un secteur tertiaire inférieur à la moyenne au profit des autres secteurs.

## Les catégories socioprofessionnelles : sur-représentation des cadres

La répartition de la population française établie hors de France par catégorie socioprofessionnelle diffère fortement de celle observée en France. Ainsi en France, 13 % des actifs sont classés en cadres supérieurs (et professions intellectuelles). Chez les Français de l'étranger, cette proportion s'élève à 34 % en 2005. Cette particularité a tendance à se renforcer : en 1992 la proportion de cadres était de 30 %.



D'une façon générale là où la population française est importante, les caractéristiques de la population se rapprochent de celles de la population locale. Pour reprendre l'exemple des cadres, en Europe occidentale la part des cadres est de 27 %, soit 7 points de moins que la moyenne mondiale. C'est dans cette région que la proportion de cadres supérieurs est la plus faible. En Amérique du Nord, le pourcentage est proche de la moyenne tout en étant supérieur (37 %).

En Europe de l'Est et en Asie-Océanie, la proportion de cadres parmi les actifs dépasse 50 %. Elle est de 46 % en Afrique du Nord et 42 % en Amérique centrale et du Sud.

À l'inverse, la part des ouvriers est très faible : 3,2 % contre 26,9 % sur le sol français. Là aussi, l'écart se creuse, la proportion d'ouvriers a quasiment baissé de moitié en 13 ans, de (6,6 % en 1992). Mais la région ou la proportion d'ouvriers est la plus forte est l'Europe occidentale (4,9 %).

## Inscrits – estimation des non inscrits : que vaut le dispositif statistique sur les Français établis hors de France ?

*Le dispositif statistique mis en place pour dénombrer les Français établis hors de France est parfois soumis à certaines critiques : dans certains médias on affirme que la population française ne s'élève pas à 1 100 million, mais à plus de 2 millions, que pour obtenir la population établie à Londres il faut multiplier par deux, voire trois le chiffre fourni par le consulat, etc.*
*Il est vrai que les résultats de 2005 posent problème. Il est clair que la population française au sens sociodémographique n'a pas baissé, ni en Suisse, ni en Allemagne et qu'elle n'a pas augmenté dans de telles proportions au Royaume Uni. Que répondre à ces questions ?*
*Il faut d'abord rappeler que cette enquête repose sur un dispositif administratif, autrefois l'immatriculation, maintenant l'inscription. Elle en supporte donc toutes ses limites. Beaucoup d'enquêtes statistiques sont bâties de la même façon, par exemple l'enquête sur les offres et les demandes d'emploi. Dans le cas des Français de l'étranger, il n'y a pas d'autre dispositif possible.*
À quelles conditions le registre peut-il fournir d'une part une bonne estimation du dénombrement de la population, d'autre part présenter une mesure de son évolution ? *Il s'agit bien de deux questions différentes, un outil pouvant être un bon indicateur d'évolution, mais sous-estimer le dénombrement.*
1 • Le registre peut être un bon indicateur d'évolution à condition que les procédures de gestion et la carte consulaire ne changent pas.
*Si elles changent, il y aura rupture de séries et il faudra attendre une à deux années pour retrouver des séries significatives. D'où la formule : il faut « ré-étalonner » l'outil de mesure. C'est une difficulté tout à fait classique que les statisticiens s'efforcent de résoudre.*
2 • Le registre présente un dénombrement relativement fiable de la population sauf dans les pays de l'Europe occidentale et ceux d'Amérique du Nord, mais pour ceux-ci la sous-estimation n'est pas importante.
*Dans les pays où l'inscription présente un intérêt certain pour le Français, le dénombrement fourni par le registre est relativement fiable. Dans les autres pays, essentiellement ceux de l'Union européenne, les États-Unis et le Canada, il est certain le registre sous-estime le nombre de Français établis dans ces pays. La seule solution pour y voir plus clair est l'exploitation fine des statistiques publiques locales. La DFAE a donc lancé un programme d'études. Celle sur le Royaume Uni est quasiment achevée et les résultats ne confirment pas les estimations consulaires, ni celles fournies par les médias. Au Royaume Uni la sous-estimation n'est pas de 100 %, mais serait de l'ordre de 30 %. L'étude chiffre à 130 000 le nombre de Français résidents (chiffre encore provisoire). La même observation est faite sur le Canada. La DFAE a lancé des études similaires sur six autres pays d'Europe et sur les États-Unis.*

## Un nouveau questionnaire statistique dans les postes en 2007

*Les informations dont on dispose dans le dispositif actuel consulaire sont certes intéressantes, mais restent sommaires. Elles ne permettent pas de répondre aux multiples questions que l'on se pose :*

- *Quelle est la proportion des jeunes de moins de 25 ans ? Quel est leur niveau d'études ?*
- *Quelle est la durée moyenne d'un séjour dans le pays, et hors de France ? Cette durée évolue-t-elle en fonctions de la catégorie sociale, de l'âge ?*
- *Quels sont les domaines d'activités ? Quel est le poids du secteur de la santé ou celui du service aux entreprises ?*

*Il s'avère indispensable d'améliorer le système d'information pour collecter des informations de base et avancer vers la connaissance des Français à l'étranger. Cela sera fait à la fin 2005 dans le cadre de la mise en place des premiers modules de RACINE.*
*À l'image du recensement de la population sur le sol français, un nouveau questionnaire a été bâti et une application a été développée pour le tester dans des postes pilotes.*
*En octobre 2003, le dispositif a été mis en place à Montréal. Puis à Tunis, Berlin, Stuttgart et Francfort. En 2004, New York, Londres et Rome ont rejoint cette enquête pilote. Le questionnaire est présenté aux personnes qui viennent s'inscrire ou renouveler leur inscription.*
*Au près de 4 000 questionnaires ont été enregistrés dans la base aujourd'hui. Ce test, maintenant arrêté, a permis de valider le questionnaire et la méthode d'enquête. Mais il a apporté des résultats statistiques intéressants.*

# Assurer la représentation des

*M. Philippe Douste-Blazy,*
*Ministre des Affaires étrangères*
*Président de l'Assemblée des Français de l'étranger*

# Français établis hors de France

## 1 - LES ÉLECTIONS DU 18 JUIN 2006

L'élection des conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger dans les 24 circonscriptions de la zone B (Europe, Asie Levant, Océanie) s'est déroulée le 18 juin 2006 dans les bureaux de vote à l'étranger. Ce scrutin était le premier depuis l'entrée en vigueur de la loi du 9 août 2004 portant réforme du CSFE qui apportait des modifications à certaines circonscriptions (en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Irlande, en Andorre, en Russie et en Israël), soit en créant de nouvelles circonscriptions (Allemagne, Andorre, Irlande, Russie) soit en modifiant le nombre des sièges à pourvoir (trois sièges supplémentaires au total à pourvoir en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Israël et en Thaïlande).

Le nombre de sièges à pourvoir était de 76. Les candidatures ont été nombreuses : 61 listes pour les circonscriptions dans lesquelles le vote était à la représentation proportionnelle (pour 62 sièges à pourvoir) et 32 candidats pour les 14 sièges à pourvoir au vote majoritaire. Parmi ces listes ou candidats, le nombre de ceux qui se déclaraient « indépendants » était élevé.

Au total, 741 Français et Françaises se sont présentés aux suffrages de leurs compatriotes, en qualité de candidats titulaires ou de candidats suppléants.

*(Voir détails et résultats au chapitre des annexes)*

### Résultats obtenus

| | |
|---|---|
| Union des Français de l'étranger (UFE) | 30 |
| Association démocratique des Français de l'étranger – Français du monde (ADFE – FM) | 30 |
| Rassemblement des Français de l'étranger (RFE) | 9 |
| Sans étiquette | 7 |

Le taux de renouvellement des membres sortants est assez élevé : 29 élus n'appartenaient pas à l'Assemblée des Français de l'étranger précédemment, soit environ 38 %. Sur ce nombre, 4 étaient des sièges ouverts pour la première fois depuis les modifications de la carte électorale introduites par la loi du 9 août 2004 (en Grande-Bretagne, en Israël, en Thaïlande et en Andorre).

### Trois faits marquants caractérisent cette élection

• Pour la première fois, à cette échelle dans un scrutin à caractère politique, les électeurs avaient la faculté de voter par voie électronique. Du 6 au 12 juin, les électeurs ont voté par Internet dans l'ensemble des circonscriptions électorales concernées par le scrutin, à l'exception des 11 pays[1] dans lesquels la possibilité de voter par voie électronique avait été suspendue afin de protéger le secret du vote menacé par le faible nombre d'inscription.

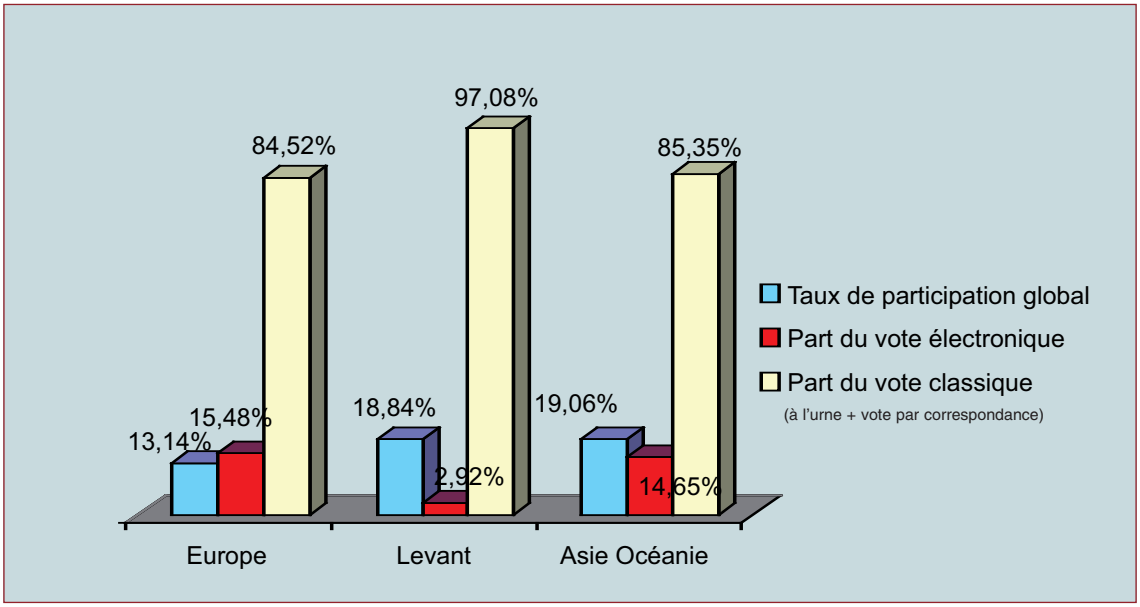
• Le nombre de votants (10 119) a été inférieur aux attentes (28 138 électeurs avaient manifesté leur volonté de pouvoir voter par voie électronique en se pré-inscrivant). Il représente toutefois près de 14 % du total des votants.

*(1) Afghanistan, Brunei, Lettonie, Macédoine, Arménie, Georgie, Fidji, Islande, Sri Lanka, Mongolie, Yemen.*

• L'utilisation d'Internet durant la campagne a été importante, la propagande électorale étant libre dans l'Union européenne et les Etats parties à la Convention européenne des droits de l'homme

• Malgré l'introduction du vote électronique et un effort important de sensibilisation et d'explication, la participation est restée faible. Diminuant légèrement en valeur absolue par rapport à l'élection de 2000 pour la même zone (76 209 de votants en 2000, 74 396 en 2006), elle accuse une baisse sensible (19 % en 2000 à 14,25 % en 2006) par rapport au nombre des inscrits dont le nombre est passé entre-temps de 401 829 à 525 717.

## Taux de participation par zone géographique




# Le vote électronique

## Un succès technique

*Le système mis en place a fonctionné sans défaillance et n'a subi aucune interruption ou intervention depuis son scellement le 9 mai. Les attaques ont été peu nombreuses.*

*L'import et l'export de flux chiffrés n'ont soulevé aucune difficulté dans les 68 pays concernés par le vote électronique, y compris en Chine et en Russie, et ceci en dépit du niveau élevé de chiffrement. La transmission des résultats du vote électronique s'est effectuée sans incident technique affectant la sécurité et l'intégrité du système.*

*Les conditions de sécurité ont été rigoureusement respectées par le prestataire sous le contrôle du Ministère avant l'élection, et sous le contrôle du bureau du vote par voie électronique et du comité technique pendant la phase de vote et jusqu'au dépouillement. Le gel de la possibilité de voter par voie électronique dans onze pays avait pour objectif de protéger le secret du vote menacé par le faible nombre d'inscriptions.*

## II - LES SESSIONS DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

*Assemblée des Français de l'étranger en septembre 2005*

### Du 5 au 10 septembre 2005

La troisième session plénière de l'Assemblée s'est tenue sous la présidence de M. Philippe Douste-Blazy, Ministre des Affaires étrangères.
Au cours de cette session, Mme Christine Lagarde, Ministre déléguée au Commerce extérieur, s'est exprimée devant l'Assemblée, notamment sur le thème de la mobilisation à l'exportation et l'expatriation.

### Les 16 et 17 décembre 2005

Réunion du Bureau de l'Assemblée.

### Du 6 au 10 mars 2006

Tenue de la quatrième session plénière de l'Assemblée.
M. Pierre Méhaignerie, Président de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, a fait part de son expérience de l'élaboration de la loi de finances pour 2006 en régime LOLF et a répondu aux préoccupations exprimées par les membres de l'Assemblée des Français de l'étranger concernant l'incidence du changement de régime budgétaire pour les Français de l'étranger.

### Le 19 mai 2006

**Réunion du Bureau de l'Assemblée.**

• Lors de ces sessions, l'avis de l'assemblée a été sollicité sur un certain nombre de textes de nature réglementaire.

**Des projets de décret :**

- modifiant le décret du 10 décembre 1998 portant organisation de l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères
- modifiant le décret du 6 avril 1984 portant statut du Conseil supérieur des Français de l'étranger,
- portant application de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République,
- sur les centres de vote à l'étranger

**Des projets d'arrêté :**

- Arrêté modifiant l'arrêté du 10 décembre 1998 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère des Affaires étrangères.
- Arrêté du 25 janvier 2006 fixant les modalités de remboursement des frais de campagne électorale des candidats au mandat de membre de l'Assemblée des Français de l'étranger.
- Arrêté fixant les modalités de versement des nouvelles indemnités versées aux membres de l'assemblée.

Enfin, l'Assemblée a donné son avis sur le projet de circulaire fixant les fonctions et prérogatives dont jouissent les membres de l'Assemblée des Français de l'étranger dans l'exercice de leur mandat.

• Poursuivant sa réflexion sur l'évolution du statut de la représentation des Français de l'étranger, l'Assemblée a adopté le rapport de la Commission de la Décentralisation appliquée aux Français établis hors de France relatif à la proposition de loi élaborée par le sénateur Christian Cointat visant à la transformation de l'Assemblée des Français de l'étranger en une collectivité publique « d'outre-frontière » dotée d'une personnalité juridique et disposant de la maîtrise de son budget. Le mandat de cette Commission s'achève avec ce rapport.

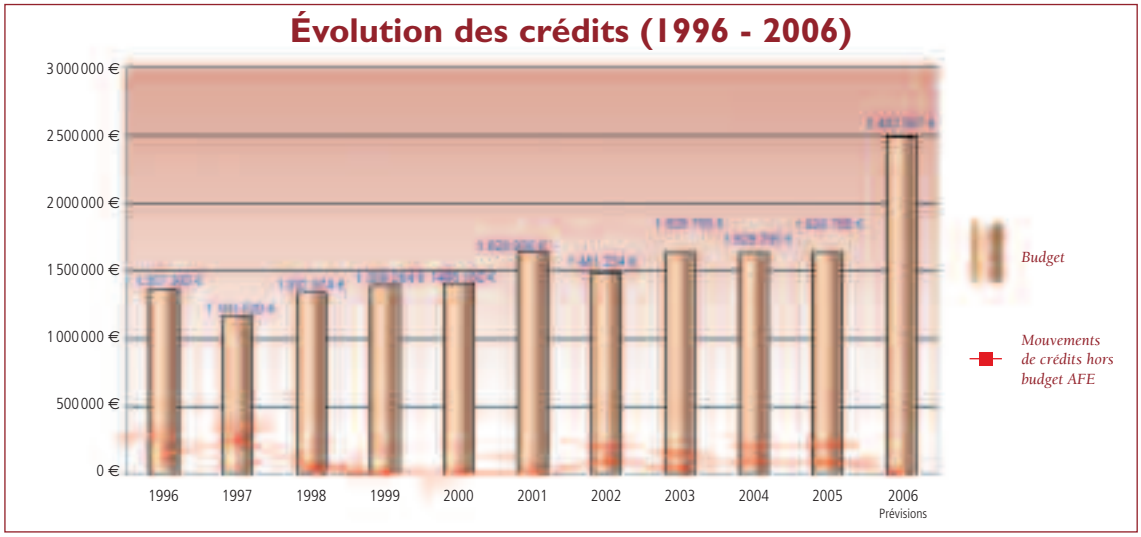
*Stand de l'Assemblée des Français de l'étranger, au Sénat le 4 mars 2006*

• Le 4 mars 2006, à la veille de la session de l'Assemblée des Français de l'étranger (6 au 11 mars), le Sénat a organisé au Palais du Luxembourg, en partenariat avec l'Assemblée des Français de l'étranger, la première journée des Français de l'Etranger sur le thème « Français de l'étranger : une chance pour la France. »
L'objet de cette manifestation était de dispenser des informations sur la présence française à l'étranger, de mettre en relation le public avec les divers acteurs de l'expatriation, pouvoirs publics, entreprises du secteur privé, réseau culturel et de l'enseignement et de saluer la contribution des quelque deux millions de Français expatriés au rayonnement de la France dans le monde. Durant cette journée « portes ouvertes », de nombreux rendez-vous ont été proposés au public, notamment : cinq tables rondes sur le rayonnement de la France dans le monde, un débat télévisé dans l'hémicycle du Sénat et un forum « Préparer son expatriation ». Les services de la DFAE ont pris part de manière interactive aux différentes phases de cette journée.

• Au cours des deux dernières années, le rythme des sessions plénières de l'Assemblée est passé, à sa demande, d'une à deux par an. Cette fréquence assure une meilleure continuité des travaux de l'assemblée. L'augmentation substantielle des indemnités des membres de l'Assemblée devrait, par ailleurs, permettre aux élus de mieux faire face aux dépenses engagées dans l'exercice de leur mandat.

## III - LE BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

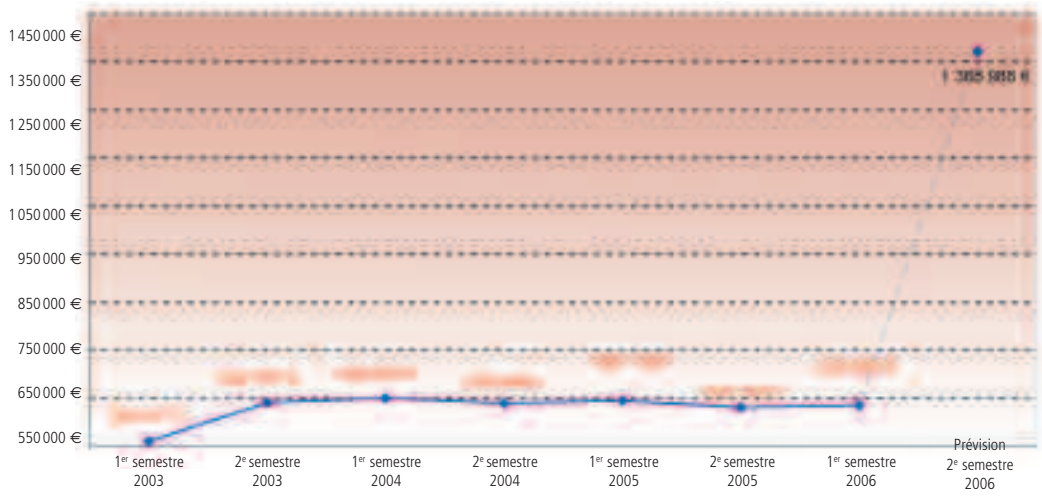
Lors du Bureau de décembre 2005 de l'Assemblée des Français de l'étranger, un compte rendu de l'exécution du budget de l'année écoulée ainsi qu'un état prévisionnel du budget 2006 ont été présentés aux participants. Le montant des crédits inscrits à la loi de finances pour 2006 mis à la disposition du secrétariat général de l'Assemblée des Français de l'étranger s'établit à 2 482 567 euros, montant en hausse par rapport aux années précédentes. Cette augmentation est destinée à financer, entre autres, la nouvelle indemnité fixe mensuelle de 800 euros versée à tous les Conseillers élus à compter du 1er juillet 2006.



**Les principaux postes de dépenses devraient se répartir de la manière suivante :**

- Indemnités forfaitaires aux membres élus, ainsi qu'aux membres désignés résidant hors de France : 2 025 500 euros.
- Remboursement des frais de campagne électorale (élections à l'Assemblée des Français de l'étranger du 18 juin 2006) : 165 000 euros.
- Dépenses de fonctionnement, notamment :
  - Logistique des sessions (sténotypie, secrétariat, hôtesses, cafétéria, etc.) : 134 000 euros
  - Édition du rapport du Directeur : 18 000 euros
  - Fonctionnement (site Internet, publications, matériel et fournitures) : 100 000 euros
  - Prime d'assurance des membres : 18 500 euros.

**Évolution de l'enveloppe budgétaire consacrée à l'indemnité forfaitaire semestrielle (2003 – 2006)**




## IV - INDEMNITÉS VERSÉES AUX ÉLUS DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Les membres élus de l'Assemblé des Français de l'étranger souhaitaient depuis longtemps une réévaluation du montant de leurs indemnités qui n'avait pas varié depuis 1997.

Afin de satisfaire cette demande légitime, la loi de finances pour 2006 a alloué au budget du Ministère des Affaires étrangères une somme supplémentaire de manière à financer une indemnité mensuelle fixe d'un montant de 800 euros pour chaque élu.

Cette nouvelle indemnité s'ajoute à l'indemnité actuelle, variable en fonction de l'éloignement du pays de résidence et de l'étendue de la circonscription, que les membres de l'Assemblée perçoivent déjà au titre du remboursement partiel des frais occasionnés lors des déplacements pour assister aux réunions auxquelles ils sont convoqués par le président de l'Assemblée. Elle prend effet à compter du 1er juillet 2006 et est versée en même temps que les indemnités forfaitaires semestrielles actuelles.

Pour tenir compte de la disparité des situations des conseillers de l'Assemblée des Français de l'étranger, répartis sur tous les continents, l'indemnité forfaitaire qui était versée jusqu'à présent, demeure donc.

En 2006, le montant total des indemnités versées aux membres de l'Assemblée des Français de l'étranger s'élèvera à 2 003 576 euros.

# 2 Veiller à la sécurité des Français à l'étranger

*La sécurité des Français à l'étranger est une priorité du ministère des Affaires étrangères et du gouvernement. Cette mission revient à la sous-direction de la sécurité des personnes (SDP) de la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France (DFAE). Son action dans ce domaine a été très importante en 2005, tant du point de vue de la gestion des crises, que de celui de la « veille » opérationnelle, ou du suivi des « cas individuels » (prisonniers, otages, disparus, décédés). Pour l'avenir, dans une optique de plus grande efficacité, la DFAE s'est donnée pour objectif de mieux rassembler autour d'elle l'ensemble des acteurs de la sécurité à l'étranger.*

## I - LES MOYENS

### Un effectif en augmentation significative

La sous-direction de la sécurité comprend 15 agents, répartis en quatre pôles :

- un pôle « direction » composé du sous-directeur et de deux secrétaires ;
- un pôle « veille-crise » dirigé par deux adjoints au sous-directeur, une responsable veille et un responsable crise, assistés de six rédacteurs ;
- un pôle « gestion des cas individuels » dirigé par un adjoint au sous-directeur, assisté de deux rédacteurs ;
- un « pôle médical », créé en 2005, et composé de deux médecins, un urgentiste à mi-temps et un psychiatre sous contrat.

Dans un contexte de restriction budgétaire, en 2006, cet effectif sera augmenté de deux agents : un adjoint au sous-directeur, et un logisticien.

### Le budget

En loi de finances, le budget initial 2005 pour la « fonction sécurité » était de 1,59 M€. Compte tenu de l'actualité, la DFAE a, en fait, consacré à cette fonction, au total, plus de 3 M€.

### Les outils de préparation et de gestion de crise

La sous-direction de la sécurité des personnes dispose, pour l'aider à gérer les crises, de quatre outils principaux :

- Les plans de sécurité des 179 postes diplomatiques et consulaires, qui font l'objet d'actualisations régulières : en moyenne 6 par mois en 2005.
- Le site internet « conseils aux voyageurs ». Site le plus visité du ministère des Affaires étrangères, il est consulté 250.000 fois par mois. Les mises à jour sont réalisées au moins tous les deux mois (70 modifications par mois en 2005). Il permet aussi aux internautes d'interroger directement la DFAE par courriel (environ 600 courriels reçus par mois). Nos compatriotes continuent aussi de téléphoner directement à la sous-direction de la sécurité des personnes (500 appels mensuels en 2005).

*Le site internet « conseils aux voyageurs ».*

- Les équipements des postes en matériels de sécurité (radio, rations alimentaires, médicaments, matériel de santé) : 1.785.000 €, soit plus de la moitié du budget consacré à la sécurité, auront été affectés en 2005 à ces dépenses d'équipement.
- Enfin, la sous-direction de la sécurité des personnes dispose, au Quai d'Orsay, d'une « salle opérationnelle de crise ». Couplée à une « salle politique », cette structure permet de gérer les crises en temps réel. Un projet de modernisation de cet outil est en cours.

## II – LES REFORMES : LES STRUCTURES DE GESTION DE CRISE ET LE DÉVELOPPEMENT DU PARTENARIAT

La DFAE est de plus en plus sollicitée par nos compatriotes dont les attentes en matière de sécurité ne cessent d'augmenter. Une coopération avec les autres acteurs de la sécurité à l'étranger (tourisme, défense, intérieur, entreprises, etc.) est nécessaire, pour GARANTIR une meilleure efficacité. À cet égard les mesures suivantes ont été prises.

### La création d'une unité d'appui à la gestion des crises

En 2005, à la demande du Premier Ministre, la décision de principe a été prise de créer au Département une « unité d'appui à la gestion des crises ». De nature interministérielle, cette structure permanente aura pour mission, dès 2006, d'améliorer les capacités de traitement et de coordination dans l'urgence, de structurer le dispositif de gestion de crise, d'introduire un élément de continuité dans l'action des différents acteurs et de renforcer la professionnalisation de la gestion de crise.

### Le recentrage de la sous-direction de la sécurité des personnes sur son cœur de métier

La sous-Direction de la sécurité des personnes s'est recentrée sur son « cœur de métier », la sécurité des

2

Français à l'étranger. En 2005, les affaires sociales, dont elle était précédemment chargée ont été transférées à une autre sous-direction. Cette réorganisation s'est accompagnée d'un renforcement du volet sécurité sanitaire.

*Signature de la convention de partenariat avec l'école nationale de ski et d'alpinisme*

### Des partenariats et des contributions extérieures

La DFAE a choisi d'associer des partenaires à certaines de ses actions.

Cet effort touche d'abord la réponse téléphonique en cas de crise pour laquelle un marché, lancé en 2005, devrait se finaliser en juin 2006 : il permettra de mieux faire face à l'afflux d'appels de proches de victimes.

Des conventions ont été signées avec Air France, Météo France et l'École de Ski et d'Alpinisme de Chamonix. D'autres sont en cours d'élaboration, par exemple avec Radio France International (possibilité de transmettre des messages radio aux communautés françaises), avec l'Unité Nationale d'Identification des Victimes de Catastrophes Naturelles, avec la Sécurité Civile et la Gendarmerie (mise à disposition de moyens spéciaux).

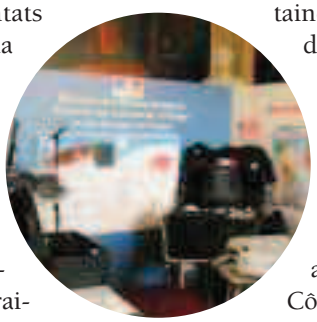
Les liens avec les entreprises ont été renforcés, et les professionnels du tourisme et du sport ont été sensibilisés à leurs responsabilités. À cet égard a été organisée le 29 novembre 2005 à Paris la première rencontre « MAE - Directeurs de la sécurité des 80 plus importantes entreprises françaises », qui a notamment donné lieu à des échanges d'expérience, et à la création d'un annuaire téléphonique permettant aux principaux responsables de se contacter directement en cas de crise.

Enfin, depuis l'été 2005, deux médecins, un urgentiste et un psychiatre, travaillent désormais « sous contrat » avec la DFAE.

## III – LES CRISES : 2005, UNE ANNÉE DE CRISES NOMBREUSES ET DIVERSES

*Françoise Le Moign*
*Adjointe*
*au Sous-directeur*
*de la sécurité*
*des personnes*

L'année 2005 a été ponctuée d'attentats terroristes, d'accidents aériens, de la circulation ou de montagne, de troubles politiques, de prises d'otages, de catastrophes naturelles (cyclones, tremblements de terre), évènements auxquels il convient d'ajouter les difficultés du dernier pèlerinage à La Mecque, de nombreux passagers bloqués sur leurs lieux de vacances en raison de la défaillance de leur voyagiste ou compagnie aérienne, et enfin la menace de la grippe aviaire. Ces évènements ont fait parmi nos compatriotes 193 morts et 146 blessés, tous touristes. La sous direction de la sécurité des personnes a fonctionné en « mode crise » pendant une soixantaine de jours. Neuf antennes consulaires d'urgence venant de Paris auront été projetées en 2005 : tsunami (déplacées fin 2004 et maintenues début 2005 : Sri Lanka, Maldives, Thaïlande), attentats de Londres, accident d'avion au Venezuela, cyclone en Louisiane, tremblement de terre au Pakistan, préparation de crise en Côte d'Ivoire, mort d'alpinistes au Népal.



Trois évènements auront plus particulièrement affecté en 2005 la sécurité de nos ressortissants : la catastrophe aérienne de Maracaïbo au Venezuela ; le cyclone « Katrina » dans le sud des Etats Unis ; la disparition dans les Annapurnas d'alpinistes français.

*Après l'accident à Maracaïbo*

## La catastrophe aérienne de Maracaïbo

Le 16 août 2005, dès l'annonce de l'accident de l'avion de la compagnie West Carribean à Maracaïbo en route vers Fort-de-France avec à son bord 152 touristes français, majoritairement originaires de la Martinique, la cellule de crise est ouverte. Le ministère envoie sur place une mission consulaire d'urgence afin d'épauler notre ambassade au Vénézuela : 7 fonctionnaires des affaires étrangères et un médecin psychiatre ainsi qu'un agent de liaison à Fort de France. Ces agents, auxquels se joindront 11 membres du SAMU et des spécialistes en identification des corps, se relaieront du 17 au 27 août. À la gestion de cette catastrophe douloureuse, s'ajoute la situation de 300 passagers français bloqués à Panama du fait de l'arrêt des vols de la West Carribean. Dans cette affaire, l'Etat prendra notamment en charge l'affrètement de l'avion permettant aux familles des victimes de se rendre sur place pour la cérémonie officielle de recueillement en souvenir des victimes, les opérations de recherche de conservation et d'identification des corps, les frais de rapatriement des dépouilles mortelles. Le coût total de cette crise, dont la gestion budgétaire a été confiée à la DFAE, s'est élevé à 857.000 €.

**Samedi 20 août 2005 : les parents et les proches des victimes de la catastrophe aérienne de Machiques au Venezuela (16-08-05) se recueillent devant le monument érigé dans le cimetière de San Francisco à Maracaibo, à la mémoire des disparus, en présence du Ministre de l'Outre-Mer, des élus de la Martinique, du Directeur des Français de l'Étranger, de l'ambassadeur et du Consul de France au Venezuela.**

*Cérémonie officielle du 20 août 2005*

## Le cyclone « Katrina » en Louisiane

À la suite d'un cyclone de catégorie 4 sur la Louisiane et le Mississipi, une grave inondation frappe la Nouvelle Orléans, dont les autorités décident l'évacuation le 31 août. Les populations, parmi lesquelles figurent des Français, se réfugient dans des centres de regroupement de La Nouvelle Orléans, d'où ils sont ensuite transportés jusqu'au Texas. Le consulat général se replie sur Lafayette.

Une cellule de crise est ouverte, pour faire face à l'afflux des demandes des familles inquiètes. Elle fonctionnera pendant 15 jours, répondant à plus de 3 400 appels concernant 787 personnes. Dès le 3 septembre, la DFAE dépêche en Louisiane une mission consulaire d'urgence composée de 3 agents du ministère et de 2 agents de la sécurité civile. Des agents en poste à San Francisco, Los Angeles et Washington viennent renforcer cette antenne consulaire.
À partir de Paris, en liaison avec notre ambassade à Washington ainsi qu'avec nos consulats de La Nouvelle Orléans, Houston, Miami et Atlanta, la DFAE coordonne les opérations de recherche de nos concitoyens, auxquelles se consacreront une quarantaine d'agents du Département.
À noter l'excellente coordination européenne qui a notamment permis d'organiser une mission de recherche conjointe France/Royaume-Uni/Allemagne sur la rive est du Mississipi. Au total, nos équipes sur le terrain auront directement assisté 52 Français.

*La mission consulaire d'urgence à la recherche de ressortissants français à La Nouvelle Orléans*

## Disparition de 7 alpinistes français au Népal

Le 20 octobre, une tempête de neige exceptionnelle s'abat sur les Annapurnas. Une expédition d'alpinistes sur le mont Kang Guru, composée de 7 Français et de 14 guides népalais, est victime

2

d'une avalanche. Seuls trois Népalais réussissent à rejoindre un village proche. Dans le même temps, d'autres expéditions, au sein desquelles se trouvent des Français, connaissent de graves difficultés.

*Opérations de recherche des disparus*

Des opérations de secours sont entreprises. Le ministère envoie une mission consulaire d'urgence, composée de membres du peloton de gendarmerie de haute montagne, avec deux chiens, et reçoit sur place l'aide de spécialistes de la montagne, présents à Kathmandou, dont le conseiller « montagne » du Ministre de la jeunesse et des sports. Les recherches permettront de retrouver deux corps (ceux de deux Français) jusqu'à ce que l'enneigement et les conditions météorologiques interdisent de poursuivre les opérations. Celles-ci reprendront en 2006.

## IV – LA GESTION DES « CAS INDIVIDUELS »

*Jacques Guyot*
*Adjoint au Sous-directeur de la sécurité des personnes*

### Les disparitions et enlèvements de Français

Témoignant de l'aggravation des conditions sécuritaires dans certains pays ou régions du monde, déjà signalés comme dangereux sur le site « conseils aux voyageurs » du Département, de nouveaux enlèvements et disparitions ont touché les Français résidant, ou de passage à l'étranger en 2005.

Depuis le début de 2005, par vingt-trois (23) enlèvements de Français ont eu lieu : 9 en Haïti, 3 au Venezuela, 3 en Israël et dans les territoires palestiniens, 2 en République Démocratique du Congo, 2 en Bolivie, 2 en Turquie, 1 en Irak et 1 au Sénégal. Nos compatriotes enlevés en Haïti, tous victimes de rapts crapuleux, ont été libérés rapidement. La religieuse française prise en otage dans l'est de la République Démocratique du Congo a été libérée au bout de cinq jours et nos deux compatriotes enlevés en Bolivie, alors qu'ils effectuaient une randonnée dans ce pays, sont parvenus à s'enfuir après 48 heures de détention. Parmi nos trois compatriotes pris en otage au Venezuela, deux ont été libérés, l'un deux mois après son enlèvement, l'autre huit mois après. Le Français pris en otage en Irak en décembre 2005 a été libéré en janvier 2006. Au total, sur les quatorze Français enlevés en 2005, un seul est toujours détenu par ses ravisseurs au Venezuela. S'y ajoute le cas de Mme Ingrid Bétancourt enlevée depuis 2002 en Colombie. En tout, deux Français restent donc détenus par leurs ravisseurs. Outre les cas particuliers de l'Irak et d'Haïti, c'est au Venezuela que les cas d'enlèvements de Français installés dans l'Etat de Barinas (ouest du pays) ont été les plus élevés en 2005, du fait notamment de la guérilla colombienne, dont l'action s'étend désormais dans les provinces vénézuéliennes frontalières. Il convient également de rappeler que nos compatriotes disparus ou enlevés, en particulier en Irak, en Colombie et au Venezuela, l'ont été dans des pays ou des régions totalement ou fortement déconseillés par le Département.

De plus, deux (2) ressortissants, dont on demeure toujours sans nouvelles, ont disparu dans des circonstances inquiétantes : un à Saint-Domingue, et une au Népal. À ces deux compatriotes s'ajoutent sept (7) disparus durant ces quatre dernières années, soit au total 9 Français dont on reste sans nouvelles : 3 au Guatemala (2002 et 2003), une au Pérou (2002), un jeune compatriote dans le sud de la Colombie (2003), le journaliste franco-canadien Guy André Kieffer en Côte d'Ivoire (2004) et un journaliste français en Irak (Frédéric Nérac en 2003).

Qu'il s'agisse de nos compatriotes disparus dans des circonstances inquiétantes ou pris en otage, la DFAE a assuré un contact régulier avec les familles. Elle se voit confier aussi, de plus en plus, un rôle opérationnel, dans le respect de la souveraineté des Etats dans lesquels nos compatriotes disparaissent ou sont enlevés. À cet égard, un partenariat a été établi entre la sous-direction de la sécurité des personnes, le GIGN, et le Raid, afin que ces unités puissent conseiller l'action du Département et de nos postes à l'étranger dans les cas d'enlèvements. Plusieurs fois en 2005, cette coopération s'est montrée déterminante pour le sort de nos compatriotes. Pour les mêmes raisons, les contacts se sont développés avec l'office central des disparitions inquiétantes de personnes (OCDIP).

*Arrivée en France de la dépouille de Michel Seurat, ancien otage français au Liban en 1985.*

## L'assistance aux familles des Français décédés à l'étranger

850 décès de Français ont été signalés à la sous-direction de la sécurité des personnes par nos ambassades et consulats entre le 1er mai 2005 et le 30 avril 2006.

La DFAE joue un rôle essentiel dans l'information et l'assistance aux familles des Français décédés à l'étranger. Elle les aide à faire face aux formalités nécessaires au rapatriement des dépouilles mortelles, en liaison avec les différentes administrations concernées (préfectures, mairies, gendarmeries, commissariats de police, etc.), les sociétés de pompes funèbres, les compagnies d'assurance et nos postes diplomatiques et consulaires. Les familles reçoivent l'aide du Département pour obtenir les rapports d'autopsie et de police émanant des autorités locales compétentes.

*Monument à la mémoire des victimes à Charm El Cheikh*

Le raz-de-marée survenu le 26 décembre 2004 en Asie du Sud-Est (95 décès) a continué de mobiliser l'agent chargé du suivi des dossiers des Français décédés à l'étranger, et ce en raison de l'échelonnement des identifications jusqu'en octobre 2005. Il en a été de même concernant l'accident d'avion de Charm El Cheikh (3 janvier 2004). La rapidité exemplaire des identifications des victimes de l'accident d'avion survenu le 16 août 2005 au Venezuela est à souligner. Elle résulte du remarquable travail des spécialistes de l'institut de recherches criminelles de la gendarmerie, et d'une coopération sans faille entre le Département et le ministère de l'outre-mer.

Dans le détail, 81 Français, chiffre qui se maintient à un niveau élevé, sont décédés dans des accidents de la circulation et 11 dans des accidents d'avions de tourisme ou d'hélicoptère ; 27 ont été victimes d'agressions violentes ; le nombre de suicides a été de 57 ; 28 Français ont été victimes de noyade ou d'accidents de plongée et 5 sont portés disparues en mer ; l'année 2005 aura été particulièrement meurtrière en montagne : 28 Français ont été victimes d'avalanches ou d'accidents, notamment dans le massif des Annapurnas au Népal où 7 alpinistes français ont péri en octobre 2005 (seuls deux corps retrouvés à ce jour). Enfin, 5 Français ont trouvé la mort lors d'attentats terroristes : 1 en Iraq, 1 au Liban, 1 au Royaume Uni, 2 en Israël.

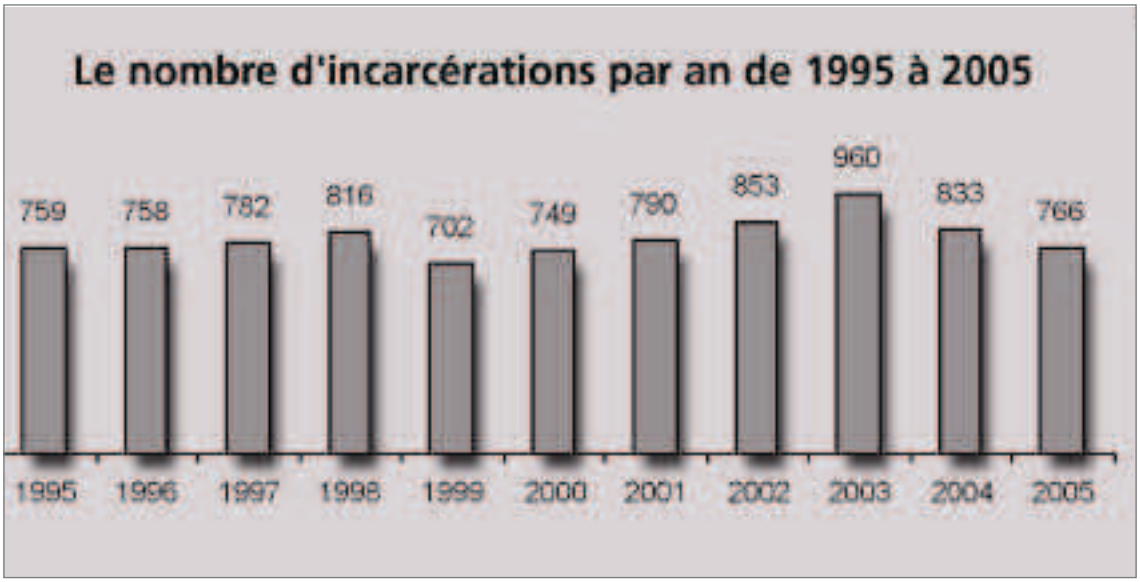
*Cérémonie franco-égyptienne à la mémoire des victimes de la catastrophe aérienne du 3 janvier 2004.*

Ces circonstances souvent tragiques ont contribué à resserrer la coopération entre la sous-direction de la sécurité des personnes et l'Institut National d'Aide aux Victimes et de Médiation (INAVEM) qui, outre un soutien psychologique, apporte une aide juridique aux familles. L'aide apportée par cet organisme se révèle très précieuse pour de nombreuses familles. De la même façon, le Département informe le Fonds de Garantie des victimes d'actes de terrorisme et autres infractions (FGTI) de l'identité des victimes françaises d'actes de terrorisme à l'étranger, en vue de l'ouverture d'un dossier d'indemnisation.

## 1 721 détenus français à l'étranger

L'une des missions de nos ambassades et consulats est la protection consulaire de nos ressortissants détenus à l'étranger d'après l'article 36 de la Convention de Vienne de 1963. Cette protection consiste à vérifier que nos compatriotes détenus ne sont pas maltraités, que leurs droits à la défense sont bien respectés (présence d'un avocat dont les

2

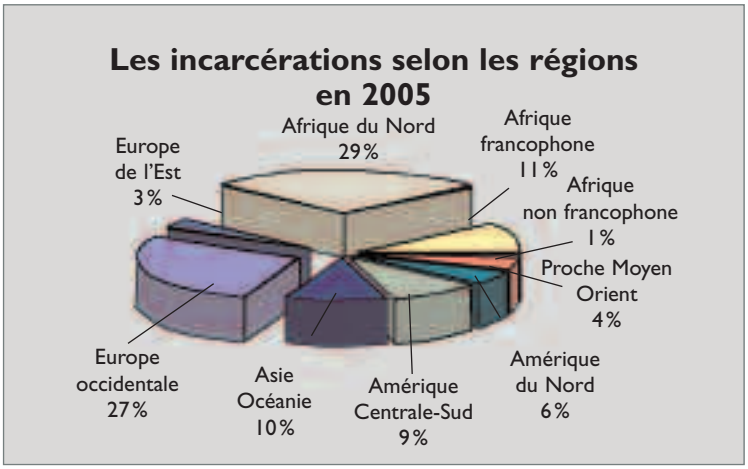



honoraires sont à la charge de la famille ou d'un avocat commis d'office par la justice locale), que les détenus puissent communiquer avec leur famille, et que ces familles puissent faire parvenir à leur proche détenu des aides financières afin d'améliorer leur ordinaire. Les autorités françaises ne peuvent cependant pas intervenir dans le cours de la justice locale qui est souveraine, ni se prononcer sur le fond d'une affaire de justice, ni assurer la défense de nos compatriotes devant les tribunaux, ces tâches incombant à l'avocat de la défense.

Il est conseillé à nos ressortissants se rendant à l'étranger, de consulter le site « Conseils aux voyageurs » du ministère des Affaires étrangères afin de s'enquérir des difficultés qu'ils pourraient rencontrer dans le pays de destination, certains faits pouvant mener à une arrestation et à une inculpation à l'étranger, alors qu'ils ne constituent pas une infraction en France.

Ce site est consultable à l'adresse suivante : www.france.diplomatie.gouv.fr/voyageurs

La France est liée avec 78 pays par des conventions bilatérales ou multilatérales relatives au transfèrement des personnes condamnées. Ce dispositif permet aux ressortissants français détenus à l'étranger à la suite d'une condamnation définitive à purger le reste de leur peine en France, s'ils le demandent et après accord des autorités françaises et de celles de l'Etat de condamnation. Des conventions bilatérales avec divers pays sont en cours de ratification ou de négociation. Néanmoins pour raisons humanitaires sérieuses certains pays, qui n'ont pas conclu une telle convention avec la France, acceptent au cas par cas des transfèrements vers la France.




Environ 800 Français sont emprisonnés chaque année en moyenne à travers le monde, ce qui représente un total cumulé de 1721 détenus au 1er janvier 2006, dont 90 % d'hommes.

En 2005, les 766 incarcérations se sont réparties de la façon suivante : 29 % pour l'Afrique du Nord (essentiellement le Maroc), 27 % pour l'Union Européenne (essentiellement l'Espagne), 12 % pour l'Afrique, 32 % pour le reste du monde.

La majorité des infractions commises par les Français à l'étranger concerne les stupéfiants, qu'il s'agisse de trafic ou de consommation personnelle,

puis viennent les escroqueries ainsi que les vols. Au cours des 10 dernières années, l'évolution des infractions tend vers une augmentation significative des délits de drogue tandis que les atteintes au patrimoine chutent de manière régulière.
La durée de condamnation moyenne d'un Français emprisonné à l'étranger est de 4 ans.

Cependant, la plupart des Français condamnés à des peines de moins de 1 an ne se manifestant pas auprès des postes, il est difficile de mesurer véritablement la durée moyenne de détention à l'étranger. Enfin, l'âge moyen de nos compatriotes détenus à l'étranger est d'une trentaine d'années.

## V – LA GRIPPE AVIAIRE

Le ministère des Affaires étrangères, mobilisé pour faire face à cette menace, a participé activement au plan national de lutte contre une éventuelle pandémie de grippe aviaire. La DFAE a largement contribué à ce plan en approvisionnant nos postes diplomatiques et consulaires (à l'exception de Monaco et d'Andorre, rattachés au plan national français) en traitements anti-viraux (Tamiflu) et en masques de protection, afin d'assurer une couverture équivalente à celle mise en place à l'échelon national, les ambassades dans les pays les plus développés, dont l'Union Européenne, étant dotées d'un stock de sécurité, les autorités locales prenant en charge les ressortissants français présents sur leur sol.
Au total, 209 065 traitements anti-viraux auront été envoyés dans 223 postes, et 295 000 masques FFP2 (destinés aux personnes en contact avec les malades) auront été livrés dans 225 postes. Le ministère de la santé a attribué par ailleurs au ministère des affaires étrangères les 11,8 millions de masques anti-projections nécessaires à l'ensemble des postes. Enfin, 13 800 traitements pédiatriques auront été livrés dans 225 postes. Le coût financier de cette opération de préparation à la crise est important : si les traitements Tamiflu et les masques chirurgicaux ont été fournis par le ministère de la santé, l'achat des masques FFP2, le conditionnement des traitements et des masques et les frais de transport vers nos postes auront coûté à la DFAE 593 000 €. Nous sommes le seul pays du monde à avoir offert un tel service à ses ressortissants.

*La DFAE est de plus en plus sollicitée par nos compatriotes dont les attentes en matière de sécurité ne cessent d'augmenter, notamment les touristes qui, tout en voyageant sans toujours prendre les précautions habituelles (souscrire une assurance par exemple), attendent de l'Etat une assistance tous azimuts. Cette tendance n'est pas sans conséquence sur le plan budgétaire. Aussi, tout en assurant au mieux sa mission d'assistance à nos ressortissants, la DFAE veille à une gestion financière rigoureuse, et s'attache à mutualiser les efforts de l'ensemble des acteurs concernés par la sécurité de nos ressortissants à l'étranger.*

# 3 Construire un service consulaire

## I - LES ORIENTATIONS

Notre action consulaire a, jusqu'à présent, été essentiellement conçue en termes de structures et de services offerts à des guichets. Si le service consulaire doit continuer à s'appuyer sur un réseau, il faut également le concevoir avec un esprit nouveau qui doit transparaître dans les procédures.

# tourné vers l'avenir

Depuis 25 à 30 ans, des normes juridiques, des procédures et des formulaires ont été créés, superposés, enchevêtrés sans véritable préoccupation de cohérence. Aujourd'hui, textes et procédures sont devenus si compliqués que c'est à peine si les Français établis hors de France connaissent et comprennent le droit qui s'applique à eux. S'y ajoute la difficulté qu'éprouvent les agents des consulats à mettre en œuvre des règles qui, pour la plupart, ignorent la nécessaire souplesse qu'exige le contexte local. Parmi tous les archaïsmes, deux illustrations peuvent être citées :

- l'immatriculation consulaire n'avait pas été modifiée en profondeur depuis sa création en 1833 : elle a été remplacée en 2003 par une formalité simple ;
- deux listes électorales existaient, l'une créée en 1976 pour l'élection du Président de la République, l'autre en 1982 pour l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger : elles ont été fusionnées en une *seule liste électorale consulaire* le 1er janvier 2006.

## La réforme du service consulaire a plusieurs objectifs :

- favoriser l'accès des usagers au droit ;
- faciliter l'accomplissement des procédures ;
- décloisonner l'action consulaire grâce à un dispositif informatique consulaire rationalisé, à l'échelle mondiale avec RACINE (Réseau d'administration consulaire informatisé) ;
- améliorer l'accueil de tous ceux qui ont besoin de se déplacer pour effectuer une formalité ;
- donner aux consuls un pouvoir d'appréciation plus large au vu des réalités locales.

De ce point de vue, les nouvelles technologies de l'information doivent être considérées sous leurs aspects les plus positifs pour passer à une logique de réseau et, d'une façon générale, pour améliorer et développer l'information des Français.

### 1. Passer d'une logique de guichet à une logique de réseau

Certes, le recours à l'informatique et à l'Internet ne résoudra pas tout : les dossiers les plus difficiles et les situations les plus humainement délicates impliqueront toujours une approche individuelle par un agent capable d'entendre et de comprendre nos compatriotes confrontés aux difficultés de la vie. Il s'agit au contraire de tirer le meilleur parti des nouvelles technologies : les utiliser pour rendre inutile le déplacement dans un consulat pour accomplir les formalités les plus simples et dégager du temps pour traiter les situations les plus complexes et être plus disponibles à l'égard de ceux qui en ont le plus besoin.

Grâce au *numéro d'identification consulaire* (NUMIC) qui leur sera adressé et à leur propre code personnel qu'ils créeront eux-mêmes, les Français établis hors de France pourront se connecter à un guichet d'administration électronique qui leur permettra d'obtenir des services en ligne. L'administration électronique permettra d'abolir les distances et de s'affranchir du critère de la compétence territoriale : le service public consulaire devient véritablement mondial.

### 2. Améliorer et développer l'information des Français

L'accès rapide à une information administrative fiable est essentiel.

Beaucoup a déjà été fait. La création d'un site Internet a permis à chaque poste d'intégrer pleinement la communication et l'information dans son action quotidienne ; désormais une documentation administrative générale est mise en permanence à la disposition du public.

Beaucoup reste à faire pour rendre cette information plus dynamique, plus facile à appréhender, plus simple à comprendre. Pour renforcer le lien entre le Français établi hors de France et les autorités consulaires de son pays, il est nécessaire que le service public consulaire ait une action volontariste. Il ne doit pas présenter une information, il doit prendre l'initiative de la faire parvenir au Français, à son domicile ou sur son lieu de travail, sur son ordinateur personnel. Les nouvelles technologies changent la donne : il faut désormais créer une interaction entre l'usager et le service public consulaire. Nos postes diplomatiques et consulaires sont donc incités à créer des bulletins d'informations électroniques à périodicité variable (mensuelle ou trimestrielle) dans lesquels nos compatriotes trouveront des informations diverses : administratives, culturelles ou économiques.

*Marie-Christine Butel*
*Adjointe au Sous-directeur de l'administration des Français*

3

# II - LES RÉALISATIONS

## 1. La fusion des listes électorales

### Le cadre juridique

Depuis le 1er janvier 2006, le cadre juridique des listes électorales consulaires est défini par :

1• La loi organique n° 2005-821 du 20 juillet 2005 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République (J.O. du 22 juillet 2005 et rectificatif au J.O. du 23 juillet 2005).

Cette loi a été modifiée par la loi organique n° 2006-404 du 5 avril 2006 relative à l'élection du Président de la République (J.O. du 6 avril 2006 et rectificatif au J.O. du 15 avril 2006) notamment pour faire désormais figurer l'adresse électronique parmi les mentions portées sur la liste électorale consulaire.

2• Le décret n° 2005-1613 du 22 décembre 2005 pris pour l'application de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République (J.O. du 23 décembre 2005) avec l'accord du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat.

3• L'arrêté du 29 mars 2006 portant diverses dispositions relatives aux listes électorales consulaires et aux opérations électorales à l'étranger (J.O. du 5 avril 2006).

### La constitution des listes électorales consulaires

Depuis le 1er janvier 2006, il n'existe plus qu'une liste électorale unique dans chaque consulat et ambassade pourvue d'une section consulaire. Elle sert de support unique à tous les scrutins organisés à l'étranger : l'élection du Président de la République, de l'Assemblée des Français de l'étranger et le référendum.

La loi du 20 juillet 2005 a transféré l'inscription des Français(e) figurant sur une des deux listes existantes, sur la nouvelle liste électorale consulaire, sans formalité à accomplir quelle que soit leur situation. Aujourd'hui, trois cas de figure existent :

A. Si le Français était inscrit(e), à la fois, sur la liste électorale pour l'élection de l'Assemblée des Français à l'étranger et sur la liste de centre de vote (pour élire le Président de la République et participer au référendum) : rien n'a changé pour lui.

B. S'il était inscrit(e) uniquement sur la liste de centre de vote : il pourra participer à l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger.

C. S'il était inscrit(e) uniquement sur la liste pour l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger : sa situation était différente selon qu'il était ou non, en même temps inscrit(e) sur une liste électorale en France :

**Trois situations électorales à l'étranger**

| | | |
|---|---|---|
| Le Français inscrit sur la liste électorale consulaire participe à **l'élection des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger** et, en outre, selon le cas… | S'il n'est pas inscrit en France : | Il vote, seulement à l'étranger pour l'élection du Président de la République et le référendum (PR1). |
| | S'il est inscrit en France, il doit choisir entre deux possibilités : | Soit voter, à l'étranger, pour l'élection du Président de la République et le référendum et, en France, pour toutes les autres élections (PR2) [1] .<br><br>Soit voter, uniquement en France, pour toutes les élections (PR3) [2]. |

*(1) Élections législatives, régionales, cantonales, municipales ; élections européennes.*
*(2) Élection du Président de la République ; élections législatives, régionales, cantonales, municipales ; élections européennes ; référendum.*

1. S'il n'était pas inscrit(e) en France : il pourra désormais participer à l'élection du Président de la République et au référendum à l'étranger.
2. S'il était inscrit(e) en France : il continuera à voter en France à tous les scrutins et, à l'étranger, seulement pour l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger.

La création d'une liste par ambassade dotée d'une circonscription consulaire ou par poste consulaire a entraîné la création de 218 listes électorales consulaires. Par nécessité et conformément au décret du 22 décembre 2005, la tenue de la liste électorale consulaire de certains postes a été transférée à d'autres, sans conséquence sur l'organisation des opérations électorales (sauf pour le Saint-Siège) par le décret n° 2005-389 du 30 mars 2006.
Après contrôle de l'ensemble des listes par l'INSEE, la commission électorale prévue à l'article 19 du décret du 22 décembre 2005 s'est réunie à la Direction des Français à l'étranger et des étrangers en France le 31 mars 2006 et a validé l'ensemble des listes électorales consulaires (voir tableau ci-dessous).

| **Total LEC** (1) | **Élection du Président de la République et référendum** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | PR1 (2) | | PR2 (3) | | PR3 (4) | |
| | Nombre | % | Nombre | % | Nombre | % |
| 829 419 | 489 213 | 58, 98 | 203 574 | 24,54 | 136 632 | 16,47 |

*NB : le nombre des électeurs de l'Assemblée des Français de l'étranger (764 781 en 2005) a augmenté de 64 638 (soit de 8, 45 %).*
*Le nombre des électeurs du Président de la République et pour le référendum à l'étranger (452 383 en 2005) a augmenté de 240 404 (soit de 53, 14 %).*
*(1) Total LEC : nombre total d'électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires au 31 mars 2006. Tous les électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires sont automatiquement électeurs de l'Assemblée des Français de l'étranger. Ce total ne tient pas compte des électeurs inscrits sur décision du juge d'instance du 1er arrondissement de Paris.*
*(2) PR1 : l'électeur est uniquement inscrit sur la liste électorale consulaire (il n'est pas inscrit sur une liste électorale en France) et vote à l'étranger pour l'élection du Président de la République et le référendum.*
*(3) PR2 : l'électeur est inscrit sur la liste électorale consulaire et sur une liste électorale en France et a choisi de voter à l'étranger pour l'élection du Président de la République et le référendum.*
*(4) PR3 : l'électeur est inscrit sur la liste électorale consulaire et sur une liste électorale en France et a choisi de voter en France pour l'élection du Président de la République et le référendum.*

La fusion des listes électorales s'accompagne d'un volet de réduction du nombre des formulaires administratifs de procuration de vote (un formulaire remplacera les sept formulaires actuels) et de leur simplification (une dématérialisation est prévue à l'étranger). Depuis le 15 avril 2006, tout Français établi hors de France peut vérifier sa situation électorale en se connectant à ELECTIS.

**Comparaison entre le calendrier d'établissement des listes électorales consulaires et des listes électorales en France**

| | Dispositif transitoire de 2006 | Listes électorales consulaires | Listes électorales en France |
|---|---|---|---|
| Clôture de la période de mise à jour des listes électorales | Dernier jour ouvrable de décembre | | |
| Date limite de réunion des commissions administratives | 10 janvier 2006 | 10 janvier | |
| Arrêt des listes électorales | 31 mars 2006 | Dernier jour de février | |
| Entrée en vigueur des listes électorales | 15 avril 2006 | 10 mars | Dernier jour de février |

3

## Les nouvelles technologies

Extraits de l'intervention de M^me^ Brigitte Girardin, ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, à l'Assemblée nationale le 12 juillet 2005.

*« Concernant ces nouvelles technologies, qui suscitent beaucoup d'intérêt, nous avons dès l'origine intégré dans notre réflexion le rôle majeur qu'elles joueraient, qu'il s'agisse de l'informatique, du courrier électronique ou de l'administration électronique. Elles sont effectivement le moteur et la condition même de la réforme.*

*Elles permettront, d'abord, de créer des bureaux de vote décentralisés en scindant les listes électorales consulaires, non plus simplement par ordre alphabétique mais en fonction de la résidence des électeurs. Elles permettront, ensuite, d'inscrire les jeunes atteignant l'âge de 18 ans dans l'année. Enfin et surtout, elles permettront d'utiliser le courrier électronique - comme nous l'avons fait pour le référendum, avec l'aval du Conseil constitutionnel - pour adresser aux électeurs les informations générales sur le scrutin, afin de leur permettre de se prononcer en toute connaissance le jour de celui-ci : horaire du scrutin, lieu de vote, professions de foi des candidats.*

*L'adresse électronique fait, en effet, partie intégrante des données fondamentales sur les Français établis hors de France, au même titre que leur numéro de téléphone mobile. Ce mode d'acheminement des informations sera de plus en plus privilégié et remplacera peu à peu la voie postale classique, car, pour beaucoup de Français, notamment dans les pays à l'échelle continentale, comme le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, le Brésil, l'Argentine, l'Australie, il est devenu le moyen le plus simple, le plus sûr et le plus rapide de recevoir du courrier et d'échanger des informations.*

*Ces nouvelles technologies permettront à chaque Français inscrit sur une liste électorale consulaire de vérifier à tout moment sa situation au regard du droit électoral, ce qui évitera bien des erreurs et des incompréhensions.*

*Nous proposerons au ministère de l'intérieur de faire davantage appel à l'informatique en matière de procuration. Les nouvelles technologies permettront de resserrer l'échéancier de préparation et d'établissement des listes électorales consulaires. »*

## 2. Le passeport électronique

### Le passeport électronique : un passeport qui répond aux attentes

Le passeport électronique (terminologie retenue par le ministère de l'intérieur pour le passeport biométrique) est un passeport lisible en machine muni d'une puce électronique dans laquelle sont enregistrées les données personnelles du titulaire et sa photographie numérisée.

Le processus de fabrication a fait l'objet d'un contentieux de plusieurs mois entre les représentants du personnel de l'Imprimerie nationale et le ministère de l'intérieur, auquel le Conseil d'Etat a mis fin le 3 mars 2006 en confirmant le monopole de l'Imprimerie nationale pour la fourniture des livrets vierges, l'achat et l'intégration de la puce, la personnalisation du passeport et l'enregistrement des données personnelles dans la puce.

Le passeport électronique français est conforme :

- aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;
- au règlement européen n°2252/2004 du 13 décembre 2004, qui impose l'introduction d'une donnée biométrique, la photographie faciale, à partir du 28 août 2006 (une seconde donnée biométrique, les empreintes digitales, sera introduite à partir de 2008-2009).
- au programme d'exemption de visa américain, ce qui permet à nos compatriotes munis de ce passeport de se rendre aux Etats-Unis d'Amérique sans visa.

Le dispositif de délivrance du passeport électronique a été déployé dans les consulats à l'étranger, dans les mêmes délais que sur le territoire national, en quatre phases qui se sont achevées le 12 juin 2006.

### Ce qui change

Les acquis du dispositif mis en place en 2003 pour les passeports lisibles en machine demeurent : demandes envoyées par télétransmission au Centre de traitement des documents sécurisés (CTDS), délai de fabrication compris entre 2 à 6 jours ouvrables et livraison quotidienne des passeports au service de la valise.

Le dispositif de délivrance du passeport électronique introduit néanmoins certains changements :

• le CTDS est l'interlocuteur unique de l'Imprimerie nationale ;

• le décret n°2005-1726 du 30 décembre 2005 relatif aux passeports électroniques détermine les nouvelles conditions de délivrance des passeports :

• la compétence territoriale de l'autorité de délivrance est supprimée : il n'est plus nécessaire de résider dans la circonscription consulaire pour demander un passeport à durée de validité normale ;

• le passeport est individuel quel que soit l'âge du demandeur : l'inscription des enfants n'est plus possible ;

• la demande de passeport doit être accompagnée, notamment, d'une copie intégrale de l'acte de naissance et de deux photographies d'identité conformes aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) permettant un contrôle biométrique ;

• la photographie numérisée et imprimée sur le passeport est enregistrée dans une puce électronique elle-même intégrée dans le passeport. Le demandeur reçoit une copie des données nominatives enregistrées dans la puce électronique, pour pouvoir, le cas échéant, exercer son droit de rectification ;

• le demandeur doit retirer son passeport sous 3 mois, à défaut le passeport est détruit.

La fabrication des passeports électroniques est centralisée à l'Imprimerie nationale ; la création de pôles de fabrication à Nantes et à l'étranger est à l'étude.

### Le nouveau passeport d'urgence

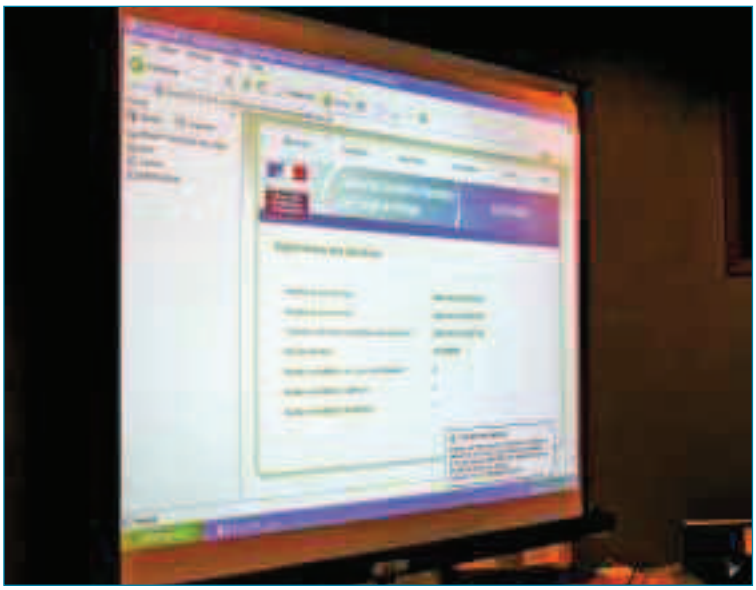
*Le nouveau modèle de passeport d'urgence annoncé en 2005 est délivré dans les ambassades pourvues d'une section consulaire et les postes consulaires depuis le 1er mars 2006.*
*Lisible en machine et davantage sécurisé que le modèle précédent, il se présente sous la forme d'un passeport individuel de couleur verte muni de 16 pages pour les visas (pour mémoire : le passeport d'urgence est délivré pour une durée d'un an aux Français de passage ou en cas d'urgence dûment justifiée). Les autorités américaines ont reconnu ce nouveau modèle de passeport comme permettant de se rendre aux Etats-Unis d'Amérique sans visa.*

*Génération et remise des clefs électroniques et scellement de l'urne électronique.*

## 3. Le vote électronique

La modification introduite dans la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 par la loi n° 2003-377 du 28 mars 2003 permettant le vote par correspondance par voie électronique avait donné lieu en 2003 à une utilisation expérimentale géographiquement limitée. En 2006, le vote par voie électronique a été utilisé à l'échelle de l'ensemble des circonscriptions électorales concernées par le renouvellement triennal du

3



18 juin 2006 (Europe, d'Asie, et du Levant : série B). Elles concernent environ 525 000 électeurs.
Après application du code des marchés publics (procédure d'appel d'offres avec dialogue compétitif), la Société Experian a été chargée de cette opération en décembre 2005. Le cadre juridique du vote par correspondance électronique a été défini par le décret n° 2006-285 du 13 mars 2006 (J.O. du 14 mars 2006) et l'arrêté du 6 avril 2006 (J.O. du 19 avril 2006) qui prévoient la création d'un *bureau du vote par voie électronique* responsable de l'ensemble des opérations de vote électronique de la série B. Il est également assisté d'un comité technique. Les assesseurs de ce bureau du vote par voie électronique sont désignés par le collège des vice-présidents de l'Assemblée des Français de l'étranger mandaté à cet effet par l'Assemblée. Les associations représentatives ont pu désigner des délégués auprès du *bureau du vote par voie électronique*.

Tous les électeurs concernés ont reçu une lettre personnelle leur indiquant leur numéro d'identification consulaire (NUMIC) et leur donnant toutes les informations relatives aux trois phases de l'opération :
1. Pré-inscription (du 10 avril au 2 mai 2006) : les électeurs ont pu choisir de voter par voie électronique en se connectant au serveur ELECTIS au moyen de leur NUMIC et d'un code personnel. 28 137 électeurs ont choisi ce type de vote.
2. Confirmation de l'inscription (du 30 mai 2006 au 6 juin 2006) : cette phase a pour but de valider la pré-inscription, de délivrer le code d'accès personnel à chaque électeur et de vérifier la compatibilité de son équipement informatique.
3. Vote (du 6 juin 2006 au 12 juin 2006) : chaque électeur a pu voter en utilisant les codes et éléments d'authentification communiqués pendant la seconde phase.

## 4. L'administration électronique

Le passage de l'administration classique à l'administration électronique n'est pas un acte simple, Il modifie en profondeur l'approche du service public consulaire et entraîne un changement radical des mentalités et des habitudes de travail. La phase de préparation juridique de la modernisation du service public consulaire qui a débuté en 2003 est pratiquement achevée. Plusieurs réalisations concrètes sont déjà disponibles ou le seront avant la fin de 2006.

### Changer radicalement les mentalités et les habitudes de travail

#### 1. Adapter le droit à l'informatique

Naguère, les circuits informatiques étaient élaborés après l'adoption définitive de la norme juridique. Aujourd'hui, la traduction informatique de normes juridiques doit être prise en compte dès leur conception. En matière d'administration des Français, la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France s'est fixé pour objectif « d'intégrer la dimension informatique dans toute réflexion lors de l'élaboration de nouveaux textes, quel que soit leur niveau, dès le lancement d'un projet ».

En matière d'administration des Français, l'illustration la plus achevée de cette conception est le décret n° 2005-1613 du 22 décembre 2005 pris pour l'application de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. Il prévoit en outre de façon systématique l'utilisation du courrier électronique pour toutes les transmissions, y compris l'information électorale.
Les choix techniques doivent privilégier les systèmes informatiques modulaires pouvant être facilement modifiés lors d'avancées juridiques afin d'éviter le décalage entre la norme et son application.

### 2. Réviser les procédures et les formulaires

Les schémas et circuits informatiques les plus actuels s'accommodent mal de nombre de procédures en usage. C'est pourquoi elles doivent être non seulement modernisées et allégées dans le cadre de la nécessaire simplification des démarches et formalités administratives, mais également rendues compatibles avec la possibilité de les effectuer à distance.

La production et la conservation des dossiers et des archives doivent aussi être adaptées à l'administration électronique : la totalité des informations nécessaires à l'accomplissement d'une opération administrative doit être conservée sous forme électronique. Il s'agit à la fois de faire disparaître le dossier papier mais de rendre toutes les informations concernant un Français disponible à un autre poste consulaire auquel il pourrait s'adresser.

Dans le même esprit, les formulaires doivent être simplifiés et adaptés à la logique et aux schémas informatiques du registre mondial des Français établis hors de France (nature des informations demandées, ordre des rubriques…). En outre, toutes les informations disponibles dans le dossier d'un Français inscrit au registre mondial n'auront plus à être saisies à nouveau elles seront immédiatement disponibles grâce au numéro d'identification consulaire (NUMIC).

### 3. Changer la conception même du service public consulaire

Seule la création d'un registre mondial des Français établis hors de France peut permettre de mettre en commun un fichier unique à la disposition de tous les postes qui en ont l'utilité. L'attribution d'un numéro d'identification consulaire permet d'individualiser et d'authentifier un Français. Désormais, où qu'il se trouve, il pourra se mettre en rapport avec n'importe quel poste consulaire pour effectuer la plupart des formalités administratives qu'il pourrait accomplir au poste consulaire de sa résidence. Le critère de compétence territoriale perd de sa force. En effet, lorsqu'il ne s'adresse pas au poste consulaire auprès duquel il est inscrit, un Français est aujourd'hui considéré comme un Français de passage. Demain, parfaitement identifié par son NUMIC, il pourra accomplir la quasi totalité des services qu'il obtiendrait de son poste consulaire de rattachement dans toutes les circonscriptions consulaires.

D'une façon générale, sauf en cas de doute, de risque de fraude ou de contrôle, les informations déjà fournies par un Français ne devront pas lui être à nouveau réclamées.

### 4. Sécurité, traçabilité, responsabilité

Un renforcement de la protection des données personnelles enregistrées dans le registre mondial des Français établis hors de France est inhérent au développement de l'administration électronique :

- la protection des informations enregistrées sur les individus prévue par la loi est une règle absolue. Le registre mondial des Français établis hors de France ne suppose pas l'accès libre depuis tous les postes consulaires à la totalité des dossiers qui y sont enregistrés. Pour les besoins de son activité, un poste consulaire n'a un accès direct qu'aux dossiers des Français de sa circonscription consulaire. Pour les autres dossiers, des habilitations particulières sont nécessaires qui seront
- le chef de poste consulaire gérera, sous sa responsabilité, les habilitations des agents amenés à travailler sur les dossiers. La traçabilité de toutes les consultations de dossiers sera garantie par un historique des accès indiquant le nom et de l'agent ayant ouvert le dossier et la date de la consultation.
- seules les interconnexions autorisées par la commission nationale de l'informatique et des libertés seront possibles.
- un code personnel créé par le Français lui-même vient renforcer la sécurité que caractérise l'unicité du NUMIC. Comme le prévoit la loi, un Français aura un droit permanent de communication et de correction de ses données personnelles enregistrées.

3

• la sécurité du transport des données personnelles par les canaux informatiques à capacité de débit suffisante implique une vigilance accrue afin d'éviter toute interférence ou intrusion dans les circuits informatiques. L'Etat doit garantir que les données personnelles qu'il utilise ou dont il permet le transport seront indemnes de toute tentative d'accès de la part de personnes n'ayant pas à en connaître.

## Des applications concrètes

1. Le registre mondial des Français établis hors de France est constitué. Il comporte 1 270 529 dossiers.

2. Tous les Français inscrits au registre des Français établis hors de France ont un numéro d'identification consulaire (NUMIC) :

- leur NUMIC a été adressé par courrier aux 524 296 électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires des circonscriptions électorales de la série B pour l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger du 18 juin 2006.
- le NUMIC des autres Français leur a été adressé en juin 2006.

3. Le serveur ELECTIS permettant à tout Français établi hors de France de se remémorer sa situation au regard du droit électoral à l'étranger a été mis en service en mai 2006. Dans un premier temps, il a également permis d'opter pour le vote électronique dans la perspective du 18 juin 2006 et d'enregistrer les adresses électroniques des Français qui s'y sont connectés.

Depuis le 16 mai 2006, le serveur ELECTIS est accessible à partir de l'espace *« Français établis hors de France-guichet d'administration électronique »* depuis France-diplomatie.

4. Depuis le 16 mai 2006, les Français établis hors de France munis d'un NUMIC peuvent créer leur code personnel, changer ce code ou demander la création d'un nouveau code en cas de perte ou de vol.

## La modernisation : un enjeu majeur et une réalité

*Extrait de l'intervention de M. Philippe Douste-Blazy, ministre des affaires étrangères, à l'Assemblée des Français de l'étranger le 5 septembre 2005.*

*La « modernisation est un défi majeur pour les années à venir, mais c'est aussi une réalité que nous sommes en train d'édifier avec vous chaque jour davantage. Nous le faisons avec la volonté d'offrir un service d'intérêt général de qualité croissante à nos compatriotes. Pour cela, nous devons faciliter et surtout simplifier les procédures et la délivrance des actes nécessaires à leur vie quotidienne, ce qui signifie en particulier mieux développer l'administration électronique. Ces simplifications vont aussi dans le sens d'un allégement des tâches fastidieuses ; elles améliorent sans cesse les conditions de travail de nos agents.*

*Ce travail de réforme sera poursuivi, résolument, avec l'objectif d'être plus proches des Français qui en ont le plus besoin : les personnes âgées, les handicapés, les enfants en difficulté, et tous ceux qui sont confrontés à de graves difficultés dans le pays dans lequel ils vivent.*

*Deux opérations fondamentales sont engagées : la création du registre mondial des Français établis hors de France, en plein accord avec la Commission nationale de l'informatique et des libertés, et la fusion des listes électorales, qui a été approuvée à l'unanimité par le Parlement. Je remercie les parlementaires qui ont participé à ce résultat, certains sont parmi nous aujourd'hui.*

*Bien entendu, ce volet juridique doit être complété par des textes réglementaires sur lesquels, je le sais, vous travaillez actuellement. La première urgence est de moderniser nos circuits informatiques pour que ces réformes se traduisent dans les faits pour nos compatriotes. Nous avons accumulé un retard sérieux par rapport à nos principaux partenaires et cela n'est pas normal - je pense en particulier au Foreign Office. Il nous faut à tout prix nous engager dans le développement des nouvelles technologies. »*

# 4 Développer les conditions les à l'étranger

## 1 L'état civil et la nationalité

*Une réforme de l'organisation des services en charge des affaires d'état civil et de nationalité au sein de la Direction*

*En application des dispositions de l'arrêté du 8 mars 2006 relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère des affaires étrangères, les affaires d'état civil et de nationalité relèvent désormais d'un même service, le Service des affaires civiles et de l'entraide judiciaire.*
*Au sein de ce service, la Sous-Direction de l'état civil et de la nationalité est désormais en charge de « l'ensemble des questions relatives à l'état civil des Français et à la nationalité ».*
*Cette réforme a été conçue avec pour principal objectif de faciliter les démarches des usagers, en nombre sans cesse croissant, dont la demande d'état civil est reliée à une demande de reconnaissance ou d'attribution de la nationalité française.*
*Le Service central d'état civil a, quant à lui, conservé ses attributions définies par arrêté du 16 février 2000, ainsi que son statut de service à compétence nationale.*

# plus favorables aux Français

## 1.1 LE SERVICE CENTRAL D'ÉTAT CIVIL

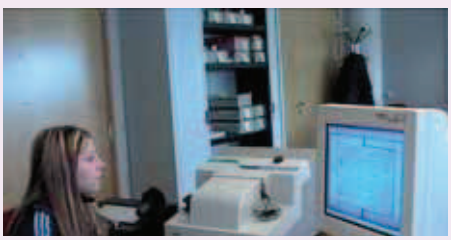
*Le Service central d'état civil est en charge de la gestion des actes établis pour des ressortissants français, dès lors que les évènements d'état civil correspondants (naissance, mariage, divorce, reconnaissance, adoption, décès) sont survenus à l'étranger.*

Ses missions sont essentiellement les suivantes :

- la conservation et la mise à jour (apposition de mentions, rectifications d'erreurs ou omissions) des actes dont il est dépositaire, soit quelque 15 millions d'actes.
- la délivrance de copies et extraits.
- la mise à jour et la délivrance de duplicata de livrets de famille.
- l'établissement d'actes pour les personnes qui acquièrent la nationalité française par décret ou par déclaration, ainsi que la reconstitution d'actes manquants (pour les rapatriés d'Algérie notamment).
- la transcription à l'état civil français de décisions judiciaires pour des évènements survenus à l'étranger et concernant des ressortissants français.
- la tenue du Répertoire civil et du Répertoire civil annexe des personnes nées à l'Étranger.

### TRADITION…

*L'ensemble des registres conservés par le Service central d'état civil représente environ 15 millions d'actes.*



### …ET MODERNITÉ

*Environ 7.500.000 actes sont enregistrés dans la base centrale informatique ; en 2005, prés de 6.000 copies et extraits d'actes ont été délivrés chaque jour par une procédure informatisée.*

*L'ensemble des registres duplicata établis par nos postes diplomatiques et consulaires et conservés par le Service central d'état civil ont été numérisés, permettant une délivrance rapide des copies et extraits grâce à une procédure informatisée.*

4

## 1.1.1 L'EXPLOITATION DES ACTES

*En 2005, le Service central d'état civil a délivré 1.545.326 copies et extraits, soit un peu plus de 6.000 par jour ouvré, en augmentation de 2,8 % par rapport à 2004.*

*André Bors*
*Adjoint au Sous-directeur de l'état civil et de la nationalité*

En 2005, le Service central d'état civil a délivré 1.545.326 copies et extraits, soit un peu plus de 6.000 par jour ouvré, en augmentation de 2,8 % par rapport à 2004.

Si, pour la délivrance des copies et extraits, la tendance observée est celle d'une légère progression de la demande, celle-ci est plus nettement orientée à la hausse pour l'apposition des mentions (+ 4,3 %), et la mise à jour ou la délivrance de livrets de famille (+ 5,5 %).

**Progression continue des demandes de copies et extraits d'actes par Internet.**
Le nombre de demandes de délivrance adressées au Service par Internet a continué à beaucoup progresser, avec 3.192 demandes par jour en moyenne sur l'année, soit + 20 % par rapport à 2004. En fin d'année, la part des demandes ainsi « dématérialisées » était d'un peu plus de 60 % ; pour plus de 95 % de ces demandes, le délai de traitement n'excédait pas 4 à 5 jours ouvrés. Globalement, **l'année 2005 a été marquée par une sensible réduction d'ensemble des délais de délivrance**.

**Le tableau ci-après donne les principaux indicateurs de cette activité et leur évolution sur les cinq dernières années.**

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | Évolution 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Copies et extraits d'actes délivrés | 1.367.350 | 1.406.421 | 1.394.790 | 1.503.871 | 1.545.326 | +2,8% |
| Moyenne par jour | 5.426 | 5.603 | 5.513 | 5.898 | 6.084 | +3,1% |
| Mentions apposées | 139.115 | 141.866 | 150.329 | 169.370 | 176.700 | +4,3% |
| Mises à jour et duplicata de livrets de famille | 38.519 | 46.050 | 39.635 | 46.087 | 48.644 | +5,5% |

## 1.1.2 L'ÉTABLISSEMENT ET LA RECONSTITUTION D'ACTES

En 2005, comme au cours des deux années précédentes, le Service central d'état civil a consenti un effort particulier pour répondre à la demande d'établissement d'actes pour les naturalisés par décret, dans le prolongement de l'opération de résorption accélérée du stock de dossiers en instance à la Sous-Direction des Naturalisations du Ministère de l'Emploi de la Cohésion sociale et du Logement, et dans les Préfectures.
En conformité avec les engagements pris, le délai d'établissement des actes a été ainsi ramené à moins d'un mois.
Sur l'ensemble de l'année 2005, 91.829 actes et 20.848 livrets de famille ont été établis pour les naturalisés par décret, soit respectivement + 20,4 % et + 18,8 % par rapport à 2004 ; par rapport à 2003, l'augmentation est de + 35,1 % et de + 38,3 % respectivement.

À l'inverse, le nombre d'actes établis pour les personnes qui ont acquis la nationalité française par déclaration a diminué d'un tiers sur l'ensemble de l'année (- 33,5 %). Pour importante qu'elle soit, cette diminution ne traduit pas une inversion de tendance : elle est la conséquence, temporaire, de l'entrée en vigueur de la loi 2003-1119 du 26 novembre 2003 qui a prolongé d'un an le délai imposé aux conjoints étrangers de ressortissants français pour souscrire une déclaration d'acquisition de la nationalité française.

**Le tableau ci-après donne l'évolution de cette activité sur les cinq dernières années.**

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | Évolution 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Actes établis pour les naturalisés par décret | 70.129 | 56.746 | 67.963 | 76.251 | 91.829 | +20,4% |
| Actes établis pour les Français par déclaration | 23.388 | 28.284 | 41.089 | 48.583 | 32.296 | -33,5% |
| Autres actes établis | 13.754 | 12.042 | 10.395 | 11.741 | 9.138 | -22,2% |
| Total des actes établis | 107.271 | 97.072 | 119.447 | 136.575 | 133.263 | -2,4% |

## 1.1.3 LES TRANSCRIPTIONS JUDICIAIRES

Le Service central d'état civil a également assuré en 2005 la transcription de 5.065 décisions judiciaires[1] , en diminution par rapport à 2004 (- 8,5 %), et 16.971 inscriptions au Répertoire civil ou au Répertoire civil annexe, en augmentation de 9,7 % par rapport à 2004. Cette dernière activité est en augmentation rapide depuis plusieurs années : + 53,4 % sur la période 2001-2005.

**L'évolution sur les cinq dernières années est la suivante :**

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | Évolution 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Transcriptions judiciaires | 4.133 | 3.525 | 3.904 | 5.539 | 5.065 | -8,5% |
| Inscriptions au Répertoire civil et au Répertoire civil annexe | 11.060 | 10.486 | 13.023 | 15.463 | 16.971 | +9,7% |

## 1.1.4 L'ACCUEIL TÉLÉPHONIQUE ET L'ASSISTANCE AUX USAGERS

L'amélioration obtenue en 2004 dans la gestion des appels téléphoniques, grâce en particulier à la mise en service d'un serveur vocal performant, a été consolidée en 2005. Une réduction des délais de traitement de la plupart des affaires, surtout sensible au 2ème semestre, a beaucoup contribué à l'amélioration constatée, en évitant nombre de relances par téléphone. Ainsi, sauf de manière marginale aux heures de pointe, les appels des usagers ont pu être pris en charge, soit par l'équipe d'accueil du Service central d'état civil, soit par le standard du site de Nantes.

À l'inverse, le flux des demandes de renseignements par messagerie s'est accru de quelque 10 % par rapport à 2004, avec une moyenne de 140 messages par jour.

*[1] Parmi ces décisions figurent notamment les jugements de décès pour les victimes du tsunami survenu le 26 décembre 2004 en Asie du Sud-Est, les victimes de l'accident aérien survenu le 16 août près de Maracaïbo au Venezuela, et les alpinistes disparus dans l'Himalaya le 23 novembre.*

4

### 1.1.5 LES PROGRÈS DE L'INFORMATISATION

Plusieurs réalisations ont permis une amélioration très significative de l'outil informatique du Service central d'état civil au cours de l'année écoulée, avec notamment :

- une nouvelle version du formulaire en ligne sur le site France-Diplomatie pour les demandes d'acte par Internet, avec en particulier des contrôles automatisés des informations communiquées par les usagers.
- une nouvelle application de gestion des images d'actes, permettant notamment de mieux tirer parti de la numérisation (réalisée en 2002-2003) du fonds constitué par les actes établis en Algérie pendant la période de souveraineté française, qui compte quelque 3,5 millions d'actes.
- l'installation de nouveaux modèles d'imprimantes pour l'impression centralisée des copies et extraits délivrés, et pour l'impression des livrets de famille.

Outre les améliorations du système au plan des logiciels et des matériels, un investissement a été réalisé dans la mémorisation d'actes dans la base de données centrale avec la numérisation et l'enregistrement de 100.000 photostats (tirages sur papier d'actes établis en Algérie et conservés sur microfilms).

#### Le projet de dématérialisation des copies et extraits d'actes délivrés aux notaires

Les travaux menés depuis un peu plus d'un an doivent permettre la mise en place en 2006 d'un premier système d'échanges dématérialisés avec la profession des notaires. Ce système permettra à la fois de recevoir les demandes de délivrance émanant des membres de la profession sous forme électronique, via une liaison informatique sécurisée, et de leur transmettre en retour par la même voie les copies et extraits demandés.
Cette réalisation représente une avancée importante dans la modernisation des procédures, en raison des gains d'efficacité attendus et de l'amélioration du service rendu aux membres d'une profession auxquels sont destinés environ le tiers des copies et extraits délivrés par le Service central d'état civil.
Eu égard aux avantages d'un tel système en termes de rapidité, mais également de sécurité des échanges, il devrait ensuite être étendu progressivement aux autres partenaires « institutionnels » du Service central d'état civil que sont les préfectures, les mairies, et les organismes sociaux.

## 1.2 LA SOUS-DIRECTION DE L'ÉTAT CIVIL ET DE LA NATIONALITÉ

En vertu des dispositions de l'arrêté du 8 mars 2006, les missions de la Sous-Direction de l'état civil et de la nationalité se déclinent, pour l'essentiel, comme suit :

- le suivi de l'évolution de la réglementation.
- le conseil, l'assistance et le contrôle de l'activité de nos postes à l'étranger.
- l'instruction et le contrôle de certaines catégories de dossiers de naturalisation.

La Sous-Direction prend part également aux travaux de la section française de la Commission Internationale de l'État Civil, dont le siège est à Strasbourg et qui regroupe 16 pays membres[2] et 6 pays observateurs[3].

### 1.2.1 L'ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION

Les évolutions de la réglementation, depuis le début 2005, s'inscrivent principalement dans le cadre de la lutte contre la fraude à l'état civil, dans le prolongement des dispositions de la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers et à la nationalité.
Les modalités d'application de cette loi, qui a

[2] *Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Espagne, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Suisse, Turquie.*

[3] *Chypre, Suède, Saint-Siège, Russie, Lituanie, Slovénie.*

modifié les articles 47 et 170 du code civil, ont fait l'objet du décret 2005-170 du 23 février 2005, et d'une circulaire d'application du Garde des Sceaux en date du 2 mai 2005.
Ce décret a prévu la centralisation sur le Parquet du Tribunal de grande Instance de Nantes des actions en annulation des mariages célébrés à l'étranger, ce qui doit permettre de lutter plus efficacement contre les mariages simulés du fait de l'expérience de ce Parquet vis-à-vis de ce type de fraude ; cette mesure doit également favoriser l'unité de la jurisprudence.

De nouvelles dispositions, permettant de mieux lutter contre les mariages forcés ont, par ailleurs, été inscrites dans la loi n° 2006-399 du 4 avril 2006 relative à la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs. D'une part l'âge légal du mariage a été relevé à 18 ans pour les femmes, et ainsi aligné sur celui des hommes (cette disposition n'étant toutefois applicable qu'aux personnes de nationalité française ou bi-nationales), et d'autre part le Ministère public peut désormais poursuivre en annulation les mariages forcés au titre de l'article 180 du code civil.
Une autre disposition de cette loi vise à faciliter les auditions des conjoints prévues à l'article 170 du code civil en donnant la possibilité à l'officier de l'état civil consulaire de déléguer certaines de ces auditions à un officier de l'état civil communal, ou à un autre officier de l'état civil consulaire, lorsque l'un des conjoints ne réside pas dans le pays où le mariage a été célébré.

Afin de compléter ce dispositif et éviter les détournements de l'institution du mariage à des fins migratoires, un certain nombre de dispositions complémentaires ont également été examinées dans le cadre des travaux du Comité interministériel de contrôle de l'immigration (CICI).

Le projet de loi soumis au Parlement pour une nouvelle réforme du régime des mariages à l'étranger a prévu un renforcement du contrôle de la validité des mariages avant leur célébration, au travers de la délivrance du certificat de capacité à mariage, et la nécessité d'une décision de l'autorité judiciaire pour qu'un mariage célébré sans que cette formalité ait été accomplie, et présumé irrégulier, produise ses effets en France.
Ce texte inclut également une modification de l'article 47 du code civil afin de simplifier les modalités de vérification des actes d'état civil étrangers, les dispositions introduites par la loi du 26 novembre 2003 (et précisées par le décret du 23 février 2005 précité) étant, à l'usage, apparues d'une lourdeur excessive.

Concernant la fraude documentaire, un progrès important a été réalisé en 2004 avec la modification de l'article 11-1 du décret 62-921 du 3 août 1962 (inscrite dans le décret 2004-1159 du 29 octobre), qui autorise désormais « une administration, un service, un établissement public, un organisme ou une caisse contrôlé par l'État, en charge de l'instruction d'un dossier administratif » à solliciter directement les services d'état civil pour la délivrance de copies et extraits d'actes. Il revient maintenant aux administrations concernées de développer l'utilisation de cette procédure qui constitue un moyen très efficace de lutte contre ce type de fraude, tout en simplifiant les démarches qui incombent aux usagers.
En ce domaine, on peut enfin constater que nos préoccupations sont assez largement partagées par nos partenaires européens, même si la coopération consulaire demeure, localement, encore limitée. C'est ainsi qu'une « Recommandation relative à la lutte contre la fraude documentaire en matière d'état civil » a été élaborée sous l'égide la Commission internationale de l'État civil et adoptée en assemblée générale le 17 mars 2005 à Strasbourg.

### 1.2.2 LE CONSEIL, L'ASSISTANCE ET LE CONTRÔLE D'ACTIVITÉ DE NOS AMBASSADES ET DE NOS CONSULATS

Après la publication du décret du 23 février 2005 et de la circulaire d'application du Garde des Sceaux, la Sous-Direction de l'état civil et de la nationalité s'est attachée à mettre à la disposition de nos ambassades et de nos consulats, sous forme de fiches réflexes, des outils pratiques destinés à les aider dans la mise en œuvre des nouvelles dispositions applicables aux mariages à l'étranger. Ces fiches, conçues en liaison étroite avec le Parquet de Nantes, précisent notamment les modalités de saisine de ce parquet pour les mariages susceptibles d'être annulés, après audition des futurs époux ou des époux dans le cadre des formalités préalables au mariage ou à la transcription.

La Sous-Direction de l'état civil et de la nationalité s'est ensuite attachée à aider nos postes diplomatiques et consulaires pour la mise en œuvre des dispositions de la loi 2002-304 du 4 mars 2002, modifiée par la loi 2003-516 du 18 juin 2003, relative à la dévolution des noms de famille, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Dans le même temps, la Sous-Direction a assuré le contrôle et le suivi des dossiers établis par nos postes pour des contentieux liés aux mariages ou pour des usurpations d'identité. Le nombre de dossiers de mariage transmis au Parquet de Nantes pour une action en annulation en application des dispositions de l'article 170-1 du code civil s'établit à 1.717 dossiers, en progression de 13,6 % par rapport à 2004, et le nombre de dossiers transmis à la Sous-Direction des naturalisations pour contestation de la nationalité française acquise au titre du mariage, en application de l'article 26-4 du code civil, s'établit à 130 dossiers contre 83 en 2004.
La Sous-Direction a également, comme chaque année, procédé à un certain nombre de contrôles sur les registres de l'état civil des postes consulaires dont l'exemplaire duplicata lui est adressé pour archivage et exploitation.

La Sous-Direction s'est enfin mobilisée en fin d'année pour assister les postes dans la mise en œuvre d'un nouveau logiciel de gestion de l'état civil consulaire (cf. infra).

### 1.2.3 L'INSTRUCTION DE DOSSIERS DE NATURALISATION

En application des dispositions de l'arrêté du 8 mars 2006, la Sous-Direction de l'état civil et de la nationalité procède désormais à l'examen des dossiers établis par nos ambassades et nos consulats pour des demandes de naturalisation d'étrangers résidant à l'étranger, en application des dispositions de l'article 21-26 du code civil ; elle émet un avis avant transmission à la Sous-Direction des Naturalisations du Ministère de l'Emploi de la Cohésion sociale et du Logement.
La sous-direction instruit également les dossiers de naturalisation « sur proposition du Ministre des Affaires étrangères » en application des dispositions de l'article 21-21 du code civil.

## 1.3 L'ACTIVITÉ ÉTAT CIVIL DE NOS AMBASSADES ET DE NOS CONSULATS

Nos ambassades et nos consulats ont établi 113.605 actes en 2005, soit 8,6 % de plus qu'en 2004.
L'augmentation de l'activité concerne, dans des proportions sensiblement égales, les actes de naissance et les actes de mariage (+ 9,5 et + 9,3 % respectivement), cependant que le nombre d'actes de reconnaissance et de décès apparaît relativement stable.
Pour ce qui est des mariages, le nombre d'actes transcrits en 2005 ne reflète pas complètement l'évolution des demandes reçues.
En effet, l'augmentation constatée (+ 3.512 actes) correspond, pour l'essentiel, à l'augmentation du nombre d'actes de mariage transcrits par la Cellule État civil consulaire d'Algérie (installée à Nantes et qui intervient par délégation de nos consuls en Algérie) qui, en 2005, a résorbé la plus grande partie des dossiers en instance, après avoir bénéficié d'un sensible renfort en personnel en début d'année.
En revanche, la mise en œuvre des nouvelles dispositions concernant l'audition des conjoints a inéluctablement entraîné certains délais dans le traitement des dossiers dont le nombre demeure en augmentation continue, en particulier dans les pays du Maghreb et de l'Afrique francophone.

**Évolution du nombre d'actes établis par nos postes sur la période 2001/2005.**

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | Évolution 2004-2005 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des actes établis | 96.312 | 96.036 | 101.669 | 104.611 | 113.605 | +8,6% |
| Actes de naissance | 46.632 | 46.326 | 47.697 | 48.813 | 53.448 | +9,5% |
| Actes de mariage | 39.409 | 39.239 | 42.407 | 44.704 | 48.877 | +9,3% |
| Actes de reconnaissance | 4.812 | 4.868 | 5.922 | 5.507 | 5.640 | +2,4% |
| Actes de décès | 5.459 | 5.603 | 5.643 | 5.587 | 5.640 | +1% |

*Un nouveau logiciel de gestion de l'état civil pour nos ambassades et nos consulats*

*Depuis la fin de 2005, nos ambassades et nos consulats disposent d'un nouveau logiciel de gestion de l'état civil.*

*Il dispose en particulier d'une fonction de transfert automatique des actes établis dans la base centrale du Service central d'état civil, aussitôt après leur validation, facilitant ainsi les démarches des usagers.*

*Ce système sera complété, à brève échéance, par l'accès de l'ensemble de nos postes à la base de données centrale du Service central de l'état civil, facilitant ainsi un travail, plus rapide et plus fiable, en réseau.*

# 4 2 L'aide sociale

*Nos missions diplomatiques et nos postes consulaires peuvent dispenser une aide sociale en faveur de nos compatriotes les plus démunis résidant à l'étranger par l'intermédiaire des comités consulaires pour la protection et l'action sociale (C.C.P.A.S., actuellement au nombre de 209).*

*Didier Boiko*
*Adjoint au Sous-directeur des affaires sociales, de l'expatriation et de la Maison des Français de l'étranger*

## Les crédits d'aide sociale.

Depuis 2006, le Département dispose, avec la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (L.O.L.F.), d'un nouveau cadre budgétaire, au sein duquel s'inscrit le programme 151 « Français à l'étranger et étrangers en France ». Pour 2006, les prévisions de dépenses au titre de l'assistance aux Français en difficulté à l'étranger s'élèvent à 18 M€.

## 1 - BILAN DE L'ACTION SOCIALE MENEE AU COURS DE L'ANNEE 2005

La dotation budgétaire du fonds d'action sociale du ministère des Affaires étrangères (chapitre 46.94 article 11) s'élevait en 2005 à 17.838.934 €, montant identique à celui de l'année 2004. Les crédits du fonds d'action sociale ont été affectés aux dépenses sociales consulaires, à près d'une centaine de sociétés de bienfaisance à l'étranger, ainsi qu'à l'assistance sanitaire (rapatriements, approvisionnement en matériel et en médicaments des cabinets médicaux).

Le cap de l'équité et de la rigueur de gestion a été maintenu en 2005. Les résultats de la gestion 2004 (équilibre financier, fonds de roulement consolidés) ont permis de proposer de nouvelles mesures visant à améliorer notre dispositif d'aide sociale afin de se rapprocher davantage de l'objectif fixé par le Premier ministre d'une réduction de l'écart de traitement, en matière d'aide sociale, entre les Français résidant en France et les Français établis à l'étranger.

Dans ce cadre, les demandes des postes ont été examinées sur la base de critères permettant d'atteindre un double objectif :

- une plus grande équité dans l'attribution des aides afin que la situation de chaque allocataire soit traitée selon les mêmes critères ;
- une plus grande efficacité de gestion afin de préserver l'équilibre budgétaire de notre dispositif, et ce faisant d'assurer sa pérennité.

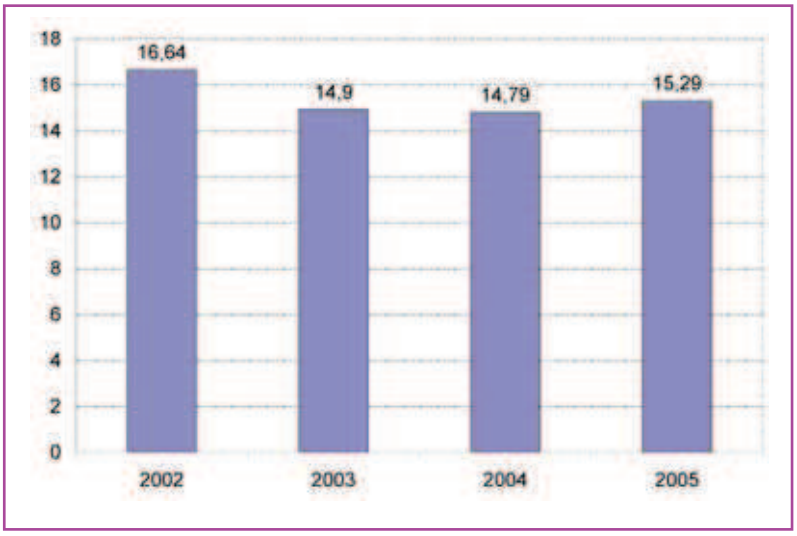
**En 2005, les dépenses des comités consulaires pour la protection et l'action sociales (C.C.P.A.S.) se sont réparties de la façon suivante :**

| | | |
|---|---|---|
| Allocations pour les personnes âgées | 8.392.000 € | -2,04% |
| Allocations pour les handicapés (adultes, enfants et aides complémentaires) | 4.886.000 € | +4,85% |
| Allocations à durée déterminée (ADD) | 135.016 € | -11,49% |
| Secours mensuels spécifiques (aide à l'enfance en détresse) | 89.816 € | Mesure nouvelle |
| Secours occasionnels | 474.868 € | +32,65% |
| Aide aux Français de passage en difficulté | 31.252 € | -28,66% |

La dépense sociale globale a très légèrement augmenté (13,78 M€ en 2004), conséquence des actions nouvelles en faveur de l'enfance en détresse et de la redéfinition des règles de fixation des allocations « enfant handicapé », afin de mieux tenir compte des situations locales et d'établir davantage de cohérence et d'équité entre les différents postes. Ces dispositions ont pu être mises en oeuvre grâce aux mesures de rigueur initiées en 2004 et confirmées en mars 2005 à l'issue la commission permanente pour la protection sociale, en particulier la baisse des taux dans une dizaine de postes par une meilleure intégration de l'effet change-prix.

Les aides temporaires ont diminué, à l'exception toutefois des secours occasionnels qui ont connu une augmentation en raison du soutien apporté aux enfants nécessiteux dont la situation ne justifiait pas pour autant le versement d'un secours mensuel spécifique (538 aides ponctuelles à l'enfance, pour un montant de 81.606 €).

**Évolution des dépenses des CCPAS (allocations de solidarité, allocations à durée déterminé et secours occasionnels) en M .**




Si l'on constate une augmentation des secours occasionnels accordés aux Français résidents (3951 en 2005, soit + 22 % par rapport à 2004), les dépenses au titre des Français de passage en difficulté connaissent une baisse de plus de 28 %.

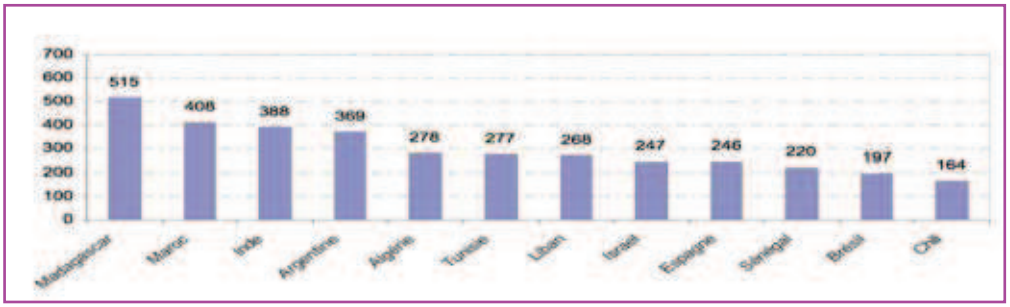
| La répartition des allocataires en 2005 est la suivante : | | |
|---|---|---|
| Personnes âgées | 3.479 | -4,79% |
| Adultes handicapés | 1292 | +1,26% |
| Enfants handicapés | 286 | +4,38% |
| Aides complémentaires « handicap » | 470 | -4,47% |
| Allocations à durée déterminée | 119 | -27,87% |

4

On enregistre une diminution (- 3,6 %) du nombre global des allocataires, 5176 personnes ayant bénéficié d'une aide en 2005 contre 5369 en 2004. Ce constat masque des évolutions contrastées : baisse des allocataires de solidarité et augmentation des allocataires « handicapés » ; baisse significative des aides temporaires, qu'il s'agisse des allocations à durée déterminée ou des aides exceptionnelles.

**Montant en M  (C.C.P.A.S.) par pays (12 premiers pays bénéficiaires).**

**Nombre d'allocataires par pays (12 premiers pays).**




## 2 - PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2006

Le budget opérationnel de programme « DFAE et services consulaires » met plus particulièrement en œuvre les orientations générales du programme décrites dans le projet annuel de performances au titre de l'action « offrir un service public de qualité aux Français de l'étranger ». Pour 2006, les prévisions de dépenses au titre de l'assistance aux Français en difficulté à l'étranger s'élèvent à **18 M€**.

Ces fonds permettent de couvrir l'ensemble des dépenses d'assistance à l'étranger : C.C.P.A.S. (allocations permanentes, secours occasionnels, aides aux Français de passage en difficulté), soutien aux sociétés de bienfaisance et rapatriements sanitaires. Ils doivent en outre couvrir les rapatriements pour indigence et permettre l'octroi de subventions à des associations en France oeuvrant en faveur de Français en difficulté à l'étranger (Croix Rouge Française, Comité d'Entraide aux Français Rapatriés, Institut National d'Aide aux Victimes et de Médiation….).

Les propositions des postes pour la commission permanente montrent que les orientations du

Département sont suivies, et que les C.C.P.A.S. appliquent généralement les instructions de façon rigoureuse. Les postes tiennent mieux compte de la situation individuelle des demandeurs d'allocation.

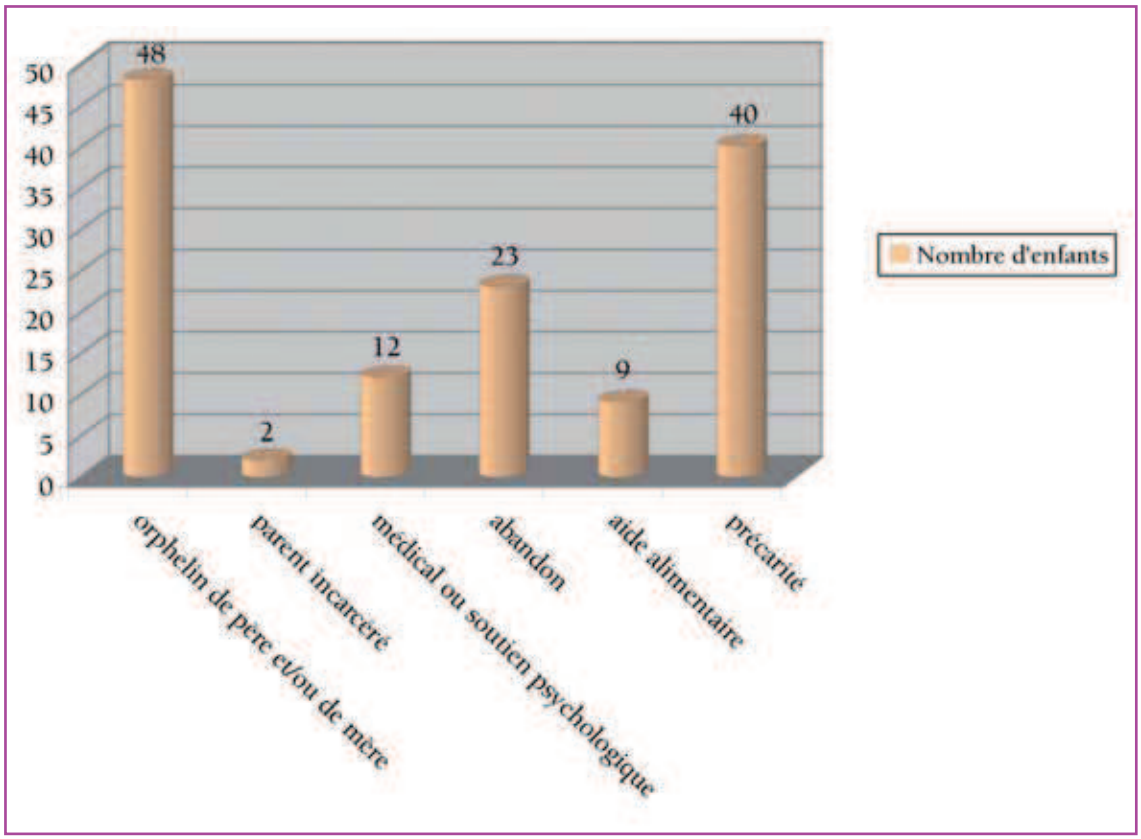
En 2006, le Département souhaite se rapprocher davantage de l'objectif fixé par le Premier ministre d'une réduction de l'écart de traitement, en matière d'aide sociale, entre les Français résidant en France et les Français établis à l'étranger. Les réserves de trésorerie et les crédits disponibles au titre du programme 151 permettront au Département de maintenir une action efficace et adaptée aux besoins d'assistance exprimés par nos compatriotes en situation de précarité à l'étranger et d'être en mesure de mobiliser dans l'urgence des crédits pour permettre à nos postes de faire face aux situations de crise et à leurs conséquences dans le domaine social.

A l'issue de la commission permanente pour la protection sociale des Français à l'étranger qui s'est réunie le 2 mars 2006 sous la présidence du directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France, les taux des allocations ont été revalorisés dans 69 postes et ont été maintenus dans 129 postes. Les taux de base de 9 postes ont en outre été révisés à la baisse afin de tenir compte d'un effet change-prix favorable.

Afin d'améliorer son dispositif d'aide sociale, le Département a décidé d'accroître la prise en considération de la situation des enfants en détresse, en continuant à autoriser les postes à leur accorder des secours mensuels spécifiques en fonction de leurs besoins, dans l'hypothèse où s'ils s'inscrivent dans le cadre d'un projet d'insertion sociale (soutien psychologique, médical, alimentaire…).

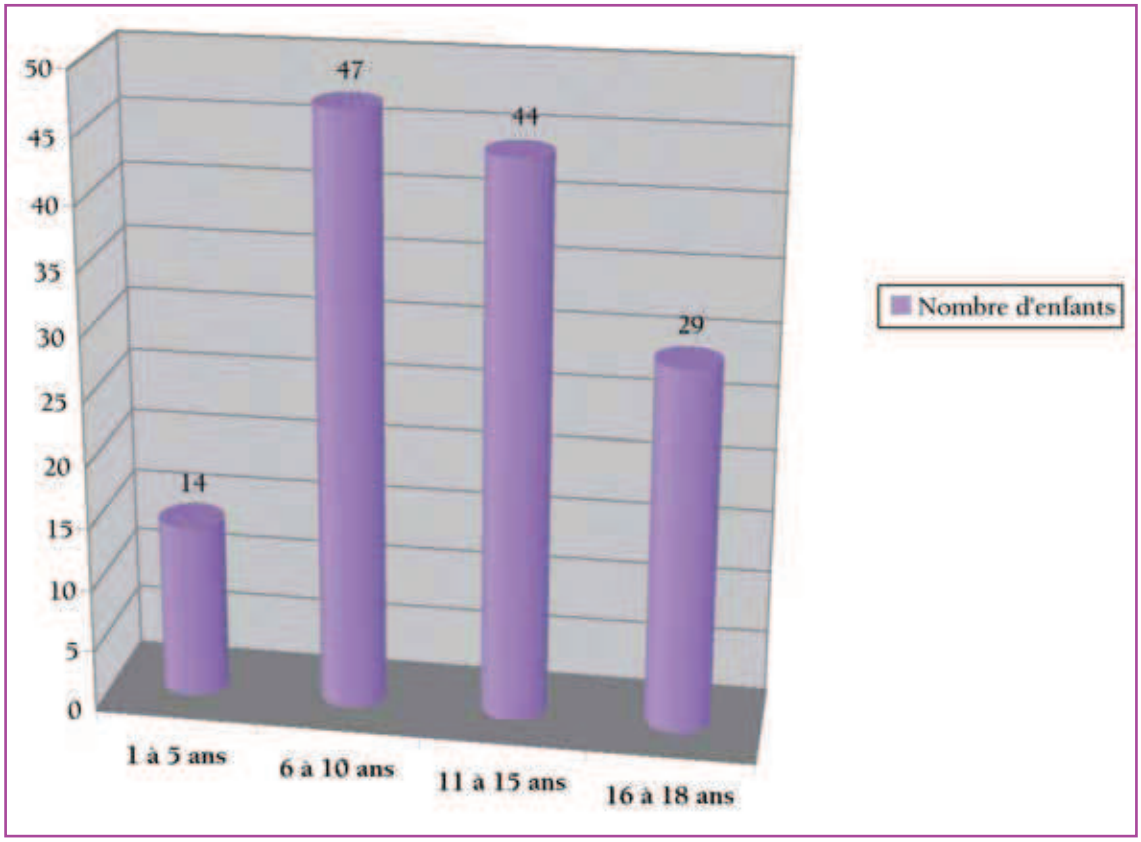
Dans cette optique, les postes devront assurer, comme en 2005, le suivi de ce projet et dresser un bilan en fin d'exercice, que le renouvellement du secours spécifique accordé soit ou non demandé. Le coût de cette mesure est de 214.278 € pour l'année 2006 (pour un total de 134 enfants aidés).

**Enfants en difficulté.**
**Motifs des situations de détresse (exercice 2006).**



4

**Nombre d'enfants par tranche d'âge (exercice 2006).**




L'autonomie de décision et de gestion, expérimentée à compter de mars 2004 dans les 15 postes dotés d'un(e) assistant(e) social(e) et étendue en 2005 à 7 postes supplémentaires, a concerné l'ensemble des dispositifs d'aide et s'est accompagnée naturellement d'une autorisation de fongibilité des crédits des différents paragraphes (10, 20, 30) de l'article 11 du chapitre 46.94, afin de donner plus de souplesse de gestion aux postes, ainsi que de la mise en place d'outils de suivi trimestriel de la gestion (compte financier et listes des bénéficiaires).

Les postes concernés ont pu accorder, dans le respect des instructions, tout type d'aide sans autorisation préalable du Département, dans le cadre de leur enveloppe budgétaire 2005. Cette mesure a responsabilisé les agents et a permis une réactivité immédiate. Le délai de traitement des dossiers a ainsi été réduit. Le déplafonnement autorisé par rapport au taux de base des allocations pour l'octroi des secours occasionnels a permis dans plusieurs postes de satisfaire des demandes d'ordre médical notamment.

Compte tenu du nouveau cadre budgétaire résultant de la mise en place de la LOLF à compter du 1er janvier 2006, le Département a proposé à la commission permanente d'étendre l'autonomie de gestion et de décision à tous les postes consulaires, le contrôle de la DFAE n'intervenant désormais qu'a posteriori, à l'instar de ce qui est actuellement pratiqué pour les postes expérimentaux.

L'exercice budgétaire commençait jusqu'à présent le 1er mars pour se terminer le 28 février de l'année suivante. Afin de rendre plus cohérente la politique sociale dans un cadre qui correspondra désormais au budget voté par le Parlement, le Département a proposé à la commission permanente de le faire coïncider avec l'année civile. Ainsi pour l'année 2006, la prise en compte des nouveaux allocataires et des taux de bases révisés n'intervient plus à compter du 1er mars, mais avec effet rétroactif au 1er janvier 2006.

**Répartition géographique des dépenses d'aide sociale en 2006 (postes dotés d'un(e) assistant(e) social(e) ).**

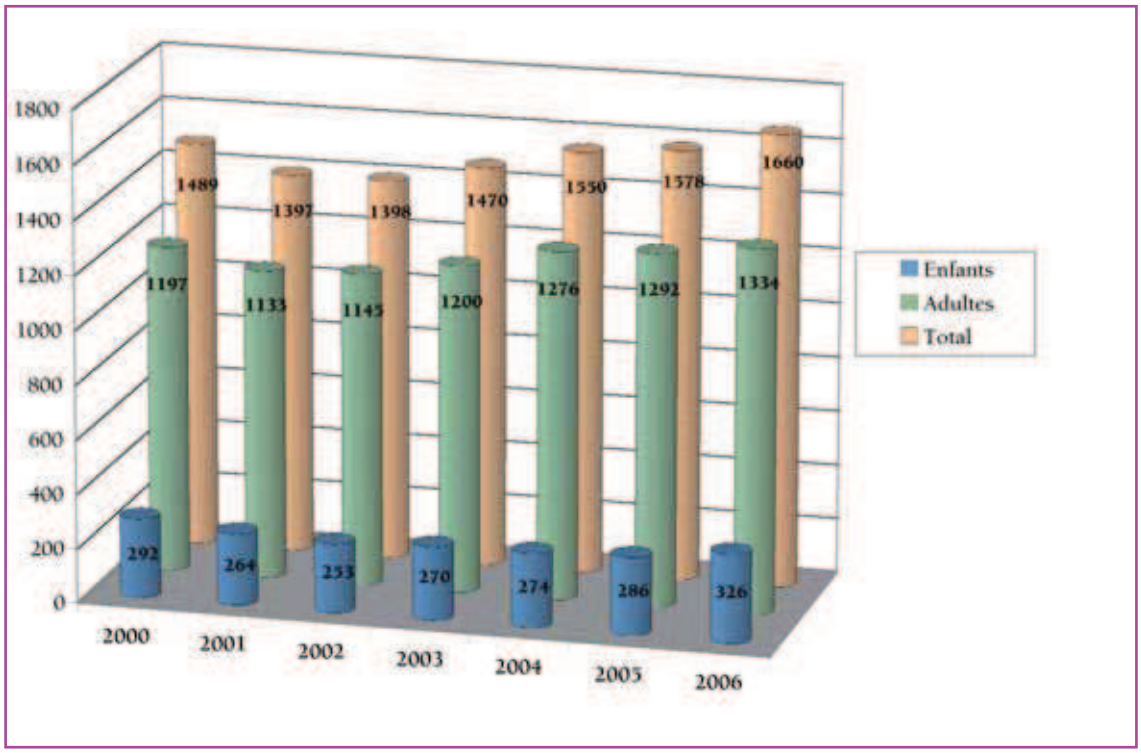
| Postes | Montant en M€ (CCPAS) | Nombre d'allocataires |
|---|---|---|
| Beyrouth | 1,091 | 268 |
| Tunis | 1,048 | 277 |
| Buenos Aires | 1,023 | 369 |
| Casablanca | 0,793 | 181 |
| Tananarive | 0,786 | 515 |
| Dakar | 0,713 | 199 |
| Santiago | 0,644 | 169 |
| Alger | 0,569 | 214 |
| Rabat | 0,463 | 109 |
| Pondichéry | 0,459 | 382 |
| Tel Aviv | 0,388 | 211 |
| Barcelone | 0,240 | 84 |
| Libreville | 0,160 | 46 |
| Djibouti | 0,093 | 19 |

## 3 -EVOLUTION DES AIDES ACCORDEES

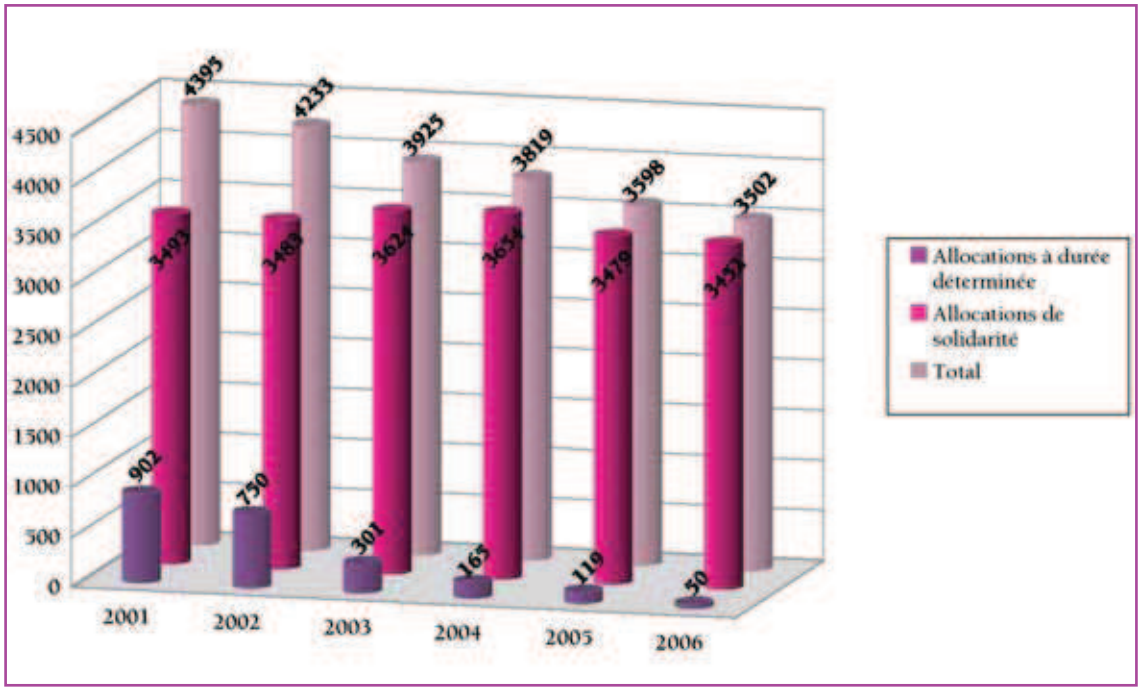
**Evolution du nombre total d'allocataires.**

4

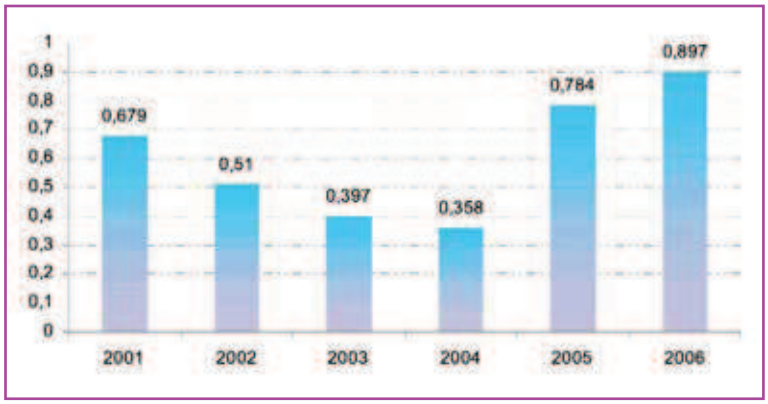
## Evolution des aides aux handicapés.




## Evolution du nombre des allocataires de solidarité et à durée déterminée.



**Evolution du montant des secours occasionnels octroyés en millions d'euros.**



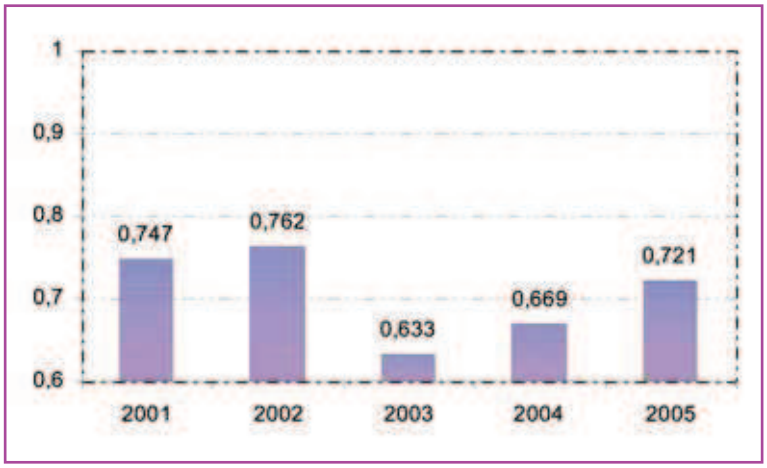

## 4 - SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS FRANCAISES DE BIENFAISANCE A L'ETRANGER

Des associations françaises d'entraide et de bienfaisance, des maisons de retraite et des centres hospitaliers situés dans une quarantaine de pays participent activement à cet effort de solidarité vis à vis des personnes démunies. Par leur localisation géographique et leur souplesse de gestion, elles complètent très utilement l'action de nos postes consulaires.

Au terme de la campagne 2005, 93 associations ont bénéficié d'une subvention du ministère des Affaires étrangères pour un montant global de 721.515 €, soit un chiffre supérieur (+ 7,7 %) à celui du précédent exercice, pour un nombre d'associations aidées comparable. Nos postes consulaires sont invités à s'impliquer davantage dans le processus de décision et le suivi de l'activité des sociétés de bienfaisance.

Le Département souhaite poursuivre l'accroissement de son soutien aux activités des associations de bienfaisance lorsque la nature et la pertinence de leur action sociale et la transparence de leur gestion justifieront une augmentation de notre subvention.

**Subventions aux sociétés de bienfaisance à l'étranger en millions d'euros.**



# 4 L'aide à l'emploi et à la formation professionnelle des Français à l'étranger

*Mireille Jardillier*
*Chargée de mission*
*Emploi-Formation*

## I- L'ACTIVITÉ EMPLOI

### A. Bilan 2005

L'année 2005 a confirmé la progression engagée en 2003. Depuis 2002, nos quelque 50 comités consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle ont placé 13 710 Français dont **3 840 en 2005**.

Une analyse affinée des résultats fait ressortir les faits suivants :

- Les 18 bourses d'emploi situées dans les chambres de commerce ont progressé plus vite que les autres : + 26 % en 2005 (+ 38 % en 2004). La Chambre de Commerce et d'Industrie française en Chine (CCIFC) représente, à elle seule, une part notable de ce résultat (308 placements contre 166 en 2004).

  En 2005, les activités des bourses d'emploi de Los Angeles et de Miami ont été transférées au sein des chambres de Commerce. De même, il faut noter la création d'une bourse de l'emploi à Dubaï (EAU) implantée au sein de la CCI dont les débuts sont prometteurs.

  On ne peut que se féliciter de ces bons résultats et engager nos comités à profiter des synergies offertes par cette association avec les Chambres de Commerce, en application de la convention signée entre le Ministère des Affaires étrangères et l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises à l'étranger (UCCIFE).

- Les résultats des associations, comme Londres (Centre Charles Péguy), Montréal (Association Montréalaise pour l'Emploi), Francfort (Athena), ou encore Amsterdam (France Emploi) sont bons, voire excellents.

- La moitié des placements concernent des jeunes de moins de 35 ans .

- Les femmes représentent plus de la moitié (56%) des placements (épouses françaises de ressortissants étrangers ou épouses de cadres détachés).

- Sur le plan géographique, l'Europe représente la moitié des placements (49,7 %) en baisse en 2005 (61% en 2004) ; à l'intérieur de l'Europe c'est Londres qui arrive en tête : plus de la moitié du total de nos placements en Europe en 2005 ont été effectués par le Centre Charles Péguy et le bureau du consulat.

### B. Perspectives 2006

A l'issue des travaux de la commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle qui s'est réunie le 1er mars 2006 sous la présidence du directeur des Français à l'étranger et des étrangers en France, l'activité des Comités Consulaire pour l'emploi et la formation professionnelle (CCPEFP) s'est orientée vers les objectifs suivants :

- Renforcer encore la collaboration avec l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie

Françaises à l'Etranger (UCCIFE) qui disposent de la souplesse de gestion nécessaire et de facilités à faire rémunérer leurs services. C'est ainsi, qu'en 2005, les bourses d'emploi hébergées au sein des associations travaillant en partenariat avec les consulats, se sont autofinancés à hauteur de 25 % en moyenne. L'ouverture de deux nouveaux bureaux au sein des Chambres de Commerce est prévue à Stockholm et Alger.

- Simplifier la gestion des CCPEFP, afin qu'elle soit plus efficace : notre collaboration avec les CCI doit déboucher sur un outil informatique de rapprochement de l'offre et de la demande identique, voire unique.

- Prendre en compte l'introduction de la LOLF. En 2006 nous disposons avec la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances d'un nouveau cadre budgétaire, au sein duquel s'inscrit le programme 151 « Français à l'étranger et étrangers en France ». Le budget opérationnel de programme « DFAE et services consulaires » met plus particulièrement en œuvre les orientations générales du programme décrites dans le projet annuel de performances au titre de l'action « offrir un service public de qualité aux Français de l'étranger ».

- Elargir la cible de la population susceptible de bénéficier des services du CCCEFP. Outre l'aide au placement des Français de la circonscription, le Comité devra participer à l'aide à la recherche de stage pour les jeunes qui s'adressent à la MFE ou qui fréquentent son site Internet **www.mfe.org**. Cet objectif sera atteint par la mise en réseau de l'ensemble des CCPEFP autour du nouveau site de la MFE, constituant ainsi une base d'informations sur le contexte de l'emploi et les offres de stages et de premier emploi accessibles dans une cinquantaine de pays.

## II- L'ACTIVITÉ FORMATION PROFESSIONNELLE

### A. Bilan 2005

La formation professionnelle est un élément clef d'accès à l'emploi.
Des actions locales sont conduites par le Centre de Formation pour Adultes de Tananarive et par 5 comités du réseau. En 2005, la DFAE a accordé 130.000 € au CFPA de Tananarive.
Le coût en 2005 des autres actions locales de formation a représenté en 2005 la somme 187.000 euros.
Les actions locales de formation ont permis 518 entrées en formation. 390 des personnes sont sorties de formation au 31/12/2005 et 98 sont en recherche d'emploi, à l'issue de leur stage.

#### Le centre de formation professionnelle de Tananarive :

La convention signée entre le CCPEFP de Tananarive et le centre de formation pour adultes (CFPA) fixe des objectifs quantitatifs et qualitatifs .

En 2005, le centre a dispensé 87 455 heures travaillées/stagiaires, soit un dépassement de l'objectif initial de 2005 de 0,9 %. Au total, 182 stagiaires sont entrés en formation et 96 autres ont suivi une formation en établissement privé.

Le suivi des stagiaires qui regagnent la France à l'issue des formations préparatoires est toujours aussi difficile à effectuer.

#### L'expérience de Bamako :

En 2005, une action de formation de carreleur a été conduite avec l'AFPA en partenariat avec le comité consulaire de Bamako. La formation d'une durée de 10 semaines sous forme de chantier-école et d'un module supplémentaire de 20 heures de préparation à la mobilité. Elle a bénéficié à des stagiaires français et maliens : le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et celui des affaires étrangères ont financé la formation des Français, celle des stagiaires maliens l'ayant été par l'Agence pour la promotion de l'emploi de jeunes. Cette action a permis de former 13 Français et 7 Maliens.

#### L'expérience de l'Enseignement à distance (EAD) à Dakar :

Formation de remise à niveau pour des candidats

désireux de suivre une formation qualifiante AFPA en France, en collaboration avec le Centre Culturel et linguistique de Dakar. 24 candidats ont suivi cet enseignement en 2005. En 2006, le Poste a demandé la reconduction de l'EAD qui a pris de l'ampleur. 15 personnes en bénéficient à ce jour et le recrutement s'amplifie au point de nécessiter la scission du groupe en deux.
Bien évidemment nous ne pourrons mesurer les résultats qu'à l'issue des tests. Cependant il est à noter que le dispositif n'a souffert d'aucun abandon et que l'enthousiasme des bénéficiaires est toujours aussi présent. L'exemplarité de partenariat (AFPA, Institut linguistique et Ministère) est sans doute la clef de ce bon fonctionnement.

### La réinsertion - A.F.P.A.

L'examen des actions de formation professionnelle ne serait pas complet sans mention de l'activité de réinsertion en France menée par l'Association pour la Formation Professionnelle pour Adultes (AFPA).

Un accord cadre régit les relations entre le ministère des affaires étrangères et le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement qui contribue au financement d'actions de formation professionnelle des Français de l'étranger. C'est en application de cet accord que sont définis en nature et en nombre les prestations fournies par l'AFPA et financés par le ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Ces prestations bénéficient à des Français établis hors de France qui souhaitent s'installer en France et suivre une formation professionnelle auprès de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Sur demande du ministère des affaires étrangères, cette association effectue auprès de nos compatriotes de l'étranger des missions d'orientation et de conseil ainsi que des examens à distance.

Deux missions d'orientation-sélection, d'environ une semaine chacune, ont été réalisées en 2005, à Tunis et à Alger.

Le nombre de candidatures examinées durant les missions est stationnaire par rapport à 2004.

En revanche, celui des examens à distance augmente (110 en 2005, + 10 % par rapport à 2004).

Pour nos compatriotes de certains pays, la formation AFPA ne semble pas adaptée. Par exemple, nos postes d'Algérie ont adressé beaucoup de dossiers de candidatures qui ont eu des avis défavorables en raison du niveau de français trop faible des candidats. (l'action de pré-formation menée par le consulat de France à Alger vise à corriger cette situation).

#### Les résultats en 2005

- candidatures ayant obtenu un avis favorable : 50 soit 30 % contre 50 % en 2004
- candidatures temporairement différées : 55, soit 33 % contre 36 % en 2004
- candidatures rejetées : 15, soit 9 %
- 4 personnes ont retiré leur candidature en cours de traitement de leur dossier.
- 34 dossiers ont été ouverts en 2005 et seront clôturés en 2006.
- 27 actions de pré-professionnalisation ont été proposées avant la formation qualifiante.

## B. Perspectives 2006

1. La DFAE poursuit son objectif de transformation du centre de formation de Tananarive vers une autonomie plus grande tant du point de vue de l'organisation administrative que de celui de la gestion financière. Son évolution tendra à en faire un prestataire de services moins dépendant des crédits que la DFAE lui accorde au titre de la convention passée par le CCPEFP du poste.

2. L'enseignement à distance (EAD) ), testé avec succès au Sénégal, sera étendu au Maghreb (Algérie et Tunisie).

# 3 L'information des Français de l'étranger (MFE)

*L'année 2005 a vu la mission de la Maison des Français de l'étranger (MFE) évoluer largement conformément aux conclusions de l'audit interministériel de juillet 2004 et à la suite de la réforme de la DFAE mise en œuvre en juillet 2005.*

La MFE est désormais rattachée à la nouvelle Sous-Direction des Affaires sociales, de l'Expatriation et de la Maison des Français de Etranger, incluant également la mission Emploi-Formation professionnelle et ses 50 comités consulaires permettant à l'ensemble ainsi constitué de fournir un véritable outil d'aide à l'emploi à l'étranger pour nos compatriotes ayant un projet d'expérience professionnelle hors de nos frontières. L'aide sociale est également rattachée à cette nouvelle sous-direction des Affaires sociales et de l'expatriation, reproduisant ainsi le schéma proposé à l'étranger consistant à regrouper au sein des comités consulaires les activités d'aide à l'emploi et d'aide sociale destinées à nos compatriotes vivant à l'étranger.

**Parallèlement, la MFE a rénové en profondeur son site Internet qui dispose des nouvelles fonctionnalités suivantes :**

**1) Une approche collaborative de la mise à jour de l'information du site.** Les 80 dossiers-pays « papier » disparaissent au profit de portails pays électroniques dont les contenus seront mis à jour en continu par des collaborateurs ou des partenaires.

Les 50 sites consulaires disposant d'un comité consulaire pour l'emploi et la formation professionnelle seront en effet mis à contribution pour alimenter les rubriques « Emploi et stage » de ces portails (marché de l'emploi, réglementation du travail, secteurs porteurs, opportunités d'emploi ou de stage…). Pour réaliser cet objectif, un logiciel de gestion de contenu intégré au site Internet est mis à la disposition des correspondants à qui sera confié un code d'accès.

Cette nouvelle fonctionnalité apportera un dynamisme et une richesse de l'information sans égal.

**2) Une diffusion la plus large possible de l'ensemble de l'information du site** grâce à un procédé de syndication XML permettant à des entreprises ou des organismes internationaux de diffuser sur leurs réseaux internes cette information mise à jour par la MFE.

Cette nouvelle fonctionnalité, associée à la précédente, permet, entre autres, de donner la possibilité aux associations de Français de l'étranger (UFE, ADFE, FIAFE) de diffuser à leurs adhérents munis d'un code d'accès sur leurs sites Internet respectifs l'ensemble de l'information de la MFE . En retour, selon le même processus que celui utilisé pour les comités consulaires, ces associations pourront proposer un enrichissement de l'information disponible sur le site de la MFE.

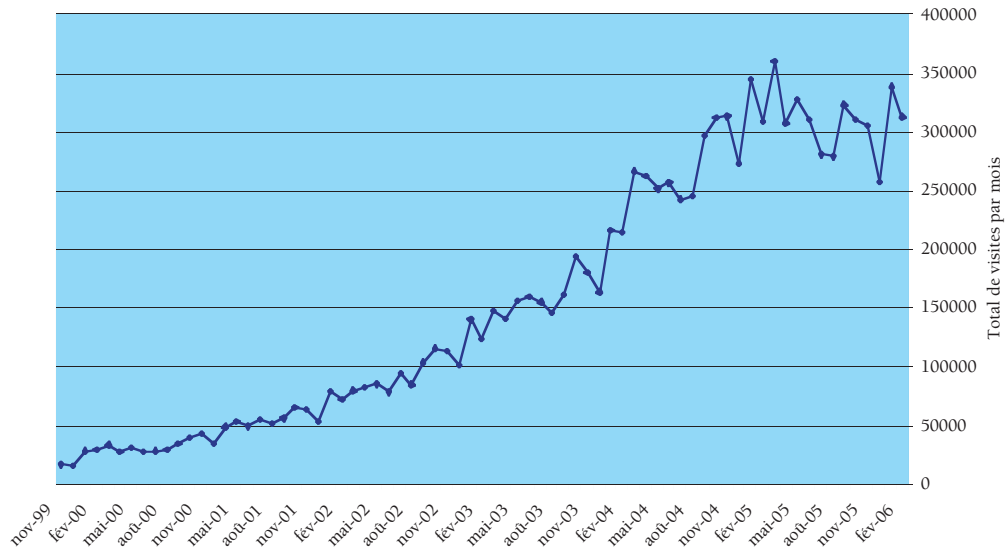
**3) Mise en place d'un annuaire d'expatriés.** Les visiteurs du site pourront ainsi correspondre avec d'autres compatriotes ayant le même profil, la même destination, le même métier qu'eux.

Cette nouvelle fonctionnalité est particulièrement précieuse pour les jeunes qui partent à l'étranger pour un stage ou un premier emploi et qui se posent de nombreuses questions relatives à la recherche de logement, de stages ou d'emploi.

4

**Ce nouveau site a été mis en ligne le 1er avril 2006. Il est fréquenté par 12.000 visiteurs/jour. Des conventions d'échanges et de diffusion d'information sont en cours avec le CIVI, l'UFE, l'ADFE et la FIAFE.**

**FIGURE 1 : www.mfe.org - nombre de visites par mois**




Compte tenu de la réduction des ressources en personnel, les services d'accueil assurés au 30 rue La Pérouse sont limités à l'après midi (de 14 à 17 heures). Les services d'expertise suivants continuent à être proposés au public :

- Consultations fiscales par les experts de la rue d'Uzès
- Consultations pour la protection sociale
- Rédaction de CV et de lettre de motivation
- Etude de projets professionnels.
- Information sur les visas aux USA.
- Aide à la recherche de stage.

**Sur le plan de l'information médicale**, la MFE poursuit la mise à jour des fiches sanitaires et médicales du CIMED à l'aide des 30 médecins et professeurs composant le comité médical.

Grâce à la possibilité de syndication XML de ce site www.cimed.org, l'essentiel de ces fiches compose depuis mai 2006 la rubrique santé du site Conseils aux voyageurs. Cette information sanitaire est également diffusée sur le réseau d'Europe Assistance, de la société AREVA et d'une trentaine de médecins concernés par les risques d'endémies dans certains pays pour nos compatriotes à l'étranger.

Le site cimed.org accueille 16.000 visiteurs par mois.

**En conclusion, la Maison des Français de l'étranger reste le portail Internet de l'expatriation collaboratif et ouvert à tous les partenaires qui le souhaitent.**

# 4 La protection juridique

*Les compétences des Etats pour adopter ou appliquer des normes juridiques visant des personnes se fondent essentiellement sur le territoire (nationaux et étrangers y résidant) et sur la nationalité (ressortissants résidant ou non sur le territoire). Le développement de la mobilité des personnes multiplie les cas où ces compétences étatiques s'affrontent : impossibilité d'exercer au moins l'une d'entre elles ou double assujettissement. Cette incertitude juridique et financière peut avoir de lourdes conséquences en matière de statut personnel ou familial, d'activité professionnelle, comme aussi offrir l'impunité à des comportements illicites.*

*Améliorer la protection ou la sécurité juridique de nos compatriotes est l'une des principales missions du service des affaires civiles et de l'entraide judiciaire (ex service des accords de réciprocité), qu'il s'agisse de la négociation ou renégociation de conventions internationales, de leur mise en œuvre ou, en leur absence, de coopération avec les autorités étrangères compétentes via nos postes diplomatiques ou consulaires.*

## I - LES CONVENTIONS NON-JUDICIAIRES

La sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire de la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France mène à un rythme soutenu des négociations de conventions ou d'accords bilatéraux, ou y participe, en concertation avec les autres ministères concernés, afin d'accompagner nos compatriotes dans leurs démarches d'expatriation dans de nombreux pays de tous continents avec lesquels il est important de tisser ou d'accentuer les liens.

### A - LES CONVENTIONS FISCALES

La France dispose d'un réseau conventionnel fiscal parmi les plus étendus au monde puisque au 31 décembre 2005, 109 Etats étaient liés à la France par un instrument de cette nature, un nombre qui devrait atteindre prochainement 113. Les représentants de l'Assemblée des Français de l'Etranger (AFE) sont systématiquement informés de l'ouverture des négociations, de la signature et de l'entrée en vigueur des conventions visant à éviter les doubles impositions conclues avec les Etats de leur circonscription. Le bilan ci-dessous présente les différentes conventions en négociation ou en renégociation selon leur état d'avancement.

#### 1- CONVENTIONS ENTREES EN VIGUEUR EN 2005

**Albanie** : la convention fiscale franco-albanaise signée le 24 décembre 2002 est entrée en vigueur le 1er octobre 2005. Elle a été publiée au Journal officiel de la République française du 21 octobre 2005.

**Azerbaïdjan** : la convention fiscale franco-azerbaïdjanaise signée le 20 décembre 2001 est entrée en vigueur le 1er octobre 2005. Elle a été publiée au Journal officiel du 21 octobre 2005.

**Croatie** : La convention fiscale franco-croate signée le 19 juin 2003 est entrée en vigueur le 1er septembre 2005. Elle a été publiée au Journal officiel du 21 octobre 2005.

**Monaco** : l'avenant à la convention fiscale franco-monégasque signé le 26 mai 2003 est entré en vigueur le 1er août 2005. Il a été publié au Journal officiel du 23 août 2005.

**OCDE/Conseil de l'Europe** : la convention conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale est entrée en vigueur pour la France le 1er septembre 2005. Elle a été publiée au Journal officiel du 24 septembre 2005.

**Pays-Bas** : l'avenant à la convention fiscale franco-néerlandaise signé à La Haye le 7 avril 2004 est entré en

vigueur le 24 juillet 2005. Il a été publié au Journal officiel du 1er septembre 2005.

**Québec :** l'avenant à l'entente fiscale franco-québécoise signé le 3 septembre 2002 est entré en vigueur le 1er août 2005. Il a été publié au Journal officiel du 1er septembre 2005.

**République tchèque** : La convention fiscale franco-tchèque signée le 28 avril 2003 est entrée en vigueur le 1er juillet 2005. Elle a été publiée au Journal officiel du 27 juillet 2005.

## 2 - ACCORDS EN COURS D'APPROBATION PARLEMENTAIRE

Les conventions de non double imposition font, en application de l'article 53 de la Constitution, l'objet d'une approbation parlementaire. La procédure est en cours s'agissant des accords suivants :

**Arménie** : un échange de lettres portant rectification de l'article 23 de la convention fiscale franco-arménienne de 1997 a été adopté par l'Assemblée nationale le 12 mai 2005. Il doit prochainement être adopté par le Sénat.

**Australie :** une nouvelle convention fiscale devant se substituer à la convention franco-australienne de 1976 a été signée à Paris le 20 juin 2006.

**Chili :** la convention fiscale franco-chilienne signée le 7 juin 2004 a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 mai 2005 et par le Sénat le 16 mai 2006. Elle devrait prochainement entrer en vigueur.

**Etats-Unis** : deux avenants franco-américains aux conventions fiscales sur le revenu et sur les successions, signés à Washington le 8 décembre 2004, sont en cours d'approbation parlementaire.

**Ethiopie** : une convention fiscale a été signée à Paris le 15 juin 2006.

**Italie** : l'accord franco-italien sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des établissements culturels et d'enseignement, signé à Rome le 27 novembre 2003, a été adopté par l'Assemblée nationale le 12 mai 2005 et par le Sénat le 16 mai 2006.

**Libye** : une convention fiscale a été signée à Paris le 22 décembre 2005. La procédure d'approbation parlementaire est en cours.

**Slovénie** : la convention fiscale franco-slovène signée le 7 avril 2004 a été adoptée par l'Assemblée nationale le 12 mai 2005. Elle doit prochainement être adoptée par le Sénat.

**Territoires dépendants et associés britanniques et néerlandais :** dans le cadre de la directive épargne de l'Union européenne, dix accords sous forme d'échange de lettres relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne ont été signés avec Jersey, Guernesey, l'île de Man, Aruba, les Antilles néerlandaises, Anguilla, les îles Caïmans, les îles Vierges britanniques, Montserrat et les îles Turks et Caicos. La procédure d'approbation parlementaire est en cours.

## 3- ACCORDS EN COURS DE NEGOCIATION OU DEVANT ETRE SIGNES PROCHAINEMENT

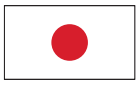
**Allemagne** : une convention fiscale sur les successions et les donations et un avenant à la convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune sont en cours de négociation.

**Belgique** : une nouvelle convention est en cours de négociation.

**Géorgie** : un projet de convention fiscale a été paraphé à Paris en février 2005.

**Irlande** : une nouvelle convention est en cours de négociation.

**Italie :** un avenant à la convention en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune est en cours de négociation.



**Japon** : un avenant à la convention fiscale franco-japonaise de 1995 portant notamment sur la question de la déductibilité fiscale des cotisations sociales a été paraphé à Paris le 26 juin 2006.

**Kenya :** un projet de convention fiscale a été paraphé le 3 février 2006.

**Kirghizistan :** un premier tour de négociation d'une convention fiscale s'est tenu en juin 2005.

**Liban :** un projet de nouvelle convention fiscale a été paraphé à Beyrouth le 25 octobre 2002. Malgré plusieurs relances, la signature n'a pas encore pu avoir lieu.

**Luxembourg :** un avenant à la convention fiscale de 1958 portant sur les questions immobilières est en cours de négociation.

**Malte :** un avenant à la convention fiscale de 1977 est en cours de négociation.

**Pays-Bas :** une nouvelle convention est en cours de négociation.

**Pérou :** un projet de convention fiscale a été paraphé à Paris le 1er septembre 2005.

**Qatar :** un avenant à la convention fiscale de 1990 est en cours de négociation.

**Royaume-Uni :** une nouvelle convention est en cours de négociation.

**Suisse :** une nouvelle convention est en cours de négociation.

## B - LES CONVENTIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La direction des Français à l'étranger et des étrangers en France est étroitement associée aux négociations, renégociations et au suivi des conventions de sécurité sociale dont l'objet est d'améliorer la situation des Français vivant ou ayant vécu à l'étranger.
En organisant la coordination des régimes de protection sociale, ces instruments favorisent la mobilité géographique de nos compatriotes. Ils permettent d'éviter les double cotisations par la procédure du détachement et les pertes de droit notamment en matière d'assurance vieillesse.

De même que dans le domaine fiscal, les conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger sont informés des négociations en cours, de la signature et de l'entrée en vigueur des conventions de sécurité sociale.

### 1 - ETATS LIES A LA FRANCE PAR UN INTRUMENT DE SECURITE SOCIALE

31 Etats ou entités hors Union européenne et Espace économique européen sont liés à la France par une convention de sécurité sociale : Algérie, Andorre, Bénin, Bosnie Herzégovine, Cameroun, Canada, Cap Vert, Chili, Congo, Côte d'Ivoire, Croatie, Etats Unis, Gabon, Israël, Jersey, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Niger, Philippines, Province du Québec, Roumanie, Saint Marin, Sénégal, Serbie et Monténégro, Togo, Tunisie, Turquie.

En outre, la France est liée aux vingt cinq Etats membres de l'Union européenne, aux trois membres de l'Espace Economique Européen (Islande, Liechtenstein, Norvège) et à la Suisse par les règlements communautaires 1408/71 et 574/72. Un nouveau règlement (883/2004) adopté le 20 mai 2004 est destiné à remplacer le règlement 1408/71 précité. Il ne sera toutefois applicable qu'après l'entrée en vigueur du règlement prévoyant les modalités de son application, en cours de négociation.

Dans le cadre communautaire, est désormais achevé le déploiement de la carte européenne d'assurance maladie (CEAM) destinée à faciliter l'accès et la prise en charge des soins immédiatement nécessaires, délivrés aux personnes affiliées à un régime d'assurance maladie d'un Etat de l'UE-EEE-Suisse, lors de leurs déplacements au sein de cette zone géographique.

### 2 - ETAT DES RELATIONS CONVENTIONNELLES

**Algérie :** Si la refonte de la convention de sécurité sociale du 1er octobre 1980 n'a pu être réalisée à ce jour, en revanche, un nouveau protocole annexe relatif aux soins de santé a été finalisé à Alger en octobre 2005. Une nouvelle rencontre ( commission mixte de sécurité sociale) doit se réunir d'ici la fin 2006.

**Australie** : La réunion qui s'est tenue à Paris en septembre 2006 a permis un échange d'informations qui devrait être poursuivi à l'automne 2006 en vue d'apprécier l'opportunité de conclure une convention bilatérale de sécurité sociale avec l'Australie.

**Canada, Québec :** L'entente entre la France et la province de Québec signée à Paris le 17 décembre 2003 a été approuvée par le Parlement. L'échange des instruments de ratification est en cours.

**Corée :** Une convention a été signée le 6 décembre 2004 à l'occasion de la visite en France du président coréen. La procédure d'approbation parlementaire est en cours.

**Japon** : Les négociations engagées en 2000 ont abouti en novembre 2004 et une convention a été signée à Paris le 25 février 2005. En marge de la signature, des négociations ont été ouvertes afin que l'entrée en vigueur de cette convention n'entraîne pas de déséquilibre, en matière fiscale, entre les Japonais installés en France et les Français installés au Japon, au détriment de ces derniers.

**Luxembourg** : Les négociations engagées le 21 mars 2003 ont abouti, le 7 novembre 2005, à la signature d'une convention bilatérale franco-luxembourgeoise, dont l'objet principal est de faciliter l'accès aux soins dans les deux pays et de coordonner les prestations d'autonomie. L'approbation parlementaire est en cours.

**Maroc :** La réunion de la prochaine commission mixte de sécurité sociale pourrait être l'occasion de finaliser la renégociation de la convention de sécurité sociale franco-marocaine. Celle-ci ne pourra cependant pas être signée tant que la question du transfert en France des cotisations versées à la CFE par les ressortissants français résidant au Maroc n'est pas réglée.

**Monaco :** Deux commissions mixtes franco-monégasques se sont réunies en 2005. Elles ont permis notamment de fixer le tarif des établissements monégasques ouverts aux assurés français.

**Tunisie :** La nouvelle convention signée le 26 juin 2003 et son avenant, signé le 4 décembre 2003, pour tenir compte de l'évolution de la législation française en matière de retraite, a été approuvée par le Parlement.

## C - LA CIRCULATION DES PERSONNES ET L'EMPLOI

### 1 - ACCORD « ECHANGE DE JEUNES » AVEC LE CANADA

Cet accord-cadre, signé avec le Canada en octobre 2003, est entré en vigueur le 1er mars 2004, avec pour objet de développer les échanges de jeunes entre nos deux pays : un contingent annuel de 7.000 jeunes est prévu dans les deux sens.

Il intègre également d'autres échanges de jeunes qui avaient lieu, du côté français, via des facilités de droit commun applicables aux jeunes étrangers (vacances-travail, travail des étudiants, stages en entreprise) mais sans application de contingents, et du côté canadien via un certain nombre de programmes faisant, eux, l'objet de quotas, bénéficiant à des organismes tels que l'Office franco-québécois pour la Jeunesse (OFQJ), France-Québec, etc. Des consultations ont lieu fréquemment avec la Partie canadienne pour faire le point concernant l'application de l'accord. Une réunion de bilan se tiendra en septembre 2006 à Ottawa (Canada).

### 2- ACCORDS VACANCES-TRAVAIL

La France a conclu avec trois pays, le Japon (8 janvier 1999), la Nouvelle-Zélande (2 juin 1999) et l'Australie (24 novembre 2003), des accords bilatéraux relatifs à des échanges de jeunes dans le cadre d'un programme vacances-travail.

Ces accords permettent à des jeunes de chacun des Etats, âgés de 18 à 30 ans, étudiants ou non, de se rendre dans l'autre Etat, pour une période maximale de 12 mois, dans le but d'y passer des vacances, en ayant la possibilité d'y occuper une activité professionnelle salariée pour compléter les moyens financiers dont ils disposent.

Un contingent est fixé par échange de notes diplomatiques et révisable dans les mêmes conditions. Ainsi, au 1er janvier 2006, peuvent bénéficier de ces accords :

- 600 Français et 600 Japonais ;

- 1400 Néo-Zélandais et un nombre illimité de Français, les autorités néo-zélandaises ne souhaitant plus fixer de contingent depuis 2005 dans le cadre de ces échanges ;
- 500 Australiens et un nombre illimité de Français, les autorités australiennes ne souhaitant pas fixer de contingent dans le cadre de ces échanges.

### 3 - LES ACCORDS « JEUNES PROFESSIONNELS »

Un accord visant à favoriser le développement des échanges de jeunes professionnels venant exercer sur le territoire de l'autre Etat, dans leur spécialité, une activité professionnelle salariée pendant une durée suffisante, mais n'excédant pas 18 mois, signé avec la Tunisie, est entré en vigueur en juin 2004. Un accord similaire avec la Roumanie est entré en vigueur en août 2004. Des accords ont été signés avec la Slovaquie (mars 2005) et l'Estonie (mars 2006).

Des négociations sont en cours avec l'Algérie et la Turquie pour la signature d'un tel accord. La France a par ailleurs fait des propositions aux pays ayant rejoint récemment l'UE (la Lituanie, la Lettonie) pour la signature d'accords concernant l'échange de jeunes professionnels, le marché de l'emploi n'étant pas ouvert à ces nouveaux pays durant la période transitoire. Enfin, des négociations ont été entamées fin mars 2006 avec la République tchèque.

### 4 - ACCORDS SUR L'EMPLOI DES CONJOINTS DE DIPLOMATES

Un nouvel accord-type portant sur l'emploi des conjoints des membres des missions diplomatiques a été élaboré en octobre 2003, à la suite d'une concertation interministérielle. Il repose sur la délivrance par les autorités compétentes du pays d'accueil d'une autorisation de travail à titre dérogatoire aux personnes à charge des membres des missions officielles qui ont obtenu une proposition d'emploi salarié, la contrepartie étant que le bénéficiaire de cette autorisation renonce à ses immunités et privilèges (domaines judiciaire et fiscal) pour les questions liées à l'emploi exercé. De ce fait, nos règles constitutionnelles imposent, côté français, une procédure d'approbation parlementaire.
Six accords de ce type sont actuellement en vigueur avec :

**Canada** : signé le 24 juin 1987, en vigueur depuis le 1er juin 1989

**Argentine** : signé le 26 octobre 1994, en vigueur depuis le 1er juin 1997

**Australie** : signé le 2 novembre 2001, entré en vigueur le 1er mai 2004

**Roumanie** : signé le 21 novembre 2003, entré en vigueur en mars 2005,

**Brésil** : signé le 21 mars 2001, en vigueur depuis le 1er novembre 2003

**Nouvelle-Zélande** : signé le 10 juin 1999, en vigueur depuis le 1er janvier 205.

Un accord intérimaire a été conclu avec Singapour en 2005, dans l'attente de la signature d'un accord définitif. Des négociations sont en cours avec plusieurs pays dont le Costa-Rica, le Sri-Lanka, l'Inde, Israël, le Venezuela, le Pérou et l'Uruguay.

## D - LE SERVICE NATIONAL DES DOUBLES NATIONAUX

La France a conclu des conventions relatives au service national des doubles nationaux avec les 14 pays suivants : Algérie - Argentine - Belgique - Chili - Colombie - Espagne - Israël - Italie - Luxembourg - Paraguay - Pérou - Royaume-Uni - Suisse - Tunisie.

Aux termes de ces conventions, dès lors qu'un double national s'est acquitté de ses obligations dans l'État de sa résidence, il est considéré comme étant en règle à l'égard de l'autre Etat.

La suspension du service national en France a suscité la demande d'ouverture de négociations de la part de la Tunisie qui estimait que l'équilibre entre les obligations de service des deux pays a été rompu par la décision unilatérale française. Un avenant à la convention franco-tunisienne du 18 mars 1982 a été signé à Tunis le 4 décembre 2003. La procédure d'approbation parlementaire de l'avenant a été engagée en février 2006. Cet avenant pose le principe selon lequel les doubles nationaux accomplissent en principe leurs obligations dans l'Etat où ils ont établi leur résidence habituelle, tout en conservant la possibilité d'opter pour un service dans l'autre pays. Dans ce

cas, ils seront considérés en règle avec les obligations tunisiennes à condition toutefois qu'ils aient accompli effectivement un service en France d'une durée au moins égale à la durée du service national tunisien.

En revanche, les démarches entamées au cours des dernières années auprès de la Turquie et de divers Etats de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Danemark et Grèce) n'ont pas connu d'avancées notables.

## E - AUTRES ACCORDS DE COOPÉRATION

La sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire a également été amenée, au cours des dernières années, à intervenir dans la négociation d'accords bilatéraux et d'arrangements administratifs en matière notamment d'assistance douanière, de coopération dans le domaine de la sécurité civile, de coopération transfrontalière et de questions relatives à l'abornement ainsi que d'échange des permis de conduire.

### 1 - ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE INTERNATIONALE EN MATIERE DOUANIERE - AUTRES ACCORDS DOUANIERS

- La Convention d'assistance administrative entre la France et l'**Azerbaïdjan** pour la prévention, la recherche, la constatation et la sanction des infractions douanières, signée à Paris le 22 janvier 2004, est en cours d'approbation parlementaire ;

- Aucun accord de coopération douanière n'a été signé en 2005, un nouveau modèle type de convention d'assistance mutuelle douanière étant en cours d'élaboration au **ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie** (Direction générale des douanes et droits indirects). Attendu pour 2006, ce texte doit notamment inclure un paragraphe sur la protection des données personnelles, ainsi que cela se fait déjà pour les accords de coopération en matière de sécurité intérieure.

### 2 - COOPERATION TRANSFRONTALIERE OU ASSIMILEE

- Signature au Château de Senningen (**Luxembourg**), le 20 janvier 2006, d'une convention intergouvernementale portant rectification de la frontière par échange de territoires de superficie identique, dans le cadre du développement transfrontalier lié au projet Esch-Belval.

### 3 - SECURITE CIVILE

Deux arrangements administratifs ont été signés avec le **Portugal**. Le premier à Asnières-sur-Seine, le 24 janvier 2006, portant sur l'intervention de moyens aériens bombardiers d'eau en cas d'assistance mutuelle lors d'incendies de forêt ; et le deuxième à Lisbonne, le 3 mars 2006, dans le domaine de la prévention et de la lutte contre les incendies de forêt.

Avec l'**Italie**, signature à Rome le 6 février 2006 d'un arrangement administratif relatif à la coopération transfrontalière en matière d'incendie et de secours dans les régions du Briançonnais et de la Haute vallée de Suse.

### 4 - PERMIS DE CONDUIRE

Les procédures relatives aux échanges des permis de conduire avec les Etats n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen n'ont pas fait l'objet de modification. Les précédentes éditions qui les détaillent (2002, 2003) sont toujours d'actualité.

Même si avec **Andorre** les échanges de permis de conduire interviennent sur une base tacite, un accord sous forme d'échange de notes avec la Principauté d'**Andorre** est en cours. Il devrait entrer en vigueur le 1er janvier 2007.

Au **Canada**, les négociations en cours avec l'**Île-du-Prince-Edouard** progressent. Le Consul Général de France à Moncton et Halifax a transmis aux autorités locales un projet finalisé qui, sauf retard, devrait être signé d'ici la fin de l'année. S'agissant des **provinces de l'Ouest**, le Consul Général de France à Vancouver a reçu un projet d'accord du même type afin d'ouvrir des négociations avec ses interlocuteurs compétents.

## II - L'ENTRAIDE JUDICIAIRE

## A - LES CONVENTIONS JUDICIAIRE

L'activité de la sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire est, dans ce domaine, centrée sur les **questions pénales**. En effet, la compétence

externe de négociation pour la coopération judiciaire **en matière civile et commerciale** paraît désormais appartenir à la Communauté Européenne, ce domaine relevant depuis l'entrée en vigueur du traité d'Amsterdam de l'action communautaire et non plus de l'action intergouvernementale. L'adoption à ce titre de plusieurs règlements et décisions communautaires fait perdre aux Etats membres, en vertu d'une jurisprudence et d'avis de la Cour de Justice des Communautés européennes, le droit de contracter avec des Etats tiers des obligations sur les matières couvertes par les dispositions communautaires. Il n'y a donc plus de négociations bilatérales en ce domaine.

**Au plan pénal**, la lutte contre la criminalité transfrontalière, contre le terrorisme, constitue l'une des toutes premières préoccupations du Département. C'est dans cet esprit que la France s'efforce de développer sa coopération judiciaire avec nos partenaires étrangers dans les trois domaines que sont l'entraide judiciaire générale en matière pénale, l'extradition et le transfèrement des personnes condamnées.

Les négociations bilatérales ont évidemment tenu compte des évolutions intervenues en particulier au sein de l'Union européenne (mandat d'arrêt européen) et des négociations engagées au niveau mondial (convention globale contre le terrorisme). L'effort a été porté en direction de l'Asie, du Moyen-Orient et du Maghreb ainsi que de l'Amérique latine. Enfin, concernant les Français détenus à l'étranger, le travail s'est concentré sur la conclusion de conventions bilatérales avec les pays dont les conditions carcérales sont réputées pénibles. Le Département a également appuyé les initiatives visant à inciter certains Etats à adhérer à la convention du Conseil de l'Europe relative au transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983.

## 1 - LES CONVENTIONS ENTREES EN VIGUEUR EN 2005

### Conventions bilatérales

**Inde** : Convention bilatérale d'entraide judiciaire en matière pénale entrée en vigueur le 10 mai 2005 et convention d'extradition, le 1er août 2005.

**Suisse** : l'Accord sur la procédure simplifiée d'extradition du 10 février 2003 est entré en vigueur le 1er janvier 2006.

### Conventions multilatérales

La convention européenne (Conseil de l'Europe) d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 est entrée en vigueur dans les Etat suivants :

- **Andorre** : le 25 juillet 2005
- **Bosnie-Herzégovine** : le 24 juillet 2005

La convention européenne (Conseil de l'Europe) d'extradition du 13 décembre 1957 sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983 est entrée en vigueur en :

- **Bosnie-Herzégovine** : le 24 juillet 2005.

La convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983 est entrée en vigueur cette année dans les Etat suivants :

- **Bosnie-Herzegovine** : le 1er août 2005.
- **Corée du Sud** : le 1er novembre 2005.
- **Equateur** : le 1er novembre 2005

## 2 - PERSPECTIVES D'ENTREE EN VIGUEUR DE CONVENTIONS EN 2006

**Russie** : La ratification de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées, signée le 11 février 2003 a été autorisée par la loi du 11 février 2005.

**Inde** : Convention bilatérale d'entraide judiciaire en matière pénale et convention d'extradition. La ratification de ces deux textes a été approuvée par la loi du 11 février 2005.

## 3 - CONVENTIONS DONT LA SIGNATURE EST INTERVENUE RECEMMENT ET QUI ONT ETE OU DEVRAIENT ETRE PROCHAINEMENT SOUMISES A L'EXAMEN DU CONSEIL D'ETAT.

**Chine** : un accord bilatéral d'entraide judiciaire en matière pénale a été signé à Paris le 18 avril 2005. La

procédure d'approbation parlementaire est en cours.

**Hong Kong** : l'accord bilatéral sur le transfèrement des détenus, paraphé le 17 janvier 2005, devrait être signé à l'automne 2006.

**Monaco** : Une nouvelle convention d'entraide judiciaire avec la Principauté a été signée le 8 novembre 2005. La procédure d'approbation parlementaire du texte est engagée. Son entrée en vigueur complètera le dispositif de modernisation de nos relations inscrites dans le cadre de la communauté de destin dont les termes sont posés par le traité du 24 octobre 2002 entré en vigueur le 1er décembre 2005

**Corée** : une convention bilatérale d'extradition a été signée le 6 juin 2006 à Paris. La procédure d'approbation parlementaire a été immédiatement engagée.

*Convention franco - coréenne d'extradition, signée à Paris le 6 juin 2006.*

## 4 - POURSUITE DE NEGOCIATIONS

**Emirats Arabes Unis** : (entraide judiciaire en matière pénale, extradition et transfèrement des personnes condamnées). Lors d'une seconde session de négociations tenue à Paris du 20 au 23 juin 2006, le texte d'une convention d'entraide judiciaire en matière pénale et d'une convention d'extradition a été paraphé le 23 juin 2006. La signature de ces deux textes devrait intervenir prochainement. Le projet de convention sur le transfèrement des personnes condamnées se heurte encore à des divergences profondes mettant en jeu des principes de valeur constitutionnelle. Son examen a été reporté à une nouvelle session de négociation.

**Inde** : Le processus de négociation d'une convention sur le transfèrement des personnes condamnées a été relancé en 2005. Les observations françaises ont été transmises aux autorités indiennes en janvier 2006.

**Indonésie** : (transfèrement des personnes condamnées, entraide judiciaire en matière pénale et extradition). Une troisième session de négociations, portant essentiellement sur la convention de transfèrement, s'est tenue à Paris en janvier 2006 mais n'a pu aboutir en raison de divergences de fond tenant, pour certaines, à des règles et principes de nature constitutionnelle.

**Maroc** : La France et le Maroc ont entamé les négociations en vue d'actualiser leur dispositif conventionnel en matière d'entraide judiciaire pénale et d'extradition lors d'une session de négociations au Maroc en novembre 2005. Une nouvelle session devrait se tenir cette année sur les points restant en

| Nombre d'Etats* liés à la France par une convention | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Bilatérale | Conseil de l'Europe | Schengen | Nombre total d'Etats |
| Entraide pénale | 53 | 44 | 14 | 80 |
| Extradition | 55 | 45 | 14 | 83 |
| Transfèrement | 22 | 59 | | 78 |

** plusieurs Etats sont liés à la France soit, à la fois, par des conventions bilatérales et multilatérales soit par plusieurs conventions multilatérales. En conséquence, les totaux de la dernière colonne ne sont pas la somme des colonnes 1 à 3 mais recensent le nombre d'Etats avec lesquels la France est liée par une convention de coopération judiciaire en matière pénale qu'elle soit bilatérale ou multilatérale.*

discussion ainsi que sur un avenant à la convention de transfèrement des prisonniers.

**Pérou :** un second tour de négociations de trois convention de coopération judiciaire en matière pénale (entraide, extradition, transfèrement) pourrait se tenir en 2006 en France.

## B - L'ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE

Au fur et à mesure de la négociation ou de la révision des conventions ou accords bi ou multilatéraux d'entraide judiciaire, la transmission des demandes d'entraide en ce domaine s'effectue de plus en plus au travers de communications directes entre ministères de la Justice et même, notamment au sein de l'espace judiciaire européen, de juge à juge. La transmission par la voie diplomatique, de la France vers un autre Etat ou d'un Etat tiers vers la France, dont la sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire a la charge, demeure encore pour autant largement utilisée et reste, en l'absence de convention, la seule possible.

### 1 - LES EXTRADITIONS

La sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire exerce pour le ministère des affaires étrangères le rôle d'autorité centrale française dans la procédure de transmission et de réception des demandes d'extradition au titre de conventions multilatérales (convention du Conseil de l'Europe complétée par la convention d'application des accords de Schengen) ou bilatérales.

En l'absence de convention, cette sous-direction assure également un rôle similaire en application du nouvel article 696-8 du code de procédure pénale, la loi dite « Perben II » du 9 mars 2004 ayant remplacé la loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers et consacrant le principe de la réciprocité. L'extradition d'un ressortissant salvadorien sur la base de la réciprocité a été autorisée par une décision de la cour d'appel de Paris actuellement soumise à la Cour de Cassation.

Avec l'entrée en vigueur, entre la quasi-totalité des Etats européens, le 9 mars 2004 du mandat européen (transposé dans la loi dite Perben II), les demandes d'extradition dans ce cadre sont adressées de juridiction à juridiction et le nombre des dossiers dont la sous-direction a eu à connaître depuis cette date a été considérablement réduit.

Néanmoins, en 2005 plus de **320 dossiers** de demandes d'extradition ont été traités.

### 2 - LE TRANSFEREMENT DES PERSONNES CONDAMNEES

Le transfèrement de **36 détenus** français a été accordé en 2005 en application de la Convention du Conseil de l'Europe de 1983 ou de conventions bilatérales. La sous-direction traite également quelques cas de détenus étrangers transférés dans leur pays d'origine. Ces textes visent essentiellement à favoriser la réinsertion sociale des détenus en leur permettant de purger dans leur pays d'origine le reste de la peine à laquelle ils ont été condamnés au terme d'un procès pénal dans un pays étranger.

De plus, des transfèrements peuvent être réalisés, au cas par cas, après approbation du Ministère de la Justice, sur la base d'accords particuliers, pour raisons humanitaires impérieuses. Un transfèrement vers la France a été réalisé dans ce cadre en 2005.

### 3 - LA TRANSMISSION DES COMMISSIONS ROGATOIRES INTERNATIONALES

Elle s'effectue par la voie diplomatique avec les Etats non parties à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et liés à la France par une convention bilatérale prévoyant ce mode de transmission. Cependant, dans de nombreux cas, la transmission diplomatique demeure utilisée même si un accord prévoit la transmission directe entre ministères de la justice ou autorités judiciaires compétentes pour des raisons de fiabilité et de sûreté d'acheminement notamment.

A défaut de convention d'entraide judiciaire, **les commissions rogatoires sont également présentées par la voie diplomatique au titre de la courtoisie internationale** et leur exécution est laissée à la libre appréciation des autorités de l'Etat requis, qui n'ont ni l'obligation d'accomplir le mandat sollicité ni même celle de motiver leur refus.

Au cours de l'année 2005, **524 mandats judiciaires** ont transité par la sous-direction des conventions, soit une augmentation de 15 % par rapport aux deux dernières années, parmi lesquels **384** commissions rogatoires dites « actives » **ont été**

4

**délivrées par la France** (73 % du total), à destination principalement du Maroc, de Monaco, de la Tunisie, de l'Algérie, de la Russie, de Sainte-Lucie, d'Andorre, de la Côte d'Ivoire et de l'île Maurice (fortes destinations touristiques, places bancaires, pays connaissant des troubles, etc.). **140** commissions rogatoires « passives » ont été adressées par **un pays étranger** et provenaient le plus souvent d'Andorre, de Monaco, d'Argentine ou de Russie.

L'intensification des échanges et des déplacements, conjugué au phénomène de « judiciarisation » accrue des sociétés, continuera vraisemblablement à impliquer, à l'avenir, **une augmentation** du nombre des commissions rogatoires internationales gérées par la sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire, nonobstant l'extension du périmètre des conventions prévoyant un autre mode de transmission.

### 4 - LA NOTIFICATION DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRA-JUDICIAIRES

La notification des actes judiciaires aux Français ou aux étrangers, établis dans le monde entier concerne les actes en matière civile et commerciale (procédures de divorce, litiges entre sociétés, …) ainsi que tous les commandements de dettes liées notamment à l'impôt sur le revenu ou la fortune, aux impôts fonciers. Cette activité, qui nécessite une correspondance volumineuse, s'accroît chaque année du fait de l'intensification de la mobilité des personnes.

Ainsi, en 2005, la sous-direction des conventions et de l'entraide judiciaire a géré 13.167 **notifications d'actes entre la France et l'étranger** :

- 6 contraventions de grande voirie
- 90 demandes de legs
- 258 avis de remembrement
- 8.422 actes en matière civile ou pénale:
- 1.793 actes judiciaires en matière pénale
- 6.121 actes judiciaires en matière civile, commerciale et fiscale
- 508 actes judiciaires étrangers en matière pénale et civile concernant des destinataires résidant en France.
- 4.391 actes administratifs:
- 1.497 décisions du Conseil d'Etat, principalement destinées au Maghreb
- 210 décisions de Tribunaux administratifs
- 623 actes administratifs étrangers, en provenance d'Autriche, d'Espagne et d'Italie et pour la majeure partie, d'Allemagne, destinés à des ressortissants de ces quatre pays vivant en France, ainsi qu'à des Français.
- 2.061 attestations de la notification de l'acte, retransmises au Conseil d'Etat et dans les services administratifs européens, dans le cadre de la Convention de Strasbourg de 1977.

## 2 - L'ADOPTION INTERNATIONALE

*Brigitte Boulouis*
*Adjointe au Sous-directeur de la coopération internationale en droit de la famille*

### A - STATISTIQUES 2005

Dans un contexte qui, dans certains pays, a beaucoup évolué, le nombre d'enfants étrangers adoptés par des familles françaises demeure en augmentation, passant de 4.079 adoptions internationales réalisées en 2004 à 4.136 en 2005.

Les principaux pays d'origine des enfants sont : le Vietnam (790 visas), Haïti (475 visas), la Chine (458 visas), l'Ethiopie (397 visas) et la Russie (357 visas).

L'analyse des statistiques de l'année 2005 révèle une forte progression du nombre des adoptions réalisées au Vietnam (363 visas en 2004) qui modifie la répartition par continent d'origine et provoque un abaissement de l'âge des enfants adoptés (621 enfants de moins de 6 mois en 2005 contre 365 en 2004) ainsi qu'une part importante du nombre des adoptions conduites par voie individuelle (62 % contre 59 % en 2004).

L'Asie représente dorénavant 36 % des adoptions réalisées (26 % en 2004), l'Europe 16 % (21 % en 2004) et l'Amérique 22 % (26 % en 2004). Seule l'Afrique demeure stable avec 26 % des adoptions contre 27 % en 2004.

En outre, 74 % des procédures ont été menées dans des pays non parties à la convention de la Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, comme le Vietnam, la Chine, Haïti et la Russie.

## B - LES ORGANISMES AUTORISES ET HABILITES POUR L'ADOPTION

Au nombre de 41, les organismes français ont pu prendre en charge 38 % des adoptions contre 41 % en 2004. Cette baisse est la conséquence logique du nombre élevé d'adoptions individuelles réalisées au Vietnam (82 %).

Un montant total de 143.000 euros de subventions a été versé en 2005, par le ministère des Affaires Etrangères, à 25 organismes autorisés et habilités pour l'adoption, pour soutenir leur activité, en cofinançant des projets dans le cadre de leurs missions.

## C - ACTIVITES DE LA MISSION DE L'ADOPTION INTERNATIONALE

L'activité d'accueil et d'information de la Mission de l'Adoption Internationale est demeurée particulièrement soutenue en 2005 que ce soit en terme de familles accueillies dans ses locaux (2.000), de demandes de renseignements par courrier (20.000) ou d'appels téléphoniques (100.000). Son site Internet a fait l'objet de plus d'un million de consultations au cours de l'année passée.

En outre, en qualité de représentante de l'Autorité Centrale pour l'Adoption Internationale, elle a organisé le 2ème comité de suivi de la convention franco-vietnamienne à Paris du 14 au 19 février 2005 et, afin de développer sa coopération avec les pays d'origine et les pays d'accueil, elle a accueilli les autorités centrales bulgare (mars), lituanienne (octobre), ukrainienne et belge (décembre).

A l'étranger, elle a contribué à une mission d'assistance technique aux autorités malgaches, conjointe avec le Ministère de la Justice, qui s'est rendue à Tananarive en février 2005. Des missions ont été effectuées en Haïti (mars), en Russie (juin), au Mali (novembre) et au Cambodge (décembre). La M.A.I. a également participé à la 2ème commission spéciale sur le fonctionnement pratique de la convention du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale organisée par le Bureau permanent de la conférence de La Haye (septembre) et au séminaire France-Brésil de coopération en matière d'adoption internationale organisé par l'autorité fédérale à Recife (novembre), conjugué avec une mission dans l'Etat de Sao Paulo.

## D - LA REFORME DE L'ADOPTION INTERNATIONALE

La refonte du dispositif institutionnel est un point central de la réforme de l'adoption internationale.

Deux des attributions les plus visibles de la Mission de l'Adoption Internationale, les missions d'accueil et de conseil du public ainsi que la gestion des procédures individuelles d'adoption (constitution et envoi du dossier), sont appelées à être assumées par l'Agence Française de l'Adoption (AFA), créée par la loi du 4 juillet 2005.

Le Conseil Supérieur de l'Adoption est consacré en tant qu'instance unique de consultation.

La M.A.I., recentrée sur ses missions régaliennes et régulatrices (relations inter-étatiques, autorisation de la délivrance des visas, contrôle des OAA) deviendra le secrétariat général de l'Autorité Centrale pour l'adoption internationale, au sein de la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France.

Le nouveau dispositif entrera progressivement en vigueur au cours de l'année 2006.

*Marie José Le Pollotec Secrétaire générale de la Mission de l'adoption internationale*

4

*Dominique de Galard*
*Médecin général de la santé publique. Chargée de mission à la Mission de l'adoption internationale*

## 3 - LES FEMMES FRANÇAISES A L'ETRANGER

Le nombre de mariages mixtes est en augmentation constante, suscitant ainsi, de la part de nos compatriotes, de nombreuses interrogations sur leur statut personnel et familial. La Mission femmes françaises à l'étranger s'emploie à les informer ou les orienter et, le cas échéant, à leur porter assistance en cas de difficultés.

La Mission informe les Français ayant **un projet de mariage avec un ressortissant étranger ou qui connaissent un changement de situation familiale.** Elle diffuse à cet effet un guide pratique et juridique de portée générale, utilisable à des fins d'information et d'orientation, consultable sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères à la rubrique : Les Français et l'étranger/Conseils aux familles.

Elle vient en **aide aux femmes françaises gênées dans leurs démarches ou en réelle difficulté.** Le traitement de ces cas individuels concerne divers problèmes ayant trait à leur situation personnelle et familiale : état civil, transcription, regroupement familial, séparation, divorce, mais aussi violences, souhait d'annulation de mariage, et enfin menaces de mariage ou mariage sous la contrainte.

S'agissant des **mariages forcés**, la Mission femmes françaises à l'étranger assiste nos compatriotes et, le cas échéant, organise leur rapatriement, en liaison étroite avec les postes diplomatiques et consulaires, les autres services de la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France, et éventuellement, la Défenseure des enfants ou des services sociaux en France. Par ailleurs, une **fiche réflexe** sur les mariages forcés est diffusée sur le site France Diplomatie sous la rubrique Conseils aux voyageurs.

La Mission contribue aux travaux interministériels concernant la politique d'intégration, notamment des femmes issues de l'immigration.

Depuis la réforme de la direction des Français à l'étranger et des étrangers en France, la Mission est rattachée à la sous-direction de la coopération internationale en droit de la famille. Dans ce cadre, elle est ainsi appelée à traiter de dossiers de ressortissants français mineurs en difficulté à l'étranger, en liaison avec le ministère de la Justice (Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse).

## 4 - LES DEPLACEMENTS ILLICITES D'ENFANTS

Liés à l'augmentation du nombre de mariages mixtes, suivis dans certains cas de divorces, les conflits parentaux concernant l'attribution et l'exercice de l'autorité parentale se poursuivent alors au-delà des frontières et peuvent conduire à des situations dramatiques de déplacements et de rétentions illicites d'enfants.

C'est pour lutter contre ce phénomène, que plusieurs conventions, tant bilatérales que multilatérales, ont été signées par la France avec un certain nombre de pays. Le Ministère de la Justice est, pour la France, l'autorité centrale chargée de la mise en application de ces conventions.

Cependant, le Ministère des Affaires Etrangères est fréquemment amené à intervenir, par l'intermédiaire des postes consulaires, soit pour relayer et soutenir l'action du Ministère de la Justice, lorsque l'enfant a été déplacé dans un pays lié conventionnellement avec la France, soit en l'absence de tout accord de coopération, pour tenter une médiation - avec leur accord - entre les parties, s'informer sur l'état d'avancement des procédures, et de manière générale apporter son aide au parent victime.

C'est ainsi que près de 300 affaires sont actuellement suivies par la Direction des Français à l'étranger et des étrangers en France, 100 nouveaux dossiers ayant été ouverts au cours de l'année 2005.

• Dans ce contexte, la 14ème **commission mixte consultative**, instituée par la convention **franco-marocaine** du 10 août 1981 relative au statut des personnes et de la famille et à la coopération judiciaire - la première à se tenir depuis l'entrée en application en février 2004 du nouveau code de la famille marocain - s'est réunie à Rabat, du 15 au 17 février 2006.

Au cours de cette rencontre, les deux délégations, composées de représentants des Ministères français et marocains des Affaires Étrangères et de la Justice, ont notamment examiné des questions générales relatives à l'état civil, au mariage, au divorce et aux enfants recueillis sous kafala, ainsi que 25 dossiers individuels, dont 17 présentés par la partie française.
Les travaux de cette commission ont montré que les autorités marocaines entendaient privilégier, dans la gestion des affaires d'enlèvements d'enfants, la voie amiable et l'organisation de droits de visite ponctuels au Maroc pour le parent victime du déplacement, plutôt que d'introduire rapidement une procédure de retour ou d'exécuter les décisions de remise ou d'exequatur. Tout en convenant que la conciliation doit être favorisée dans ce type de situations, la partie française a insisté sur la mise en œuvre effective des dispositions procédurales prévues par la convention, une priorité au regard du caractère d'urgence de ces affaires et des attentes des parents victimes du déplacement ou privés de tout contact avec eux. La tenue de cette réunion avait mobilisé de façon certaine la partie marocaine qui avait relancé auparavant la plupart des procédures auprès des parquets et qui a manifesté une réelle volonté de transparence tout au long des discussions.

• En ce qui concerne les prochaines échéances, la cinquième réunion de la commission spéciale en vue d'examiner le fonctionnement pratique de la convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants se réunira à La Haye du 30 octobre au 9 novembre 2006.

Par ailleurs, au niveau de l'actualité générale relative aux déplacements illicites d'enfants, il convient de noter qu'à la suite de l'acceptation par la France de l'adhésion à la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 de plusieurs pays, cet instrument est applicable depuis le 1er janvier 2006, avec l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, l'Ouzbékistan, le Panama, le Pérou, la Thaïlande et l'Uruguay.

# Annexes

ANNEXE I Textes législatifs et réglementaires ..... 80

1. LOI organique n° 2005-821 du 20 juillet 2005 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République

2. Décret no 2005-1613 du 22 décembre 2005 portant application de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République

3. Décret no 2005-1614 du 22 décembre 2005 modifiant le décret no 84-252 du 6 avril 1984 portant statut du Conseil supérieur des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres

4. Décret n° 2006-285 du 13 mars 2006 relatif au vote par correspondance électronique des électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires des circonscriptions électorales d'Europe et d'Asie et Levant pour les élections de 2006 à l'Assemblée des Français de l'étranger

5. Arrêté du 4 mai 2006 pris en application du décret n° 2006-285 du 13 mars 2006 relatif au vote par correspondance électronique des électeurs inscrits dans les circonscriptions d'Europe, d'Asie et du Levant pour les élections de 2006 à l'Assemblée des Français de l'étranger

ANNEXE II Statistiques sur les Français de l'étranger ..... 103

Répartition de la population française à l'étranger

ANNEXE III Election ..... 129

1. Nombre d'inscrits sur les listes électorales consulaires arrêtées au 31 décembre 2005
2. Résultats des élections pour le renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger (18 juin 2006)
3. Liste des candidats élus lors de l'élection pour le renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger du 18 juin 2006

ANNEXE IV Emploi et formation professionnelle ..... 142

Emploi et formation professionnelle à l'étranger

Annexe I

# LOIS

## LOI organique no 2005-821 du 20 juillet 2005 modifiant la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République (1)

NOR : MAEX0500032L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### ARTICLE 1ER

L'intitulé de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République est ainsi rédigé : « Loi organique relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République ».

### ARTICLE 2

Les articles 1er à 9 de la même loi sont ainsi rédigés :

**Art. 1er.** - Tout Français établi hors de France inscrit sur une liste électorale consulaire peut, sur sa demande, exercer son droit de vote à l'étranger pour l'élection du Président de la République conformément aux dispositions de la présente loi organique.

#### *Section 1*
#### *LISTES ÉLECTORALES CONSULAIRES*

**Art. 2.** - Nul ne peut voter à l'étranger s'il n'est inscrit sur une liste électorale consulaire.
Les articles L. 1er, L. 2, L. 5 à L. 7 du code électoral sont applicables pour l'établissement des listes électorales consulaires.

**Art. 3.** - Nul ne peut être inscrit sur plusieurs listes électorales consulaires.

**Art. 4.** - Est inscrit sur la liste électorale consulaire, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues par la loi pour être électeur :
1° Tout Français établi dans la circonscription consulaire au titre de laquelle la liste électorale consulaire est dressée et qui en fait la demande ;
2° Tout Français inscrit au registre des Français établis hors de France de la circonscription consulaire, sauf opposition de sa part.
Les dispositions du présent article sont également applicables au Français qui satisfait à la condition d'âge prévue par la loi pour être électeur au plus tard à la date à laquelle la liste électorale consulaire est arrêtée. S'il est inscrit au registre des Français établis hors de France, il est informé qu'il a la faculté de s'opposer à cette inscription dans un délai fixé par le décret prévu à l'article 19 de la présente loi organique.

**Art. 5.** - Une liste électorale consulaire est tenue par chaque ambassade pourvue d'une circonscription consulaire et chaque poste consulaire. Les électeurs sont répartis en autant de sections de liste que de bureaux de vote créés en raison des circonstances locales ou du nombre des électeurs.
Toutefois, en cas de nécessité, une ambassade ou un poste consulaire peut, par décret, être chargé de tenir les listes électorales consulaires dressées au titre de plusieurs circonscriptions consulaires.

**Art. 6.** - Chaque liste électorale consulaire est préparée par une commission administrative siégeant à l'ambassade ou au poste consulaire, composée comme suit :

1° L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire, selon le cas, ou leur représentant ;

2° Deux membres titulaires et deux membres suppléants désignés par l'Assemblée des Français de l'étranger après chaque renouvellement partiel ; leur mandat prend effet au ler janvier de l'année suivant ce renouvellement. Les deux membres suppléants remplacent, dans l'ordre de leur désignation, l'un ou l'autre des titulaires en cas d'empêchement ou de décès. Le bureau de l'assemblée procède, s'il y a lieu, à ces désignations dans l'intervalle des sessions plénières. Le mandat de membre titulaire n'est pas immédiatement renouvelable. Le mandat de membre élu de l'Assemblée des Français de l'étranger est incompatible avec celui de membre d'une commission administrative.

La commission administrative est présidée par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire, selon le cas, ou leur représentant.

Elle prépare, le cas échéant, la ou les listes électorales consulaires que l'ambassade ou le poste consulaire où elle siège est chargé de tenir en application du second alinéa de l'article 5.

**Art. 7.** - Les listes préparées dans les conditions prévues à l'article 6 sont arrêtées par une commission électorale de trois membres siégeant au ministère des affaires étrangères.

Cette commission est présidée par un membre ou ancien membre du Conseil d'Etat, désigné par son vicepresident. Elle comprend également un magistrat ou ancien magistrat de l'ordre judiciaire, désigné par le premier président de la Cour de cassation et un magistrat ou ancien magistrat de la Cour des comptes, désigné par son premier président. Les membres de la commission sont désignés pour une durée de cinq ans renouvelable. Des suppléants en nombre égal sont nommés dans les mêmes conditions.

La liste électorale consulaire est déposée à l'ambassade ou au poste consulaire où siège la commission administrative qui l'a préparée. Cette ambassade ou ce poste en assure la publication.

Un double de la liste est conservé par la commission électorale.

**Art. 8.** - La liste électorale consulaire comporte pour chaque électeur les indications prévues aux articles L. 18 et L. 19 du code électoral et, le cas échéant, celle de son rattachement à un bureau de vote. Elle comporte en outre, pour ceux des électeurs qui sont inscrits en France sur une liste électorale, la mention de cette liste. Il est également fait mention sur la liste électorale consulaire du choix de ces électeurs d'exercer leur droit de vote en France pour l'élection du Président de la République.

Pour ceux des électeurs inscrits sur une liste électorale consulaire qui sont également inscrits en France sur une liste électorale, il est fait mention sur cette dernière de leur choix d'exercer leur droit de vote à l'étranger pour l'élection du Président de la République.

**Art. 9.** - Sous réserve des dispositions de la présente loi organique, les dispositions de l'article L. 16, du premier alinéa de l'article L. 17, des articles L. 20, L. 23, L. 25, L. 27 à L. 29, ainsi que des articles L. 31 à L. 42 du code électoral sont applicables à l'établissement des listes électorales consulaires et au contrôle de leur régularité.

L'article L. 30 du code électoral est également applicable ; le 3o dudit article s'applique à tout Français qui atteint la condition d'âge après la date à laquelle la liste électorale consulaire a été arrêtée.

Le ministre des affaires étrangères peut déférer au tribunal administratif de Paris les opérations des commissions administratives et de la commission électorale s'il estime qu'elles sont irrégulières.

L'électeur qui a fait l'objet d'une radiation d'office ou dont l'inscription a été refusée en est averti et peut présenter ses observations. Il peut contester cette décision devant le tribunal d'instance du premier arrondissement de Paris.

Tout citoyen peut réclamer devant le même tribunal l'inscription ou la radiation d'électeurs omis ou indûment inscrits.

La décision du juge du tribunal d'instance est en dernier ressort. Elle peut être déférée à la Cour de cassation qui statue définitivement sur le pourvoi.

Le juge du tribunal précité a compétence pour statuer sur les demandes d'inscription sur les listes électorales consulaires après la clôture des délais d'inscription.

Les attributions conférées au préfet et au maire par les articles susmentionnés du code électoral sont exercées par le ministre des affaires étrangères ainsi que par les ambassadeurs et les chefs de poste consulaire dans les conditions fixées par le décret prévu à l'article 19 de la présente loi organique.

Ce décret peut fixer des délais de procédure spécifiques pour faciliter le contrôle des listes électorales consulaires tant par les intéressés que par les autorités administratives et par les tribunaux.

## ARTICLE 3

Les articles 10 à 19 de la même loi sont ainsi modifiés :

1° L'article 10 est ainsi rédigé :

« Art. 10. - Sans préjudice des dispositions des traités relatifs à la Communauté et à l'Union européennes et des actes pris pour leur application ainsi que de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et des protocoles qui lui sont annexés, toute propagande électorale à l'étranger est interdite, à l'exception :

1° De l'envoi ou de la remise aux électeurs des circulaires et bulletins de vote des candidats effectués par les ambassades et les postes consulaires ;

2° De l'affichage offert aux candidats à l'intérieur des locaux des ambassades et des postes consulaires et des bureaux de vote ouverts dans d'autres locaux. » ;

2° A l'article 12 :

a) Les mots : « au vote dans les centres de vote » sont supprimés ;

b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Chaque ambassade pourvue d'une circonscription consulaire et chaque poste consulaire organise les opérations de vote pour l'élection du Président de la République. Toutefois, en cas de nécessité, une ambassade ou un poste consulaire peut, par décret, être chargé d'organiser ces opérations pour le compte de plusieurs circonscriptions consulaires. » ;

3° L'article 13 est ainsi rédigé :

« Art. 13. - Les électeurs inscrits sur une liste électorale consulaire peuvent exercer, sur leur demande, leur droit de vote par procuration lorsqu'ils attestent sur l'honneur être dans l'impossibilité de se rendre au bureau de vote le jour du scrutin.

Les dispositions des articles L. 72 à L. 77 du code électoral sont applicables dans les ambassades et les postes consulaires. » ;

4° A l'article 14, les mots : « article 5 ci-dessus » sont remplacés par la référence : « article 7 » ;

5° Le troisième alinéa de l'article 15 est ainsi rédigé :

« Les opérations électorales peuvent être contestées par tout électeur et tout candidat dans les conditions prévues par la loi no 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel. » ;

6° A l'article 16 :

a) Les trois premiers alinéas sont remplacés par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les dispositions du chapitre VII du titre Ier du livre Ier du code électoral sont applicables.

Les infractions définies à ce chapitre sont poursuivies et réprimées comme si elles avaient été commises sur le territoire de la République. » ;

b) Au dernier alinéa, les mots : « l'ambassadeur, le consul ou l'agent diplomatique chargé des fonctions consulaires, dans la circonscription duquel est installé le centre de vote » sont remplacés par les mots :

« l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire, selon le cas, ou par leur représentant » ;

7° A l'article 17 :

a) Au premier alinéa, les mots : « dans les centres de vote » sont remplacés par les mots : « dans les ambassades et les postes consulaires » ;

b) Au second alinéa, les mots : « aux procédures relatives au vote dans les centres de vote » sont supprimés ;

8° L'article 18 est ainsi rédigé :

« Art. 18. - Les dispositions du code électoral auxquelles renvoient les articles précédents sont applicables dans leur rédaction en vigueur à la date de publication de la loi organique no 2005-821 du 20 juillet 2005. » ;

9° L'article 19 est ainsi rédigé :

« Art. 19. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de la présente loi organique. »

## ARTICLE 4

A la date d'entrée en vigueur de la présente loi organique, sont inscrits de droit sur les listes électorales consulaires :

1° Les électeurs inscrits sur les listes de centre de vote établies en application de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République. Ces électeurs sont réputés avoir demandé à participer à l'étranger à l'élection du Président de la République ;

2° Les électeurs inscrits sur les listes établies en application de la loi no 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger.

## ARTICLE 5

Les dispositions du 2o de l'article 6 de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 précitée dans leur rédaction issue de la présente loi organique s'appliqueront après le prochain renouvellement partiel de l'Assemblée des Français de l'étranger.
Jusqu'à cette date, les commissions administratives composées en application de l'article 2 bis de la loi no 82-471 du 7 juin 1982 précitée exercent les compétences des commissions prévues à l'article 6 de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 précitée dans sa rédaction issue de la présente loi organique.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 20 juillet 2005.

Par le Président de la République : JACQUES CHIRAC

*Le Premier ministre,*
DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,*
NICOLAS SARKOZY

*Le ministre des affaires étrangères,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
PASCAL CLÉMENT

*(1) Loi no 2005-821.*

– ***Travaux préparatoires :***

*Sénat :*

*Projet de loi organique no 305 (2004-2005) ;*
*Rapport de M. Christian Cointat, au nom de la commission des lois, no 315 (2004-2005)*
*Discussion et adoption le 12 mai 2005.*

*Assemblée nationale :*

*Projet de loi organique, adopté par le Sénat, no 2334 ;*
*Rapport de M. Mansour Kamardine, au nom de la commission des lois, no 2434 ;*
*Discussion et adoption le 12 juillet 2005.*

– ***Conseil constitutionnel :***

*Décision no 2005-518 DC du 13 juillet 2005, publiée au Journal officiel de ce jour.*

Annexe I

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Décret no 2005-1613 du 22 décembre 2005 portant application de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République

NOR : MAEX0500293D

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre, du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et du ministre des affaires étrangères,
Vu la Constitution, et notamment ses articles 6 et 7 ;
Vu la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963 ;
Vu le code électoral ;
Vu le nouveau code de procédure civile ;
Vu la loi no 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République ;
Vu la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 modifiée relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République, et notamment son article 19 ;
Vu la loi no 82-471 du 7 juin 1982 modifiée relative à l'Assemblée des Français de l'étranger ;
Vu le décret no 2001-213 du 8 mars 2001 portant application de la loi no 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République ;
Vu le décret no 2003-1377 du 31 décembre 2003 relatif à l'inscription au registre des Français établis hors de France ;
Vu l'avis de l'Assemblée des Français de l'étranger du 9 septembre 2005 ;
Le Conseil constitutionnel consulté ;
Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu ;
Le conseil des ministres entendu,
Décrète :

## CHAPITRE IER

## LISTES ÉLECTORALES CONSULAIRES

### Section 1
*ETABLISSEMENT ET RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES CONSULAIRES*

**Art. 1er.** - I. - Pour l'établissement et la révision annuelle des listes électorales consulaires, les demandes d'inscription et de radiation ainsi que les oppositions à inscription sont reçues à l'ambassade ou au poste consulaire jusqu'au dernier jour ouvrable de décembre inclus, à 18 heures (heure légale locale).
II. - L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire informe, au plus tard le 15 octobre, les Français inscrits au registre des Français établis hors de France de sa circonscription consulaire visés au quatrième alinéa de l'article 4 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée que, sauf opposition de leur part formulée au plus tard à la date prévue au I du présent article, les intéressés sont inscrits sur la liste électorale consulaire.
III. - Lorsqu'il est inscrit sur une liste électorale en France, l'électeur indique sa commune d'inscription. Dans ce cas, il précise s'il souhaite exercer son droit de vote pour l'élection du Président de la République, en France ou à l'étranger. A défaut d'indication de l'électeur reçue avant la date prévue au I du présent article, il est réputé vouloir exercer son droit de vote à l'étranger.
IV. - L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire informe les personnes inscrites au registre des Français établis hors de France des modalités et conséquences de leur inscription sur la liste électorale consulaire de la faculté d'y faire opposition et des formalités à remplir en cas de retour en France ou de changement de résidence à l'étranger.

**Art. 2.** - La commission administrative retranche de la liste :
1° Sans préjudice de l'application de l'article L. 40 du code électoral, les électeurs décédés, ceux dont la radiation a été ordonnée par l'autorité compétente et ceux qui ont perdu les qualités requises par la loi ;
2° Les électeurs qu'elle reconnaît avoir été indûment inscrits quoique leur inscription n'ait point été attaquée. La commission administrative établit un procès-verbal dans lequel elle mentionne ses décisions, les motifs et pièces à l'appui.

**Art. 3.** - I. - Au plus tard le 10 janvier, les projets de listes électorales consulaires sont transmis à la commission électorale prévue au premier alinéa de l'article 7 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée par les commissions administratives qui les ont préparées.
Les listes électorales consulaires sont arrêtées le dernier jour ouvrable de février par la commission électorale. Le ministre des affaires étrangères les transmet à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire.
II. - Les listes électorales consulaires prennent effet le 10 mars.
A cette même date, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire publie le tableau des additions et des retranchements à la liste électorale consulaire décidés par la commission électorale, par affichage à l'intérieur des locaux de l'ambassade ou du poste consulaire en un lieu accessible au public, pendant dix jours. Cet affichage qui cesse le dixième jour à 18 heures (heure légale locale) donne lieu à l'établissement d'un procèsverbal.
Cette publicité est effectuée dans les mêmes conditions dans les autres circonscriptions consulaires dont l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire est, le cas échéant, chargé de tenir la liste électorale consulaire en application du deuxième alinéa de l'article 5 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée.

**Art. 4.** - Les listes électorales consulaires restent telles qu'elles ont été arrêtées jusqu'au 9 mars de l'année suivante, sous réserve des changements résultant des décisions du tribunal d'instance du 1er arrondissement de Paris ou de la Cour de cassation et des radiations des électeurs décédés ou qui ont perdu leur capacité électorale.

**Art. 5.** - Dès réception de la liste électorale consulaire, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire notifie les radiations d'office pour d'autres cas que le décès et les refus d'inscription aux intéressés par voie postale, télécopie ou courrier électronique.
La notification indique les voies et délais de recours prévus à l'article 9-I du présent décret dont elle reproduit le texte, ainsi que celui de l'article 10 ; à défaut, le délai prévu à l'article 9-I ne court pas.
La notification est effectuée à l'adresse indiquée par l'électeur telle qu'elle figure au registre des Français établis hors de France.

**Art. 6.** - I. - En application de l'article L. 28 du code électoral, chaque candidat ou son représentant, tout parti ou groupement politique représenté par un mandataire dûment habilité peut prendre communication et copie de la liste électorale consulaire à l'ambassade ou au poste consulaire qui la tient ou de l'ensemble des listes électorales consulaires au ministère des affaires étrangères.
II. - Après s'être engagé par écrit à ne pas en faire un usage étranger à sa finalité électorale, tout électeur peut prendre communication et copie de la liste électorale consulaire sur laquelle il est inscrit au lieu de son dépôt ou du double de cette liste au ministère des affaires étrangères. Toutefois, cette faculté peut être restreinte ou refusée si, en raison de circonstances locales, la divulgation des informations relatives à l'adresse ou à la nationalité française des personnes inscrites est de nature à porter atteinte à leur sécurité ou à leur sûreté.

**Art. 7.** - A chaque bureau de vote correspond une section de la liste électorale consulaire. Cette section constitue la liste d'émargement du bureau de vote.
L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire détermine le périmètre géographique affecté à chaque bureau de vote après avis de la commission administrative compétente prévue à l'article 6 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée et, le cas échéant, de l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire pour le compte duquel il est chargé de tenir la liste électorale consulaire en application du deuxième alinéa de l'article 5 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée.
Les bureaux de vote ainsi fixés servent pour toute élection ayant lieu dans la période comprise entre la prochaine clôture des listes électorales consulaires et la clôture suivante.

## Section 2
### *CONTENTIEUX DES LISTES ÉLECTORALES CONSULAIRES*

**Art. 8.** - I. - Jusqu'au 5 mars inclus, le ministre des affaires étrangères peut déférer au tribunal administratif de Paris les opérations de la commission électorale dans les conditions prévues à l'article R. 12 du code électoral.
II. - Jusqu'au 20 mars inclus, le ministre des affaires étrangères peut exercer le recours ouvert au préfet par l'article L. 25 du code électoral.

**Art. 9.** - I. - Jusqu'au 20 mars inclus, l'électeur qui a fait l'objet d'une radiation d'office ou dont l'inscription a été refu-

sée peut contester cette décision devant le tribunal d'instance.
II. - Du 10 au 20 mars inclus, tout électeur inscrit sur la liste électorale consulaire de l'ambassade ou du poste consulaire peut demander au tribunal d'instance l'inscription d'électeurs omis ou la radiation d'électeurs indûment inscrits.

**Art. 10.** - Les recours prévus à l'article 9 du présent décret sont formés par déclaration orale ou écrite, faite, remise ou adressée au greffe du tribunal d'instance.
A peine d'irrecevabilité, la déclaration indique les nom, prénoms et adresse du requérant, la qualité en laquelle il agit ainsi que l'objet du recours ; lorsqu'il tend à l'inscription d'électeurs omis ou à la radiation d'électeurs indûment inscrits, le recours précise les nom, prénoms et adresse de ces électeurs.

**Art. 11.** - Le tribunal d'instance statue sans forme ni frais, sur simple avertissement donné quinze jours à l'avance à toutes les parties intéressées, dans le mois qui suit le recours ou, le cas échéant, la décision du tribunal administratif saisi dans les cas prévus à l'article 8-I du présent décret.
L'avertissement avise les intéressés qu'à défaut de comparaître en personne ils peuvent, soit se faire représenter à l'audience dans les conditions prévues à l'article 828 du nouveau code de procédure civile, soit transmettre leurs prétentions par écrit directement au greffe du tribunal d'instance qui les joint au dossier.
Trois jours avant l'audience, le greffe du tribunal d'instance avise du recours le ministre des affaires étrangères qui peut présenter des observations.
Le deuxième alinéa de l'article R. 14 du code électoral est applicable.
En cas d'annulation des opérations de la commission électorale, les recours sont radiés d'office.

**Art. 12.** - La décision prise par le tribunal d'instance est notifiée sans délai par le greffe au ministre des affaires étrangères et, le cas échéant par son intermédiaire, à toutes les parties.
La décision du tribunal d'instance n'est pas susceptible d'opposition.

**Art. 13.** - Les articles R. 15-1 à R. 15-6 du code électoral sont applicables au pourvoi en cassation.

**Art. 14.** - Lorsqu'il est saisi en application de l'article L. 32 du code électoral, le tribunal d'instance notifie sa décision dans les conditions prévues à l'article 12 du présent décret.

**Art. 15.** - Le ministre des affaires étrangères informe la commission électorale des décisions du tribunal d'instance et de la Cour de cassation et les transmet à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire afin qu'il porte les rectifications nécessaires sur les listes électorales consulaires.

**Art. 16.** - Les délais prévus aux articles du présent chapitre sont calculés et prorogés dans les conditions prévues aux articles 640, 641 et 642 du nouveau code de procédure civile.

## *Section 3*
## *CONTRÔLE DES INSCRIPTIONS SUR LES LISTES ÉLECTORALES CONSULAIRES*

**Art. 17.** - En cas de demandes d'inscription sur plusieurs listes électorales consulaires, seule la dernière en date est prise en considération par la commission électorale.

**Art. 18.** - Tout électeur décédé est radié de la liste électorale consulaire aussitôt que l'acte de décès est dressé ou dès que son décès est connu. Tout électeur inscrit sur la liste électorale consulaire peut exiger cette radiation.

**Art. 19.** - La commission électorale arrête les listes électorales consulaires au vu des informations qui lui sont communiquées par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Elle retranche de la liste :
1° Sans préjudice de l'application de l'article L. 40 du code électoral, les électeurs décédés, ceux dont la radiation a été ordonnée par l'autorité compétente et ceux qui ont perdu les qualités requises par la loi ;
2° Les électeurs qu'elle reconnaît avoir été indûment inscrits quoique leur inscription n'ait point été attaquée.
La commission électorale établit un procès-verbal dans lequel elle mentionne ses décisions, les motifs et pièces à l'appui.

**Art. 20.** - Lorsqu'un électeur inscrit sur une liste électorale consulaire est également inscrit sur une liste électorale en France, l'Institut national de la statistique et des études économiques en informe le maire compétent. Il l'informe également de l'intention de l'électeur d'exercer son droit de vote en France ou à l'étranger pour l'élection du Président de la République.
Si cet électeur a fait le choix d'exercer son droit de vote à l'étranger pour l'élection du Président de la République, le maire porte en rouge sur la liste électorale la mention : « vote à l'étranger pour l'élection du Président de la République ».

Si cet électeur a par ailleurs désigné un mandataire pour plus d'un scrutin, le maire porte en outre, sur la même liste, en regard du nom du mandant et du mandataire, la mention : « procuration non valable pour l'élection du Président de la République » et indique la date d'expiration de la procuration. Le maire en avise le mandataire.
En cas de radiation d'un électeur d'une liste électorale consulaire à sa demande, d'office, sur décision du tribunal d'instance ou de la Cour de cassation, le ministre des affaires étrangères informe de cette radiation l'Institut national de la statistique et des études économiques qui en avise le maire compétent afin qu'il supprime les mentions prévues aux deuxième et troisième alinéas du présent article.

**Art. 21.** - Pour l'application des articles L. 38 à L. 40 et R. 12 et R. 15-1 du code électoral, le ministre des affaires étrangères est substitué au préfet.

**Art. 22.** - Les attributions conférées à l'Institut national de la statistique et des études économiques par les articles 19 et 20 du présent décret sont exercées, à Mayotte et dans les îles Wallis-et-Futuna, par le représentant de l'Etat, en Polynésie française, par l'Institut statistique de la Polynésie française, et, en Nouvelle-Calédonie, par l'Institut territorial de la statistique et des études économiques.

**Art. 23.** - Toute personne inscrite au registre des Français établis hors de France peut vérifier sa situation au regard de la loi du 31 janvier 1976 susvisée et du présent décret au moyen d'une application informatique dans des conditions définies par arrêté du ministre des affaires étrangères.

### *Section 4*
### *LES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES ET LA COMMISSION ÉLECTORALE*

**Art. 24.** - Les membres titulaires et suppléants des commissions administratives visés au 2o de l'article 6 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée sont intégralement renouvelés après chaque renouvellement partiel de l'Assemblée des Français de l'étranger.
Ils sont désignés par l'Assemblée des Français de l'étranger parmi les électeurs inscrits sur la liste électorale consulaire sur proposition de l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire qui tient cette liste. Les propositions sont formulées, après avis des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger élus de la circonscription électorale dont relève la liste électorale consulaire, au plus tard le 1er août qui suit chaque renouvellement partiel de l'Assemblée des Français de l'étranger ou dès qu'une vacance ou un empêchement définitif est constaté.
Les fonctions de membres de la commission administrative sont gratuites et ne donnent pas lieu au remboursement des frais de déplacement.

**Art. 25.** - I. - La liste des membres titulaires et suppléants de la commission électorale désignés dans les conditions prévues à l'article 7 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée est publiée par arrêté du ministre des affaires étrangères.
II. - Lorsque les membres de la commission électorale mentionnés à l'alinéa précédent ne sont plus en activité, des vacations leur sont attribuées.
III. - Le secrétaire de la commission électorale est nommé par arrêté du ministre des affaires étrangères. Il est suppléé par un secrétaire adjoint nommé dans les mêmes conditions.

## CHAPITRE II

## VOTE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE POUR L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

### *Section 1*
### *INFORMATION DES ÉLECTEURS*

**Art. 26.** - La commission électorale exerce les attributions conférées aux commissions locales de contrôle prévues par le décret du 8 mars 2001 susvisé et veille à l'application de l'article 10 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée.
Chaque candidat ou son représentant peut assister aux opérations de la commission électorale au titre des attributions qu'elle exerce en application du présent article.
Les attributions conférées au représentant de l'Etat par les articles 17 et 18 du décret du 8 mars 2001 susvisé sont exercées par le ministre des affaires étrangères.

**Art. 27.** - Toute information utile à l'électeur pour voter ou se prononcer le jour du scrutin peut lui être adressée par voie postale ou courrier électronique.

Cet envoi est effectué par le ministre des affaires étrangères, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire.

## Section 2
## *OPÉRATIONS ÉLECTORALES, RECENSEMENT DES VOTES ET CONTENTIEUX*

**Art. 28.** - Les heures d'ouverture et de clôture du scrutin sont fixées par le décret de convocation des électeurs.
Toutefois, pour faciliter aux électeurs l'exercice de leur droit de vote, le ministre des affaires étrangères peut, par arrêté, avancer l'heure d'ouverture ou retarder l'heure de clôture du scrutin dans certains bureaux de vote.
Ces arrêtés sont affichés à l'intérieur des locaux de l'ambassade ou du poste consulaire, en un lieu accessible au public, au plus tard le cinquième jour précédant le scrutin, à 18 heures (heure légale locale).

**Art. 29.** - Les électeurs se réunissent au bureau de vote correspondant à la section de la liste électorale consulaire sur laquelle ils sont inscrits.

**Art. 30.** - I. - Chaque bureau de vote est composé :
1° De l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire ou de son représentant, président ;
2° D'assesseurs titulaires et suppléants, inscrits sur la liste électorale consulaire et désignés par chaque candidat, son représentant ou son délégué ;
3° D'un secrétaire désigné par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire.
II. - Les noms, prénoms, date et lieu de naissance et adresse des assesseurs et de leurs suppléants ainsi que l'indication du bureau de vote pour lequel ils sont désignés sont notifiés à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire par télécopie ou courrier électronique au plus tard le troisième jour précédant le scrutin, à 18 heures (heure légale locale).
L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire notifie sans délai la désignation des assesseurs et de leurs suppléants au président de chaque bureau de vote intéressé, avant la constitution desdits bureaux.
A défaut d'indication contraire, ces désignations sont également valables en cas de deuxième tour de l'élection du Président de la République.
III. - En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le plus âgé des assesseurs et le secrétaire est remplacé par le plus jeune des assesseurs.
Les suppléants exercent les prérogatives des assesseurs quand ils les remplacent. Ils ne peuvent toutefois les remplacer à l'ouverture et à la clôture du scrutin, ni pour le dépouillement ni pour la signature du procès-verbal des opérations électorales.
Dans les délibérations du bureau, le secrétaire n'a qu'une voix consultative.
IV. - Si, pour une cause quelconque, le nombre des assesseurs est inférieur à quatre, les assesseurs manquants sont pris, jusqu'à concurrence de ce chiffre, parmi les électeurs présents, sachant lire et écrire le français.
V. - Trois membres du bureau au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations électorales.

**Art. 31.** - Chaque candidat ou son représentant peut désigner des délégués titulaires et suppléants, inscrits sur la liste électorale consulaire, par télécopie ou courrier électronique, en vue de contrôler toutes les opérations électorales dans un ou plusieurs bureaux de vote.
Les noms des délégués sont communiqués au ministre des affaires étrangères au plus tard le troisième jour précédant le scrutin, à 18 heures. A défaut d'indication contraire, cette désignation est également valable en cas de deuxième tour de l'élection du Président de la République.

**Art. 32.** - Chaque candidat communique le nom de son représentant, pour l'application des articles 6-I, 26, 30-I, 31 et 40 du présent décret, au ministre des affaires étrangères au plus tard le deuxième vendredi précédant le premier tour, à 18 heures. Tout changement de représentant est notifié au ministre des affaires étrangères. A défaut d'indication contraire, cette désignation est également valable en cas de deuxième tour de l'élection du Président de la République.

**Art. 33.** - Dans chaque bureau de vote, des enveloppes et des bulletins de vote, identiques à ceux fournis par l'administration en France, sont mis à la disposition des électeurs sous la responsabilité du président.

**Art. 34.** - Le président du bureau de vote constate publiquement et mentionne au procès-verbal l'heure d'ouverture et l'heure de clôture du scrutin.
Aucun vote ne peut être reçu après la déclaration de clôture. Toutefois, un électeur ayant pénétré dans la salle de vote avant l'heure de clôture du scrutin peut déposer son bulletin dans l'urne ou faire enregistrer son suffrage.

**Art. 35.** - Le droit de prendre part au vote de tout électeur inscrit sur la liste électorale s'exerce sous réserve du contrôle de son identité.
La liste des pièces permettant à l'électeur de justifier de son identité est établie par arrêté du ministre des affaires étrangères.

**Art. 36.** - Sous réserve du contrôle de leur identité, sont admis à exercer leur droit de vote, quoique non inscrits, les électeurs porteurs d'une décision du tribunal d'instance ordonnant leur inscription, ou d'un arrêt de la Cour de cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

**Art. 37.** - Toutes discussions et toutes délibérations des électeurs sont interdites à l'intérieur des bureaux de vote.
Le président du bureau de vote a seul la police de l'assemblée.

**Art. 38.** - Le bureau de vote se prononce provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent touchant les opérations électorales.
Ses décisions sont motivées. Toutes les réclamations et décisions sont inscrites au procès-verbal ; les pièces qui s'y rapportent y sont annexées après avoir été paraphées par les membres du bureau de vote.

**Art. 39.** - I. - Le dépouillement a lieu dans les conditions prévues aux articles R. 61 (premier et troisième alinéas) et R. 62 à R. 66 du code électoral ainsi qu'à l'article 24 du décret du 8 mars 2001 susvisé.
Un procès-verbal des opérations électorales est établi dans les conditions prévues aux articles R. 67 et R. 68 du code électoral.
Le premier exemplaire du procès-verbal est transmis sans délai à la commission électorale par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire.
Le second exemplaire est déposé à l'ambassade ou au poste consulaire.
II. - Lorsque les électeurs sont répartis entre plusieurs bureaux de vote, le dépouillement est d'abord opéré par bureau de vote. Chaque bureau de vote transmet ensuite le procès-verbal qu'il a établi et adresse les résultats du vote ainsi que les réclamations et contestations des électeurs, le cas échéant par télécopie ou par voie électronique, au premier bureau de vote érigé en bureau centralisateur chargé d'opérer le recensement général des votes.
III. - Les résultats arrêtés par chaque bureau de vote et les pièces annexes ne peuvent pas être modifiés.
Une fois le procès-verbal établi, les résultats sont proclamés publiquement par le président du bureau de vote dans la salle de vote.

**Art. 40.** - La commission électorale exerce les attributions conférées aux commissions de recensement par le décret du 8 mars 2001 susvisé.
Chaque candidat ou son représentant peut assister aux opérations de la commission et demander, éventuellement, l'inscription au procès-verbal de ses réclamations.
Le ministre des affaires étrangères prend toutes mesures pour que la commission électorale soit en possession en temps utile des procès-verbaux et des pièces annexes émanant des bureaux de vote. Au cas où, en raison de l'éloignement des bureaux de vote, des difficultés de communication, ou pour toute autre cause, les procès-verbaux ne parviendraient pas à la commission en temps utile, celle-ci est habilitée à se prononcer au vu des télégrammes, des télécopies ou courriers électroniques des ambassadeurs et des chefs de poste consulaire transmettant les résultats du scrutin et contenant les contestations formulées avec l'indication de leurs motifs et de leurs auteurs.
Les résultats du scrutin sont consignés dans un procès-verbal établi en deux exemplaires signés de tous les membres de la commission électorale :
1° Le premier exemplaire est transmis sans délai au Conseil constitutionnel accompagné des procès-verbaux établis dans les bureaux de vote dont les opérations ont donné lieu à des réclamations des électeurs ;
2° Le second exemplaire est déposé aux archives du ministère des affaires étrangères.
L'article 30 du décret du 8 mars 2001 susvisé est applicable aux contestations des électeurs ainsi qu'aux réclamations des candidats et du ministre des affaires étrangères.

## *Section 3*
## *VOTE PAR PROCURATION HORS DE FRANCE*

**Art. 41.** - Sous réserve des articles 42 à 46 du présent décret, les articles R. 72-1, R. 73 (premier et troisième alinéas), R. 74, R. 75 (quatrième alinéa), R. 76 (cinquième et sixième alinéas), R. 77, R. 79 et R. 80 du code électoral sont applicables.
Pour l'application des articles R. 77 et R. 80 du code électoral, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire est substitué au maire.

**Art. 42.** - Le mandant doit justifier de son identité et attester sur l'honneur être dans l'impossibilité de se rendre au bureau de vote le jour du scrutin.
Le mandataire doit jouir de ses droits électoraux et être inscrit sur la même liste électorale consulaire que celle du mandant.

**Art. 43.** - Lors de l'établissement d'une procuration dressée à la demande d'un électeur inscrit sur une liste électorale

consulaire pour voter à l'étranger en application de l'article 13 de la loi du 31 janvier 1976 susvisée, un récépissé est remis au mandant.
L'autorité devant laquelle la procuration est dressée en application des articles R. 72 et R. 72-1 du code électoral transmet les éléments relatifs au mandant et au mandataire, par voie postale, télécopie ou courrier électronique, à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire chargé d'organiser les opérations de vote.

**Art. 44.** - Lorsque la procuration est établie pour plus d'un scrutin, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire inscrit sur la liste électorale consulaire et la liste d'émargement, en rouge, à côté du nom du mandant, le nom du mandataire, la date d'établissement et de fin de validité de la procuration et, à côté du nom du mandataire, le nom du mandant.
Lorsque la procuration est établie pour un seul scrutin, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire porte ces indications uniquement sur la liste d'émargement.
Sur les listes électorales consulaires et les listes d'émargement dont la gestion est informatisée, les mentions prévues aux alinéas précédents peuvent être portées en noir, en caractères distincts des autres mentions.

**Art. 45.** - Dans chaque bureau de vote, une liste comportant les nom et prénoms des électeurs ayant donné procuration, les nom et prénoms de leurs mandataires, le nom et la qualité de l'autorité devant laquelle elle a été dressée, la date de son établissement et la durée de sa validité est tenue à la disposition des électeurs pendant toute la durée du scrutin.
Cette liste est visée par le président du bureau de vote et les assesseurs à l'ouverture du scrutin. Le défaut de réception par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire des éléments de la procuration qui lui sont destinés fait obstacle à la participation du mandataire au scrutin.
Aucun nom de mandataire ne peut être ajouté sur cette liste après l'ouverture du scrutin.

**Art. 46.** - La résiliation d'une procuration est effectuée dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues à l'article 43 du présent décret pour son établissement.

## CHAPITRE III

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES, TRANSITOIRES ET FINALES

**Art. 47.** - Le présent décret peut être modifié par décret en Conseil d'Etat.

**Art. 48.** - I. - Il est ajouté, après l'article R. 5 du code électoral, un article R. 5-1 ainsi rédigé :
« Art. R. 5-1. - En même temps qu'ils demandent leur inscription dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article R. 5, les Français établis hors de France peuvent demander leur radiation de la liste électorale consulaire sur laquelle ils sont inscrits.
« Cette demande de radiation est transmise au ministre des affaires étrangères par l'Institut national de la statistique et des études économiques. »
II. - Au début de la première phrase de l'article R. 72 du code électoral, les mots : « Pour les personnes résidant en France, » sont remplacés par les mots : « Sur le territoire national, ».
III. - L'article R. 72-1 du code électoral est ainsi rédigé :
1° Le premier alinéa est modifié comme suit :
« Hors de France, les procurations sont établies par acte dressé devant l'ambassadeur pourvu d'une circonscription consulaire ou le chef de poste consulaire ou devant un consul honoraire de nationalité française habilité à cet effet par arrêté du ministre des affaires étrangères. L'ambassadeur et le chef de poste consulaire peuvent déléguer leur signature en cette matière, sous leur responsabilité, à un ou plusieurs agents relevant de leur autorité ayant la qualité de fonctionnaire. Le nom du ou des agents ayant reçu délégation est publié par voie d'affichage, à l'intérieur des locaux de l'ambassade ou du poste consulaire, en un lieu accessible au public. » ;
2° Au deuxième alinéa, les mots : « autorité consulaire peut déléguer les compétences qui lui sont conférées par l'alinéa ci-dessus » sont remplacés par les mots : « l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire peut déléguer les compétences qui lui sont conférées à l'alinéa précédent ».

**Art. 49.** - I. - Pour l'établissement des listes électorales consulaires arrêtées en 2006, il est substitué aux dates prévues aux articles 3, 8 et 9 les dates suivantes :
1° A l'article 3-I : « 1er février » au lieu de : « 10 janvier » et : « 31 mars » au lieu de : « dernier jour ouvrable de février » ;
2° A l'article 3-II : « 15 avril » au lieu de : « 10 mars » ;
3° A l'article 8-I : « jusqu'au 5 avril inclus » au lieu de : « jusqu'au 5 mars inclus » ;

4° A l'article 8-II : « jusqu'au 20 avril inclus » au lieu de : « jusqu'au 20 mars inclus » ;
5° A l'article 9-I : « jusqu'au 20 avril inclus » au lieu de : « jusqu'au 20 mars inclus » ;
6° A l'article 9-II : « du 10 au 20 avril inclus » au lieu de : « du 10 au 20 mars inclus ».
II. - Les listes électorales établies en application de la loi du 31 janvier 1976 antérieurement à sa modification par la loi no 2005-821 du 20 juillet 2005 qui ont pris effet le 15 avril 2005 demeurent en vigueur, telles qu'elles ont été arrêtées, jusqu'au 14 avril 2006 inclus sous réserve des changements résultant des décisions du tribunal d'instance du 1er arrondissement de Paris ou de la Cour de cassation et des radiations des électeurs décédés ou qui ont perdu leur capacité électorale.

**Art. 50.** - Le décret no 76-950 du 14 octobre 1976 portant application de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République est abrogé au 1er janvier 2006, date d'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 51.** - Le Premier ministre, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'outre-mer sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2005.

Par le Président de la République : JACQUES CHIRAC

*Le Premier ministre,*
DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre des affaires étrangères,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,*
NICOLAS SARKOZY

*Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,*
THIERRY BRETON

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*
PASCAL CLÉMENT

*Le ministre de l'outre-mer,*
FRANÇOIS BAROIN

Annexe I

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

### Décret no 2005-1614 du 22 décembre 2005 modifiant le décret no 84-252 du 6 avril 1984 portant statut du Conseil supérieur des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres

NOR : MAEF0510024D

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,
Vu le code électoral ;
Vu la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 modifiée relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République ;
Vu la loi no 82-471 du 7 juin 1982 modifiée relative à l'Assemblée des Français de l'étranger ;
Vu le décret no 84-252 du 6 avril 1984 portant statut du Conseil supérieur des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres ;
Vu le décret no 2003-1377 du 31 décembre 2003 relatif à l'inscription au registre des Français établis hors de France ;
Vu le décret no 2005-1613 du 22 décembre 2005 portant application de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République ;
Vu l'avis de l'Assemblée des Français de l'étranger du 9 septembre 2005 ;
Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,
Décrète :

**Art. 1er.** - L'article 1er du décret du 6 avril 1984 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 1er. - Les membres élus de l'Assemblée des Français de l'étranger élisent en leur sein, au scrutin de liste, pour une durée de trois ans, trois vice-présidents. L'attribution des sièges de vice-présidents se fait suivant le système de la représentation proportionnelle prévu à l'article 8 de la loi du 7 juin 1982 susvisée.
Chaque liste comporte cinq noms.
L'élection se tient durant la première réunion de l'assemblée suivant le renouvellement triennal de ses membres. Le vote est secret.
Le collège des vice-présidents exerce, par délégation du ministre des affaires étrangères, et dans la limite de celle-ci, les attributions du président de l'assemblée.
Le bureau est constitué, pour une durée de trois ans, du collège des vice-présidents de l'assemblée, des présidents, des rapporteurs généraux, des vice-présidents et des secrétaires des commissions permanentes, ainsi que de chaque président de chaque groupe. »

**Art. 2.** - L'article 2 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 2. - Des commissions permanentes sont chargées, au sein de l'assemblée, de l'étude des problèmes intéressant les Français établis hors de France.
Un président, un rapporteur général, deux vice-présidents et un secrétaire sont élus en leur sein pour une durée de trois ans. »

**Art. 3.** - L'article 5 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 5. - Les sessions de l'assemblée sont convoquées par le ministre des affaires étrangères. L'assemblée siège chaque fois que le ministre le juge nécessaire et au moins une fois par an. Lors de chaque session, le bureau, les commissions permanentes et temporaires et les groupes de travail se réunissent de plein droit.
Les autres réunions du bureau, des commissions et groupes de travail ont lieu sur convocation du ministre.
Le collège des vice-présidents est consulté et peut faire toutes propositions sur les dates de sessions de l'assemblée et de réunions de ses différentes formations et sur leur ordre du jour. »

**Art. 4.** - L'article 9 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 9. - I. – En application de l'article 2 de la loi du 7 juin 1982 susvisée, sont électeurs les Français établis hors de France inscrits sur les listes électorales consulaires établies, révisées et contrôlées dans les conditions prévues aux articles 1er à 25 du décret no 2005-1613 du 22 décembre 2005 portant application de la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République.
II. - Les dispositions du I de l'article 6 du décret no 2005-1613 du 22 décembre 2005 peuvent être mises en oeuvre par des listes de candidats. »

**Art. 5.** - Au début du chapitre III du même décret sont insérés deux articles 24-1 et 24-2 ainsi rédigés :
« Art. 24-1. - Les déclarations de candidature rédigées sur papier libre sont reçues dès la publication de l'arrêté convoquant les électeurs prévu à l'article 31-1 du présent décret et au plus tard le soixantième jour précédant la date du scrutin, à 18 heures (heure légale locale).
Art. 24-2. - Les déclarations de candidature sont déposées au siège de toute ambassade ou de tout poste consulaire de la circonscription électorale concernée.
Lorsqu'elles ne sont pas déposées au chef-lieu de la circonscription électorale, l'ambassadeur ou le chef du poste consulaire qui les reçoit en informe immédiatement l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire où est situé le chef-lieu. »

**Art. 6.** - L'article 25 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 25. - Dans les circonscriptions électorales où l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, pour chaque liste, la déclaration est faite collectivement par le candidat tête de liste ou par un mandataire désigné par lui.
Le nombre de candidats figurant sur la liste doit être au moins égal au nombre de sièges à pourvoir augmenté de deux et ne doit pas être supérieur au triple du nombre de sièges à pourvoir. Toute liste ne remplissant pas ces conditions est irrecevable.
La déclaration indique expressément le titre de la liste présentée, l'ordre de présentation des candidats, ainsi que le nom, les prénoms, la date et le lieu de leur naissance, le domicile et la profession de chacun d'eux.
La déclaration doit porter la signature de tous les membres de la liste. Toutefois, les candidats autres que les candidats tête de liste dans l'impossibilité de signer la déclaration peuvent souscrire une déclaration distincte dans le délai prévu à l'article 24-1 du présent décret. Cette déclaration est remise au siège de toute ambassade ou de tout poste consulaire situé dans la circonscription électorale ou, en cas de déplacement du candidat en France, au ministère des affaires étrangères. Cette déclaration comporte les mêmes mentions que la déclaration principale. »

**Art. 7.** - L'article 26 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 26. - I. – Dans les circonscriptions électorales où l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, les retraits de listes complètes sont admis dans le délai prévu à l'article 24-1 du présent décret, à condition que la déclaration de retrait comporte la signature de la majorité des membres de la liste.
II. – Aucun retrait de membre d'une liste n'est admis après le dépôt de la déclaration de candidature.
Toutefois, en cas de décès d'un candidat, il peut être procédé à son remplacement dans le délai prévu à l'article 24-1 du présent décret. Le remplacement est obligatoire si la liste à laquelle le défunt appartenait ne comporte pas plus de deux noms de plus que de sièges à pourvoir. A défaut de remplacement, la candidature de la liste est nulle de plein droit ; l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire du chef-lieu de la circonscription électorale en informe le candidat tête de liste ou, s'il est décédé, le candidat venant après lui.
En cas de refus d'enregistrement motivé par l'inobservation des dispositions relatives aux conditions d'éligibilité ou d'inéligibilité ou à l'interdiction des cumuls de candidatures, la déclaration est nulle de plein droit lorsque le candidat tête de liste ou son mandataire n'a pas complété la liste dans le délai de soixantedouze heures à compter de la notification du refus d'enregistrement ou de la notification de la décision du tribunal administratif confirmant ce refus. L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire du chef-lieu de la circonscription électorale en prend acte et en informe par écrit le candidat tête de liste ou son mandataire.
Lorsque le remplacement d'un candidat est autorisé, le candidat tête de liste peut modifier l'ordre des candidats sur la liste, avec leur accord dûment constaté par une déclaration écrite. »

**Art. 8.** - L'article 27 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 27. - Dans les circonscriptions électorales où les élections ont lieu au scrutin majoritaire, les candidats peuvent se présenter soit isolément, soit sur une liste.
Les candidats sont tenus de faire une déclaration revêtue de leur signature, énonçant leur nom, leurs prénoms, la date et le lieu de leur naissance, leur domicile et leur profession.
Cette déclaration doit également indiquer pour chaque candidat le nom, les prénoms, la date et le lieu de naissance, le domicile et la profession de la personne appelée à suppléer le candidat élu en cas de vacance du siège. Elle est accompagnée de l'acceptation écrite du suppléant ; celui-ci doit remplir les conditions d'éligibilité exigées des candidats.
Nul ne peut être en même temps candidat et suppléant d'un autre candidat. Nul ne peut être suppléant sur plusieurs déclarations.

Si le candidat ou son suppléant se trouve en déplacement en France, la déclaration de candidature ou l'attestation du suppléant peut être déposée au ministère des affaires étrangères.
Le suppléant peut apposer, le cas échéant, sa signature sur une déclaration distincte comportant les mêmes mentions que la déclaration initiale et souscrite dans le délai prévu à l'article 24-1 du présent décret.
Au cas où l'acceptation écrite du suppléant n'a pu être jointe à la déclaration de candidature, le suppléant doit faire parvenir son acceptation dans les délais et selon les modalités prévus aux alinéas précédents. »

**Art. 9.** - L'article 28 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 28. - Dans les circonscriptions électorales où l'élection a lieu au scrutin majoritaire, en cas de décès d'un candidat ou d'un suppléant, il est procédé à son remplacement dans le délai prévu à l'article 24-1 du présent décret.
Lorsque le suppléant ne remplit pas les conditions relatives aux conditions d'éligibilité ou d'inéligibilité ou à l'interdiction des cumuls de candidatures et que le candidat ne l'a pas remplacé dans un délai de soixantedouze heures à compter de la notification de refus d'enregistrement ou de la notification de la décision du tribunal administratif confirmant ce refus, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire du chef-lieu de la circonscription électorale prend acte de la nullité de la candidature et en informe par écrit le candidat. »

**Art. 10.** - Après l'article 28 du même décret, est inséré un article 28-1 rédigé comme suit :
« Art. 28-1. - Le lendemain du soixantième jour précédant la date du scrutin, l'état des déclarations de candidature est arrêté, dans l'ordre de leur dépôt, par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire du chef-lieu de la circonscription électorale. Il est affiché à l'intérieur des locaux des ambassades et des postes consulaires de la circonscription électorale en un lieu accessible au public jusqu'au jour du scrutin inclus. »

**Art. 11.** - Le quatrième alinéa de l'article 30 du même décret est ainsi modifié :
« Toutefois, chaque candidat ou liste de candidats peut faire imprimer, à l'encre noire, un emblème sur ses bulletins de vote ainsi que la mention : "Bulletin de vote". »

**Art. 12.** - A l'article 30-1 du même décret :
1. Les mots : « majoré de 20 % » sont supprimés ;
2. Il est ajouté un troisième alinéa ainsi rédigé :
« La somme versée ne peut excéder le montant des dépenses effectivement réglées par la liste ou le candidat. »

**Art. 13.** - L'article 31 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 31. - Sous réserve des articles 31-1 à 38, les articles R. 47 (premier et troisième alinéas), R. 48, R. 49 (premier alinéa), R. 52, R. 54 (premier alinéa), R. 57, R. 59, R. 61 (premier et troisième alinéas), R. 62 à R. 66, R. 67 et R. 68 du code électoral sont applicables.
Pour l'application de l'article L. 62-1 du code électoral, l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire est substitué au maire. »

**Art. 14.** - Après l'article 31 du même décret est ajouté un article 31-1 ainsi rédigé :
« Art. 31-1. - Les électeurs sont convoqués par arrêté du ministre des affaires étrangères publié quatrevingts jours au moins avant la date du scrutin. »

**Art. 15.** - L'article 32 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 32. - Les électeurs se réunissent au bureau de vote correspondant à la section de la liste électorale consulaire sur laquelle ils sont inscrits. »

**Art. 16.** - Le premier alinéa de l'article 33 du même décret est ainsi modifié :
« Art. 33. - Les heures d'ouverture et de clôture du scrutin sont fixées par l'arrêté de convocation des électeurs. »

**Art. 17.** - L'article 34 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 34. - I. – Chaque bureau de vote est composé :
1. De l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire ou de son représentant, président ;
2. D'assesseurs titulaires et suppléants inscrits sur la liste électorale consulaire et désignés par les candidats ou, à raison d'un par liste, par les listes de candidats ;
3. D'un secrétaire désigné par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire.

II. - Les noms, prénoms, date et lieu de naissance et adresse des assesseurs et de leurs suppléants ainsi que l'indication du bureau de vote pour lequel ils sont désignés sont notifiés à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire par télécopie ou courrier électronique au plus tard le troisième jour précédant le scrutin à 18 heures (heure légale locale). L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire notifie sans délai la désignation des assesseurs et de leurs suppléants au président de chaque bureau de vote intéressé, avant la constitution desdits bureaux.
III. - En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le plus âgé des assesseurs et le secrétaire est

remplacé par le plus jeune des assesseurs.
Les suppléants exercent les prérogatives des assesseurs quand ils les remplacent. Ils ne peuvent toutefois les remplacer à l'ouverture et à la clôture du scrutin, ni pour le dépouillement ni pour la signature du procèsverbal des opérations électorales.
Dans les délibérations du bureau, le secrétaire n'a qu'une voix consultative.
IV. - Si pour une cause quelconque, le nombre des assesseurs est inférieur à quatre, les assesseurs manquants sont pris, jusqu'à concurrence de ce chiffre, parmi les électeurs présents, sachant lire et écrire le français.
V. - Trois membres du bureau au moins doivent être présents pendant tout le cours des opérations électorales. »

**Art. 18.** - L'article 36 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 36. - Chaque liste ou chaque candidat isolé peut désigner des délégués titulaires et suppléants inscrits sur la liste électorale consulaire, par télécopie ou courrier électronique, au plus tard le troisième jour précédant le scrutin à 18 heures (heure légale locale), dans les conditions prévues aux premier et troisième alinéas de l'article R. 47 du code électoral. »

**Art. 19.** - L'article 37 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 37. - Dans chaque bureau de vote, sont mis à la disposition des électeurs sous la responsabilité duprésident :
1. Les enveloppes électorales visées à l'article L. 60 du code électoral, dont les caractéristiques sont définies au premier alinéa de l'article R. 54 du code électoral ;
2. Les bulletins de vote visés à l'article 30.
   Ces bulletins de vote sont remis par les listes de candidats, les candidats ou leurs représentants, au plus tard la veille de l'élection, à chacune des ambassades ou à chaque poste consulaire. Ils sont identiques à ceux qui ont été diffusés, en même temps que les circulaires des candidats.
   Au cours du scrutin, si cela se révèle nécessaire, les candidats ou leurs représentants peuvent remettre des bulletins de vote supplémentaires au président du bureau de vote, afin qu'il les place à la disposition des électeurs.
3. Les bulletins visés à l'article L. 66 du code électoral, les bulletins ne répondant pas aux conditions prévues par l'article 30, les bulletins imprimés différents de ceux produits par le candidat ou la liste de candidats, les bulletins imprimés au nom d'un candidat sur lesquels le nom du candidat ou de son remplaçant aurait été rayé ainsi que les bulletins manuscrits ne comportant pas, le cas échéant, le nom du remplaçant désigné par le candidat et, dans les circonscriptions où l'élection a lieu à la représentation proportionnelle, les bulletins comportant adjonction ou suppression de nom ou modification de l'ordre de présentation des candidats sont nuls et n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement.
   Si, dans les circonscriptions électorales où l'élection a lieu au scrutin majoritaire, sur un bulletin établi au nom de plusieurs candidats, le nom d'un ou de plusieurs remplaçants a été rayé, le vote n'est pas valable à l'égard du ou des candidats qu'ils sont appelés à remplacer. »

**Art. 20.** - L'article 38 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 38. - Le droit de prendre part au vote de tout électeur inscrit sur la liste électorale s'exerce sous réserve du contrôle de son identité.
« La liste des pièces permettant à l'électeur de justifier de son identité est établie par arrêté du ministre des affaires étrangères. »

**Art. 21.** - L'article 40 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 40. - Les électeurs votent par correspondance dans les pays où il ne leur est pas possible de se rendre au bureau de vote. Dans les autres pays, ils peuvent voter par correspondance à condition d'en avertir par écrit l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire au plus tard à la date prévue au I de l'article 1er du décret no 2005-1613 du 22 décembre 2005.
L'ambassadeur ou le chef de poste consulaire leur envoie en temps voulu, avec les bulletins de vote, une enveloppe portant une formule d'identification ainsi que l'enveloppe de scrutin opaque et non gommée destinée à contenir le bulletin qu'ils auront choisi.
L'électeur adresse sous pli fermé à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire l'enveloppe d'identification renfermant elle-même l'enveloppe de scrutin contenant le bulletin de vote. Ce pli doit parvenir à destination au plus tard la veille du scrutin. Les plis parvenus en retard ne seront pas ouverts et seront incinérés en présence de l'autorité compétente qui en dressera procès-verbal.
Les plis contenant les votes par correspondance sont conservés par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire jusqu'au jour du scrutin et apportés dans la salle de vote au commencement des opérations de vote. Ils sont remis au président qui en donne décharge.
Toutefois, si après la date prévue au premier alinéa du présent article des circonstances imprévues empêchent sa présence le jour du scrutin, tout électeur peut, jusqu'au deuxième jour précédant le scrutin, à 18 heures (heure légale locale), demander à voter par correspondance, à condition de se présenter personnellement devant l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire pour retirer le matériel électoral. »

**Art. 22.** - L'article 41 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 41. - Avant de déposer dans l'urne l'enveloppe contenant un vote par correspondance, le président du bureau de vote vérifie l'identité de l'électeur en comparant sa signature à celle qui a été enregistrée à la faveur de l'accomplissement d'une formalité administrative antérieure. »

**Art. 23.** - L'article 42 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 42. - I. – Un procès-verbal des opérations électorales est établi dans les conditions prévues aux articles R. 67 et R. 68 du code électoral.
Le second exemplaire de ce procès-verbal est déposé à l'ambassade ou au poste consulaire.
II. - Lorsque les électeurs sont répartis entre plusieurs bureaux de vote, le dépouillement est d'abord opéré par bureau de vote. Chaque bureau de vote transmet ensuite le procès-verbal qu'il a établi et adresse les résultats du vote ainsi que les réclamations et contestations des électeurs, le cas échéant par télécopie ou par voie électronique, à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire du chef-lieu de la circonscription électorale habilité à procéder au recensement général des votes.
III. - Les résultats arrêtés par chaque bureau de vote et les pièces annexes ne peuvent pas être modifiés.
Une fois le procès-verbal établi, les résultats sont proclamés publiquement par le président du bureau de vote dans la salle de vote. »

**Art. 24.** - L'article 43 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 43. - Le recensement général des votes et l'attribution des sièges sont effectués au chef-lieu de la circonscription électorale, en présence des représentants des candidats, par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire ou par son représentant. Il établit un procès-verbal de ces opérations.
Les résultats sont transmis immédiatement au ministre des affaires étrangères. »

**Art. 25.** - Le premier alinéa de l'article 45 du même décret est ainsi modifié :
« Tout électeur de la circonscription électorale ou tout candidat peut contester la régularité des opérations électorales devant le Conseil d'Etat. Le recours au Conseil d'Etat doit être déposé à l'ambassade ou au poste consulaire ou adressé au Conseil d'Etat. »

**Art. 26.** - I. - Dans le même décret :
1. L'intitulé du titre Ier est remplacé par l'intitulé suivant : « Titre Ier. Organisation et fonctionnement de l'assemblée des Français de l'étranger. » ;
2. L'intitulé du titre II est remplacé par l'intitulé suivant : « Titre II. Election des membres de l'assemblée des Français de l'étranger. » ;
3. L'intitulé du chapitre II du titre II est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre II. Listes électorales consulaires. » ;
4. L'intitulé du chapitre IV est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre IV. Information des électeurs. ».

II. - Les articles 3, 4, 6 à 8, 29, 46 à 48 et 52 du même décret sont modifiés comme suit :
1. Aux articles 3 et 4, les mots : « du conseil » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée. » ;
2. A l'article 6, les mots : « le Conseil supérieur des Français de l'étranger » sont remplacés par les mots : « l'assemblée » ;
3. A l'article 7 :
   a) Les mots : « du Conseil supérieur des Français de l'étranger » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée » ;
   b) Les mots : « chefs de postes diplomatiques et consulaires » sont remplacés par les mots : « ambassadeurs et chefs de poste consulaire » ;
   c) Les mots : « ressortissants français » sont remplacés par le mot : « Français » ;
4. A l'article 8 :
   a) Les mots : « du Conseil supérieur des Français de l'étranger » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée » ;
   b) Les mots : « chefs de postes diplomatiques ou consulaires » sont remplacés par les mots : « ambassadeurs et chefs de poste consulaire. » ;
   c) Les mots : « le chef de poste diplomatique » sont remplacés par les mots : « l'ambassadeur » ;
5. A l'article 29 :
   a) Les mots : « la mission diplomatique » sont remplacés par les mots : « l'ambassade » ;
   b) Les mots : « aux postes diplomatiques et consulaires concernés » sont remplacés par les mots : « aux ambassades et aux postes consulaires concernés » ;
6. A l'article 46, les mots : « du Conseil supérieur des Français de l'étranger » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée » ;
7. Aux articles 47 et 48, les mots : « des réunions de l'assemblée plénière, du bureau permanent » sont remplacés par les mots : « des sessions de l'assemblée, des réunions du bureau » ;
8. A l'article 52, les mots : « aux réunions du conseil ou » sont remplacés par les mots : « aux sessions de l'assemblée ou aux réunions. »

**Art. 27.** - En application du quatrième alinéa de l'article 1er de la loi du 7 juin 1982 susvisée :

1. Six personnalités qualifiées sont nommées par arrêté du ministre des affaires étrangères lors du renouvellement de la série B des membres élus de l'assemblée en 2006 en remplacement des membres désignés lors du renouvellement de l'assemblée en 2000.
2. Six personnalités qualifiées sont nommées par arrêté du ministre des affaires étrangères lors du renouvellement de la série A des membres élus de l'assemblée en 2009 en remplacement des membres désignés lors du renouvellement de l'assemblée en 2003.
3. Les fonctions des membres désignés de l'assemblée nommés pour six ans respectivement par les arrêtés du ministre des affaires étrangères du 13 juillet 2000 et du 27 juin 2003 prennent fin à la date de publication de l'arrêté du ministre des affaires étrangères prévu aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Jusqu'au terme de leurs fonctions, les membres désignés conservent les droits dont ils disposaient avant la publication du présent décret, y compris le droit de vote. Ils bénéficient également des dispositions des articles 48, 49 et 52 du décret du 6 avril 1984 susvisé.
4. Les fonctions du représentant des Français établis dans la Principauté d'Andorre, nommé pour six ans par l'arrêté du ministre des affaires étrangères du 28 mai 2003 pour siéger ès qualités à l'assemblée, prennent fin à la date de publication de l'arrêté du ministre des affaires étrangères fixant la liste des candidats élus lors du renouvellement de la série B des membres élus de l'assemblée.

**Art. 28.** - Le titre du même décret est remplacé par le titre suivant : « Décret no 84-252 du 6 avril 1984 portant statut de l'assemblée des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres. »

**Art. 29.** - I. - Les articles 10 à 24, 39 et 39-1 du même décret sont abrogés.
II. - L'article 48 du même décret est abrogé à la date de publication de l'arrêté prévu au 3 de l'article 27 du présent décret. A cette date, à l'article 49 du même décret, les mots : « aux articles 47 et 48 » sont remplacés par les mots : « à l'article 47 ».

**Art. 30.** - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 22 décembre 2005.

Par le Premier ministre : DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre des affaires étrangères,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Annexe I

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Décret no 2006-285 du 13 mars 2006 relatif au vote par correspondance électronique des électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires des circonscriptions électorales d'Europe et d'Asie et Levant pour les élections de 2006 à l'Assemblée des Français de l'étranger**

NOR : MAEF0610015D

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre des affaires étrangères,
Vu le code électoral ;
Vu la loi organique no 76-97 du 31 janvier 1976 modifiée relative aux listes électorales consulaires et au vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République ;
Vu la loi no 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
Vu la loi no 82-471 du 7 juin 1982 modifiée relative à l'Assemblée des Français de l'étranger, notamment son article 6 ;
Vu le décret no 84-252 du 6 avril 1984 modifié portant statut de l'Assemblée des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres ;
Vu le décret no 99-176 du 9 mars 1999 relatif à l'immatriculation consulaire dans les postes diplomatiques et consulaires, modifié par le décret no 2003-71 du 24 janvier 2003 ;
Vu le décret no 2003-396 du 29 avril 2003 relatif au vote par correspondance électronique des électeurs inscrits dans les circonscriptions des Etats-Unis d'Amérique pour les élections du 1er juin 2003 au Conseil supérieur des Français de l'étranger ;
Vu la saisine de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 19 décembre 2005 ;
Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,
Décrète :

## CHAPITRE IER

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Art. 1er.** - Les Français inscrits sur les listes électorales consulaires dans les circonscriptions électorales d'Europe et d'Asie et Levant, à l'exception de ceux résidant dans des pays dans lesquels la transmission de flux informatiques chiffrés est impossible ou interdite dont la liste est fixée par arrêté du ministre des affaires étrangères, peuvent voter par voie électronique pour le renouvellement de l'Assemblée des Français de l'étranger en 2006.

**Art. 2.** - L'électeur ayant exercé son droit de vote par voie électronique n'est plus admis à voter, ni par correspondance sous pli fermé, ni en se présentant dans l'un des bureaux de vote ouverts dans les ambassades et les postes consulaires le jour du scrutin.

**Art. 3.** - Le ministre des affaires étrangères informe les électeurs des modalités d'accès au système de vote par voie électronique au plus tard deux mois avant la date du scrutin.

**Art. 4.** - Le vote par voie électronique s'exerce pendant une période définie par arrêté du ministre des affaires étrangères qui prend fin au moins trois jours avant l'ouverture des bureaux de vote dans la première circonscription à voter le jour du scrutin.

## CHAPITRE II

### LES MODALITÉS DU VOTE PAR CORRESPONDANCE ÉLECTRONIQUE

**Art. 5.** - L'électeur qui choisit de voter par voie électronique informe, au plus tard six semaines avant la date du scrutin, l'autorité administrative qui tient la liste électorale consulaire sur laquelle il est inscrit. Il peut y procéder par courrier postal ou électronique.Il reçoit au plus tard trois semaines avant le jour du scrutin les instruments permettant son authentification selon des modalités, notamment des exigences de sécurité, définies par arrêté du ministre des affaires étrangères.

**Art. 6.** - L'autorité administrative qui tient la liste électorale consulaire établit une liste des électeurs ayant opté pour le vote par voie électronique.

**Art. 7.** - Pour voter par voie électronique, l'électeur, après s'être identifié à l'aide des instruments permettant son authentification, exprime puis valide son vote.
La transmission du vote et l'émargement de l'électeur ont une date certaine de réception et donnent lieu à l'envoi d'un récépissé qui confirme le bon déroulement de l'opération de vote.

## CHAPITRE III

### LES TRAITEMENTS AUTOMATISÉS

**Art. 8.** - I. - Il est créé, selon des modalités fixées par arrêté du ministre des affaires étrangères, deux traitements automatisés distincts, dédiés et isolés, respectivement dénommés « fichier des électeurs » et « urne électronique ».
II. - Le « fichier des électeurs » contient les listes électorales consulaires établies dans les conditions prévues par la loi du 31 janvier 1976 susvisée.
Il permet d'adresser à l'électeur qui a choisi de voter par voie électronique les instruments mentionnés à l'article 5 permettant son authentification lors des opérations de vote. Il permet également d'identifier les électeurs ayant pris part au scrutin par un vote par voie électronique et d'éditer la liste d'émargement de chaque bureau de vote.
Chaque liste d'émargement est enregistrée sur un support scellé, non réinscriptible, rendant son contenu inaltérable et probant, distinct de celui de l'« urne électronique ».
III. - L'« urne électronique » recense les votes exprimés par voie électronique. Les données de ce fichier font l'objet d'un chiffrement et ne doivent pas comporter de lien permettant l'identification des électeurs.

## CHAPITRE IV

### LE BUREAU DU VOTE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

**Art. 9.** - Un bureau du vote par voie électronique est chargé du contrôle de l'ensemble des opérations de vote par voie électronique et du dépouillement du scrutin. Il est ouvert durant toute la période au cours de laquelle le vote par voie électronique se déroule.

**Art. 10.** - Le bureau du vote par voie électronique est composé d'un président qui est le secrétaire général de l'Assemblée des Français de l'étranger, de quatre assesseurs au moins et de huit au plus et de leurs suppléants respectifs désignés par l'Assemblée des Français de l'étranger et d'un secrétaire désigné par le ministre des affaires étrangères.
En cas d'absence, le président du bureau du vote par voie électronique est remplacé par le plus âgé des assesseurs présents.
En cas d'absence, le secrétaire du bureau du vote par voie électronique est remplacé par le plus jeune des assesseurs présents.
En cas de contestation, le secrétaire du bureau du vote par voie électronique ne participe pas avec voix délibérative aux décisions de celui-ci.

**Art. 11.** - Le bureau du vote par voie électronique veille au bon déroulement des opérations électorales, notamment en s'assurant de la mise en oeuvre des dispositifs de sécurité prévus pour assurer le secret du vote par voie électronique et de son intégrité, de la confidentialité du fichier des électeurs comportant les éléments de leur authentification, du chiffrement de l'« urne électronique » et de son caractère distinct du « fichier des électeurs », de la conservation des différents supports d'information et des conditions de sécurité et de confidentialité des données pendant et après

le scrutin. Il vérifie le nombre et la qualité des personnes autorisées à accéder à chacun des traitements automatisés. A cette fin, les membres du bureau du vote par voie électronique peuvent accéder à tous moments aux locaux hébergeant les traitements automatisés.
En cas de force majeure, de dysfonctionnement informatique résultant d'une attaque du système par un tiers, de défaillance technique ou d'altération des données, le président du bureau du vote par voie électronique a compétence pour prendre toute mesure d'information et de sauvegarde, y compris l'arrêt temporaire ou définitif du processus. Toute intervention sur le système de vote fait l'objet d'une consignation au procès-verbal.

**Art. 12.** - Le bureau du vote par voie électronique est assisté par un comité technique dont les membres sont nommés par arrêté du ministre des affaires étrangères.

**Art. 13.** - Les associations représentatives des Français établis hors de France présentant des candidats ou des listes dans au moins trois circonscriptions électorales peuvent désigner un délégué habilité à contrôler l'ensemble des opérations du vote par voie électronique et à faire mentionner au procès-verbal toute observation.

## CHAPITRE V

### LE DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DU VOTE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

**Art. 14.** - I. - Avant l'ouverture du vote par correspondance électronique, le président du bureau du vote par voie électronique et deux des assesseurs tirés au sort se voient chacun remettre une « clé de dépouillement » distincte, selon des modalités qui en garantissent la confidentialité.
L'activation simultanée des trois « clés de dépouillement » permet d'accéder aux données contenues dans l'« urne électronique » qui constituent le scrutin.
Le président du bureau du vote par voie électronique se voit également remettre l'ensemble des éléments qui lui permettra de vérifier avec ses assesseurs l'intégrité du système de vote par correspondance électronique.
II. - Les membres du bureau du vote par voie électronique constatent que l'« urne électronique » est vide et déclarent alors le vote ouvert.

**Art. 15.** - I. - A la clôture du vote par voie électronique, le président et les assesseurs du bureau du vote par voie électronique, après avoir déclaré le scrutin clos, vérifient l'intégrité du système du vote par correspondance électronique et procèdent au scellement de l'« urne électronique ».
II. - Le dépouillement du scrutin des votes exprimés par voie électronique est public.
Le bureau du vote par voie électronique imprime à partir du « fichier des électeurs » les listes électorales consulaires comportant l'émargement des électeurs ayant voté par correspondance électronique.
Il vérifie que le nombre de votes exprimés dans l'« urne électronique » pour chaque bureau de vote correspond au nombre de votants figurant sur les listes électorales consulaires comportant l'émargement.
Les membres du bureau du vote par voie électronique procèdent au dépouillement qui est effectué pour chaque bureau de vote.
Ils visent les listes de chaque bureau de vote comportant l'émargement des électeurs ayant voté par correspondance électronique puis signent le procès-verbal, qui sont conservés par le ministre des affaires étrangères.
III. - Les résultats du vote par correspondance électronique ne font pas l'objet d'une publication distincte.

**Art. 16.** - Avant l'ouverture des bureaux de vote dans les ambassades ou les postes consulaires, le président du bureau se voit remettre la liste électorale consulaire de son bureau qui comporte les émargements des électeurs ayant voté par correspondance électronique. Celle-ci est utilisée pour l'émargement des électeurs durant l'ensemble des opérations de vote.

**Art. 17.** - Une fois le scrutin clos, dans chaque bureau de vote, le président et les assesseurs se voient remettre les résultats du vote par correspondance électronique de leur bureau. Ils sont ajoutés aux résultats des votes exprimés dans l'urne.
Les résultats transmis au bureau du chef-lieu de la circonscription électorale ne distinguent pas les suffrages selon leur mode d'expression.

**Art. 18.** - Jusqu'à l'expiration des délais de recours contentieux, les supports d'information comprenant la copie des programmes sources et des programmes exécutables, les matériels de vote, les fichiers d'émargement, de résultats et de sauvegarde sont conservés sous scellés sous le contrôle du bureau du vote par voie électronique. La procédure de décompte des votes doit, si nécessaire, pouvoir être exécutée à nouveau.
A l'expiration des délais de recours, si aucun recours n'a été exercé, il est procédé à la destruction des supports d'in-

formation sous le contrôle du bureau du vote par voie électronique.

**Art. 19.** - Les modalités d'application du présent décret sont fixées par arrêté du ministre des affaires étrangères. Cet arrêté ainsi que celui mentionné à l'article 5 sont pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

**Art. 20.** - Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 13 mars 2006.

Par le Premier ministre : DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre des affaires étrangères,*
PHILIPPE DOUSTE-BLAZY

Annexe I

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Arrêté du 4 mai 2006 pris en application du décret no 2006-285 du 13 mars 2006 relatif au vote par correspondance électronique des électeurs inscrits dans les circonscriptions d'Europe, d'Asie et du Levant pour les élections de 2006 à l'Assemblée des Français de l'étranger**

NOR : MAEF0610030A

Le ministre des affaires étrangères,
Vu le décret no 2006-285 du 13 mars 2006 relatif au vote par correspondance électronique des électeurs inscrits sur les listes électorales consulaires des circonscriptions électorales d'Europe, d'Asie et du Levant pour les élections de 2006 à l'Assemblée des Français de l'étranger, et notamment son article 1er,
Arrête :

**Art. 1er.** - Les Français inscrits sur les listes électorales consulaires des ambassades et consulats situés dans les pays dont la liste suit ne peuvent pas voter par voie électronique pour l'élection de l'Assemblée des Français de l'étranger du 18 juin 2006 :
Arabie saoudite, Biélorussie, Birmanie, Iran, Laos, Liban, Moldavie, Népal, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Syrie, Turkménistan, Vietnam.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 4 mai 2006.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur des Français à l'étranger*
*et des étrangers en France,*
F. BARRY MARTIN-DELONGCHAMPS

# I MONDE

## TABLEAU I.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 904 176 | | 276 760 | | 265 633 | |
| **1985** | 897 339 | -0,8% | 283 502 | 2,4% | 270 221 | 1,7% |
| **1986** | 889 392 | -0,9% | 297 566 | 5,0% | 248 980 | -7,9% |
| **1987** | 856 088 | -3,7% | 308 097 | 3,5% | 219 755 | -11,7% |
| **1988** | 860 533 | 0,5% | 339 038 | 10,0% | 199 556 | -9,2% |
| **1989** | 866 098 | 0,6% | 360 885 | 6,4% | 183 406 | -8,1% |
| **1990** | 884 665 | 2,1% | 360 659 | -0,1% | 189 612 | 3,4% |
| **1991** | 867 537 | -1,9% | 372 272 | 3,2% | 155 225 | -18,1% |
| **1992** | 914 551 | 5,4% | 389 808 | 4,7% | 144 873 | -6,7% |
| **1993** | 919 649 | 0,6% | 401 586 | 3,0% | 128 472 | -11,3% |
| **1994** | 919 191 | 0,0% | 404 189 | 0,6% | 109 332 | -14,9% |
| **1995** | 902 803 | -1,8% | 407 642 | 0,9% | 90 727 | -17,0% |
| **1996** | 936 726 | 3,8% | 427 853 | 5,0% | 89 364 | -1,5% |
| **1997** | 971 939 | 3,8% | 447 528 | 4,6% | 85 613 | -4,2% |
| **1998** | 998 247 | 2,7% | 465 141 | 3,9% | 78 006 | -8,9% |
| **1999** | 1 015 066 | 1,7% | 472 392 | 1,6% | 73 443 | -5,8% |
| **2000** | 1 009 103 | -0,6% | 468 370 | -0,9% | 69 461 | -5,4% |
| **2001** | 998 783 | -1,0% | 454 849 | -2,9% | 67 613 | -2,7% |
| **2002** | 1 099 859 | 10,1% | 509 818 | 12,1% | 65 706 | -2,8% |
| **2003** | 1 223 409 | 11,2% | 576 476 | 13,1% | 66 110 | 0,6% |
| **2004** | 1 253 229 | 2,4% | 587 982 | 2,0% | 65 135 | -1,5% |
| **2005** | 1 268 524 | 1,2% | 582 271 | -1,0% | 67 807 | 4,1% |

## TABLEAU I.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1995 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 43 348 | 40 924 | 84 272 | 52 353 | 49 750 | 102 103 | 62 270 | 59 115 | 121385 |
| **6 - 17 ans** | 86 698 | 83 418 | 170 116 | 95 991 | 91 466 | 187 457 | 118 097 | 112 299 | 230396 |
| **18 ans et plus** | 303 042 | 345 373 | 648 415 | 332 036 | 387 507 | 719 543 | 437 578 | 479 165 | 916743 |
| **Total** | 433 088 | 469 715 | 902 803 | 480 380 | 528 723 | 1 009 103 | 617 945 | 650 579 | 1268524 |
| **Moins de 6 ans** | 10,0% | 8,7% | 9,3% | 10,9% | 9,4% | 10,1% | 10,1% | 9,1% | 9,6% |
| **6-17 ans** | 20,0% | 17,8% | 18,8% | 20,0% | 17,3% | 18,6% | 19,1% | 17,3% | 18,2% |
| **18 ans et plus** | 70,0% | 73,5% | 71,8% | 69,1% | 73,3% | 71,3% | 70,8% | 73,7% | 72,3% |

## TABLEAU I.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1 985 | 1995 | 2 000 | 2004 | 2 005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 45 406 | 58 060 | 65 080 | 70 561 | 69 604 |
| **6 - 17 ans** | 86 023 | 113 065 | 125 412 | 153 523 | 148 742 |
| **18 ans et plus** | 152 073 | 236 517 | 277 878 | 363 898 | 363 925 |
| **Total** | 283 502 | 407 642 | 468 370 | 587 982 | 582 271 |
| **Moins de 6 ans** | 16,0% | 14,2% | 13,9% | 12,0% | 12,0% |
| **6 - 17 ans** | 30,3% | 27,7% | 26,8% | 26,1% | 25,5% |
| **18 ans et plus** | 53,6% | 58,0% | 59,3% | 61,9% | 62,5% |

## TABLEAU 1.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 8 261 | 5 286 | 5 660 | 5 599 | 5 617 |
| **Industrie** | 55 132 | 47 670 | 55 924 | 56 912 | 56 856 |
| **Bâtiment** | 7 031 | 6 021 | 7 240 | 7 454 | 7 627 |
| **Tertiaire** | 299 424 | 365 105 | 448 925 | 462 200 | 472 869 |
| **Total** | 369 848 | 424 082 | 517 749 | 532 165 | 542 969 |
| **Agriculture** | 2,2% | 1,2% | 1,1% | 1,1% | 1,0% |
| **Industrie** | 14,9% | 11,2% | 10,8% | 10,7% | 10,5% |
| **Bâtiment** | 1,9% | 1,4% | 1,4% | 1,4% | 1,4% |
| **Tertiaire** | 81,0% | 86,1% | 86,7% | 86,9% | 87,1% |

## TABLEAU 1.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 2 052 | 2 093 | 2 354 | 2 345 | 2 400 |
| **Entrepreneurs** | 39 685 | 45 400 | 54 681 | 56 386 | 57 481 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 106 905 | 137 243 | 168 613 | 175 590 | 182 625 |
| **Prof. intermédiaires** | 84 844 | 88 875 | 109 427 | 111 477 | 111 042 |
| **Employés** | 112 052 | 132 313 | 163 162 | 167 584 | 172 234 |
| **Ouvriers** | 24 310 | 18 158 | 19 512 | 18 783 | 17 187 |
| **Total** | 369 848 | 424 082 | 517 749 | 532 165 | 542 969 |
| **Exploitants agricoles** | 0,6% | 0,5% | 0,5% | 0,4% | 0,4% |
| **Entrepreneurs** | 10,7% | 10,7% | 10,6% | 10,6% | 10,6% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 28,9% | 32,4% | 32,6% | 33,0% | 33,6% |
| **Prof. intermédiaires** | 22,9% | 21,0% | 21,1% | 20,9% | 20,5% |
| **Employés** | 30,3% | 31,2% | 31,5% | 31,5% | 31,7% |
| **Ouvriers** | 6,6% | 4,3% | 3,8% | 3,5% | 3,2% |

## TABLEAU 1.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 369 848 | 424 082 | 517 749 | 532 165 | 542 969 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 8 628 | 10 595 | 14 630 | 15 503 | 16 422 |
| **Total actifs** | 378 476 | 434 677 | 532 379 | 547 668 | 559 391 |
| **Retraités** | 46 086 | 49 258 | 55 631 | 55 694 | 55 365 |
| **Autres inactifs** | 489 989 | 525 169 | 635 404 | 649 868 | 653 202 |
| **Total inactifs** | 536 075 | 574 427 | 691 035 | 705 562 | 708 567 |
| **Total** | 914 551 | 1 009 103 | 1 223 409 | 1 253 229 | 1 268 524 |
| **Actifs ayant un emploi** | 97,7% | 97,6% | 97,3% | 97,2% | 97,1% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 2,3% | 2,4% | 2,7% | 2,8% | 2,9% |
| **Total actifs** | 41,4% | 43,1% | 43,5% | 43,7% | 44,1% |
| **Retraités** | 8,6% | 8,6% | 8,1% | 7,9% | 7,8% |
| **Autres inactifs** | 91,4% | 91,4% | 91,9% | 92,1% | 92,2% |
| **Total inactifs** | 58,6% | 56,9% | 56,5% | 56,3% | 55,9% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## TABLEAU 1.7. POPULATION IMMATRICULÉE PAR RÉGION : ÉVOLUTION DE LA PART DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE 1985 À 2004

| | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **AFRIQUE DU NORD** | 7,6% | 6,4% | 5,4% | 4,6% | 6,6% |
| **AFRIQUE FRANCOPHONE** | 15,7% | 14,0% | 11,9% | 10,0% | 8,1% |
| **AFRIQUE NON FRANCOPHONE** | 1,3% | 1,2% | 1,2% | 1,2% | 1,1% |
| **AMERIQUE CENTRALE-SUD** | 5,6% | 6,4% | 6,3% | 6,4% | 6,2% |
| **AMERIQUE DU NORD** | 11,4% | 11,1% | 11,8% | 12,8% | 13,2% |
| **ASIE-OCEANIE** | 4,2% | 4,2% | 5,4% | 5,6% | 5,8% |
| **EUROPE DE L'EST** | 0,6% | 0,6% | 1,3% | 1,6% | 1,7% |
| **EUROPE OCCIDENTALE** | 47,7% | 50,5% | 49,8% | 50,4% | 49,7% |
| **PROCHE et MOYEN-ORIENT** | 6,0% | 5,6% | 6,9% | 7,3% | 7,6% |
| **Monde** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## TABLEAU 1.8. EVOLUTION DE LA POPULATION BINATIONALE PAR RÉGION

| | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2005 | Taux d'év. an. moyen en % 1995/1985 | 2005/1995 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **AFRIQUE DU NORD** | 15 955 | 27 141 | 26 231 | 26 829 | 59 003 | 5,1% | 8,4% |
| **AFRIQUE FRANCOPHONE** | 21 240 | 30 099 | 38 751 | 43 182 | 44 027 | 6,2% | 1,3% |
| **AFRIQUE NON FRANCOPHONI** | 1 599 | 1 896 | 2 720 | 3 454 | 3 958 | 5,5% | 3,8% |
| **AMERIQUE CENTRALE-SUD** | 23 367 | 31 415 | 33 675 | 38 146 | 47 760 | 3,7% | 3,6% |
| **AMERIQUE DU NORD** | 36 608 | 43 248 | 48 313 | 60 645 | 81 828 | 2,8% | 5,4% |
| **ASIE-OCEANIE** | 4 422 | 9 269 | 11 989 | 14 787 | 18 172 | 10,5% | 4,2% |
| **EUROPE DE L'EST** | 2 396 | 2 681 | 4 317 | 5 912 | 8 216 | 6,1% | 6,6% |
| **EUROPE OCCIDENTALE** | 150 402 | 178 795 | 192 869 | 217 348 | 242 317 | 2,5% | 2,3% |
| **PROCHE et MOYEN-ORIENT** | 27 513 | 36 115 | 48 777 | 58 067 | 76 990 | 5,9% | 4,7% |
| **Monde** | 283 502 | 360 659 | 407 642 | 468 370 | 582 271 | 3,7% | 3,6% |

## TABLEAU 1.9. POPULATION IMMATRICULÉE BINATIONALE PAR RÉGION : ÉVOLUTION DE LA PART DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE 1985 À 2004

| | 1985 | 1990 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **AFRIQUE DU NORD** | 7,6% | 6,4% | 5,4% | 4,6% | 6,6% |
| **AFRIQUE FRANCOPHONE** | 15,7% | 14,0% | 11,9% | 10,0% | 8,1% |
| **AFRIQUE NON FRANCOPHONE** | 1,3% | 1,2% | 1,2% | 1,2% | 1,1% |
| **AMERIQUE CENTRALE-SUD** | 5,6% | 6,4% | 6,3% | 6,4% | 6,2% |
| **AMERIQUE DU NORD** | 11,4% | 11,1% | 11,8% | 12,8% | 13,2% |
| **ASIE-OCEANIE** | 4,2% | 4,2% | 5,4% | 5,6% | 5,8% |
| **EUROPE DE L'EST** | 0,6% | 0,6% | 1,3% | 1,6% | 1,7% |
| **EUROPE OCCIDENTALE** | 47,7% | 50,5% | 49,8% | 50,4% | 49,7% |
| **PROCHE et MOYEN-ORIENT** | 6,0% | 5,6% | 6,9% | 7,3% | 7,6% |
| **Monde** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

# 2.1 AFRIQUE DU NORD

## TABLEAU 2.1.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 70 494 | | 16 638 | | 37 273 | |
| **1985** | 68 327 | -3,1% | 15 955 | -4,1% | 33 760 | -9,4% |
| **1986** | 64 552 | -5,5% | 17 208 | 7,9% | 26 212 | -22,4% |
| **1987** | 57 964 | -10,2% | 20 978 | 21,9% | 18 926 | -27,8% |
| **1988** | 55 154 | -4,8% | 21 690 | 3,4% | 14 971 | -20,9% |
| **1989** | 54 416 | -1,3% | 24 096 | 11,1% | 12 008 | -19,8% |
| **1990** | 56 367 | 3,6% | 27 141 | 12,6% | 10 731 | -10,6% |
| **1991** | 58 725 | 4,2% | 32 079 | 18,2% | 9 525 | -11,2% |
| **1992** | 59 868 | 1,9% | 31 946 | -0,4% | 8 282 | -13,0% |
| **1993** | 58 922 | -1,6% | 32 973 | 3,2% | 6 653 | -19,7% |
| **1994** | 50 424 | -14,4% | 26 688 | -19,1% | 4 848 | -27,1% |
| **1995** | 48 770 | -3,3% | 26 231 | -1,7% | 4 347 | -10,3% |
| **1996** | 47 768 | -2,1% | 26 226 | 0,0% | 4 009 | -7,8% |
| **1997** | 48 271 | 1,1% | 27 061 | 3,2% | 3 731 | -6,9% |
| **1998** | 48 374 | 0,2% | 27 869 | 3,0% | 3 516 | -5,8% |
| **1999** | 49 249 | 1,8% | 28 545 | 2,4% | 3 708 | 5,5% |
| **2000** | 46 276 | -6,0% | 26 829 | -6,0% | 3 132 | -15,5% |
| **2001** | 47 233 | 2,1% | 26 670 | -0,6% | 2 981 | -4,8% |
| **2002** | 56 014 | 18,6% | 33 724 | 26,4% | 3 032 | 1,7% |
| **2003** | 69 031 | 23,2% | 44 656 | 32,4% | 2 973 | -1,9% |
| **2004** | 76 716 | 11,1% | 52 390 | 17,3% | 2 680 | -9,9% |
| **2005** | 84 049 | 9,6% | 59 003 | 12,6% | 2 394 | -10,7% |

## TABLEAU 2.1.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 3085 | 3025 | 6110 | 2009 | 2019 | 4028 | 4037 | 3932 | 7969 |
| **6 - 17 ans** | 7 025 | 6 863 | 13 888 | 5 117 | 4 969 | 10 086 | 9 020 | 8 757 | 17 777 |
| **18 ans et plus** | 16 990 | 22 880 | 39 870 | 14 635 | 17 527 | 32 162 | 27 837 | 30 466 | 58 303 |
| **Total** | 27 100 | 32 768 | 59 868 | 21 761 | 24 515 | 46 276 | 40 894 | 43 155 | 84 049 |
| **Moins de 6 ans** | 11,4% | 9,2% | 10,2% | 9,2% | 8,2% | 8,7% | 9,9% | 9,1% | 9,5% |
| **6 - 17 ans** | 25,9% | 20,9% | 23,2% | 23,5% | 20,3% | 21,8% | 22,1% | 20,3% | 21,2% |
| **18 ans et plus** | 62,7% | 69,8% | 66,6% | 67,3% | 71,5% | 69,5% | 68,1% | 70,6% | 69,4% |

## TABLEAU 2.1.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 2 259 | 2 125 | 2 809 | 6 127 |
| **6 - 17 ans** | 6 955 | 5 433 | 7 779 | 14 420 |
| **18 ans et plus** | 6 741 | 18 673 | 16 241 | 38 456 |
| **Total** | 15 955 | 26 231 | 26 829 | 59 003 |
| **Moins de 6 ans** | 14,2% | 8,1% | 10,5% | 10,4% |
| **6 - 17 ans** | 43,6% | 20,7% | 29,0% | 24,4% |
| **18 ans et plus** | 42,3% | 71,2% | 60,5% | 65,2% |

## TABLEAU 2.1.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 523 | 365 | 459 | 453 | 475 |
| **Industrie** | 3 800 | 2 863 | 3 279 | 3 150 | 3 139 |
| **Bâtiment** | 407 | 268 | 407 | 454 | 500 |
| **Tertiaire** | 13 858 | 12 988 | 18 701 | 19 463 | 20 529 |
| **Total** | 18 588 | 16 484 | 22 846 | 23 520 | 24 643 |
| **Agriculture** | 2,8% | 2,2% | 2,0% | 1,9% | 1,9% |
| **Industrie** | 20,4% | 17,4% | 14,4% | 13,4% | 12,7% |
| **Bâtiment** | 2,2% | 1,6% | 1,8% | 1,9% | 2,0% |
| **Tertiaire** | 74,6% | 78,8% | 81,9% | 82,8% | 83,3% |

## TABLEAU 2.1.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 115 | 204 | 290 | 293 | 300 |
| **Entrepreneurs** | 2 365 | 2 650 | 3 926 | 4 115 | 4 438 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 7 000 | 7 631 | 10 713 | 10 981 | 11 334 |
| **Prof. intermédiaires** | 5 117 | 2 914 | 3 402 | 3 262 | 3 258 |
| **Employés** | 3 446 | 2 872 | 4 270 | 4 611 | 5 035 |
| **Ouvriers** | 545 | 213 | 245 | 258 | 278 |
| **Total** | 18 588 | 16 484 | 22 846 | 23 520 | 24 643 |
| **Exploitants agricoles** | 0,6% | 1,2% | 1,3% | 1,2% | 1,2% |
| **Entrepreneurs** | 12,7% | 16,1% | 17,2% | 17,5% | 18,0% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 37,7% | 46,3% | 46,9% | 46,7% | 46,0% |
| **Prof. intermédiaires** | 27,5% | 17,7% | 14,9% | 13,9% | 13,2% |
| **Employés** | 18,5% | 17,4% | 18,7% | 19,6% | 20,4% |
| **Ouvriers** | 2,9% | 1,3% | 1,1% | 1,1% | 1,1% |

### TABLEAU 2.1.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 18 588 | 16 484 | 22 846 | 23 520 | 24 643 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 1 622 | 235 | 283 | 301 | 367 |
| **Total actifs** | 20 210 | 16 719 | 23 129 | 23 821 | 25 010 |
| **Retraités** | 2 909 | 2 593 | 3 360 | 3 447 | 3 865 |
| **Autres inactifs** | 36 749 | 26 964 | 42 542 | 49 448 | 55 161 |
| **Total inactifs** | 39 658 | 29 557 | 45 902 | 52 895 | 59 026 |
| **Total** | 59 868 | 46 276 | 69 031 | 76 716 | 84 049 |
| **Actifs ayant un emploi** | 92,0% | 98,6% | 98,8% | 98,7% | 98,5% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 8,0% | 1,4% | 1,2% | 1,3% | 1,5% |
| **Total actifs** | 33,8% | 36,1% | 33,5% | 31,1% | 29,8% |
| **Retraités** | 7,3% | 8,8% | 7,3% | 6,5% | 6,5% |
| **Autres inactifs** | 92,7% | 91,2% | 92,7% | 93,5% | 93,5% |
| **Total inactifs** | 66,2% | 63,9% | 66,5% | 68,9% | 70,2% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |
| **Total actifs** | 43,9% | 41,6% | 41,2% | 41,0% | 40,5% |
| **Retraités** | 4,0% | 6,9% | 7,6% | 7,9% | 8,1% |
| **Autres inactifs** | 96,0% | 93,1% | 92,4% | 92,1% | 91,9% |
| **Total inactifs** | 56,1% | 58,4% | 58,8% | 59,0% | 59,5% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.2 AFRIQUE FRANCOPHONE

### TABLEAU 2.2.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 145 935 | | 20 061 | | 70 495 | |
| **1985** | 140 490 | -3,7% | 21 240 | 5,9% | 72 826 | 3,3% |
| **1986** | 132 870 | -5,4% | 25 633 | 20,7% | 67 720 | -7,0% |
| **1987** | 132 002 | -0,7% | 26 657 | 4,0% | 59 809 | -11,7% |
| **1988** | 122 107 | -7,5% | 28 710 | 7,7% | 47 836 | -20,0% |
| **1989** | 123 555 | 1,2% | 28 736 | 0,1% | 47 932 | 0,2% |
| **1990** | 123 558 | 0,0% | 30 099 | 4,7% | 48 073 | 0,3% |
| **1991** | 115 323 | -6,7% | 31 562 | 4,9% | 41 326 | -14,0% |
| **1992** | 116 059 | 0,6% | 34 785 | 10,2% | 37 855 | -8,4% |
| **1993** | 112 333 | -3,2% | 34 788 | 0,0% | 32 582 | -13,9% |
| **1994** | 110 260 | -1,8% | 36 264 | 4,2% | 30 071 | -7,7% |
| **1995** | 107 033 | -2,9% | 38 751 | 6,9% | 26 439 | -12,1% |
| **1996** | 102 868 | -3,9% | 39 838 | 2,8% | 21 930 | -17,1% |
| **1997** | 104 157 | 1,3% | 41 159 | 3,3% | 21 321 | -2,8% |
| **1998** | 102 219 | -1,9% | 43 291 | 5,2% | 14 842 | -30,4% |
| **1999** | 102 763 | 0,5% | 44 060 | 1,8% | 13 313 | -10,3% |
| **2000** | 101 255 | -1,5% | 43 182 | -2,0% | 12 729 | -4,4% |
| **2001** | 97 568 | -3,6% | 40 785 | -5,6% | 12 426 | -2,4% |
| **2002** | 100 092 | 2,6% | 42 283 | 3,7% | 11 497 | -7,5% |
| **2003** | 104 180 | 4,1% | 45 059 | 6,6% | 10 703 | -6,9% |
| **2004** | 101 566 | -2,5% | 43 999 | -2,4% | 10 181 | -4,9% |
| **2005** | 102 345 | 0,8% | 44 027 | 0,1% | 10 220 | 0,4% |

## TABLEAU 2.2.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 5 572 | 5 574 | 11 146 | 4 878 | 4 701 | 9 579 | 4 997 | 4 888 | 9 885 |
| **6 - 17 ans** | 12 969 | 12 726 | 25 695 | 11 934 | 11 254 | 23 188 | 11 590 | 10 847 | 22 437 |
| **18 ans et plus** | 43 419 | 35 799 | 79 218 | 36 802 | 31 686 | 68 488 | 38 766 | 31 257 | 70 023 |
| **Total** | 61 960 | 54 099 | 116 059 | 53 614 | 47 641 | 101 255 | 55 353 | 46 992 | 102 345 |
| **Moins de 6 ans** | 9,0% | 10,3% | 9,6% | 9,1% | 9,9% | 9,5% | 9,0% | 10,4% | 9,7% |
| **6 - 17 ans** | 20,9% | 23,5% | 22,1% | 22,3% | 23,6% | 22,9% | 20,9% | 23,1% | 21,9% |
| **18 ans et plus** | 70,1% | 66,2% | 68,3% | 68,6% | 66,5% | 67,6% | 70,0% | 66,5% | 68,4% |

## TABLEAU 2.2.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 3 754 | 5 035 | 4 415 | 3 876 |
| **6 - 17 ans** | 6 985 | 12 384 | 12 781 | 11 681 |
| **18 ans et plus** | 10 501 | 21 332 | 25 986 | 28 470 |
| **Total** | 21 240 | 38 751 | 43 182 | 44 027 |
| **Moins de 6 ans** | 17,7% | 13,0% | 10,2% | 8,8% |
| **6 - 17 ans** | 32,9% | 32,0% | 29,6% | 26,5% |
| **18 ans et plus** | 49,4% | 55,0% | 60,2% | 64,7% |

## TABLEAU 2.2.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 2 421 | 1 203 | 1 042 | 992 | 958 |
| **Industrie** | 5 546 | 3 215 | 3 239 | 3 074 | 3 019 |
| **Bâtiment** | 1 423 | 805 | 921 | 867 | 839 |
| **Tertiaire** | 39 812 | 35 574 | 36 326 | 35 373 | 35 360 |
| **Total** | 49 202 | 40 797 | 41 528 | 40 306 | 40 176 |
| **Agriculture** | 4,9% | 2,9% | 2,5% | 2,5% | 2,4% |
| **Industrie** | 11,3% | 7,9% | 7,8% | 7,6% | 7,5% |
| **Bâtiment** | 2,9% | 2,0% | 2,2% | 2,2% | 2,1% |
| **Tertiaire** | 80,9% | 87,2% | 87,5% | 87,8% | 88,0% |

## TABLEAU 2.2.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 306 | 405 | 379 | 364 | 364 |
| **Entrepreneurs** | 7 413 | 8 045 | 8 392 | 8 109 | 7 885 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 18 217 | 13 566 | 13 449 | 13 268 | 13 550 |
| **Prof. intermédiaires** | 16 240 | 12 202 | 12 141 | 11 584 | 11 560 |
| **Employés** | 6 050 | 6 133 | 6 799 | 6 643 | 6 488 |
| **Ouvriers** | 976 | 446 | 368 | 338 | 329 |
| **Total** | 49 202 | 40 797 | 41 528 | 40 306 | 40 176 |
| **Exploitants agricoles** | 0,6% | 1,0% | 0,9% | 0,9% | 0,9% |
| **Entrepreneurs** | 15,1% | 19,7% | 20,2% | 20,1% | 19,6% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 37,0% | 33,3% | 32,4% | 32,9% | 33,7% |
| **Prof. intermédiaires** | 33,0% | 29,9% | 29,2% | 28,7% | 28,8% |
| **Employés** | 12,3% | 15,0% | 16,4% | 16,5% | 16,1% |
| **Ouvriers** | 2,0% | 1,1% | 0,9% | 0,8% | 0,8% |

### TABLEAU 2.2.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 49 202 | 40 797 | 41 528 | 40 306 | 40 176 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 1 710 | 1 331 | 1 423 | 1 329 | 1 283 |
| **Total actifs** | 50 912 | 42 128 | 42 951 | 41 635 | 41 459 |
| **Retraités** | 2 615 | 4 097 | 4 645 | 4 741 | 4 951 |
| **Autres inactifs** | 62 532 | 55 030 | 56 584 | 55 190 | 55 883 |
| **Total inactifs** | 65 147 | 59 127 | 61 229 | 59 931 | 60 834 |
| **Total** | 116 059 | 101 255 | 104 180 | 101 566 | 102 345 |
| **Actifs ayant un emploi** | 96,6% | 96,8% | 96,7% | 96,8% | 96,9% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 3,4% | 3,2% | 3,3% | 3,2% | 3,1% |
| **Total actifs** | 43,9% | 41,6% | 41,2% | 41,0% | 40,5% |
| **Retraités** | 4,0% | 6,9% | 7,6% | 7,9% | 8,1% |
| **Autres inactifs** | 96,0% | 93,1% | 92,4% | 92,1% | 91,9% |
| **Total inactifs** | 56,1% | 58,4% | 58,8% | 59,0% | 59,5% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.3 AFRIQUE NON FRANCOPHONE

### TABLEAU 2.3.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 12 589 | | 892 | | 8 002 | |
| **1985** | 12 000 | -4,7% | 1 599 | 79,3% | 5 600 | -30,0% |
| **1986** | 12 114 | 1,0% | 1 848 | 15,6% | 4 417 | -21,1% |
| **1987** | 12 423 | 2,6% | 1 972 | 6,7% | 4 553 | 3,1% |
| **1988** | 11 243 | -9,5% | 1 993 | 1,1% | 3 750 | -17,6% |
| **1989** | 11 571 | 2,9% | 2 000 | 0,4% | 3 846 | 2,6% |
| **1990** | 10 591 | -8,5% | 1 896 | -5,2% | 3 214 | -16,4% |
| **1991** | 9 964 | -5,9% | 2 097 | 10,6% | 3 319 | 3,3% |
| **1992** | 10 326 | 3,6% | 1 855 | -11,5% | 5 103 | 53,8% |
| **1993** | 11 778 | 14,1% | 2 117 | 14,1% | 5 031 | -1,4% |
| **1994** | 11 299 | -4,1% | 2 532 | 19,6% | 4 793 | -4,7% |
| **1995** | 11 055 | -2,2% | 2 720 | 7,4% | 4 397 | -8,3% |
| **1996** | 11 174 | 1,1% | 2 806 | 3,2% | 4 582 | 4,2% |
| **1997** | 11 645 | 4,2% | 2 913 | 3,8% | 4 530 | -1,1% |
| **1998** | 12 014 | 3,2% | 3 253 | 11,7% | 3 775 | -16,7% |
| **1999** | 12 053 | 0,3% | 3 296 | 1,3% | 3 444 | -8,8% |
| **2000** | 12 170 | 1,0% | 3 454 | 4,8% | 3 489 | 1,3% |
| **2001** | 11 640 | -4,4% | 3 418 | -1,0% | 3 282 | -5,9% |
| **2002** | 12 092 | 3,9% | 3 594 | 5,1% | 2 957 | -9,9% |
| **2003** | 12 934 | 7,0% | 3 816 | 6,2% | 2 904 | -1,8% |
| **2004** | 13 621 | 5,3% | 3 937 | 3,2% | 2 931 | 0,9% |
| **2005** | 14 033 | 3,0% | 3 958 | 0,5% | 2 970 | 1,3% |

## TABLEAU 2.3.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 546 | 545 | 1 091 | 619 | 618 | 1 237 | 771 | 696 | 1 467 |
| **6 - 17 ans** | 707 | 703 | 1 410 | 1 144 | 989 | 2 133 | 1 230 | 1 242 | 2 472 |
| **18 ans et plus** | 4 596 | 3 229 | 7 825 | 4 970 | 3 830 | 8 800 | 5 701 | 4 393 | 10 094 |
| **Total** | 5 849 | 4 477 | 10 326 | 6 733 | 5 437 | 12 170 | 7 702 | 6 331 | 14 033 |
| **Moins de 6 ans** | 9,3% | 12,2% | 10,6% | 9,2% | 11,4% | 10,2% | 10,0% | 11,0% | 10,5% |
| **6 - 17 ans** | 12,1% | 15,7% | 13,7% | 17,0% | 18,2% | 17,5% | 16,0% | 19,6% | 17,6% |
| **18 ans et plus** | 78,6% | 72,1% | 75,8% | 73,8% | 70,4% | 72,3% | 74,0% | 69,4% | 71,9% |

## TABLEAU 2.3.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 394 | 488 | 533 | 517 |
| **6 - 17 ans** | 641 | 794 | 943 | 1 074 |
| **18 ans et plus** | 564 | 1 438 | 1 978 | 2 367 |
| **Total** | 1 599 | 2 720 | 3 454 | 3 958 |
| **Moins de 6 ans** | 24,6% | 17,9% | 15,4% | 13,1% |
| **6 - 17 ans** | 40,1% | 29,2% | 27,3% | 27,1% |
| **18 ans et plus** | 35,3% | 52,9% | 57,3% | 59,8% |

## TABLEAU 2.3.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 153 | 97 | 119 | 121 | 126 |
| **Industrie** | 1 341 | 1 586 | 1 703 | 1 740 | 1 827 |
| **Bâtiment** | 615 | 292 | 229 | 217 | 211 |
| **Tertiaire** | 3 369 | 3 962 | 4 193 | 4 417 | 4 559 |
| **Total** | 5 478 | 5 937 | 6 244 | 6 495 | 6 723 |
| **Agriculture** | 2,8% | 1,6% | 1,9% | 1,9% | 1,9% |
| **Industrie** | 24,5% | 26,7% | 27,3% | 26,8% | 27,2% |
| **Bâtiment** | 11,2% | 4,9% | 3,7% | 3,3% | 3,1% |
| **Tertiaire** | 61,5% | 66,7% | 67,2% | 68,0% | 67,8% |

## TABLEAU 2.3.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 45 | 34 | 37 | 44 | 44 |
| **Entrepreneurs** | 606 | 790 | 887 | 913 | 900 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 1 960 | 2 400 | 2 479 | 2 595 | 2 744 |
| **Prof. intermédiaires** | 1 770 | 1 651 | 1 696 | 1 799 | 1 908 |
| **Employés** | 806 | 981 | 1 071 | 1 088 | 1 077 |
| **Ouvriers** | 291 | 81 | 74 | 56 | 50 |
| **Total** | 5 478 | 5 937 | 6 244 | 6 495 | 6 723 |
| **Exploitants agricoles** | 0,8% | 0,6% | 0,6% | 0,7% | 0,7% |
| **Entrepreneurs** | 11,1% | 13,3% | 14,2% | 14,1% | 13,4% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 35,8% | 40,4% | 39,7% | 40,0% | 40,8% |
| **Prof. intermédiaires** | 32,3% | 27,8% | 27,2% | 27,7% | 28,4% |
| **Employés** | 14,7% | 16,5% | 17,2% | 16,8% | 16,0% |
| **Ouvriers** | 5,3% | 1,4% | 1,2% | 0,9% | 0,7% |

### TABLEAU 2.3.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 5 478 | 5 937 | 6 244 | 6 495 | 6 723 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 22 | 73 | 83 | 84 | 84 |
| **Total actifs** | 5 500 | 6 010 | 6 327 | 6 579 | 6 807 |
| **Retraités** | 195 | 345 | 362 | 378 | 406 |
| **Autres inactifs** | 4 631 | 5 815 | 6 252 | 6 664 | 6 820 |
| **Total inactifs** | 4 826 | 6 160 | 6 614 | 7 042 | 7 226 |
| **Total** | 10 326 | 12 170 | 12 934 | 13 621 | 14 033 |
| **Actifs ayant un emploi** | 99,6% | 98,8% | 98,7% | 98,7% | 98,8% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 0,4% | 1,2% | 1,3% | 1,3% | 1,2% |
| **Total actifs** | 53,3% | 49,4% | 48,9% | 48,3% | 48,5% |
| **Retraités** | 4,0% | 5,6% | 5,5% | 5,4% | 5,6% |
| **Autres inactifs** | 96,0% | 94,4% | 94,5% | 94,6% | 94,4% |
| **Total inactifs** | 46,7% | 50,6% | 51,1% | 51,7% | 51,5% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.4 AMÉRIQUE CENTRALE-SUD

### TABLEAU 2.4.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 49 672 | | 24 633 | | 10 280 | |
| **1985** | 49 875 | 0,4% | 23 367 | -5,1% | 11 087 | 7,9% |
| **1986** | 51 148 | 2,6% | 24 339 | 4,2% | 10 277 | -7,3% |
| **1987** | 53 125 | 3,9% | 27 063 | 11,2% | 9 865 | -4,0% |
| **1988** | 54 839 | 3,2% | 28 707 | 6,1% | 9 467 | -4,0% |
| **1989** | 55 084 | 0,4% | 29 711 | 3,5% | 8 846 | -6,6% |
| **1990** | 56 831 | 3,2% | 31 415 | 5,7% | 8 593 | -2,9% |
| **1991** | 57 756 | 1,6% | 32 315 | 2,9% | 8 734 | 1,6% |
| **1992** | 58 727 | 1,7% | 36 134 | 11,8% | 8 078 | -7,5% |
| **1993** | 58 155 | -1,0% | 35 227 | -2,5% | 6 922 | -14,3% |
| **1994** | 59 551 | 2,4% | 34 874 | -1,0% | 6 183 | -10,7% |
| **1995** | 56 537 | -5,1% | 33 675 | -3,4% | 6 315 | 2,1% |
| **1996** | 60 548 | 7,1% | 35 952 | 6,8% | 6 234 | -1,3% |
| **1997** | 63 820 | 5,4% | 38 445 | 6,9% | 6 343 | 1,7% |
| **1998** | 63 856 | 0,1% | 38 433 | 0,0% | 6 456 | 1,8% |
| **1999** | 63 664 | -0,3% | 37 955 | -1,2% | 6 161 | -4,6% |
| **2000** | 64 758 | 1,7% | 38 146 | 0,5% | 5 661 | -8,1% |
| **2001** | 63 208 | -2,4% | 37 363 | -2,1% | 4 906 | -13,3% |
| **2002** | 68 972 | 9,1% | 41 666 | 11,5% | 4 441 | -9,5% |
| **2003** | 75 255 | 9,1% | 46 189 | 10,9% | 4 228 | -4,8% |
| **2004** | 77 756 | 3,3% | 47 293 | 2,4% | 4 115 | -2,7% |
| **2005** | 79 255 | 1,9% | 47 760 | 1,0% | 4 187 | 1,7% |

## TABLEAU 2.4.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 2 892 | 2 776 | 5 668 | 3 008 | 2 805 | 5 813 | 3 279 | 3 113 | 6 392 |
| **6 - 17 ans** | 5 699 | 5 161 | 10 860 | 6 489 | 6 270 | 12 759 | 7 498 | 7 169 | 14 667 |
| **18 ans et plus** | 20 240 | 21 959 | 42 199 | 23 043 | 23 143 | 46 186 | 29 456 | 28 740 | 58 196 |
| **Total** | 28 831 | 29 896 | 58 727 | 32 540 | 32 218 | 64 758 | 40 233 | 39 022 | 79 255 |
| **Moins de 6 ans** | 10,0% | 9,3% | 9,7% | 9,2% | 8,7% | 9,0% | 8,2% | 8,0% | 8,1% |
| **6 - 17 ans** | 19,8% | 17,3% | 18,5% | 19,9% | 19,5% | 19,7% | 18,6% | 18,4% | 18,5% |
| **18 ans et plus** | 70,2% | 73,5% | 71,9% | 70,8% | 71,8% | 71,3% | 73,2% | 73,7% | 73,4% |

## TABLEAU 2.4.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 3 038 | 4 117 | 4 558 | 5 025 |
| **6 - 17 ans** | 7 582 | 9 325 | 9 821 | 11 275 |
| **18 ans et plus** | 12 747 | 20 233 | 23 767 | 31 460 |
| **Total** | 23 367 | 33 675 | 38 146 | 47 760 |
| **Moins de 6 ans** | 13,0% | 12,2% | 11,9% | 10,5% |
| **6 - 17 ans** | 32,4% | 27,7% | 25,7% | 23,6% |
| **18 ans et plus** | 54,6% | 60,1% | 62,3% | 65,9% |

## TABLEAU 2.4.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 1 621 | 975 | 992 | 980 | 1 022 |
| **Industrie** | 5 000 | 3 988 | 4 051 | 4 032 | 3 897 |
| **Bâtiment** | 477 | 466 | 605 | 572 | 586 |
| **Tertiaire** | 16 196 | 21 210 | 25 009 | 26 249 | 27 225 |
| **Total** | 23 294 | 26 639 | 30 657 | 31 833 | 32 730 |
| **Agriculture** | 7,0% | 3,7% | 3,2% | 3,1% | 3,1% |
| **Industrie** | 21,5% | 15,0% | 13,2% | 12,7% | 11,9% |
| **Bâtiment** | 2,0% | 1,7% | 2,0% | 1,8% | 1,8% |
| **Tertiaire** | 69,5% | 79,6% | 81,6% | 82,5% | 83,2% |

## TABLEAU 2.4.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 755 | 626 | 632 | 622 | 655 |
| **Entrepreneurs** | 4 313 | 4 756 | 5 293 | 5 527 | 5 680 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 9 086 | 11 281 | 12 668 | 13 295 | 13 683 |
| **Prof. intermédiaires** | 5 333 | 5 306 | 6 393 | 6 735 | 6 966 |
| **Employés** | 3 438 | 4 549 | 5 552 | 5 541 | 5 632 |
| **Ouvriers** | 369 | 121 | 119 | 113 | 114 |
| **Total** | 23 294 | 26 639 | 30 657 | 31 833 | 32 730 |
| **Exploitants agricoles** | 3,2% | 2,3% | 2,1% | 2,0% | 2,0% |
| **Entrepreneurs** | 18,5% | 17,9% | 17,3% | 17,4% | 17,4% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 39,0% | 42,3% | 41,3% | 41,8% | 41,8% |
| **Prof. intermédiaires** | 22,9% | 19,9% | 20,9% | 21,2% | 21,3% |
| **Employés** | 14,8% | 17,1% | 18,1% | 17,4% | 17,2% |
| **Ouvriers** | 1,6% | 0,5% | 0,4% | 0,4% | 0,3% |

### TABLEAU 2.4.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 23 294 | 26 639 | 30 657 | 31 833 | 32 730 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 738 | 799 | 1 308 | 1 333 | 1 418 |
| **Total actifs** | 24 032 | 27 438 | 31 965 | 33 166 | 34 148 |
| **Retraités** | 3 224 | 3 380 | 3 620 | 3 658 | 3 648 |
| **Autres inactifs** | 31 471 | 33 940 | 39 670 | 40 932 | 41 440 |
| **Total inactifs** | 34 695 | 37 320 | 43 290 | 44 590 | 45 088 |
| **Total** | 58 727 | 64 758 | 75 255 | 77 756 | 79 255 |
| **Actifs ayant un emploi** | 96,9% | 97,1% | 95,9% | 96,0% | 95,8% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 3,1% | 2,9% | 4,1% | 4,0% | 4,2% |
| **Total actifs** | 40,9% | 42,4% | 42,5% | 42,7% | 43,1% |
| **Retraités** | 9,3% | 9,1% | 8,4% | 8,2% | 8,1% |
| **Autres inactifs** | 90,7% | 90,9% | 91,6% | 91,8% | 91,9% |
| **Total inactifs** | 59,1% | 57,6% | 57,5% | 57,3% | 56,9% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.5 AMÉRIQUE DU NORD

### TABLEAU 2.5.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 104 202 | | 33 513 | | 20 219 | |
| **1985** | 101 903 | -2,2% | 36 608 | 9,2% | 20 918 | 3,5% |
| **1986** | 98 777 | -3,1% | 37 610 | 2,7% | 19 412 | -7,2% |
| **1987** | 94 237 | -4,6% | 37 245 | -1,0% | 15 279 | -21,3% |
| **1988** | 98 019 | 4,0% | 42 381 | 13,8% | 16 344 | 7,0% |
| **1989** | 99 136 | 1,1% | 45 936 | 8,4% | 16 521 | 1,1% |
| **1990** | 98 500 | -0,6% | 43 248 | -5,9% | 15 595 | -5,6% |
| **1991** | 97 329 | -1,2% | 47 074 | 8,8% | 13 381 | -14,2% |
| **1992** | 103 988 | 6,8% | 47 093 | 0,0% | 12 306 | -8,0% |
| **1993** | 105 905 | 1,8% | 49 191 | 4,5% | 11 076 | -10,0% |
| **1994** | 108 584 | 2,5% | 49 139 | -0,1% | 10 010 | -9,6% |
| **1995** | 106 917 | -1,5% | 48 313 | -1,7% | 8 740 | -12,7% |
| **1996** | 109 925 | 2,8% | 50 946 | 5,4% | 8 530 | -2,4% |
| **1997** | 119 594 | 8,8% | 56 322 | 10,6% | 8 030 | -5,9% |
| **1998** | 125 615 | 5,0% | 59 764 | 6,1% | 8 050 | 0,2% |
| **1999** | 130 926 | 4,2% | 62 276 | 4,2% | 8 867 | 10,1% |
| **2000** | 129 191 | -1,3% | 60 645 | -2,6% | 9 334 | 5,3% |
| **2001** | 127 119 | -1,6% | 59 787 | -1,4% | 9 283 | -0,5% |
| **2002** | 140 304 | 10,4% | 68 174 | 14,0% | 9 448 | 1,8% |
| **2003** | 162 920 | 16,1% | 80 398 | 17,9% | 10 256 | 8,6% |
| **2004** | 167 342 | 2,7% | 83 193 | 3,5% | 10 155 | -1,0% |
| **2005** | 166 862 | -0,3% | 81 828 | -1,6% | 10 981 | 8,1% |

## TABLEAU 2.5.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 4 333 | 4 378 | 8 711 | 6 675 | 6 241 | 12 916 | 7 557 | 7 088 | 14 645 |
| **6 - 17 ans** | 8 012 | 7 691 | 15 703 | 10 067 | 9 667 | 19 734 | 13 385 | 12 880 | 26 265 |
| **18 ans et plus** | 36 624 | 42 950 | 79 574 | 45 672 | 50 869 | 96 541 | 60 869 | 65 083 | 125 952 |
| **Total** | 48 969 | 55 019 | 103 988 | 62 414 | 66 777 | 129 191 | 81 811 | 85 051 | 166 862 |
| **Moins de 6 ans** | 8,8% | 8,0% | 8,4% | 10,7% | 9,3% | 10,0% | 9,2% | 8,3% | 8,8% |
| **6 - 17 ans** | 16,4% | 14,0% | 15,1% | 16,1% | 14,5% | 15,3% | 16,4% | 15,1% | 15,7% |
| **18 ans et plus** | 74,8% | 78,1% | 76,5% | 73,2% | 76,2% | 74,7% | 74,4% | 76,5% | 75,5% |

## TABLEAU 2.5.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 4 583 | 7 621 | 10 357 | 12 570 |
| **6 - 17 ans** | 11 840 | 10 413 | 12 690 | 17 497 |
| **18 ans et plus** | 20 185 | 30 279 | 37 598 | 51 761 |
| **Total** | 36 608 | 48 313 | 60 645 | 81 828 |
| **Moins de 6 ans** | 12,5% | 15,8% | 17,1% | 15,4% |
| **6 - 17 ans** | 32,3% | 21,6% | 20,9% | 21,4% |
| **18 ans et plus** | 55,1% | 62,7% | 62,0% | 63,3% |

## TABLEAU 2.5.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 714 | 391 | 454 | 446 | 444 |
| **Industrie** | 5 127 | 4 185 | 4 790 | 5 015 | 4 952 |
| **Bâtiment** | 402 | 319 | 455 | 497 | 572 |
| **Tertiaire** | 40 157 | 55 515 | 70 683 | 73 000 | 73 066 |
| **Total** | 46 400 | 60 410 | 76 382 | 78 958 | 79 034 |
| **Agriculture** | 1,5% | 0,6% | 0,6% | 0,6% | 0,6% |
| **Industrie** | 11,0% | 6,9% | 6,3% | 6,4% | 6,3% |
| **Bâtiment** | 0,9% | 0,5% | 0,6% | 0,6% | 0,7% |
| **Tertiaire** | 86,5% | 91,9% | 92,5% | 92,5% | 92,4% |

## TANBLEAU 2.5.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 220 | 170 | 213 | 213 | 204 |
| **Entrepreneurs** | 5 319 | 6 448 | 7 590 | 7 831 | 7 871 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 15 240 | 22 943 | 28 103 | 29 247 | 29 501 |
| **Prof. intermédiaires** | 10 184 | 15 802 | 23 071 | 23 853 | 23 633 |
| **Employés** | 13 687 | 14 068 | 16 434 | 16 878 | 16 979 |
| **Ouvriers** | 1 750 | 979 | 971 | 936 | 846 |
| **Total** | 46 400 | 60 410 | 76 382 | 78 958 | 79 034 |
| **Exploitants agricoles** | 0,5% | 0,3% | 0,3% | 0,3% | 0,3% |
| **Entrepreneurs** | 11,5% | 10,7% | 9,9% | 9,9% | 10,0% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 32,8% | 38,0% | 36,8% | 37,0% | 37,3% |
| **Prof. intermédiaires** | 21,9% | 26,2% | 30,2% | 30,2% | 29,9% |
| **Employés** | 29,5% | 23,3% | 21,5% | 21,4% | 21,5% |
| **Ouvriers** | 3,8% | 1,6% | 1,3% | 1,2% | 1,1% |

### TABLEAU 2.5.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 46 400 | 60 410 | 76 382 | 78 958 | 79 034 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 641 | 1 116 | 1 969 | 2 276 | 2 318 |
| **Total actifs** | 47 041 | 61 526 | 78 351 | 81 234 | 81 352 |
| **Retraités** | 6 302 | 7 052 | 8 257 | 8 423 | 8 209 |
| **Autres inactifs** | 50 645 | 60 613 | 76 312 | 77 685 | 77 290 |
| **Total inactifs** | 56 947 | 67 665 | 84 569 | 86 108 | 85 499 |
| **Total** | 103 988 | 129 191 | 162 920 | 167 342 | 166 862 |
| **Actifs ayant un emploi** | 98,6% | 98,2% | 97,5% | 97,2% | 97,2% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 1,4% | 1,8% | 2,5% | 2,8% | 2,8% |
| **Total actifs** | 45,2% | 47,6% | 48,1% | 48,5% | 48,8% |
| **Retraités** | 11,1% | 10,4% | 9,8% | 9,8% | 9,6% |
| **Autres inactifs** | 88,9% | 89,6% | 90,2% | 90,2% | 90,4% |
| **Total inactifs** | 54,8% | 52,4% | 51,9% | 51,5% | 51,2% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.6 ASIE-OCÉANIE

### TABLEAU 2.6.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 36 849 | | 4 640 | | 9 422 | |
| **1985** | 37 616 | 2,1% | 4 422 | -4,7% | 9 280 | -1,5% |
| **1986** | 37 431 | -0,5% | 5 300 | 19,9% | 8 368 | -9,8% |
| **1987** | 37 933 | 1,3% | 5 646 | 6,5% | 8 176 | -2,3% |
| **1988** | 38 392 | 1,2% | 5 825 | 3,2% | 7 952 | -2,7% |
| **1989** | 40 627 | 5,8% | 8 375 | 43,8% | 7 671 | -3,5% |
| **1990** | 37 251 | -8,3% | 9 269 | 10,7% | 8 663 | 12,9% |
| **1991** | 40 293 | 8,2% | 9 216 | -0,6% | 11 644 | 34,4% |
| **1992** | 42 464 | 5,4% | 9 452 | 2,6% | 11 257 | -3,3% |
| **1993** | 43 281 | 1,9% | 9 703 | 2,7% | 10 873 | -3,4% |
| **1994** | 48 529 | 12,1% | 10 895 | 12,3% | 13 200 | 21,4% |
| **1995** | 49 034 | 1,0% | 11 989 | 10,0% | 11 208 | -15,1% |
| **1996** | 53 067 | 8,2% | 13 209 | 10,2% | 10 711 | -4,4% |
| **1997** | 56 255 | 6,0% | 14 135 | 7,0% | 10 395 | -3,0% |
| **1998** | 57 709 | 2,6% | 15 122 | 7,0% | 10 327 | -0,7% |
| **1999** | 56 231 | -2,6% | 14 405 | -4,7% | 11 275 | 9,2% |
| **2000** | 56 392 | 0,3% | 14 787 | 2,7% | 12 120 | 7,5% |
| **2001** | 52 940 | -6,1% | 12 696 | -14,1% | 11 549 | -4,7% |
| **2002** | 58 423 | 10,4% | 14 794 | 16,5% | 11 481 | -0,6% |
| **2003** | 64 785 | 10,9% | 17 488 | 18,2% | 11 325 | -1,4% |
| **2004** | 67 564 | 4,3% | 17 546 | 0,3% | 11 414 | 0,8% |
| **2005** | 73 531 | 8,8% | 18 172 | 3,6% | 12 299 | 7,8% |

## TABLEAU 2.6.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 2 190 | 2 229 | 4 419 | 3 241 | 3 104 | 6 345 | 4 315 | 3 966 | 8 281 |
| **6 - 17 ans** | 3 951 | 3 851 | 7 802 | 5 100 | 4 908 | 10 008 | 6 458 | 6 081 | 12 539 |
| **18 ans et plus** | 16 078 | 14 165 | 30 243 | 21 698 | 18 341 | 40 039 | 30 090 | 22 621 | 52 711 |
| **Total** | 22 219 | 20 245 | 42 464 | 30 039 | 26 353 | 56 392 | 40 863 | 32 668 | 73 531 |
| **Moins de 6 ans** | 9,9% | 11,0% | 10,4% | 10,8% | 11,8% | 11,3% | 10,6% | 12,1% | 11,3% |
| **6 - 17 ans** | 17,8% | 19,0% | 18,4% | 17,0% | 18,6% | 17,7% | 15,8% | 18,6% | 17,1% |
| **18 ans et plus** | 72,4% | 70,0% | 71,2% | 72,2% | 69,6% | 71,0% | 73,6% | 69,2% | 71,7% |

## TABLEAU 2.6.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 683 | 1 939 | 2 316 | 2 931 |
| **6 - 17 ans** | 1 701 | 3 048 | 3 819 | 4 484 |
| **18 ans et plus** | 2 038 | 7 002 | 8 652 | 10 757 |
| **Total** | 4 422 | 11 989 | 14 787 | 18 172 |
| **Moins de 6 ans** | 15,4% | 16,2% | 15,7% | 16,1% |
| **6 - 17 ans** | 38,5% | 25,4% | 25,8% | 24,7% |
| **18 ans et plus** | 46,1% | 58,4% | 58,5% | 59,2% |

## TABLEAU 2.6.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 222 | 257 | 299 | 308 | 346 |
| **Industrie** | 3 439 | 3 752 | 4 596 | 4 912 | 5 431 |
| **Bâtiment** | 824 | 531 | 451 | 471 | 498 |
| **Tertiaire** | 10 989 | 18 989 | 22 061 | 23 296 | 25 571 |
| **Total** | 15 474 | 23 529 | 27 407 | 28 987 | 31 846 |
| **Agriculture** | 1,4% | 1,1% | 1,1% | 1,1% | 1,1% |
| **Industrie** | 22,2% | 15,9% | 16,8% | 16,9% | 17,1% |
| **Bâtiment** | 5,3% | 2,3% | 1,6% | 1,6% | 1,6% |
| **Tertiaire** | 71,0% | 80,7% | 80,5% | 80,4% | 80,3% |

## TABLEAU 2.6.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 159 | 103 | 113 | 128 | 147 |
| **Entrepreneurs** | 1 547 | 2 377 | 3 181 | 3 439 | 3 759 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 6 630 | 13 425 | 14 743 | 15 666 | 17 398 |
| **Prof. intermédiaires** | 3 649 | 4 159 | 5 121 | 5 439 | 5 745 |
| **Employés** | 2 464 | 2 816 | 3 697 | 3 827 | 4 286 |
| **Ouvriers** | 1 025 | 649 | 552 | 488 | 511 |
| **Total** | 15 474 | 23 529 | 27 407 | 28 987 | 31 846 |
| **Exploitants agricoles** | 1,0% | 0,4% | 0,4% | 0,4% | 0,5% |
| **Entrepreneurs** | 10,0% | 10,1% | 11,6% | 11,9% | 11,8% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 42,8% | 57,1% | 53,8% | 54,0% | 54,6% |
| **Prof. intermédiaires** | 23,6% | 17,7% | 18,7% | 18,8% | 18,0% |
| **Employés** | 15,9% | 12,0% | 13,5% | 13,2% | 13,5% |
| **Ouvriers** | 6,6% | 2,8% | 2,0% | 1,7% | 1,6% |

### TABLEAU 2.6.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 15 474 | 23 529 | 27 407 | 28 987 | 31 846 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 526 | 362 | 396 | 452 | 600 |
| **Total actifs** | 16 000 | 23 891 | 27 803 | 29 439 | 32 446 |
| **Retraités** | 1 952 | 2 683 | 3 046 | 3 043 | 3 278 |
| **Autres inactifs** | 24 512 | 29 819 | 33 936 | 35 083 | 37 728 |
| **Total inactifs** | 26 464 | 32 502 | 36 982 | 38 126 | 41 006 |
| **Total** | 42 464 | 56 392 | 64 785 | 67 564 | 73 531 |
| **Actifs ayant un emploi** | 96,7% | 98,5% | 98,6% | 98,5% | 98,2% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 3,3% | 1,5% | 1,4% | 1,5% | 1,8% |
| **Total actifs** | 37,7% | 42,4% | 42,9% | 43,6% | 44,2% |
| **Retraités** | 7,4% | 8,3% | 8,2% | 8,0% | 8,0% |
| **Autres inactifs** | 92,6% | 91,7% | 91,8% | 92,0% | 92,0% |
| **Total inactifs** | 62,3% | 57,6% | 57,1% | 56,4% | 55,8% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.7 EUROPE DE L'EST

### TABLEAU 2.7.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 5 203 | | 2 536 | | 2 164 | |
| **1985** | 5 066 | -2,6% | 2 396 | -5,5% | 2 155 | -0,4% |
| **1986** | 4 789 | -5,5% | 2 303 | -3,9% | 1 936 | -10,2% |
| **1987** | 4 862 | 1,5% | 2 256 | -2,0% | 1 930 | -0,3% |
| **1988** | 4 698 | -3,4% | 2 247 | -0,4% | 1 681 | -12,9% |
| **1989** | 4 933 | 5,0% | 2 490 | 10,8% | 1 679 | -0,1% |
| **1990** | 5 280 | 7,0% | 2 681 | 7,7% | 1 805 | 7,5% |
| **1991** | 5 886 | 11,5% | 2 675 | -0,2% | 1 880 | 4,2% |
| **1992** | 7 097 | 20,6% | 3 130 | 17,0% | 2 822 | 50,1% |
| **1993** | 8 555 | 20,5% | 3 276 | 4,7% | 3 535 | 25,3% |
| **1994** | 9 984 | 16,7% | 3 427 | 4,6% | 4 046 | 14,5% |
| **1995** | 11 297 | 13,2% | 4 317 | 26,0% | 4 249 | 5,0% |
| **1996** | 17 403 | 54,0% | 4 682 | 8,5% | 9 719 | 128,7% |
| **1997** | 17 818 | 2,4% | 5 435 | 16,1% | 8 605 | -11,5% |
| **1998** | 18 902 | 6,1% | 5 767 | 6,1% | 9 051 | 5,2% |
| **1999** | 19 372 | 2,5% | 6 079 | 5,4% | 8 737 | -3,5% |
| **2000** | 16 197 | -16,4% | 5 912 | -2,7% | 5 119 | -41,4% |
| **2001** | 15 851 | -2,1% | 5 692 | -3,7% | 4 867 | -4,9% |
| **2002** | 17 199 | 8,5% | 6 596 | 15,9% | 4 561 | -6,3% |
| **2003** | 18 914 | 10,0% | 7 644 | 15,9% | 4 971 | 9,0% |
| **2004** | 20 256 | 7,1% | 8 138 | 6,5% | 5 331 | 7,2% |
| **2005** | 21 757 | 7,4% | 8 216 | 1,0% | 5 727 | 7,4% |

## TABLEAU 2.7.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 299 | 243 | 542 | 934 | 863 | 1 797 | 1 380 | 1 256 | 2 636 |
| **6 - 17 ans** | 596 | 564 | 1 160 | 1 250 | 1 170 | 2 420 | 1 782 | 1 688 | 3 470 |
| **18 ans et plus** | 2 998 | 2 397 | 5 395 | 6 970 | 5 010 | 11 980 | 9 260 | 6 391 | 15 651 |
| **Total** | 3 893 | 3 204 | 7 097 | 9 154 | 7 043 | 16 197 | 12 422 | 9 335 | 21 757 |
| **Moins de 6 ans** | 7,7% | 7,6% | 7,6% | 10,2% | 12,3% | 11,1% | 11,1% | 13,5% | 12,1% |
| **6 - 17 ans** | 15,3% | 17,6% | 16,3% | 13,7% | 16,6% | 14,9% | 14,3% | 18,1% | 15,9% |
| **18 ans et plus** | 77,0% | 74,8% | 76,0% | 76,1% | 71,1% | 74,0% | 74,5% | 68,5% | 71,9% |

## TABLEAU 2.7.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 312 | 393 | 772 | 1 332 |
| **6 - 17 ans** | 578 | 871 | 994 | 1 517 |
| **18 ans et plus** | 1 506 | 3 053 | 4 146 | 5 367 |
| **Total** | 2 396 | 4 317 | 5 912 | 8 216 |
| **Moins de 6 ans** | 13,0% | 9,1% | 13,1% | 16,2% |
| **6 - 17 ans** | 24,1% | 20,2% | 16,8% | 18,5% |
| **18 ans et plus** | 62,9% | 70,7% | 70,1% | 65,3% |

## TABLEAU 2.7.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 40 | 85 | 112 | 139 | 144 |
| **Industrie** | 947 | 1 158 | 1 526 | 1 810 | 2 095 |
| **Bâtiment** | 250 | 318 | 458 | 487 | 471 |
| **Tertiaire** | 2 345 | 6 245 | 6 741 | 6 953 | 7 393 |
| **Total** | 3 582 | 7 806 | 8 837 | 9 389 | 10 103 |
| **Agriculture** | 1,1% | 1,1% | 1,3% | 1,5% | 1,4% |
| **Industrie** | 26,4% | 14,8% | 17,3% | 19,3% | 20,7% |
| **Bâtiment** | 7,0% | 4,1% | 5,2% | 5,2% | 4,7% |
| **Tertiaire** | 65,5% | 80,0% | 76,3% | 74,1% | 73,2% |

## TABLEAU 2.7.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 11 | 24 | 36 | 44 | 57 |
| **Entrepreneurs** | 344 | 792 | 950 | 1 011 | 1 119 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 1 507 | 4 227 | 4 775 | 5 196 | 5 754 |
| **Prof. intermédiaires** | 786 | 1 717 | 1 956 | 1 971 | 1 979 |
| **Employés** | 572 | 804 | 913 | 969 | 1 038 |
| **Ouvriers** | 362 | 242 | 207 | 198 | 156 |
| **Total** | 3 582 | 7 806 | 8 837 | 9 389 | 10 103 |
| **Exploitants agricoles** | 0,3% | 0,3% | 0,4% | 0,5% | 0,6% |
| **Entrepreneurs** | 9,6% | 10,1% | 10,8% | 10,8% | 11,1% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 42,1% | 54,2% | 54,0% | 55,3% | 57,0% |
| **Prof. intermédiaires** | 21,9% | 22,0% | 22,1% | 21,0% | 19,6% |
| **Employés** | 16,0% | 10,3% | 10,3% | 10,3% | 10,3% |
| **Ouvriers** | 10,1% | 3,1% | 2,3% | 2,1% | 1,5% |

### TABLEAU 2.7.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 3 582 | 7 806 | 8 837 | 9 389 | 10 103 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 62 | 282 | 235 | 231 | 230 |
| **Total actifs** | 3 644 | 8 088 | 9 072 | 9 620 | 10 333 |
| **Retraités** | 654 | 1 063 | 1 195 | 1 223 | 1 158 |
| **Autres inactifs** | 2 799 | 7 046 | 8 645 | 9 413 | 10 243 |
| **Total inactifs** | 3 453 | 8 109 | 9 840 | 10 636 | 11 401 |
| **Total** | 7 097 | 16 197 | 18 914 | 20 256 | 21 757 |
| **Actifs ayant un emploi** | 98,3% | 96,5% | 97,4% | 97,6% | 97,8% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 1,7% | 3,5% | 2,6% | 2,4% | 2,2% |
| **Total actifs** | 51,3% | 49,9% | 48,0% | 47,5% | 47,5% |
| **Retraités** | 18,9% | 13,1% | 12,1% | 11,5% | 10,2% |
| **Autres inactifs** | 81,1% | 86,9% | 87,9% | 88,5% | 89,8% |
| **Total inactifs** | 48,7% | 50,1% | 52,0% | 52,5% | 52,5% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.8 EUROPE OCCIDENTALE

### TABLEAU 2.8.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 423 781 | | 145 487 | | 85 566 | |
| **1985** | 428 260 | 1,1% | 150 402 | 3,4% | 93 139 | 8,9% |
| **1986** | 437 636 | 2,2% | 153 337 | 2,0% | 94 579 | 1,5% |
| **1987** | 414 233 | -5,3% | 154 136 | 0,5% | 90 523 | -4,3% |
| **1988** | 427 482 | 3,2% | 179 621 | 16,5% | 88 318 | -2,4% |
| **1989** | 426 149 | -0,3% | 183 772 | 2,3% | 76 553 | -13,3% |
| **1990** | 446 700 | 4,8% | 178 795 | -2,7% | 85 430 | 11,6% |
| **1991** | 429 676 | -3,8% | 177 212 | -0,9% | 59 150 | -30,8% |
| **1992** | 459 201 | 6,9% | 182 916 | 3,2% | 53 081 | -10,3% |
| **1993** | 460 904 | 0,4% | 188 413 | 3,0% | 46 065 | -13,2% |
| **1994** | 458 882 | -0,4% | 192 913 | 2,4% | 30 661 | -33,4% |
| **1995** | 449 458 | -2,1% | 192 869 | 0,0% | 19 607 | -36,1% |
| **1996** | 469 717 | 4,5% | 204 787 | 6,2% | 17 702 | -9,7% |
| **1997** | 485 101 | 3,3% | 210 732 | 2,9% | 17 556 | -0,8% |
| **1998** | 500 472 | 3,2% | 217 370 | 3,1% | 16 634 | -5,3% |
| **1999** | 510 474 | 2,0% | 220 731 | 1,5% | 12 722 | -23,5% |
| **2000** | 509 085 | -0,3% | 217 348 | -1,5% | 12 644 | -0,6% |
| **2001** | 509 161 | 0,0% | 210 204 | -3,3% | 13 159 | 4,1% |
| **2002** | 563 977 | 10,8% | 233 033 | 10,9% | 12 952 | -1,6% |
| **2003** | 624 614 | 10,8% | 257 565 | 10,5% | 13 589 | 4,9% |
| **2004** | 635 454 | 1,7% | 256 013 | -0,6% | 13 149 | -3,2% |
| **2005** | 630 039 | -0,9% | 242 317 | -5,3% | 13 217 | 0,5% |

## TABLEAU 2.8.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 22 456 | 21 350 | 43 806 | 27 231 | 25 941 | 53 172 | 31 281 | 29 640 | 60 921 |
| **6 - 17 ans** | 45 907 | 44 322 | 90 229 | 46 266 | 44 175 | 90 441 | 56 075 | 53 434 | 109 509 |
| **18 ans et plus** | 142 729 | 182 437 | 325 166 | 153 935 | 211 537 | 365 472 | 202 929 | 256 680 | 459 609 |
| **Total** | 211 092 | 248 109 | 459 201 | 227 432 | 281 653 | 509 085 | 290 285 | 339 754 | 630 039 |
| **Moins de 6 ans** | 10,6% | 8,6% | 9,5% | 12,0% | 9,2% | 10,4% | 10,8% | 8,7% | 9,7% |
| **6 - 17 ans** | 21,7% | 17,9% | 19,6% | 20,3% | 15,7% | 17,8% | 19,3% | 15,7% | 17,4% |
| **18 ans et plus** | 67,6% | 73,5% | 70,8% | 67,7% | 75,1% | 71,8% | 69,9% | 75,5% | 72,9% |

## TABLEAU 2.8.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 28 039 | 30 592 | 33 618 | 30 285 |
| **6 - 17 ans** | 42 970 | 58 981 | 63 027 | 69 186 |
| **18 ans et plus** | 79 393 | 103 296 | 120 703 | 142 846 |
| **Total** | 150 402 | 192 869 | 217 348 | 242 317 |
| **Moins de 6 ans** | 18,6% | 15,9% | 15,5% | 12,5% |
| **6 - 17 ans** | 28,6% | 30,6% | 29,0% | 28,6% |
| **18 ans et plus** | 52,8% | 53,6% | 55,5% | 59,0% |

## TABLEAU 2.8.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 1 831 | 1 260 | 1 451 | 1 455 | 1 445 |
| **Industrie** | 25 990 | 23 426 | 28 912 | 29 320 | 28 499 |
| **Bâtiment** | 1 875 | 2 107 | 2 797 | 2 936 | 3 002 |
| **Tertiaire** | 157 252 | 189 008 | 238 280 | 245 725 | 250 293 |
| **Total** | 186 948 | 215 801 | 271 440 | 279 436 | 283 239 |
| **Agriculture** | 1,0% | 0,6% | 0,5% | 0,5% | 0,5% |
| **Industrie** | 13,9% | 10,9% | 10,7% | 10,5% | 10,1% |
| **Bâtiment** | 1,0% | 1,0% | 1,0% | 1,1% | 1,1% |
| **Tertiaire** | 84,1% | 87,6% | 87,8% | 87,9% | 88,4% |

## TABLEAU 2.8.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 365 | 349 | 446 | 433 | 428 |
| **Entrepreneurs** | 15 730 | 17 282 | 21 769 | 22 651 | 22 945 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 40 858 | 51 703 | 69 564 | 72 938 | 75 580 |
| **Prof. intermédiaires** | 35 824 | 38 935 | 47 697 | 48 569 | 47 419 |
| **Employés** | 76 762 | 93 131 | 116 013 | 119 444 | 122 848 |
| **Ouvriers** | 17 409 | 14 401 | 15 951 | 15 401 | 14 019 |
| **Total** | 186 948 | 215 801 | 271 440 | 279 436 | 283 239 |
| **Exploitants agricoles** | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,2% | 0,2% |
| **Entrepreneurs** | 8,4% | 8,0% | 8,0% | 8,1% | 8,1% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 21,9% | 24,0% | 25,6% | 26,1% | 26,7% |
| **Prof. intermédiaires** | 19,2% | 18,0% | 17,6% | 17,4% | 16,7% |
| **Employés** | 41,1% | 43,2% | 42,7% | 42,7% | 43,4% |
| **Ouvriers** | 9,3% | 6,7% | 5,9% | 5,5% | 4,9% |

### TABLEAU 2.8.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 186 948 | 215 801 | 271 440 | 279 436 | 283 239 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 2 916 | 6 008 | 8 225 | 8 681 | 9 260 |
| **Total actifs** | 189 864 | 221 809 | 279 665 | 288 117 | 292 499 |
| **Retraités** | 25 553 | 24 779 | 27 436 | 26 940 | 25 909 |
| **Autres inactifs** | 243 784 | 262 497 | 317 513 | 320 397 | 311 467 |
| **Total inactifs** | 269 337 | 287 276 | 344 949 | 347 337 | 337 376 |
| **Total** | 459 201 | 509 085 | 624 614 | 635 454 | 630 039 |
| **Actifs ayant un emploi** | 98,5% | 97,3% | 97,1% | 97,0% | 96,8% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 1,5% | 2,7% | 2,9% | 3,0% | 3,2% |
| **Total actifs** | 41,3% | 43,6% | 44,8% | 45,3% | 46,4% |
| **Retraités** | 9,5% | 8,6% | 8,0% | 7,8% | 7,7% |
| **Autres inactifs** | 90,5% | 91,4% | 92,0% | 92,2% | 92,3% |
| **Total inactifs** | 58,7% | 56,4% | 55,2% | 54,7% | 53,6% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

## 2.9 PROCHE ET MOYEN-ORIENT

### TABLEAU 2.9.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE FRANÇAIS IMMATRICULÉS (DONT BINATIONAUX ET DÉTACHÉS)

| Année | Nbre de Français immatriculés | Evolution | dont doubles nationaux | Evolution | dont détachés | Evolution |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1984** | 55 451 | | 28 360 | | 22 212 | |
| **1985** | 53 802 | -3,0% | 27 513 | -3,0% | 21 456 | -3,4% |
| **1986** | 50 075 | -6,9% | 29 988 | 9,0% | 16 059 | -25,2% |
| **1987** | 49 309 | -1,5% | 32 144 | 7,2% | 10 694 | -33,4% |
| **1988** | 48 599 | -1,4% | 27 864 | -13,3% | 9 237 | -13,6% |
| **1989** | 50 627 | 4,2% | 35 769 | 28,4% | 8 350 | -9,6% |
| **1990** | 49 587 | -2,1% | 36 115 | 1,0% | 7 508 | -10,1% |
| **1991** | 52 585 | 6,0% | 38 042 | 5,3% | 6 266 | -16,5% |
| **1992** | 56 821 | 8,1% | 42 497 | 11,7% | 6 089 | -2,8% |
| **1993** | 59 816 | 5,3% | 45 898 | 8,0% | 5 735 | -5,8% |
| **1994** | 61 678 | 3,1% | 47 457 | 3,4% | 5 520 | -3,7% |
| **1995** | 62 702 | 1,7% | 48 777 | 2,8% | 5 425 | -1,7% |
| **1996** | 64 256 | 2,5% | 49 407 | 1,3% | 5 947 | 9,6% |
| **1997** | 65 278 | 1,6% | 51 326 | 3,9% | 5 102 | -14,2% |
| **1998** | 69 086 | 5,8% | 54 272 | 5,7% | 5 355 | 5,0% |
| **1999** | 70 334 | 1,8% | 55 045 | 1,4% | 5 216 | -2,6% |
| **2000** | 73 779 | 4,9% | 58 067 | 5,5% | 5 233 | 0,3% |
| **2001** | 74 063 | 0,4% | 58 234 | 0,3% | 5 160 | -1,4% |
| **2002** | 82 786 | 11,8% | 65 954 | 13,3% | 5 337 | 3,4% |
| **2003** | 90 776 | 9,7% | 73 661 | 11,7% | 5 161 | -3,3% |
| **2004** | 92 954 | 2,4% | 75 473 | 2,5% | 5 179 | 0,3% |
| **2005** | 96 653 | 4,0% | 76 990 | 2,0% | 5 812 | 12,2% |

## TABLEAU 2.9.2. RÉPARTITION PAR SEXE ET ÂGE DE LA POPULATION IMMATRICULÉE

| | 1992 | | | 2000 | | | 2005 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total |
| **Moins de 6 ans** | 3 259 | 3 084 | 6 343 | 3 758 | 3 458 | 7 216 | 4 653 | 4 536 | 9 189 |
| **6 - 17 ans** | 6 235 | 6 035 | 12 270 | 8 624 | 8 064 | 16 688 | 11 059 | 10 201 | 21 260 |
| **18 ans et plus** | 19 077 | 19 131 | 38 208 | 24 311 | 25 564 | 49 875 | 32 670 | 33 534 | 66 204 |
| **Total** | 28 571 | 28 250 | 56 821 | 36 693 | 37 086 | 73 779 | 48 382 | 48 271 | 96 653 |
| **Moins de 6 ans** | 11,4% | 10,9% | 11,2% | 10,2% | 9,3% | 9,8% | 9,6% | 9,4% | 9,5% |
| **6 - 17 ans** | 21,8% | 21,4% | 21,6% | 23,5% | 21,7% | 22,6% | 22,9% | 21,1% | 22,0% |
| **18 ans et plus** | 66,8% | 67,7% | 67,2% | 66,3% | 68,9% | 67,6% | 67,5% | 69,5% | 68,5% |

## TABLEAU 2.9.3. RÉPARTITION PAR ÂGE DE LA POPULATION BINATIONALE

| | 1985 | 1995 | 2000 | 2005 |
|---|---|---|---|---|
| **Moins de 6 ans** | 2 344 | 5 750 | 5 702 | 6 941 |
| **6 - 17 ans** | 6 771 | 11 816 | 13 558 | 17 608 |
| **18 ans et plus** | 18 398 | 31 211 | 38 807 | 52 441 |
| **Total** | 27 513 | 48 777 | 58 067 | 76 990 |
| **Moins de 6 ans** | 8,5% | 11,8% | 9,8% | 9,0% |
| **6 - 17 ans** | 24,6% | 24,2% | 23,3% | 22,9% |
| **18 ans et plus** | 66,9% | 64,0% | 66,8% | 68,1% |

## TABLEAU 2.9.4. RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | 736 | 653 | 732 | 705 | 657 |
| **Industrie** | 3 942 | 3 497 | 3 828 | 3 859 | 3 997 |
| **Bâtiment** | 758 | 915 | 917 | 953 | 948 |
| **Tertiaire** | 15 446 | 21 614 | 26 931 | 27 724 | 28 873 |
| **Total** | 20 882 | 26 679 | 32 408 | 33 241 | 34 475 |
| **Agriculture** | 3,5% | 2,4% | 2,3% | 2,1% | 1,9% |
| **Industrie** | 18,9% | 13,1% | 11,8% | 11,6% | 11,6% |
| **Bâtiment** | 3,6% | 3,4% | 2,8% | 2,9% | 2,7% |
| **Tertiaire** | 74,0% | 81,0% | 83,1% | 83,4% | 83,8% |

## TABLEAU 2.9.5. RÉPARTITION PAR CSP DE LA POPULATION ACTIVE IMMATRICULÉE AYANT UN EMPLOI

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Exploitants agricoles** | 76 | 178 | 208 | 204 | 201 |
| **Entrepreneurs** | 2 048 | 2 260 | 2 693 | 2 790 | 2 884 |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 6 407 | 10 067 | 12 119 | 12 404 | 13 081 |
| **Prof. intermédiaires** | 5 941 | 6 189 | 7 950 | 8 265 | 8 574 |
| **Employés** | 4 827 | 6 959 | 8 413 | 8 583 | 8 851 |
| **Ouvriers** | 1 583 | 1 026 | 1 025 | 995 | 884 |
| **Total** | 20 882 | 26 679 | 32 408 | 33 241 | 34 475 |
| **Exploitants agricoles** | 0,4% | 0,7% | 0,6% | 0,6% | 0,6% |
| **Entrepreneurs** | 9,8% | 8,5% | 8,3% | 8,4% | 8,4% |
| **Cadres sup., prof. intel.** | 30,7% | 37,7% | 37,4% | 37,3% | 37,9% |
| **Prof. intermédiaires** | 28,5% | 23,2% | 24,5% | 24,9% | 24,9% |
| **Employés** | 23,1% | 26,1% | 26,0% | 25,8% | 25,7% |
| **Ouvriers** | 7,6% | 3,8% | 3,2% | 3,0% | 2,6% |

## TABLEAU 2.9.6. POPULATION IMMATRICULÉE ACTIVE ET INACTIVE

| | 1992 | 2000 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs ayant un emploi** | 20 882 | 26 679 | 32 408 | 33 241 | 34 475 |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 391 | 389 | 708 | 816 | 862 |
| **Total actifs** | 21 273 | 27 068 | 33 116 | 34 057 | 35 337 |
| **Retraités** | 2 682 | 3 266 | 3 710 | 3 841 | 3 941 |
| **Autres inactifs** | 32 866 | 43 445 | 53 950 | 55 056 | 57 170 |
| **Total inactifs** | 35 548 | 46 711 | 57 660 | 58 897 | 61 111 |
| **Total** | 56 821 | 73 779 | 90 776 | 92 954 | 96 653 |
| **Actifs ayant un emploi** | 98,2% | 98,6% | 97,9% | 97,6% | 97,6% |
| **Actifs à la rech. d'un emploi** | 1,8% | 1,4% | 2,1% | 2,4% | 2,4% |
| **Total actifs** | 37,4% | 36,7% | 36,5% | 36,6% | 36,6% |
| **Retraités** | 7,5% | 7,0% | 6,4% | 6,5% | 6,4% |
| **Autres inactifs** | 92,5% | 93,0% | 93,6% | 93,5% | 93,6% |
| **Total inactifs** | 62,6% | 63,3% | 63,5% | 63,4% | 63,4% |
| **Total** | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

# 3 PAYS PAR RÉGION

## TABLEAU 3.1 AFRIQUE DU NORD

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ALGERIE** | | 22 202 | 30 964 | 38 080 | 39,5% | 23,0% |
| | ALGER | 18 966 | 24 345 | 28 752 | 28,4% | 18,1% |
| | ANNABA | 3 236 | 6 619 | 9 328 | 104,5% | 40,9% |
| **LIBYE** | TRIPOLI | 411 | 435 | 503 | 5,8% | 15,6% |
| **MAROC** | | 30 208 | 29 942 | 30 003 | -0,9% | 0,2% |
| | AGADIR | 1 964 | 1 995 | 2 287 | 1,6% | 14,6% |
| | CASABLANCA | 15 195 | 14 346 | 13 795 | -5,6% | -3,8% |
| | FES | 1 875 | 2 093 | 2 168 | 11,6% | 3,6% |
| | MARRAKECH | 2 912 | 3 145 | 3 286 | 8,0% | 4,5% |
| | RABAT | 6 884 | 6 871 | 6 985 | -0,2% | 1,7% |
| | TANGER | 1 378 | 1 492 | 1 482 | 8,3% | -0,7% |
| **TUNISIE** | TUNIS | 16 210 | 15 375 | 15 463 | -5,2% | 0,6% |
| **Ensemble** | | **69 031** | **76 716** | **84 049** | **11,1%** | **9,6%** |

## TABLEAU 3.2. AFRIQUE FRANCOPHONE

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BENIN** | COTONOU | 3 535 | 3 694 | 3 366 | 4,5% | -8,9% |
| **BURKINA** | OUAGADOUGOU | 2 817 | 2 960 | 2 931 | 5,1% | -1,0% |
| **BURUNDI** | BUJUMBURA | 232 | 232 | 276 | 0,0% | 19,0% |
| **CAMEROUN** | | 6 155 | 6 024 | 5 774 | -2,1% | -4,2% |
| | DOUALA | 3 657 | 3 406 | 3 243 | -6,9% | -4,8% |
| | GAROUA | 431 | 421 | 410 | -2,3% | -2,6% |
| | YAOUNDE | 2 067 | 2 197 | 2 121 | 6,3% | -3,5% |
| **CENTRAFRIQUE (Rép.)** | BANGUI | 1 178 | 1 178 | 1 086 | 0,0% | -7,8% |
| **COMORES** | MORONI | 1 016 | 1 036 | 1 301 | 2,0% | 25,6% |
| **CONGO** | | 2 727 | 2 975 | 3 102 | 9,1% | 4,3% |
| | BRAZZAVILLE | 779 | 913 | 1 096 | 17,2% | 20,0% |
| | POINTE NOIRE | 1 948 | 2 062 | 2 006 | 5,9% | -2,7% |
| **COTE D'IVOIRE** | ABIDJAN | 16 475 | 12 414 | 11 550 | -24,6% | -7,0% |
| **DJIBOUTI** | DJIBOUTI | 4 508 | 4 248 | 4 273 | -5,8% | 0,6% |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **GABON** | | 8 938 | 8 832 | 9 763 | -1,2% | 10,5% |
| | LIBREVILLE | 7 163 | 7 232 | 7 938 | 1,0% | 9,8% |
| | PORT GENTIL | 1 775 | 1 600 | 1 825 | -9,9% | 14,1% |
| **GUINEE** | CONAKRY | 2 697 | 2 546 | 2 559 | -5,6% | 0,5% |
| **MADAGASCAR** | | 18 711 | 20 044 | 19 602 | 7,1% | -2,2% |
| | DIEGO-SUAREZ | 2 535 | | | | |
| | MAJUNGA | 1 814 | 1 898 | 1 705 | 4,6% | -10,2% |
| | TAMATAVE | 2 284 | 2 150 | 2 012 | -5,9% | -6,4% |
| | TANANARIVE | 12 078 | 15 996 | 15 885 | 32,4% | -0,7% |
| **MALI** | BAMAKO | 4 475 | 4 258 | 4 576 | -4,8% | 7,5% |
| **MAURICE** | PORT LOUIS | 6 983 | 7 038 | 6 600 | 0,8% | -6,2% |
| **MAURITANIE** | NOUAKCHOTT | 1 680 | 1 811 | 1 920 | 7,8% | 6,0% |
| **NIGER** | NIAMEY | 1 490 | 1 477 | 1 354 | -0,9% | -8,3% |
| **REP. DEMOCRAT. DU CONGO** | KINSHASA | 1 035 | 1 170 | 1 346 | 13,0% | 15,0% |
| **RWANDA** | KIGALI | 225 | 267 | 240 | 18,7% | -10,1% |
| **SENEGAL** | | 15 079 | 15 235 | 16 813 | 1,0% | 10,4% |
| | DAKAR | 14 221 | 14 247 | 15 495 | 0,2% | 8,8% |
| | SAINT LOUIS | 858 | 988 | 1 318 | 15,2% | 33,4% |
| **TCHAD** | N'DJAMENA | 1 268 | 1 234 | 1 216 | -2,7% | -1,5% |
| **TOGO** | LOME | 2 956 | 2 893 | 2 697 | -2,1% | -6,8% |
| **Ensemble** | | **104 180** | **101 566** | **102 345** | **-2,5%** | **0,8%** |

## TABLEAU 3.3. AFRIQUE NON FRANCOPHONE

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **AFRIQUE DU SUD** | | 5 958 | 6 312 | 6 130 | 5,9% | -2,9% |
| | JOHANNESBURG | 4 400 | 4 538 | 4 362 | 3,1% | -3,9% |
| | LE CAP | 1 558 | 1 774 | 1 768 | 13,9% | -0,3% |
| **ANGOLA** | LUANDA | 1 190 | 1 196 | 1 202 | 0,5% | 0,5% |
| **BOTSWANA** | GABORONE | 73 | 77 | 79 | 5,5% | 2,6% |
| **CAP-VERT** | PRAIA | 195 | 217 | 246 | 11,3% | 13,4% |
| **ETHIOPIE** | ADDIS-ABEBA | 407 | 450 | 584 | 10,6% | 29,8% |
| **GHANA** | ACCRA | 451 | 521 | 642 | 15,5% | 23,2% |
| **GUINEE-BISSAO** | BISSAO | 95 | 82 | 96 | -13,7% | 17,1% |
| **GUINEE-EQUATORIALE** | MALABO | 225 | 284 | 268 | 26,2% | -5,6% |
| **KENYA** | NAIROBI | 823 | 822 | 893 | -0,1% | 8,6% |
| **MOZAMBIQUE** | MAPUTO | 408 | 425 | 371 | 4,2% | -12,7% |
| **NAMIBIE** | WINDHOEK | 176 | 192 | 199 | 9,1% | 3,6% |
| **NIGERIA** | | 1 299 | 1 324 | 1 557 | 1,9% | 17,6% |
| | ABUJA | 294 | 289 | 313 | -1,7% | 8,3% |
| | LAGOS | 1 005 | 1 035 | 1 244 | 3,0% | 20,2% |
| **OUGANDA** | KAMPALA | 195 | 216 | 240 | 10,8% | 11,1% |
| **SEYCHELLES** | VICTORIA | 291 | 337 | 290 | 15,8% | -13,9% |
| **SOUDAN** | KHARTOUM | 218 | 240 | 304 | 10,1% | 26,7% |
| **TANZANIE** | DAR ES SALAM | 437 | 435 | 449 | -0,5% | 3,2% |
| **ZAMBIE** | LUSAKA | 196 | 201 | 219 | 2,6% | 9,0% |
| **ZIMBABWE** | HARARE | 297 | 290 | 264 | -2,4% | -9,0% |
| **Ensemble** | | **12 934** | **13 621** | **14 033** | **5,3%** | **3,0%** |

## TABLEAU 3.4. AMÉRIQUE CENTRALE-SUD

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ARGENTINE** | BUENOS AIRES | 14 092 | 13 844 | 15 065 | -1,8% | 8,8% |
| **BOLIVIE** | LA PAZ | 736 | 814 | 851 | 10,6% | 4,5% |
| **BRESIL** | | 15 384 | 16 321 | 15 630 | 6,1% | -4,2% |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | BRASILIA | 1 211 | 3 141 | 3 118 | 159,4% | -0,7% |
| | RECIFE | 1 768 | | | | |
| | RIO DE JANEIRO | 5 251 | 5 282 | 4 908 | 0,6% | -7,1% |
| | SAO PAULO | 7 154 | 7 898 | 7 604 | 10,4% | -3,7% |
| **CHILI** | SANTIAGO DU CHILI | 7 363 | 7 331 | 7 610 | -0,4% | 3,8% |
| **COLOMBIE** | BOGOTA | 3 424 | 3 306 | 3 033 | -3,4% | -8,3% |
| **COSTA RICA** | SAN JOSE | 1 046 | 1 238 | 1 344 | 18,4% | 8,6% |
| **CUBA** | LA HAVANE | 602 | 526 | 485 | -12,6% | -7,8% |
| **DOMINICAINE (REP.)** | SAINT DOMINGUE | 1 962 | 1 923 | 2 548 | -2,0% | 32,5% |
| **EQUATEUR** | QUITO | 1 386 | 1 463 | 1 566 | 5,6% | 7,0% |
| **GUATEMALA** | GUATEMALA | 652 | 711 | 681 | 9,0% | -4,2% |
| **HAITI** | PORT AU PRINCE | 1 431 | 1 402 | 1 453 | -2,0% | 3,6% |
| **HONDURAS** | TEGUCIGALPA | 268 | 342 | 407 | 27,6% | 19,0% |
| **JAMAIQUE** | KINGSTON | 176 | 194 | 199 | 10,2% | 2,6% |
| **MEXIQUE** | MEXICO | 13 087 | 13 681 | 13 510 | 4,5% | -1,2% |
| **NICARAGUA** | MANAGUA | 445 | 478 | 512 | 7,4% | 7,1% |
| **PANAMA** | PANAMA | 522 | 557 | 649 | 6,7% | 16,5% |
| **PARAGUAY** | ASSOMPTION | 994 | 1 066 | 1 114 | 7,2% | 4,5% |
| **PEROU** | LIMA | 2 687 | 2 825 | 2 837 | 5,1% | 0,4% |
| **SAINTE-LUCIE** | CASTRIES | 580 | 659 | 710 | 13,6% | 7,7% |
| **SALVADOR** | SAN SALVADOR | 526 | 611 | 623 | 16,2% | 2,0% |
| **SURINAME** | PARAMARIBO | 153 | 148 | 156 | -3,3% | 5,4% |
| **TRINITE ET TOBAGO** | PORT D'ESPAGNE | 602 | 611 | 672 | 1,5% | 10,0% |
| **URUGUAY** | MONTEVIDEO | 2 305 | 2 265 | 2 242 | -1,7% | -1,0% |
| **VENEZUELA** | CARACAS | 4 832 | 5 440 | 5 358 | 12,6% | -1,5% |
| **Ensemble** | | **75 255** | **77 756** | **79 255** | **3,3%** | **1,9%** |

## TABLEAU 3.5. AMÉRIQUE DU NORD

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **CANADA** | | 60 047 | 62 364 | 60 763 | 3,9% | -2,6% |
| | MONCTON ET HALIFAX | 578 | 622 | 608 | 7,6% | -2,3% |
| | MONTREAL | 40 233 | 41 183 | 38 292 | 2,4% | -7,0% |
| | OTTAWA | 2 072 | 2 075 | | 0,1% | |
| | QUEBEC | 5 712 | 6 428 | 7 583 | 12,5% | 18,0% |
| | TORONTO | 6 686 | 7 160 | 9 226 | 7,1% | 28,9% |
| | VANCOUVER | 4 766 | 4 896 | 5 054 | 2,7% | 3,2% |
| **ETATS-UNIS** | | 102 873 | 104 978 | 106 099 | 2,0% | 1,1% |
| | ATLANTA | 4 199 | 4 249 | 4 396 | 1,2% | 3,5% |
| | BOSTON | 6 451 | 6 571 | 6 326 | 1,9% | -3,7% |
| | CHICAGO | 8 219 | 8 797 | 8 135 | 7,0% | -7,5% |
| | HOUSTON | 7 317 | 7 456 | 8 220 | 1,9% | 10,2% |
| | LA NOUVELLE ORLEANS | 1 006 | 1 131 | | 12,4% | |
| | LOS ANGELES | 17 356 | 18 176 | 17 673 | | |
| | MIAMI | 10 082 | 9 871 | 9 802 | -2,1% | -0,7% |
| | NEW-YORK | 20 586 | 21 653 | 23 436 | 5,2% | 8,2% |
| | SAN FRANCISCO | 14 855 | 14 925 | 15 738 | 0,5% | 5,4% |
| | WASHINGTON | 12 802 | 12 149 | 12 373 | -5,1% | 1,8% |
| **Ensemble** | | **162 920** | **167 342** | **166 862** | **2,7%** | **-0,3%** |

## TABLEAU 3.6. ASIE-OCÉANIE

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **AFGHANISTAN** | KABOUL | | | 206 | | |
| **AUSTRALIE** | SYDNEY | 13 921 | 13 503 | 14 270 | -3,0% | 5,7% |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BANGLADESH** | DACCA | 155 | 125 | 159 | -19,4% | 27,2% |
| **BIRMANIE** | RANGOON | 229 | 248 | 269 | 8,3% | |
| **BRUNEI** | BANDAR SERI BEGAWAN | 122 | 105 | 103 | -13,9% | -1,9% |
| **CAMBODGE** | PHNOM PENH | 2 224 | 2 465 | 2 323 | 10,8% | -5,8% |
| **CHINE** | | 10 202 | 11 854 | 13 785 | 16,2% | 16,3% |
| | CANTON | 481 | 722 | 963 | 50,1% | 33,4% |
| | HONG-KONG | 4 845 | 5 262 | 5 484 | 8,6% | 4,2% |
| | PEKIN | 2 191 | 2 520 | 2 750 | 15,0% | 9,1% |
| | SHANGHAI | 2 407 | 2 974 | 4 076 | 23,6% | 37,1% |
| | WUHAN | 278 | 376 | 512 | | |
| **COREE DU SUD** | SEOUL | 1 560 | 1 611 | 1 554 | 3,3% | -3,5% |
| **FIDJI** | SUVA | 107 | 110 | 102 | 2,8% | -7,3% |
| **INDE** | | 8 284 | 7 947 | 8 195 | -4,1% | 3,1% |
| | BOMBAY | 514 | 570 | 658 | 10,9% | 15,4% |
| | NEW DELHI | 663 | 693 | 848 | 4,5% | 22,4% |
| | PONDICHERY | 7 107 | 6 684 | 6 689 | -6,0% | 0,1% |
| **INDONESIE** | JAKARTA | 1 871 | 1 974 | 2 228 | 5,5% | 12,9% |
| **JAPON** | | 6 436 | 6 755 | 7 127 | 5,0% | 5,5% |
| | OSAKA ET KOBE | 1 110 | 1 174 | 1 353 | 5,8% | 15,2% |
| | TOKYO | 5 326 | 5 581 | 5 774 | 4,8% | 3,5% |
| **LAOS** | VIENTIANE | 967 | 1 012 | 1 086 | 4,7% | 7,3% |
| **MALAISIE** | KUALA LUMPUR | 1 568 | 1 442 | 1 666 | -8,0% | 15,5% |
| **MONGOLIE** | OULAN BATOR | 25 | 36 | 56 | 44,0% | 55,6% |
| **NEPAL** | KATHMANDOU | 161 | 174 | 201 | 8,1% | 15,5% |
| **NOUVELLE-ZELANDE** | WELLINGTON | 1 619 | 1 707 | 2 040 | 5,4% | 19,5% |
| **PAKISTAN** | | 365 | 379 | 431 | 3,8% | 13,7% |
| | ISLAMABAD | 238 | 258 | 310 | 8,4% | 20,2% |
| | KARACHI | 127 | 121 | 121 | -4,7% | 0,0% |
| **PAPOUASIE-NLE-GUINEE** | PORT MORESBY | 44 | 39 | 22 | -11,4% | -43,6% |
| **PHILIPPINES** | MANILLE | 1 335 | 1 351 | 1 322 | 1,2% | -2,1% |
| **SINGAPOUR** | SINGAPOUR | 3 512 | 3 635 | 4 321 | 3,5% | 18,9% |
| **SRI LANKA** | COLOMBO | 307 | 350 | 409 | 14,0% | 16,9% |
| **TAIWAN** | TAIPEI | 1 200 | 1 282 | 1 324 | 6,8% | 3,3% |
| **THAILANDE** | BANGKOK | 4 506 | 5 092 | 5 778 | 13,0% | 13,5% |
| **VANUATU** | PORT VILA | 1 018 | 1 113 | 1 109 | 9,3% | -0,4% |
| **VIET-NAM** | | 3 047 | 3 255 | 3 445 | 6,8% | 5,8% |
| | HANOI | 812 | 855 | 974 | 5,3% | 13,9% |
| | HO CHI MINH-VILLE | 2 235 | 2 400 | 2 471 | 7,4% | 3,0% |
| **Ensemble** | | **64 785** | **67 564** | **73 531** | **4,3%** | **8,8%** |

## TABLEAU 3.7. EUROPE DE L'EST

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ALBANIE** | TIRANA | 56 | 56 | 79 | 0,0% | 41,1% |
| **ARMENIE** | EREVAN | 487 | 446 | 401 | -8,4% | -10,1% |
| **AZERBAIDJAN** | BAKOU | 109 | 97 | 107 | -11,0% | 10,3% |
| **BIELORUSSIE** | MINSK | 66 | 71 | 63 | 7,6% | -11,3% |
| **BOSNIE-HERZEGOVINE** | SARAJEVO | 252 | 268 | 243 | 6,3% | -9,3% |
| **BULGARIE** | SOFIA | 562 | 545 | 521 | -3,0% | -4,4% |
| **CROATIE** | ZAGREB | 636 | 690 | 745 | 8,5% | 8,0% |
| **ESTONIE** | TALLINN | 70 | 81 | 108 | 15,7% | 33,3% |
| **GEORGIE** | TBILISSI | 127 | 147 | 136 | 15,7% | -7,5% |
| **HONGRIE** | BUDAPEST | 1 679 | 1 780 | 1 924 | 6,0% | 8,1% |
| **KAZAKHSTAN** | ALMATY | 111 | 154 | 227 | 38,7% | 47,4% |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **LETTONIE** | RIGA | 112 | 114 | 167 | 1,8% | 46,5% |
| **LITUANIE** | VILNIUS | 196 | 208 | 210 | 6,1% | 1,0% |
| **MACEDOINE (A.R.Y.M.)** | SKOPJE | 189 | 247 | 252 | 30,7% | 2,0% |
| **OUZBEKISTAN** | TACHKENT | 128 | 115 | 152 | -10,2% | 32,2% |
| **POLOGNE** | | 5 393 | 5 413 | 4 889 | 0,4% | -9,7% |
| | CRACOVIE | 1 854 | 1 992 | | 7,4% | |
| | VARSOVIE | 3 539 | 3 421 | 4 889 | -3,3% | 42,9% |
| **ROUMANIE** | | 1 745 | 1 938 | 2 256 | 11,1% | 16,4% |
| | BUCAREST | 1 745 | 1 938 | 2 256 | 11,1% | 16,4% |
| **RUSSIE** | | 3 082 | 3 342 | 3 817 | 8,4% | 14,2% |
| | MOSCOU | 2 847 | 3 094 | 3 538 | 8,7% | 14,4% |
| | SAINT-PETERSBOURG | 235 | 248 | 279 | 5,5% | |
| **SLOVAQUIE** | BRATISLAVA | 317 | 465 | 802 | 46,7% | 72,5% |
| **SLOVENIE** | LJUBLJANA | 430 | 457 | 515 | 6,3% | 12,7% |
| **TCHEQUE (REP.)** | PRAGUE | 1 859 | 2 184 | 2 461 | 17,5% | 12,7% |
| **TURKMENISTAN** | ACHGABAT | 129 | 178 | 154 | 38,0% | -13,5% |
| **UKRAINE** | KIEV | 353 | 393 | 484 | 11,3% | 23,2% |
| **YOUGOSLAVIE** | BELGRADE | 826 | 867 | 1 044 | 5,0% | 20,4% |
| **Ensemble** | | **18 914** | **20 256** | **21 757** | **7,1%** | **7,4%** |

## TABLEAU 3.8. EUROPE OCCIDENTALE

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ALLEMAGNE** | | 107 774 | 106 781 | 101 391 | -0,9% | -5,0% |
| | BERLIN | 9 257 | 19 427 | 17 729 | 109,9% | -8,7% |
| | DUSSELDORF | 17 585 | 17 198 | | -2,2% | |
| | FRANCFORT | 19 145 | 18 563 | 40 543 | -3,0% | |
| | HAMBOURG | 9 710 | | | | |
| | MUNICH | 17 762 | 17 349 | 15 992 | -2,3% | -7,8% |
| | SARREBRUCK | 6 942 | 6 960 | | 0,3% | |
| | STUTTGART | 27 373 | 27 284 | 27 127 | -0,3% | -0,6% |
| **ANDORRE** | ANDORRE | 3 783 | 3 900 | 3 991 | 3,1% | 2,3% |
| **AUTRICHE** | VIENNE | 5 727 | 6 052 | 6 152 | 5,7% | 1,7% |
| **BELGIQUE** | | 85 587 | 86 069 | 79 828 | 0,6% | -7,3% |
| | ANVERS | 2 946 | 3 011 | | 2,2% | |
| | BRUXELLES | 70 752 | 71 222 | 79 828 | 0,7% | 12,1% |
| | LIEGE | 11 889 | 11 836 | | -0,4% | |
| **CHYPRE** | NICOSIE | 946 | 954 | 981 | 0,8% | 2,8% |
| **DANEMARK** | COPENHAGUE | 3 744 | 3 570 | 3 838 | -4,6% | 7,5% |
| **ESPAGNE** | | 65 669 | 68 477 | 71 226 | 4,3% | 4,0% |
| | BARCELONE | 22 315 | 23 094 | 24 763 | 3,5% | 7,2% |
| | BILBAO | 5 305 | 5 400 | 5 225 | 1,8% | -3,2% |
| | MADRID | 30 443 | 31 725 | 32 029 | 4,2% | 1,0% |
| | SEVILLE | 7 606 | 8 258 | 9 209 | 8,6% | 11,5% |
| **FINLANDE** | HELSINKI | 1 618 | 1 758 | 1 915 | 8,7% | 8,9% |
| **GRECE** | | 8 701 | 8 051 | 7 615 | -7,5% | -5,4% |
| | ATHENES | 7 627 | 6 880 | 6 424 | -9,8% | -6,6% |
| | THESSALONIQUE | 1 074 | 1 171 | 1 191 | 9,0% | 1,7% |
| **IRLANDE** | DUBLIN | 5 664 | 6 091 | 6 669 | 7,5% | 9,5% |
| **ISLANDE** | REYKJAVIK | 200 | 224 | 241 | 12,0% | 7,6% |
| **ITALIE** | | 41 133 | 41 797 | 41 494 | 1,6% | -0,7% |
| | MILAN | 15 958 | 16 327 | 16 824 | 2,3% | 3,0% |
| | NAPLES | 2 842 | 2 942 | 2 747 | 3,5% | -6,6% |
| | ROME | 13 500 | 13 956 | 13 492 | 3,4% | -3,3% |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | TURIN ET GENES | 8 833 | 8 572 | 8 431 | -3,0% | -1,6% |
| **LUXEMBOURG** | LUXEMBOURG | 19 673 | 20 946 | 21 714 | 6,5% | 3,7% |
| **MALTE** | LA VALETTE | 219 | 235 | 253 | 7,3% | 7,7% |
| **MONACO** | MONACO | 9 639 | 9 075 | 7 923 | -5,9% | -12,7% |
| **NORVEGE** | OSLO | 3 227 | 3 476 | 3 697 | 7,7% | 6,4% |
| **PORTUGAL** | | 11 789 | 11 998 | 11 956 | 1,8% | -0,4% |
| | LISBONNE | 7 623 | 7 860 | 8 108 | 3,1% | 3,2% |
| | PORTO | 4 166 | 4 138 | 3 848 | -0,7% | -7,0% |
| **PAYS-BAS** | AMSTERDAM | 19 552 | 19 148 | 18 519 | -2,1% | -3,3% |
| **ROYAUME-UNI** | | 91 630 | 94 563 | 102 470 | 3,2% | 8,4% |
| | EDIMBOURG ET GLASGOW | 4 023 | 4 218 | 4 271 | 4,8% | 1,3% |
| | LONDRES | 87 607 | 90 345 | 98 199 | 3,1% | 8,7% |
| **SAINT-SIEGE** | SAINT SIEGE | 42 | 57 | 55 | 35,7% | -3,5% |
| **SUEDE** | STOCKHOLM | 4 983 | 5 205 | 5 226 | 4,5% | 0,4% |
| **SUISSE** | | 129 506 | 133 074 | 128 701 | 2,8% | -3,3% |
| | BERNE | 29 781 | 28 834 | | -3,2% | |
| | GENEVE | 86 196 | 90 398 | 104 757 | 4,9% | 15,9% |
| | ZURICH | 13 529 | 13 842 | 23 944 | 2,3% | 73,0% |
| **TURQUIE** | | 3 808 | 3 953 | 4 184 | 3,8% | 5,8% |
| | ANKARA | 738 | 731 | 813 | -0,9% | 11,2% |
| | ISTANBUL | 3 070 | 3 222 | 3 371 | 5,0% | 4,6% |
| **Ensemble** | | **624 614** | **635 454** | **630 039** | **1,7%** | **-0,9%** |

## TABLEAU 3.9. PROCHE ET MOYEN-ORIENT

| Pays | Postes | 2 003 | 2 004 | 2 005 | 2004/2003 | 2005/2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **ARABIE SAOUDITE** | | 4 066 | 3 566 | 3 627 | -12,3% | 1,7% |
| | DJEDDAH | 1 593 | 1 329 | 1 409 | -16,6% | 6,0% |
| | RIYAD | 2 473 | 2 237 | 2 218 | -9,5% | |
| **BAHREIN** | MANAMA | 458 | 523 | 568 | 14,2% | 8,6% |
| **EGYPTE** | | 4 322 | 5 360 | 5 331 | 24,0% | -0,5% |
| | ALEXANDRIE | 660 | 701 | | 6,2% | |
| | LE CAIRE | 3 662 | 4 659 | 5 331 | 27,2% | 14,4% |
| **EMIRATS ARABES UNIS** | | 5 387 | 5 591 | 6 790 | 3,8% | 21,4% |
| | ABOU DABI | 2 282 | 2 387 | 2 593 | 4,6% | 8,6% |
| | DUBAI | 3 105 | 3 204 | 4 197 | 3,2% | 31,0% |
| **IRAN** | TEHERAN | 856 | 845 | 972 | -1,3% | 15,0% |
| **IRAQ** | BAGDAD | 43 | 43 | 37 | 0,0% | -14,0% |
| **ISRAEL** | | 42 533 | 43 111 | 42 573 | 1,4% | -1,2% |
| | HAIFA | 7 897 | 8 164 | 8 465 | 3,4% | 3,7% |
| | TEL AVIV | 34 636 | 34 947 | 34 108 | 0,9% | -2,4% |
| **JERUSALEM** | JERUSALEM | 11 058 | 11 805 | 13 158 | 6,8% | 11,5% |
| **JORDANIE** | AMMAN | 827 | 858 | 957 | 3,7% | 11,5% |
| **KOWEIT** | KOWEIT | 661 | 775 | 828 | 17,2% | 6,8% |
| **LIBAN** | BEYROUTH | 16 853 | 16 564 | 17 564 | -1,7% | 6,0% |
| **OMAN** | MASCATE | 400 | 400 | 421 | 0,0% | 5,3% |
| **QATAR** | DOHA | 705 | 806 | 1 046 | 14,3% | 29,8% |
| **SYRIE** | | 2 274 | 2 335 | 2 375 | 2,7% | 1,7% |
| | ALEP | 581 | 637 | 676 | 9,6% | 6,1% |
| | DAMAS | 1 693 | 1 698 | 1 699 | 0,3% | 0,1% |
| **YEMEN** | SANAA | 333 | 372 | 406 | 11,7% | 9,1% |
| **Ensemble** | | **90 776** | **92 954** | **96 653** | **2,4%** | **4,0%** |
| | | | | | | |
| **Monde** | | **1 223 409** | **1 253 229** | **1 268 524** | **2,4%** | **1,2%** |

# I. NOMBRE D'INSCRITS SUR LES LISTES ÉLECTORALES CONSULAIRES ARRÊTÉES AU 31 DÉCEMBRE 2005

| LISTES ELECTORALES CONSULAIRES | TOTAL LEC | ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET REFERENDUM | | | | | | ELECTION A L'AFE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | PR/1 | % | PR/2 | % | PR/3 | % | Votes en personne | Votes par correspondance | % |
| **ABIDJAN** | **8114** | **4966** | 61,20% | **2254** | 27,78% | **894** | 11,02% | 7218 | 896 | 11,04% |
| **ABOU DABI** | **1596** | **559** | 35,03% | **816** | 51,13% | **221** | 13,85% | 1496 | 100 | 6,27% |
| **ABUJA** | **198** | **67** | 33,84% | **73** | 36,87% | **58** | 29,29% | 129 | 69 | 34,85% |
| **ACCRA** | **355** | **152** | 42,82% | **111** | 31,27% | **92** | 25,92% | 320 | 35 | 9,86% |
| **ACHGABAT** | **119** | **35** | 29,41% | **35** | 29,41% | **49** | 41,18% | 118 | 1 | 0,84% |
| **ADDIS ABEBA** | **284** | **116** | 40,85% | **108** | 38,03% | **60** | 21,13% | 240 | 44 | 15,49% |
| **AGADIR** | **1529** | **785** | 51,34% | **364** | 23,81% | **380** | 24,85% | 1327 | 202 | 13,21% |
| **ALEXANDRIE** | **383** | **216** | 56,40% | **124** | 32,38% | **43** | 11,23% | 319 | 64 | 16,71% |
| **ALGER** | **18705** | **14787** | 79,05% | **534** | 2,85% | **3384** | 18,09% | 13618 | 5087 | 27,20% |
| **ALMATY** | **121** | **43** | 35,54% | **31** | 25,62% | **47** | 38,84% | 89 | 32 | 26,45% |
| **AMMAN** | **581** | **338** | 58,18% | **151** | 25,99% | **92** | 15,83% | 553 | 28 | 4,82% |
| **AMSTERDAM** | **10727** | **5660** | 52,76% | **2444** | 22,78% | **2623** | 24,45% | 9064 | 1663 | 15,50% |
| **ANDORRE** | **2159** | **959** | 44,42% | **1135** | 52,57% | **65** | 3,01% | 0 | 2159 | 100,00% |
| **ANKARA** | **448** | **213** | 47,54% | **180** | 40,18% | **55** | 12,28% | 272 | 176 | 39,29% |
| **ANNABA** | **5405** | **4808** | 88,95% | **222** | 4,11% | **375** | 6,94% | 943 | 4462 | 82,55% |
| **ANVERS** | **2012** | **1330** | 66,10% | **618** | 30,72% | **64** | 3,18% | 1348 | 664 | 33,00% |
| **ASSOMPTION** | **636** | **466** | 73,27% | **146** | 22,96% | **24** | 3,77% | 603 | 33 | 5,19% |
| **ATHENES** | **4982** | **3027** | 60,76% | **1460** | 29,31% | **495** | 9,94% | 2291 | 2691 | 54,01% |
| **ATLANTA** | **3099** | **1611** | 51,98% | **1315** | 42,43% | **173** | 5,58% | 736 | 2363 | 76,25% |
| **BAKOU** | **87** | **36** | 41,38% | **1** | 1,15% | **50** | 57,47% | 25 | 62 | 71,26% |
| **BAMAKO** | **3036** | **1764** | 58,10% | **850** | 28,00% | **422** | 13,90% | 2720 | 316 | 10,41% |
| **BANDAR-SERI-BEGAWAN** | **58** | **19** | 32,76% | **0** | 0,00% | **39** | 67,24% | 48 | 10 | 17,24% |
| **BANGKOK** | **2964** | **1153** | 38,90% | **1344** | 45,34% | **467** | 15,76% | 1636 | 1328 | 44,80% |
| **BANGUI** | **613** | **272** | 44,37% | **166** | 27,08% | **175** | 28,55% | 486 | 127 | 20,72% |
| **BARCELONE** | **16458** | **9266** | 56,30% | **5631** | 34,21% | **1561** | 9,48% | 7049 | 9409 | 57,17% |
| **BELGRADE** | **474** | **280** | 59,07% | **0** | 0,00% | **194** | 40,93% | 0 | 474 | 100,00% |
| **BERLIN** | **9326** | **5074** | 54,41% | **2883** | 30,91% | **1369** | 14,68% | 3038 | 6288 | 67,42% |
| **BEYROUTH** | **12285** | **9532** | 77,59% | **2290** | 18,64% | **463** | 3,77% | 9966 | 2319 | 18,88% |
| **BILBAO** | **3285** | **1870** | 56,93% | **300** | 9,13% | **1115** | 33,94% | 561 | 2724 | 82,92% |
| **BISSAO** | **55** | **29** | 52,73% | **0** | 0,00% | **26** | 47,27% | 51 | 4 | 7,27% |
| **BOGOTA** | **2266** | **1618** | 71,40% | **421** | 18,58% | **227** | 10,02% | 875 | 1391 | 61,39% |
| **BOMBAY** | **404** | **150** | 37,13% | **136** | 33,66% | **118** | 29,21% | 80 | 324 | 80,20% |
| **BOSTON** | **4113** | **2116** | 51,45% | **1029** | 25,02% | **968** | 23,54% | 627 | 3486 | 84,76% |
| **BRASILIA** | **820** | **483** | 58,90% | **211** | 25,73% | **126** | 15,37% | 291 | 529 | 64,51% |
| **BRATISLAVA** | **497** | **98** | 19,72% | **299** | 60,16% | **100** | 20,12% | 425 | 72 | 14,49% |
| **BRAZZAVILLE** | **635** | **304** | 47,87% | **247** | 38,90% | **84** | 13,23% | 561 | 74 | 11,65% |
| **BRUXELLES** | **44390** | **23378** | 52,67% | **9812** | 22,10% | **11200** | 25,23% | 23183 | 21207 | 47,77% |
| **BUCAREST** | **1456** | **477** | 32,76% | **672** | 46,15% | **307** | 21,09% | 1080 | 376 | 25,82% |
| **BUDAPEST** | **1188** | **491** | 41,33% | **599** | 50,42% | **98** | 8,25% | 738 | 450 | 37,88% |
| **BUENOS-AIRES** | **11365** | **9830** | 86,49% | **903** | 7,95% | **632** | 5,56% | 4790 | 6575 | 57,85% |
| **BUJUMBURA** | **200** | **65** | 32,50% | **86** | 43,00% | **49** | 24,50% | 193 | 7 | 3,50% |
| **CANTON** | **579** | **180** | 31,09% | **341** | 58,89% | **58** | 10,02% | 306 | 273 | 47,15% |
| **CARACAS** | **3688** | **2853** | 77,36% | **547** | 14,83% | **288** | 7,81% | 2570 | 1118 | 30,31% |
| **CASABLANCA** | **9825** | **6241** | 63,52% | **2434** | 24,77% | **1150** | 11,70% | 7436 | 2389 | 24,32% |

Annexe III

| LISTES ELECTORALES CONSULAIRES | TOTAL LEC | ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET REFERENDUM | | | | | | ELECTION A L'AFE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | PR/1 | % | PR/2 | % | PR/3 | % | Votes en personne | Votes par correspondance | % |
| CASTRIES | 361 | 245 | 67,87% | 45 | 12,47% | 71 | 19,67% | 191 | 170 | 47,09% |
| CHICAGO | 4742 | 2425 | 51,14% | 1050 | 22,14% | 1267 | 26,72% | 647 | 4095 | 86,36% |
| CHISINAU | 24 | 12 | 50,00% | 3 | 12,50% | 9 | 37,50% | 0 | 24 | 100,00% |
| COLOMBO | 181 | 84 | 46,41% | 77 | 42,54% | 20 | 11,05% | 125 | 56 | 30,94% |
| CONAKRY | 1606 | 930 | 57,91% | 443 | 27,58% | 233 | 14,51% | 1112 | 494 | 30,76% |
| COPENHAGUE | 1986 | 1056 | 53,17% | 778 | 39,17% | 152 | 7,65% | 1075 | 911 | 45,87% |
| COTONOU | 2036 | 1191 | 58,50% | 475 | 23,33% | 370 | 18,17% | 1745 | 291 | 14,29% |
| CRACOVIE | 1209 | 974 | 80,56% | 146 | 12,08% | 89 | 7,36% | 351 | 858 | 70,97% |
| DACCA | 100 | 34 | 34,00% | 11 | 11,00% | 55 | 55,00% | 83 | 17 | 17,00% |
| DAKAR | 10477 | 5969 | 56,97% | 3192 | 30,47% | 1316 | 12,56% | 8609 | 1868 | 17,83% |
| DAMAS | 1402 | 929 | 66,26% | 380 | 27,10% | 93 | 6,63% | 1191 | 211 | 15,05% |
| DAR-ES-SALAM | 250 | 98 | 39,20% | 103 | 41,20% | 49 | 19,60% | 188 | 62 | 24,80% |
| DJEDDAH | 816 | 427 | 52,33% | 248 | 30,39% | 141 | 17,28% | 625 | 191 | 23,41% |
| DJIBOUTI | 2455 | 1030 | 41,96% | 1185 | 48,27% | 240 | 9,78% | 2275 | 180 | 7,33% |
| DOHA | 565 | 217 | 38,41% | 202 | 35,75% | 146 | 25,84% | 533 | 32 | 5,66% |
| DOUALA | 2045 | 977 | 47,78% | 920 | 44,99% | 148 | 7,24% | 1839 | 206 | 10,07% |
| DUBAI | 2330 | 1113 | 47,77% | 1105 | 47,42% | 112 | 4,81% | 1363 | 967 | 41,50% |
| DUBLIN | 3879 | 1383 | 35,65% | 1672 | 43,10% | 824 | 21,24% | 1344 | 2535 | 65,35% |
| DUSSELDORF | 10150 | 5534 | 54,52% | 3025 | 29,80% | 1591 | 15,67% | 1120 | 9030 | 88,97% |
| EDIMBOURG | 2562 | 1061 | 41,41% | 306 | 11,94% | 1195 | 46,64% | 1301 | 1261 | 49,22% |
| EREVAN | 281 | 199 | 70,82% | 61 | 21,71% | 21 | 7,47% | 0 | 281 | 100,00% |
| FES | 1297 | 830 | 63,99% | 289 | 22,28% | 178 | 13,72% | 877 | 420 | 32,38% |
| FRANCFORT | 10094 | 5561 | 55,09% | 3112 | 30,83% | 1421 | 14,08% | 1102 | 8992 | 89,08% |
| GABORONE | 51 | 23 | 45,10% | 28 | 54,90% | 0 | 0,00% | 1 | 50 | 98,04% |
| GAROUA | 261 | 75 | 28,74% | 125 | 47,89% | 61 | 23,37% | 167 | 94 | 36,02% |
| GENEVE | 71161 | 43950 | 61,76% | 11699 | 16,44% | 15512 | 21,80% | 4007 | 67154 | 94,37% |
| GUATEMALA | 433 | 283 | 65,36% | 69 | 15,94% | 81 | 18,71% | 368 | 65 | 15,01% |
| HAIFA | 6692 | 6117 | 91,41% | 540 | 8,07% | 35 | 0,52% | 1278 | 5414 | 80,90% |
| HAMBOURG | 2018 | 1042 | 51,64% | 686 | 33,99% | 290 | 14,37% | 422 | 1596 | 79,09% |
| HANOI | 644 | 195 | 30,28% | 358 | 55,59% | 91 | 14,13% | 425 | 219 | 34,01% |
| HARARE | 126 | 64 | 50,79% | 54 | 42,86% | 8 | 6,35% | 107 | 19 | 15,08% |
| HELSINKI | 972 | 458 | 47,12% | 412 | 42,39% | 102 | 10,49% | 688 | 284 | 29,22% |
| HO CHI MINH VILLE | 1479 | 649 | 43,88% | 251 | 16,97% | 579 | 39,15% | 1281 | 198 | 13,39% |
| HONG KONG | 3119 | 1434 | 45,98% | 1361 | 43,64% | 324 | 10,39% | 1807 | 1312 | 42,06% |
| HOUSTON | 4755 | 2498 | 52,53% | 488 | 10,26% | 1769 | 37,20% | 219 | 4536 | 95,39% |
| ISLAMABAD | 154 | 68 | 44,16% | 54 | 35,06% | 32 | 20,78% | 127 | 27 | 17,53% |
| ISTANBUL | 2175 | 1170 | 53,79% | 794 | 36,51% | 211 | 9,70% | 1374 | 801 | 36,83% |
| JAKARTA | 1045 | 384 | 36,75% | 272 | 26,03% | 389 | 37,22% | 253 | 792 | 75,79% |
| JERUSALEM | 6738 | 5123 | 76,03% | 1119 | 16,61% | 496 | 7,36% | 4002 | 2736 | 40,61% |
| JOHANNESBURG | 2459 | 1580 | 64,25% | 646 | 26,27% | 233 | 9,48% | 1433 | 1026 | 41,72% |
| KABOUL | 119 | 32 | 26,89% | 58 | 48,74% | 29 | 24,37% | 100 | 19 | 15,97% |
| KAMPALA | 124 | 42 | 33,87% | 71 | 57,26% | 11 | 8,87% | 114 | 10 | 8,06% |
| KARACHI | 68 | 48 | 70,59% | 20 | 29,41% | 0 | 0,00% | 59 | 9 | 13,24% |
| KATMANDOU | 105 | 42 | 40,00% | 40 | 38,10% | 23 | 21,90% | 89 | 16 | 15,24% |
| KHARTOUM | 197 | 53 | 26,90% | 115 | 58,38% | 29 | 14,72% | 173 | 24 | 12,18% |
| KIEV | 256 | 108 | 42,19% | 88 | 34,38% | 60 | 23,44% | 234 | 22 | 8,59% |
| KIGALI | 158 | 49 | 31,01% | 55 | 34,81% | 54 | 34,18% | 144 | 14 | 8,86% |

| LISTES ELECTORALES CONSULAIRES | TOTAL LEC | ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET REFERENDUM | | | | | | ELECTION A L'AFE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | PR/1 | % | PR/2 | % | PR/3 | % | Votes en personne | Votes par correspondance | % |
| **KINGSTON** | **98** | **52** | 53,06% | **19** | 19,39% | **27** | 27,55% | 76 | 22 | 22,45% |
| **KINSHASA** | **839** | **354** | 42,19% | **207** | 24,67% | **278** | 33,13% | 638 | 201 | 23,96% |
| **KOWEIT** | **497** | **211** | 42,45% | **178** | 35,81% | **108** | 21,73% | 446 | 51 | 10,26% |
| **KUALA LUMPUR** | **781** | **290** | 37,13% | **301** | 38,54% | **190** | 24,33% | 692 | 89 | 11,40% |
| **LA HAVANE** | **311** | **158** | 50,80% | **108** | 34,73% | **45** | 14,47% | 272 | 39 | 12,54% |
| **LA NLLE ORLEANS** | **585** | **303** | 51,79% | **159** | 27,18% | **123** | 21,03% | 199 | 386 | 65,98% |
| **LA PAZ** | **503** | **294** | 58,45% | **114** | 22,66% | **95** | 18,89% | 295 | 208 | 41,35% |
| **LA VALETTE** | **141** | **52** | 36,88% | **56** | 39,72% | **33** | 23,40% | 129 | 12 | 8,51% |
| **LAGOS** | **658** | **224** | 34,04% | **262** | 39,82% | **172** | 26,14% | 400 | 258 | 39,21% |
| **LE CAIRE** | **2660** | **1426** | 53,61% | **803** | 30,19% | **431** | 16,20% | 1661 | 999 | 37,56% |
| **LE-CAP** | **1151** | **734** | 63,77% | **177** | 15,38% | **240** | 20,85% | 657 | 494 | 42,92% |
| **LIBREVILLE** | **5042** | **2451** | 48,61% | **1989** | 39,45% | **602** | 11,94% | 4569 | 473 | 9,38% |
| **LIEGE** | **7451** | **4883** | 65,53% | **1622** | 21,77% | **946** | 12,70% | 2453 | 4998 | 67,08% |
| **LIMA** | **1789** | **1251** | 69,93% | **352** | 19,68% | **186** | 10,40% | 1524 | 265 | 14,81% |
| **LISBONNE** | **5221** | **3132** | 59,99% | **1686** | 32,29% | **403** | 7,72% | 2108 | 3113 | 59,62% |
| **LJUBLJANA** | **283** | **170** | 60,07% | **87** | 30,74% | **26** | 9,19% | 160 | 123 | 43,46% |
| **LOME** | **1677** | **969** | 57,78% | **571** | 34,05% | **137** | 8,17% | 1253 | 424 | 25,28% |
| **LONDRES** | **63761** | **31480** | 49,37% | **8141** | 12,77% | **24140** | 37,86% | 2672 | 61089 | 95,81% |
| **LOS-ANGELES** | **11853** | **7247** | 61,14% | **3098** | 26,14% | **1508** | 12,72% | 3481 | 8372 | 70,63% |
| **LUANDA** | **574** | **163** | 28,40% | **340** | 59,23% | **71** | 12,37% | 522 | 52 | 9,06% |
| **LUSAKA** | **132** | **56** | 42,42% | **39** | 29,55% | **37** | 28,03% | 89 | 43 | 32,58% |
| **LUXEMBOURG** | **13378** | **6126** | 45,79% | **5309** | 39,68% | **1943** | 14,52% | 7878 | 5500 | 41,11% |
| **MADRID** | **24239** | **14331** | 59,12% | **6906** | 28,49% | **3002** | 12,38% | 10783 | 13456 | 55,51% |
| **MALABO** | **194** | **55** | 28,35% | **0** | 0,00% | **139** | 71,65% | 141 | 53 | 27,32% |
| **MANAGUA** | **313** | **182** | 58,15% | **123** | 39,30% | **8** | 2,56% | 303 | 10 | 3,19% |
| **MANAMA** | **317** | **147** | 46,37% | **144** | 45,43% | **26** | 8,20% | 296 | 21 | 6,62% |
| **MANILLE** | **639** | **299** | 46,79% | **285** | 44,60% | **55** | 8,61% | 444 | 195 | 30,52% |
| **MAPUTO** | **211** | **69** | 32,70% | **78** | 36,97% | **64** | 30,33% | 145 | 66 | 31,28% |
| **MARRAKECH** | **2491** | **1284** | 51,55% | **950** | 38,14% | **257** | 10,32% | 2243 | 248 | 9,96% |
| **MASCATE** | **223** | **77** | 34,53% | **124** | 55,61% | **22** | 9,87% | 213 | 10 | 4,48% |
| **MEXICO** | **8939** | **5955** | 66,62% | **1981** | 22,16% | **1003** | 11,22% | 4917 | 4022 | 44,99% |
| **MIAMI** | **6585** | **4114** | 62,48% | **1349** | 20,49% | **1122** | 17,04% | 1112 | 5473 | 83,11% |
| **MILAN** | **11062** | **6594** | 59,61% | **3378** | 30,54% | **1090** | 9,85% | 3788 | 7274 | 65,76% |
| **MINSK** | **45** | **16** | 35,56% | **0** | 0,00% | **29** | 64,44% | 15 | 30 | 66,67% |
| **MONACO** | **5818** | **2392** | 41,11% | **1063** | 18,27% | **2363** | 40,62% | 4332 | 1486 | 25,54% |
| **MONTEVIDEO** | **1774** | **1438** | 81,06% | **240** | 13,53% | **96** | 5,41% | 1642 | 132 | 7,44% |
| **MONCTON** | **421** | **255** | 60,57% | **0** | 0,00% | **166** | 39,43% | 42 | 379 | 90,02% |
| **MONTREAL** | **29387** | **17647** | 60,05% | **8862** | 30,16% | **2878** | 9,79% | 20504 | 8883 | 30,23% |
| **MORONI** | **891** | **621** | 69,70% | **250** | 28,06% | **20** | 2,24% | 818 | 73 | 8,19% |
| **MOSCOU** | **2313** | **750** | 32,43% | **707** | 30,57% | **856** | 37,01% | 2226 | 87 | 3,76% |
| **MUNICH** | **10006** | **4936** | 49,33% | **3049** | 30,47% | **2021** | 20,20% | 1782 | 8224 | 82,19% |
| **NAIROBI** | **511** | **209** | 40,90% | **246** | 48,14% | **56** | 10,96% | 436 | 75 | 14,68% |
| **NAPLES** | **1973** | **1149** | 58,24% | **564** | 28,59% | **260** | 13,18% | 646 | 1327 | 67,26% |
| **NDJAMENA** | **826** | **285** | 34,50% | **481** | 58,23% | **60** | 7,26% | 667 | 159 | 19,25% |
| **NEW-DELHI** | **534** | **174** | 32,58% | **274** | 51,31% | **86** | 16,10% | 448 | 86 | 16,10% |
| **NEW-YORK** | **16755** | **9550** | 57,00% | **5749** | 34,31% | **1456** | 8,69% | 3528 | 13227 | 78,94% |
| **NIAMEY** | **777** | **383** | 49,29% | **301** | 38,74% | **93** | 11,97% | 631 | 146 | 18,79% |

Annexe III

| LISTES ELECTORALES CONSULAIRES | TOTAL LEC | ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET REFERENDUM | | | | | | ELECTION A L'AFE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | PR/1 | % | PR/2 | % | PR/3 | % | Votes en personne | Votes par correspondance | % |
| NICOSIE | 690 | 458 | 66,38% | 191 | 27,68% | 41 | 5,94% | 392 | 298 | 43,19% |
| NOUAKCHOTT | 1368 | 733 | 53,58% | 438 | 32,02% | 197 | 14,40% | 1164 | 204 | 14,91% |
| OSAKA | 721 | 284 | 39,39% | 174 | 24,13% | 263 | 36,48% | 262 | 459 | 63,66% |
| OSLO | 1922 | 837 | 43,55% | 738 | 38,40% | 347 | 18,05% | 946 | 976 | 50,78% |
| OUAGADOUGOU | 1954 | 849 | 43,45% | 792 | 40,53% | 313 | 16,02% | 1530 | 424 | 21,70% |
| OULAN-BATOR | 51 | 12 | 23,53% | 0 | 0,00% | 39 | 76,47% | 47 | 4 | 7,84% |
| PANAMA | 445 | 275 | 61,80% | 120 | 26,97% | 50 | 11,24% | 420 | 25 | 5,62% |
| PARAMARIBO | 86 | 52 | 60,47% | 6 | 6,98% | 28 | 32,56% | 72 | 14 | 16,28% |
| PEKIN | 1719 | 536 | 31,18% | 1075 | 62,54% | 108 | 6,28% | 1183 | 536 | 31,18% |
| PHNOM-PENH | 1437 | 624 | 43,42% | 450 | 31,32% | 363 | 25,26% | 1271 | 166 | 11,55% |
| POINTE-NOIRE | 1394 | 631 | 45,27% | 676 | 48,49% | 87 | 6,24% | 1320 | 74 | 5,31% |
| PONDICHERY | 5210 | 4221 | 81,02% | 670 | 12,86% | 319 | 6,12% | 3895 | 1315 | 25,24% |
| PORT D ESPAGNE | 405 | 264 | 65,19% | 65 | 16,05% | 76 | 18,77% | 91 | 314 | 77,53% |
| PORT LOUIS | 4780 | 3244 | 67,87% | 1426 | 29,83% | 110 | 2,30% | 3844 | 936 | 19,58% |
| PORT-AU-PRINCE | 757 | 447 | 59,05% | 239 | 31,57% | 71 | 9,38% | 551 | 206 | 27,21% |
| PORT-GENTIL | 1180 | 420 | 35,59% | 370 | 31,36% | 390 | 33,05% | 1086 | 94 | 7,97% |
| PORT-MORESBY | 21 | 10 | 47,62% | 10 | 47,62% | 1 | 4,76% | 11 | 10 | 47,62% |
| PORTO | 2893 | 1903 | 65,78% | 743 | 25,68% | 247 | 8,54% | 917 | 1976 | 68,30% |
| PORT-VILA | 698 | 531 | 76,07% | 99 | 14,18% | 68 | 9,74% | 656 | 42 | 6,02% |
| PRAGUE. | 1385 | 581 | 41,95% | 680 | 49,10% | 124 | 8,95% | 1069 | 316 | 22,82% |
| PRAIA | 166 | 82 | 49,40% | 56 | 33,73% | 28 | 16,87% | 95 | 71 | 42,77% |
| QUEBEC | 4764 | 2618 | 54,95% | 1822 | 38,25% | 324 | 6,80% | 2729 | 2035 | 42,72% |
| QUITO | 966 | 623 | 64,49% | 133 | 13,77% | 210 | 21,74% | 603 | 363 | 37,58% |
| RABAT | 4596 | 2754 | 59,92% | 1696 | 36,90% | 146 | 3,18% | 3724 | 872 | 18,97% |
| RANGOUN | 145 | 36 | 24,83% | 45 | 31,03% | 64 | 44,14% | 125 | 20 | 13,79% |
| RECIFE | 1126 | 691 | 61,37% | 274 | 24,33% | 161 | 14,30% | 209 | 917 | 81,44% |
| REYKJAVIK | 101 | 44 | 43,56% | 0 | 0,00% | 57 | 56,44% | 85 | 16 | 15,84% |
| RIGA | 105 | 23 | 21,90% | 0 | 0,00% | 82 | 78,10% | 98 | 7 | 6,67% |
| RIO DE JANEIRO | 4177 | 2995 | 71,70% | 1036 | 24,80% | 146 | 3,50% | 2388 | 1789 | 42,83% |
| RIYAD | 1242 | 516 | 41,55% | 355 | 28,58% | 371 | 29,87% | 729 | 513 | 41,30% |
| ROME | 10211 | 6079 | 59,53% | 3358 | 32,89% | 774 | 7,58% | 3817 | 6394 | 62,62% |
| SAINT DOMINGUE | 1213 | 716 | 59,03% | 380 | 31,33% | 117 | 9,65% | 901 | 312 | 25,72% |
| SAINT-LOUIS | 635 | 468 | 73,70% | 129 | 20,31% | 38 | 5,98% | 381 | 254 | 40,00% |
| SAINT-PETERSBOURG | 183 | 75 | 40,98% | 82 | 44,81% | 26 | 14,21% | 174 | 9 | 4,92% |
| SALONIQUE | 799 | 463 | 57,95% | 224 | 28,04% | 112 | 14,02% | 346 | 453 | 56,70% |
| SAN JOSE | 895 | 567 | 63,35% | 290 | 32,40% | 38 | 4,25% | 844 | 51 | 5,70% |
| SAN SALVADOR | 369 | 244 | 66,12% | 106 | 28,73% | 19 | 5,15% | 362 | 7 | 1,90% |
| SANAA | 271 | 153 | 56,46% | 77 | 28,41% | 41 | 15,13% | 239 | 32 | 11,81% |
| SAN-FRANCISCO | 11475 | 6395 | 55,73% | 4162 | 36,27% | 918 | 8,00% | 1932 | 9543 | 83,16% |
| SANTIAGO | 5786 | 4601 | 79,52% | 775 | 13,39% | 410 | 7,09% | 3861 | 1925 | 33,27% |
| SAO-PAULO | 4559 | 3096 | 67,91% | 1151 | 25,25% | 312 | 6,84% | 1898 | 2661 | 58,37% |
| SARJEVO | 135 | 54 | 40,00% | 45 | 33,33% | 36 | 26,67% | 103 | 32 | 23,70% |
| SARREBRUCK | 3458 | 2163 | 62,55% | 759 | 21,95% | 536 | 15,50% | 817 | 2641 | 76,37% |
| SEOUL/TAIPEH | 1556 | 518 | 33,29% | 334 | 21,47% | 704 | 45,24% | 544 | 1012 | 65,04% |
| SEVILLE | 5779 | 3687 | 63,80% | 1671 | 28,92% | 421 | 7,28% | 1361 | 4418 | 76,45% |
| SHANGHAI | 2361 | 655 | 27,74% | 1608 | 68,11% | 98 | 4,15% | 1757 | 604 | 25,58% |
| SINGAPOUR | 2398 | 760 | 31,69% | 1148 | 47,87% | 490 | 20,43% | 1856 | 542 | 22,60% |

| LISTES ELECTORALES CONSULAIRES | TOTAL LEC | ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET REFERENDUM | | | | | | ELECTION A L'AFE | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | PR/1 | % | PR/2 | % | PR/3 | % | Votes en personne | Votes par correspondance | % |
| **SKOPJE** | **200** | **74** | 37,00% | **3** | 1,50% | **123** | 61,50% | 194 | 6 | 3,00% |
| **SOFIA** | **390** | **160** | 41,03% | **166** | 42,56% | **64** | 16,41% | 312 | 78 | 20,00% |
| **STOCKHOLM** | **3045** | **1531** | 50,28% | **806** | 26,47% | **708** | 23,25% | 1160 | 1885 | 61,90% |
| **STUTTGART** | **15748** | **8813** | 55,96% | **2623** | 16,66% | **4312** | 27,38% | 1208 | 14540 | 92,33% |
| **SUVA** | **38** | **18** | 47,37% | **2** | 5,26% | **18** | 47,37% | 13 | 25 | 65,79% |
| **SYDNEY** | **8131** | **4739** | 58,28% | **2986** | 36,72% | **406** | 4,99% | 3049 | 5082 | 62,50% |
| **TACHKENT** | **85** | **21** | 24,71% | **0** | 0,00% | **64** | 75,29% | 58 | 27 | 31,76% |
| **TALLINN** | **48** | **14** | 29,17% | **0** | 0,00% | **34** | 70,83% | 39 | 9 | 18,75% |
| **TANANARIVE** | **12582** | **8832** | 70,20% | **2968** | 23,59% | **782** | 6,22% | 8941 | 3641 | 28,94% |
| **TANGER** | **1088** | **623** | 57,26% | **299** | 27,48% | **166** | 15,26% | 869 | 219 | 20,13% |
| **TBILISSI** | **93** | **26** | 27,96% | **45** | 48,39% | **22** | 23,66% | 89 | 4 | 4,30% |
| **TEGUCIGALPA** | **244** | **113** | 46,31% | **96** | 39,34% | **35** | 14,34% | 203 | 41 | 16,80% |
| **TEHERAN** | **559** | **273** | 48,84% | **122** | 21,82% | **164** | 29,34% | 527 | 32 | 5,72% |
| **TEL AVIV** | **20661** | **17862** | 86,45% | **1956** | 9,47% | **843** | 4,08% | 7128 | 13533 | 65,50% |
| **TIRANA** | **46** | **11** | 23,91% | **1** | 2,17% | **34** | 73,91% | 41 | 5 | 10,87% |
| **TOKYO** | **3887** | **1410** | 36,27% | **1001** | 25,75% | **1476** | 37,97% | 1175 | 2712 | 69,77% |
| **TORONTO** | **5799** | **3679** | 63,44% | **1126** | 19,42% | **994** | 17,14% | 1526 | 4273 | 73,69% |
| **TRIPOLI** | **271** | **76** | 28,04% | **96** | 35,42% | **99** | 36,53% | 71 | 200 | 73,80% |
| **TUNIS** | **12090** | **8287** | 68,54% | **3202** | 26,48% | **601** | 4,97% | 5615 | 6475 | 53,56% |
| **TURIN** | **6156** | **3901** | 63,37% | **1216** | 19,75% | **1039** | 16,88% | 1414 | 4742 | 77,03% |
| **VANCOUVER** | **3292** | **2089** | 63,46% | **785** | 23,85% | **418** | 12,70% | 1263 | 2029 | 61,63% |
| **VARSOVIE** | **2218** | **1059** | 47,75% | **837** | 37,74% | **322** | 14,52% | 1424 | 794 | 35,80% |
| **VICTORIA** | **184** | **80** | 43,48% | **89** | 48,37% | **15** | 8,15% | 147 | 37 | 20,11% |
| **VIENNE** | **4075** | **1992** | 48,88% | **1397** | 34,28% | **686** | 16,83% | 1861 | 2214 | 54,33% |
| **VIENTIANE** | **737** | **340** | 46,13% | **310** | 42,06% | **87** | 11,80% | 632 | 105 | 14,25% |
| **VILNIUS** | **153** | **42** | 27,45% | **50** | 32,68% | **61** | 39,87% | 123 | 30 | 19,61% |
| **WASHINGTON** | **7845** | **4288** | 54,66% | **3019** | 38,48% | **538** | 6,86% | 1519 | 6326 | 80,64% |
| **WELLINGTON** | **847** | **441** | 52,07% | **127** | 14,99% | **279** | 32,94% | 576 | 271 | 32,00% |
| **WINDHOEK** | **137** | **51** | 37,23% | **56** | 40,88% | **30** | 21,90% | 92 | 45 | 32,85% |
| **WUHAN** | **275** | **52** | 18,91% | **158** | 57,45% | **65** | 23,64% | 220 | 55 | 20,00% |
| **YAOUNDE** | **1391** | **597** | 42,92% | **631** | 45,36% | **163** | 11,72% | 1258 | 133 | 9,56% |
| **ZAGREB** | **388** | **213** | 54,90% | **150** | 38,66% | **25** | 6,44% | 156 | 232 | 59,79% |
| **ZURICH** | **13823** | **9097** | 65,81% | **2297** | 16,62% | **2429** | 17,57% | 2629 | 11194 | 80,98% |
| **TOTAUX** | **829419** | **489213** | **58,98%** | **203574** | **24,54%** | **136632** | **16,47%** | **348500** | **480919** | **57,98%** |

# 2. RÉSULTATS DES ÉLECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER (18 JUIN 2006)

| AMBASSADES OU POSTES CONSULAIRES | VOTE PERSONNEL ET VOTE PAR CORRESPONDANCE | | | VOTE ELECTRONIQUE | | | TOTAUX PAR AMBASSADE OU POSTE CONSULAIRE | | | Inscrits | Votants | Participation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre total des votes (a) | Votes blancs ou nuls (b) | Suffrages exprimés (a-b=c) | Nombre total des votes (d) | Votes blancs (e) | Suffrages exprimés (d-e=f) | Nombre total des votes (a+d=g) | Votes blancs ou nuls (b+e=h) | Suffrages exprimés (g-h) =(c+f)=i | | | |
| **Circonscription électorale de BERLIN** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Berlin** | 987 | 22 | 965 | 200 | 9 | 191 | 1 187 | 31 | 1 156 | 9 326 | 1 187 | 12,73% |
| **CGF Düsseldorf** | 997 | 52 | 945 | 210 | 8 | 202 | 1 207 | 60 | 1 147 | 10 150 | 1 207 | 11,89% |
| **CGF Francfort** | 1 234 | 61 | 1 173 | 234 | 9 | 225 | 1 468 | 70 | 1 398 | 10 094 | 1 468 | 14,54% |
| **CGF Hambourg** | 216 | 9 | 207 | 0 | 0 | 0 | 216 | 9 | 207 | 2 018 | 216 | 10,70% |
| **Total circonscription** | **3 434** | **144** | **3 290** | **644** | **26** | **618** | **4 078** | **170** | **3 908** | **31 588** | **4 078** | **12,91%** |
| **Circonscription électorale de MUNICH** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Munich** | 839 | 25 | 814 | 266 | 8 | 258 | 1 105 | 33 | 1 072 | 10 017 | 1 105 | 11,03% |
| **CGF Sarrebrück** | 420 | 25 | 395 | 49 | 0 | 49 | 469 | 25 | 444 | 3 459 | 469 | 13,56% |
| **CGF Stuttgart** | 2 031 | 61 | 1 970 | 369 | 9 | 360 | 2 400 | 70 | 2 330 | 15 752 | 2 400 | 15,24% |
| **Total circonscription** | **3 290** | **111** | **3 179** | **684** | **17** | **667** | **3 974** | **128** | **3 846** | **29 228** | **3 974** | **13,60%** |
| **Circonscription électorale d'ANDORRE** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Andorre** | 532 | 4 | 528 | 39 | 3 | 36 | 571 | 7 | 564 | 3 375 | 571 | 16,92% |
| **Total circonscription** | **532** | **4** | **528** | **39** | **3** | **36** | **571** | **7** | **564** | **3 375** | **571** | **16,92%** |
| **Circonscription électorale de BRUXELLES** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Anvers** | 201 | 3 | 198 | 40 | 2 | 38 | 241 | 5 | 236 | 2 012 | 241 | 11,98% |
| **CGF Bruxelles** | 4 566 | 86 | 4 480 | 995 | 11 | 984 | 5 561 | 97 | 5 464 | 44 391 | 5 561 | 12,53% |
| **CGF Liège** | 934 | 21 | 913 | 149 | 5 | 144 | 1 083 | 26 | 1 057 | 7 451 | 1 083 | 14,53% |
| **Total circonscription** | **5 701** | **110** | **5 591** | **1 184** | **18** | **1 166** | **6 885** | **128** | **6 757** | **53 854** | **6 885** | **12,78%** |
| **Circonscription électorale de LUXEMBOURG** | | | | | | | | | | | | |
| **CF Luxembourg** | 1 566 | 44 | 1 522 | 267 | 15 | 252 | 1 833 | 59 | 1 774 | 13 378 | 1 833 | 13,70% |
| **Total circonscription** | **1 566** | **44** | **1 522** | **267** | **15** | **252** | **1 833** | **59** | **1 774** | **13 378** | **1 833** | **13,70%** |
| **Circonscritption électorale d'AMSTERDAM** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Amsterdam** | 1 221 | 7 | 1 214 | 265 | 6 | 259 | 1 486 | 13 | 1 473 | 10 741 | 1 486 | 13,83% |
| **Total circonscription** | **1 221** | **7** | **1 214** | **265** | **6** | **259** | **1 486** | **13** | **1 473** | **10 741** | **1 486** | **13,83%** |
| **Circonscritption électorale de GENEVE** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Genève** | 8 593 | 141 | 8 452 | 1 482 | 48 | 1 434 | 10 075 | 189 | 9 886 | 71 161 | 10 075 | 14,16% |
| **CGF Zurich** | 1 492 | 30 | 1 462 | 296 | 12 | 284 | 1 788 | 42 | 1 746 | 13 823 | 1 788 | 12,93% |
| **Total circonscription** | **10 085** | **171** | **9 914** | **1 778** | **60** | **1 718** | **11 863** | **231** | **11 632** | **84 984** | **11 863** | **13,96%** |

| AMBASSADES OU POSTES CONSULAIRES | VOTE PERSONNEL ET VOTE PAR CORRESPONDANCE | | | VOTE ELECTRONIQUE | | | TOTAUX PAR AMBASSADE OU POSTE CONSULAIRE | | | Inscrits | Votants | Participation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre total des votes (a) | Votes blancs ou nuls (b) | Suffrages exprimés (a-b=c) | Nombre total des votes (d) | Votes blancs (e) | Suffrages exprimés (d-e=f) | Nombre total des votes (a+d=g) | Votes blancs ou nuls (b+e=h) | Suffrages exprimés (g-h) =(c+f)=i | | | |
| **Circonscription électorale de LONDRES** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Londres** | 5 109 | 190 | 4 919 | 1 008 | 22 | 986 | 6 117 | 212 | 5 905 | 63 761 | 6 117 | 9,59% |
| **CGF Edimbourg** | 185 | 8 | 177 | 48 | 3 | 45 | 233 | 11 | 222 | 2 562 | 233 | 9,09% |
| **Total circonscription** | **5 294** | **198** | **5 096** | **1 056** | **25** | **1 031** | **6 350** | **223** | **6 127** | **66 323** | **6 350** | **9,57%** |
| **Circonscription électorale de DUBLIN** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Dublin** | 272 | 5 | 267 | 91 | 6 | 85 | 363 | 11 | 352 | 3 879 | 363 | 9,36% |
| **Total circonscription** | **272** | **5** | **267** | **91** | **6** | **85** | **363** | **11** | **352** | **3 879** | **363** | **9,36%** |
| **Circonscription électorale de STOCKHOLM** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Copenhague** | 270 | 14 | 256 | 38 | 1 | 37 | 308 | 15 | 293 | 1 986 | 308 | 15,51% |
| **Amb. Tallin** | 9 | 2 | 7 | 6 | 0 | 6 | 15 | 2 | 13 | 48 | 15 | 31,25% |
| **Amb. Helsinki** | 75 | 1 | 74 | 38 | 1 | 37 | 113 | 2 | 111 | 972 | 113 | 11,63% |
| **Amb. Reykjavik** | 9 | 1 | 8 | 0 | 0 | 0 | 9 | 1 | 8 | 101 | 9 | 8,91% |
| **Amb. Riga** | 19 | 2 | 17 | 0 | 0 | 0 | 19 | 2 | 17 | 107 | 19 | 17,76% |
| **Amb. Vilnius** | 29 | 2 | 27 | 4 | 0 | 4 | 33 | 2 | 31 | 153 | 33 | 21,57% |
| **Amb. Oslo** | 163 | 5 | 158 | 68 | 1 | 67 | 231 | 6 | 225 | 1 922 | 231 | 12,02% |
| **Amb. Stockholm** | 195 | 6 | 189 | 92 | 4 | 88 | 287 | 10 | 277 | 3 048 | 287 | 9,42% |
| **Total circonscription** | **769** | **33** | **736** | **246** | **7** | **239** | **1 015** | **40** | **975** | **8 337** | **1 015** | **12,17%** |
| **Circonscription électorale de LISBONNE** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb Lisbonne** | 563 | 9 | 554 | 107 | 2 | 105 | 670 | 11 | 659 | 5 221 | 670 | 12,83% |
| **CGF Porto** | 354 | 6 | 348 | 54 | 2 | 52 | 408 | 8 | 400 | 2 893 | 408 | 14,10% |
| **Total circonscription** | **917** | **15** | **902** | **161** | **4** | **157** | **1 078** | **19** | **1 059** | **8 114** | **1 078** | **13,29%** |
| **Circonscription électorale de MADRID** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Barcelone** | 1 455 | 25 | 1 430 | 208 | 7 | 201 | 1 663 | 32 | 1 631 | 16 458 | 1 663 | 10,10% |
| **CGF Bilbao** | 391 | 10 | 381 | 57 | 6 | 51 | 448 | 16 | 432 | 3 285 | 448 | 13,64% |
| **CGF Madrid** | 2 668 | 31 | 2 637 | 333 | 16 | 317 | 3 001 | 47 | 2 954 | 24 242 | 3 001 | 12,38% |
| **CGF Séville** | 557 | 9 | 548 | 66 | 2 | 64 | 623 | 11 | 612 | 5 779 | 623 | 10,78% |
| **Total circonscription** | **5 071** | **75** | **4 996** | **664** | **31** | **633** | **5 735** | **106** | **5 629** | **49 764** | **5 735** | **11,52%** |
| **Circonscription électorale de ROME** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Milan** | 1 661 | 49 | 1 612 | 328 | 6 | 322 | 1 989 | 55 | 1 934 | 11 063 | 1 989 | 17,98% |
| **CGF Naples** | 321 | 15 | 306 | 53 | 1 | 52 | 374 | 16 | 358 | 1 977 | 374 | 18,92% |
| **Amb. Rome** | 1 618 | 52 | 1 566 | 280 | 4 | 276 | 1 898 | 56 | 1 842 | 10 217 | 1 898 | 18,58% |
| **CGF Turin** | 855 | 32 | 823 | 178 | 2 | 176 | 1 033 | 34 | 999 | 6 159 | 1 033 | 16,77% |
| **Amb. La Valette** | 23 | 1 | 22 | 7 | 0 | 7 | 30 | 1 | 29 | 141 | 30 | 21,28% |
| **Total circonscription** | **4 478** | **149** | **4 329** | **846** | **13** | **833** | **5 324** | **162** | **5 162** | **29 557** | **5 324** | **18,01%** |

Annexe III

| AMBASSADES OU POSTES CONSULAIRES | VOTE PERSONNEL ET VOTE PAR CORRESPONDANCE | | | VOTE ELECTRONIQUE | | | TOTAUX PAR AMBASSADE OU POSTE CONSULAIRE | | | Inscrits | Votants | Participation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre total des votes (a) | Votes blancs ou nuls (b) | Suffrages exprimés (a-b=c) | Nombre total des votes (d) | Votes blancs (e) | Suffrages exprimés (d-e=f) | Nombre total des votes (a+d=g) | Votes blancs ou nuls (b+e=h) | Suffrages exprimés (g-h) =(c+f)=i | | | |
| **Circonscription électorale de MONACO** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Monaco** | 1 104 | 14 | 1 090 | 103 | 3 | 100 | 1 207 | 17 | 1 190 | 5 829 | 1 207 | 20,71% |
| **Total circonscription** | **1 104** | **14** | **1 090** | **103** | **3** | **100** | **1 207** | **17** | **1 190** | **5 829** | **1 207** | **20,71%** |
| **Circonscription électorale d' ATHENES** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Nicosie** | 112 | 2 | 110 | 12 | 0 | 12 | 124 | 2 | 122 | 691 | 124 | 17,95% |
| **Amb. Athènes** | 918 | 17 | 901 | 86 | 6 | 80 | 1 004 | 23 | 981 | 4 983 | 1 004 | 20,15% |
| **CGF Salonique** | 150 | 4 | 146 | 10 | 0 | 10 | 160 | 4 | 156 | 799 | 160 | 20,03% |
| **Amb. Ankara** | 79 | 5 | 74 | 12 | 3 | 9 | 91 | 8 | 83 | 448 | 91 | 20,31% |
| **CGF Istanbul** | 257 | 6 | 251 | 82 | 3 | 79 | 339 | 9 | 330 | 2 175 | 339 | 15,59% |
| **Total circonscription** | **1 516** | **34** | **1 482** | **202** | **12** | **190** | **1 718** | **46** | **1 672** | **9 096** | **1 718** | **18,89%** |
| **Circonscription électorale de VIENNE** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Tirana** | 19 | 0 | 19 | 0 | 0 | 0 | 19 | 0 | 19 | 46 | 19 | 41,30% |
| **Amb. Vienne** | 582 | 13 | 569 | 132 | 3 | 129 | 714 | 16 | 698 | 4 075 | 714 | 17,52% |
| **Amb. Sarajevo** | 22 | 0 | 22 | 6 | 0 | 6 | 28 | 0 | 28 | 135 | 28 | 20,74% |
| **Amb. Sofia** | 58 | 4 | 54 | 5 | 0 | 5 | 63 | 4 | 59 | 390 | 63 | 16,15% |
| **Amb. Zagreb** | 49 | 3 | 46 | 4 | 1 | 3 | 53 | 4 | 49 | 388 | 53 | 13,66% |
| **Amb. Budapest** | 111 | 7 | 104 | 50 | 5 | 45 | 161 | 12 | 149 | 1 190 | 161 | 13,53% |
| **Amb. Skopje** | 17 | 0 | 17 | 0 | 0 | 0 | 17 | 0 | 17 | 200 | 17 | 8,50% |
| **Amb. Varsovie** | 218 | 16 | 202 | 54 | 2 | 52 | 272 | 18 | 254 | 2 220 | 272 | 12,25% |
| **CGF Cracovie** | 165 | 33 | 132 | 23 | 0 | 23 | 188 | 33 | 155 | 1 209 | 188 | 15,55% |
| **Amb. Bucarest** | 129 | 7 | 122 | 24 | 2 | 22 | 153 | 9 | 144 | 1 459 | 153 | 10,49% |
| **Amb. Belgrade** | 88 | 28 | 60 | 6 | 0 | 6 | 94 | 28 | 66 | 475 | 94 | 19,79% |
| **Amb. Bratislava** | 42 | 3 | 39 | 14 | 5 | 9 | 56 | 8 | 48 | 497 | 56 | 11,27% |
| **Amb. Ljubljana** | 39 | 3 | 36 | 6 | 0 | 6 | 45 | 3 | 42 | 283 | 45 | 15,90% |
| **Amb. Prague** | 95 | 4 | 91 | 47 | 2 | 45 | 142 | 6 | 136 | 1 386 | 142 | 10,25% |
| **Total circonscription** | **1 634** | **121** | **1 513** | **371** | **20** | **351** | **2 005** | **141** | **1 864** | **13 953** | **2 005** | **14,37%** |
| **Circonscription électorale de MOSCOU** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Erevan** | 104 | 3 | 101 | 0 | 0 | 0 | 104 | 3 | 101 | 282 | 104 | 36,88% |
| **Amb. Bakou** | 11 | 0 | 11 | 3 | 0 | 3 | 14 | 0 | 14 | 87 | 14 | 16,09% |
| **Amb. Minsk** | 19 | 0 | 19 | 0 | 0 | 0 | 19 | 0 | 19 | 45 | 19 | 42,22% |
| **Amb. Tbilissi** | 5 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 5 | 93 | 5 | 5,38% |
| **Amb. Almaty** | 10 | 0 | 0 | 8 | 0 | 8 | 18 | 0 | 18 | 121 | 18 | 14,88% |
| **Amb. Chisinau** | 9 | 0 | 9 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 9 | 24 | 9 | 37,50% |
| **Amb. Tachkent** | 25 | 2 | 23 | 0 | 0 | 0 | 25 | 2 | 23 | 85 | 25 | 29,41% |
| **CF Moscou** | 151 | 5 | 146 | 33 | 0 | 33 | 184 | 5 | 179 | 2 320 | 184 | 7,93% |
| **CGF St Pétersbourg** | 21 | 0 | 21 | 8 | 0 | 8 | 29 | 0 | 29 | 183 | 29 | 15,85% |
| **Amb. Achgabat** | 18 | 2 | 16 | 0 | 0 | 0 | 18 | 2 | 16 | 119 | 18 | 15,13% |
| **Amb Kiev** | 22 | 0 | 22 | 6 | 0 | 6 | 28 | 0 | 28 | 256 | 28 | 10,94% |
| **Total circonscription** | **395** | **12** | **373** | **58** | **0** | **58** | **453** | **12** | **441** | **3 615** | **453** | **12,53%** |

| AMBASSADES OU POSTES CONSULAIRES | VOTE PERSONNEL ET VOTE PAR CORRESPONDANCE | | | VOTE ELECTRONIQUE | | | TOTAUX PAR AMBASSADE OU POSTE CONSULAIRE | | | Inscrits | Votants | Participation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre total des votes (a) | Votes blancs ou nuls (b) | Suffrages exprimés (a-b=c) | Nombre total des votes (d) | Votes blancs (e) | Suffrages exprimés (d-e=f) | Nombre total des votes (a+d=g) | Votes blancs ou nuls (b+e=h) | Suffrages exprimés (g-h) =(c+f)=i | | | |
| **Circonscription électorale de TEL AVIV** | | | | | | | | | | | | |
| **CF Haïfa** | 957 | 13 | 944 | 40 | 0 | 40 | 997 | 13 | 984 | 6 695 | 997 | 14,89% |
| **CF Tel Aviv** | 2 507 | 75 | 2 432 | 91 | 1 | 90 | 2 598 | 76 | 2 522 | 20 667 | 2 598 | 12,57% |
| **CGF Jérusalem** | 1 079 | 15 | 1 064 | 53 | 1 | 52 | 1 132 | 16 | 1 116 | 6 774 | 1 132 | 16,71% |
| **Total circonscription** | **4 543** | **103** | **4 440** | **184** | **2** | **182** | **4 727** | **105** | **4 622** | **34 136** | **4 727** | **13,85%** |
| **Circonscription électorale de ABOU DABI** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Djeddah** | 270 | 6 | 264 | 0 | 0 | 0 | 270 | 6 | 264 | 818 | 270 | 33,01% |
| **Amb. Riyad** | 215 | 2 | 213 | 0 | 0 | 0 | 215 | 2 | 213 | 1 242 | 215 | 17,31% |
| **Amb. Manama** | 56 | 1 | 55 | 7 | 0 | 7 | 63 | 1 | 62 | 317 | 63 | 19,87% |
| **Amb. Abou Dabi** | 391 | 11 | 380 | 55 | 1 | 54 | 446 | 12 | 434 | 1 599 | 446 | 27,89% |
| **CGF Dubaï** | 328 | 7 | 321 | 32 | 1 | 31 | 360 | 8 | 352 | 2 333 | 360 | 15,43% |
| **Amb. Koweït** | 68 | 1 | 67 | 8 | 0 | 8 | 76 | 1 | 75 | 497 | 76 | 15,29% |
| **Amb. Mascate** | 50 | 0 | 50 | 0 | 0 | 0 | 50 | 0 | 50 | 223 | 50 | 22,42% |
| **Amb. Doha** | 108 | 1 | 107 | 12 | 0 | 12 | 120 | 1 | 119 | 565 | 120 | 21,24% |
| **Amb. Sanaa** | 73 | 8 | 65 | 0 | 0 | 0 | 73 | 8 | 65 | 271 | 73 | 26,94% |
| **Total circonscription** | **1 559** | **37** | **1 522** | **114** | **2** | **112** | **1 673** | **39** | **1 634** | **7 865** | **1 673** | **21,27%** |
| **Circonscription électorale de BEYROUTH** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Bagdad** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| **Amb. Amman** | 84 | 1 | 83 | 12 | 0 | 12 | 96 | 1 | 95 | 581 | 96 | 16,52% |
| **CGF Beyrouth** | 3 822 | 35 | 3 787 | 0 | 0 | 0 | 3 822 | 35 | 3 787 | 12 285 | 3 822 | 31,11% |
| **Amb. Damas** | 281 | 7 | 274 | 0 | 0 | 0 | 281 | 7 | 274 | 1 402 | 281 | 20,04% |
| **Total circonscription** | **4 187** | **43** | **4 144** | **12** | **0** | **12** | **4 199** | **43** | **4 156** | **14 268** | **4 199** | **29,43%** |
| **Circonscription électorale de PONDICHERY** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Pondichéry** | 2 411 | 26 | 2 385 | 258 | 6 | 252 | 2 669 | 32 | 2 637 | 5 211 | 2 669 | 51,22% |
| **Total circonscription** | **2 411** | **26** | **2 385** | **258** | **6** | **252** | **2 669** | **32** | **2 637** | **5 211** | **2 669** | **51,22%** |
| **Circonscription électorale de NEW DELHI** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Kaboul** | 32 | 1 | 31 | 0 | 0 | 0 | 32 | 1 | 31 | 119 | 32 | 26,89% |
| **Amb. Dacca** | 25 | 1 | 24 | 13 | 0 | 13 | 38 | 1 | 37 | 100 | 38 | 38,00% |
| **Amb. New Dehli** | 69 | 0 | 69 | 22 | 1 | 21 | 91 | 1 | 90 | 535 | 91 | 17,01% |
| **CGF Bombay** | 49 | 2 | 47 | 19 | 0 | 19 | 68 | 2 | 66 | 407 | 68 | 16,71% |
| **Amb. Téhéran** | 124 | 7 | 117 | 0 | 0 | 0 | 124 | 7 | 117 | 562 | 124 | 22,06% |
| **Amb. Colombo** | 25 | 1 | 24 | 0 | 0 | 0 | 25 | 1 | 24 | 181 | 25 | 13,81% |
| **Amb. Kathmandou** | 19 | 4 | 15 | 0 | 0 | 0 | 19 | 4 | 15 | 105 | 19 | 18,10% |
| **Amb. Islamabad** | 28 | 3 | 25 | 0 | 0 | 0 | 28 | 3 | 25 | 154 | 28 | 18,18% |
| **CGF Karachi** | 15 | 0 | 15 | 0 | 0 | 0 | 15 | 0 | 15 | 68 | 15 | 22,06% |
| **Total circonscription** | **386** | **19** | **367** | **54** | **1** | **53** | **440** | **20** | **420** | **2 231** | **440** | **19,72%** |

Annexe III

| AMBASSADES OU POSTES CONSULAIRES | VOTE PERSONNEL ET VOTE PAR CORRESPONDANCE | | | VOTE ELECTRONIQUE | | | TOTAUX PAR AMBASSADE OU POSTE CONSULAIRE | | | Inscrits | Votants | Participation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre total des votes (a) | Votes blancs ou nuls (b) | Suffrages exprimés (a-b=c) | Nombre total des votes (d) | Votes blancs (e) | Suffrages exprimés (d-e=f) | Nombre total des votes (a+d=g) | Votes blancs ou nuls (b+e=h) | Suffrages exprimés (g-h) =(c+f)=i | | | |
| **Circonscription électorale de TOKYO** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Pékin** | 221 | 8 | 213 | 35 | 3 | 32 | 256 | 11 | 245 | 1 719 | 256 | 14,89% |
| **CGF Canton** | 49 | 3 | 46 | 7 | 0 | 7 | 56 | 3 | 53 | 579 | 56 | 9,67% |
| **CGF Chengdu** | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,00% |
| **CGF Hong-Kong** | 234 | 6 | 228 | 75 | 4 | 71 | 309 | 10 | 299 | 3 121 | 309 | 9,90% |
| **CGF Shangaï** | 175 | 4 | 171 | 70 | 2 | 68 | 245 | 6 | 239 | 2 361 | 245 | 10,38% |
| **CGF Wuhan** | 48 | 2 | 46 | 6 | 0 | 6 | 54 | 2 | 52 | 276 | 54 | 19,57% |
| **Amb. Séoul/Taipei** | 139 | 2 | 137 | 39 | 1 | 38 | 178 | 3 | 175 | 1 565 | 178 | 11,37% |
| **CGF Osaka** | 79 | 4 | 75 | 29 | 1 | 28 | 108 | 5 | 103 | 724 | 108 | 14,92% |
| **Amb. Tokyo** | 367 | 4 | 363 | 131 | 2 | 129 | 498 | 6 | 492 | 3 896 | 498 | 12,78% |
| **Amb. Oulan-Bator** | 27 | 0 | 27 | 0 | 0 | 0 | 27 | 0 | 27 | 51 | 27 | 52,94% |
| **Total circonscription** | **1 339** | **33** | **1 306** | **392** | **13** | **379** | **1 731** | **46** | **1 685** | **14 292** | **1 731** | **12,11%** |
| **Circonscription électorale de BANGKOK** | | | | | | | | | | | | |
| **Amb. Rangoon** | 23 | 1 | 22 | 0 | 0 | 0 | 23 | 1 | 22 | 145 | 23 | 15,86% |
| **Amb. S.B. Begawan** | 12 | 0 | 12 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 12 | 58 | 12 | 20,69% |
| **Amb. Phnom Penh** | 194 | 12 | 182 | 12 | 3 | 9 | 206 | 15 | 191 | 1 438 | 206 | 14,33% |
| **Amb. Jakarta** | 112 | 8 | 104 | 26 | 0 | 26 | 138 | 8 | 130 | 1 046 | 138 | 13,19% |
| **Amb. Vientiane** | 144 | 10 | 134 | 0 | 0 | 0 | 144 | 10 | 134 | 739 | 144 | 19,49% |
| **Amb. Kuala Lumpur** | 78 | 0 | 78 | 9 | 1 | 8 | 87 | 1 | 86 | 785 | 87 | 11,08% |
| **Amb. Manille** | 64 | 0 | 64 | 11 | 1 | 10 | 75 | 1 | 74 | 639 | 75 | 11,74% |
| **Amb. Singapour** | 200 | 5 | 195 | 63 | 4 | 59 | 263 | 9 | 254 | 2 401 | 263 | 10,95% |
| **Amb. Bangkok** | 436 | 11 | 425 | 117 | 4 | 113 | 553 | 15 | 538 | 2 965 | 553 | 18,65% |
| **Amb. Hanoï** | 136 | 6 | 130 | 0 | 0 | 0 | 136 | 6 | 130 | 644 | 136 | 21,12% |
| **CGF Ho Chi Minh** | 238 | 8 | 230 | 0 | 0 | 0 | 238 | 8 | 230 | 1 480 | 238 | 16,08% |
| **Total circonscription** | **1 637** | **61** | **1 576** | **238** | **13** | **225** | **1 875** | **74** | **1 801** | **12 340** | **1 875** | **15,19%** |
| **Circonscription électorale de SYDNEY** | | | | | | | | | | | | |
| **CGF Sydney** | 1 069 | 66 | 1 003 | 257 | 12 | 245 | 1 326 | 78 | 1 248 | 8 145 | 1 326 | 16,28% |
| **Amb. Suva** | 13 | 0 | 13 | 0 | 0 | 0 | 13 | 0 | 13 | 38 | 13 | 34,21% |
| **Amb. Wellington** | 92 | 3 | 89 | 18 | 2 | 16 | 110 | 5 | 105 | 847 | 110 | 12,99% |
| **Amb. Port Moresby** | 7 | 2 | 5 | 0 | 0 | 0 | 7 | 2 | 5 | 21 | 7 | 33,33% |
| **Amb. Port Vila** | 176 | 8 | 168 | 7 | 0 | 7 | 183 | 8 | 175 | 710 | 183 | 25,77% |
| **Total circonscription** | **1 357** | **79** | **1 278** | **282** | **14** | **268** | **1 639** | **93** | **1 546** | **9 761** | **1 639** | **16,79%** |
| **TOTAL ZONE B** | **64 698** | **1 648** | **63 040** | **10 193** | **317** | **9 876** | **74 891** | **1 965** | **72 926** | **525 719** | **74 891** | **14,25%** |

| Statistiques | Nombre total d'électeurs Zone B | Votants | Pourcentage |
|---|---|---|---|
| | 525 719 | 74 891 | **14,25%** |

# 3. LISTE DES CANDIDATS ÉLUS LORS DE L'ÉLECTION POUR LE RENOUVELLEMENT DE L'ASSEMBLÉE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER DU 18 JUIN 2006

## 1. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BERLIN :

- M. Claude CHAPAT.
- Mme Catherine URBAN.
- M. Paul CLAVE.
- Mme Patricia NEU-BLOTENBERG.

## 2. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MUNICH :

- M. Bernard CARIOT.
- Mme Claudine LEPAGE.
- Mme Martine ZAWADA épouse SCHOEPPNER.
- M. Bernard LORON.
- M. Michel CHAUSSEMY.
- M. Claude VILLEROY DE GALHAU.

## 3. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE D'ANDORRE :

- M. Jean PUJOL.

## 4. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BRUXELLES :

- M. Pierre-Yves LE BORGN'.
- Mme Francine BOUGEON-MAASSEN.
- M. Alexandre LAURENT.
- M. Jean-Jacques RATEAU.
- Mme Gabrielle THERY-MONSEU.
- M. Georges-Francis SEINGRY.

## 5. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LUXEMBOURG :

- M. Pierre GIRAULT.

## 6. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE D'AMSTERDAM :

- M. Tanguy LE BRETON.

## 7. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE GENÈVE :

- M. Jean-Pierre CAPELLI.
- M. Pierre OLIVIERO.
- M. Marceau KAUB.
- Mme Claudine DEPREZ épouse SCHMID.
- M. Jean-Jacques POUTRIEUX.
- Mme Marie-Françoise GLASSON veuve D'ANGLEMONT DE TASSIGNY.

## 8. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LONDRES :

- M. Olivier CADIC.
- M. Olivier BERTIN.
- Mme Anne-Colette LEQUET.
- Mme Laurence AZZENA épouse GOUGEON.
- Mme Marie-Claire ORTIZ épouse SPARROW.
- M. Daniel COCCOLI.

## 9. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE DUBLIN :

- Mme Hélène CONWAY.

## 10. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE STOCKHOLM :

- Mme Marie-José OLIVIER épouse CARON.
- Mme Nadine PRIPP.

## 11. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LISBONNE :

- M. Alain VALES.

## 12. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MADRID :

- Mme Soledad PLAZAOLA épouse MARGARETO.
- M. Jean-Michel NESINS.
- Mme Monique MORALES.
- M. Francis HUSS.
- M. Alain NAEDER.

## 13. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE ROME :

- M. Dominique DEPRIESTER.
- M. Raymond PETRI-GUASCO.
- M. Robert LABRO.
- Mme Armanda MIRANDA.

## 14. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MONACO :

- M. Christophe-André FRASSA.

## 15. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE D'ATHÈNES :

- Mme Nelly MULLER.
- M. Hervé LEBOUCHER.
- Mme Chantal PICHARLES.

## 16. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE VIENNE :

- M. Jean-Yves LECONTE.
- M. Louis SARRAZIN.
- M. Jean-Pierre VILLAESCUSA.

## 17. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MOSCOU :

- M. Cédric ETLICHER.

## 18. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE TEL AVIV :

- Mme Catherine BEN HAMOU épouse POZNANSKI.
- M. Claude DAWIDOWICZ.
- M. Jacquot GRUNEWALD.
- M. Sadia SEMHOUN

## 19. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE D'ABOU-DHABI :

- Mme Maryse PINATEL épouse LAURENTI.
- M. Guy MAKKI.
- Mme Elisabeth RAYER épouse AL YOUSSOF.

## 20. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BEYROUTH :

- M. Jean-Louis MAINGUY.
- M. Marcel LAUGEL.
- Mme Denise REVERS épouse HADDAD.

## 21. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE PONDICHÉRY :

- M. Hugh THOMAS.
- M. Vajoumouny SHANKAR.

## 22. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE NEW DELHI :

- M. Jacques COFFRANT.
- M. Achile FORLER.

## 23. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE TOKYO :

- M. René AICARDI.
- M. Francis NIZET.
- M. Gérard DELEENS.
- M. Thierry CONSIGNY.

## 24. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BANGKOK :

- M. Marc VILLARD.
- M. Michel TESTARD.
- M. Alain-Pierre MIGNON.

## 25. CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE SYDNEY :

- M. John MAC COLL.
- Mme Jeannine GARCIA épouse SANDMAYER.
- Mme Marie-Claire LEGAL épouse GUILBAUD.

Annexe IV

# EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE À L'ÉTRANGER

## EVALUATION POUR L'ENSEMBLE DU MONDE - 2005

| Postes | OFFRES | DEMANDES | | | PLACEMENTS DIRECTS | | | CONTRATS DE TRAVAIL | | | | | PLACEMENTS INDIRECTS | | | TOTAL PLACEMEN |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Cdi | Cdd > 3 | Cdd < 3 | Autres | Total | Hommes | Femmes | Total | |
| **Europe** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amsterdam | 105 | 115 | 271 | 386 | 26 | 51 | 77 | 6 | 57 | 6 | 8 | 77 | 23 | 33 | 56 | 133 |
| Athènes | 175 | 71 | 199 | 270 | 14 | 63 | 77 | 28 | 33 | 9 | 7 | 77 | 0 | 1 | 1 | 78 |
| Barcelone | 139 | 66 | 113 | 179 | 20 | 49 | 69 | 64 | 2 | 0 | 3 | 69 | 1 | 1 | 2 | 71 |
| Berlin | 161 | 161 | 310 | 471 | 39 | 65 | 104 | 9 | 59 | 3 | 31 | 102 | 4 | 0 | 4 | 108 |
| Bruxelles | 42 | 33 | 114 | 147 | 7 | 23 | 30 | 27 | 2 | 3 | 0 | 32 | 3 | 26 | 29 | 59 |
| Copenhague | 61 | 56 | 65 | 121 | 10 | 16 | 26 | 9 | 12 | 3 | 0 | 24 | 22 | 18 | 40 | 66 |
| Düsseldorf | 122 | 77 | 195 | 272 | 14 | 40 | 54 | 26 | 21 | 5 | 1 | 53 | 3 | 6 | 9 | 63 |
| Genève | | | | 0 | | | 0 | | | | | 0 | | | 0 | 0 |
| Lisbonne | 72 | 195 | 424 | 619 | 4 | 27 | 31 | 13 | 8 | 1 | 9 | 31 | 13 | 29 | 42 | 73 |
| Londres Bureau Emploi Form. | 458 | 616 | 964 | 1580 | 80 | 178 | 258 | 202 | 4 | 4 | 49 | 259 | 0 | 0 | 0 | 258 |
| Londres Centre Charles Peguy | 1292 | 1045 | 833 | 1878 | 309 | 273 | 582 | 506 | 11 | 50 | 24 | 591 | 1 | 0 | 1 | 583 |
| Francfort | 164 | 200 | 610 | 810 | 15 | 66 | 81 | 42 | 14 | 24 | 1 | 81 | 4 | 24 | 28 | 109 |
| Milan | 91 | 760 | 1560 | 2320 | 19 | 44 | 63 | 29 | 12 | 19 | 4 | 64 | 0 | 0 | 0 | 63 |
| Munich | 236 | 88 | 177 | 265 | 19 | 74 | 93 | 72 | 14 | 5 | 2 | 93 | 0 | 8 | 8 | 101 |
| Prague | 51 | 155 | 58 | 213 | 26 | 11 | 37 | 32 | 3 | 2 | 0 | 37 | 0 | 0 | 0 | 37 |
| Rome | 217 | 108 | 301 | 409 | 24 | 85 | 109 | 52 | 16 | 39 | 0 | 107 | 0 | 1 | 1 | 110 |
| Vienne | 53 | 56 | 76 | 132 | 16 | 17 | 33 | 24 | 3 | 3 | 3 | 33 | 10 | 16 | 26 | 59 |
| Sous Total | 3439 | 3802 | 6270 | **10072** | 642 | 1082 | **1724** | 1141 | 271 | 176 | 142 | **1730** | 84 | 163 | **247** | **1971** |
| **Afrique Française / Madagascar** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Alger | 0 | | | 30 | 1 | 1 | 2 | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Bamako | 43 | 56 | 64 | 120 | 3 | 6 | 9 | 2 | 4 | 3 | 0 | 9 | 13 | 8 | 21 | 30 |
| Dakar | 113 | 260 | 426 | 686 | 10 | 49 | 59 | 25 | 12 | 12 | 2 | 51 | 4 | 9 | 13 | 72 |
| Libreville | | | | 0 | | | 0 | | | | | 0 | | | | 0 |
| Ouagadougou | 51 | 35 | 57 | 92 | 9 | 12 | 21 | 6 | 11 | 1 | 3 | 21 | 0 | 0 | 0 | 21 |
| Tananarive | 110 | 49 | 58 | 107 | | | 25 | 25 | | | | 25 | | | 75 | 100 |
| Sous Total | 317 | 400 | 605 | **1005** | 23 | 68 | **116** | 58 | 27 | 16 | 5 | **106** | 17 | 17 | **109** | **225** |

| POSTES | OFFRES | DEMANDES | | | PLACEMENTS DIRECTS | | | CONTRATS DE TRAVAIL | | | | | PLACEMENTS INDIRECTS | | | TOTAL PLACEMEN |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Cdi | Cdd > 3 | Cdd < 3 | Autres | Total | Hommes | Femmes | Total | |
| **Afrique du Nord et Moyenne Orientale** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Abou Dabi | 110 | 151 | 161 | 312 | 6 | 30 | 36 | 15 | 10 | 8 | 4 | 37 | 3 | 3 | 6 | 42 |
| Tel-Aviv | 37 | 14 | 33 | 47 | 11 | 26 | 37 | 35 | 1 | 0 | 1 | 37 | 3 | 6 | 9 | 46 |
| Casablanca | 84 | 56 | 69 | 125 | 18 | 27 | 45 | 43 | 0 | 0 | 2 | 45 | 0 | 0 | 0 | 45 |
| Istanbul | 252 | 175 | 226 | 401 | 29 | 75 | 104 | 88 | 11 | 5 | 1 | 105 | 0 | 1 | 1 | 105 |
| Dubaï | 118 | 386 | 235 | 621 | 15 | 24 | 39 | 39 | 0 | 0 | 0 | 39 | 16 | 8 | 24 | 63 |
| Tunis | 206 | 139 | 341 | 480 | 20 | 58 | 78 | 1 | 31 | 32 | 11 | 75 | 14 | 8 | 22 | 100 |
| Sous Total | 807 | 921 | 1065 | **1986** | 99 | 240 | **339** | 221 | 53 | 45 | 19 | **338** | 36 | 26 | **62** | **401** |
| **Amérique Centrale** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Buenos Aires | 64 | 178 | 229 | 407 | 18 | 33 | 51 | 31 | 15 | 5 | 0 | 51 | 0 | 0 | 0 | 51 |
| Mexico | 87 | 93 | 61 | 154 | 18 | 15 | 33 | 25 | 8 | 4 | 0 | 37 | 1 | 2 | 3 | 36 |
| Rio de Janeiro | 35 | 37 | 20 | 57 | 8 | 8 | 16 | 7 | 0 | 6 | 3 | 16 | 4 | 2 | 6 | 22 |
| Santiago | 158 | 152 | 167 | 319 | 19 | 59 | 78 | 35 | 19 | 3 | 22 | 79 | 5 | 4 | 9 | 87 |
| Sao Polo | | | | 0 | | | 0 | | | | | 0 | | | 0 | 0 |
| Sous Total | 344 | 460 | 477 | **937** | 63 | 115 | **178** | 98 | 42 | 18 | 25 | **183** | 10 | 8 | **18** | **196** |
| **Amérique du Nord** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Los Angeles | 111 | 117 | 198 | 315 | 27 | 54 | 81 | 64 | 0 | 3 | 4 | 71 | 11 | 15 | 26 | 107 |
| Miami | 15 | 1 | 2 | 3 | 1 | 2 | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Montréal | 126 | 982 | 709 | 1691 | 16 | 16 | 32 | 22 | 3 | 1 | 2 | 28 | 214 | 141 | 355 | 387 |
| Toronto | 99 | 95 | 94 | 189 | 5 | 14 | 19 | 4 | 11 | 1 | 3 | 19 | 56 | 52 | 108 | 127 |
| Sous Total | 351 | 1195 | 1003 | **2198** | 49 | 86 | **135** | 92 | 15 | 5 | 9 | **121** | 281 | 208 | **489** | **624** |
| **Asie - Océanie** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hong-Kong | 92 | 265 | 341 | 606 | 18 | 36 | 54 | 44 | 5 | 5 | 0 | 54 | 51 | 64 | 115 | 169 |
| Pekin (Shanghaï, Canton) | 70 | 371 | 228 | 599 | 30 | 31 | 61 | 21 | 29 | 5 | 6 | 61 | 48 | 30 | 78 | 139 |
| Pondichéry | 17 | 11 | 34 | 45 | | 1 | 1 | | | | | 0 | 0 | 4 | 4 | 5 |
| Djakarta *(en sommeil)* | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taipei | 45 | 103 | 72 | 175 | 13 | 12 | 25 | 12 | 6 | 7 | 2 | 27 | 0 | 0 | 0 | 25 |
| Singapour | 94 | 51 | 79 | 130 | 2 | 24 | 26 | 21 | 1 | 3 | 1 | 26 | 0 | 2 | 2 | 28 |
| Tokyo | 44 | 234 | 92 | 326 | 5 | 8 | 13 | 10 | 3 | 0 | 0 | 13 | 34 | 10 | 44 | 57 |
| Sous Total | 362 | 1035 | 846 | **1881** | 68 | 112 | **180** | 108 | 44 | 20 | 9 | **181** | 133 | 110 | **243** | **423** |
| **Total Monde** | 5620 | 7813 | 10266 | **18079** | 944 | 1703 | **2672** | 1718 | 452 | 280 | 209 | **2659** | 561 | 532 | **1168** | **3840** |

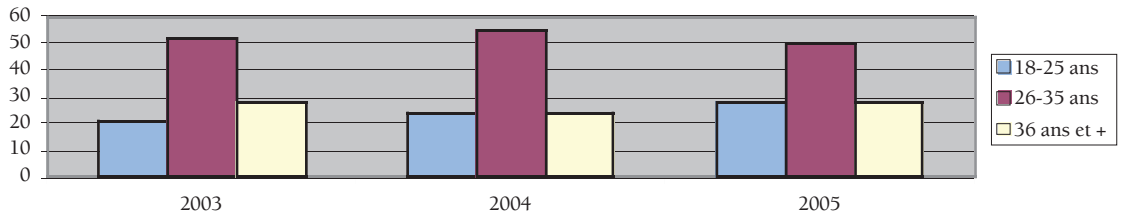
# EVALUATION DE L'ACTIVITE EMPLOI DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE EN 2005

| POSTES | OFFRES | DEMANDES | | | PLACEMENTS DIRECTS | | | CONTRATS DE TRAVAIL | | | | | PLACEMENTS INDIRECTS | | | TOTAL PLACEMEN |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Hommes | Femmes | Total | Hommes | Femmes | Total | Cdi | Cdd > 3 | Cdd < 3 | Autres | Total | Hommes | Femmes | Total | |
| **Europe** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Lisbonne | 72 | 195 | 424 | 619 | 4 | 27 | 31 | 13 | 8 | 1 | 9 | 31 | 13 | 29 | 42 | 73 |
| Milan | 91 | 760 | 1560 | 2320 | 19 | 44 | 63 | 29 | 12 | 19 | 4 | 64 | 0 | 0 | 0 | 63 |
| Prague | 51 | 155 | 58 | 213 | 26 | 11 | 37 | 32 | 3 | 2 | 0 | 37 | 0 | 0 | 0 | 37 |
| Sous Total | 214 | 1110 | 2042 | **3152** | 49 | 82 | **131** | 74 | 23 | 22 | 13 | **132** | 13 | 29 | **42** | **173** |
| **Afrique du Nord / Moyen Orient** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Casablanca | 84 | 56 | 69 | 125 | 18 | 27 | 45 | 43 | 0 | 0 | 2 | 45 | 0 | 0 | 0 | 45 |
| Dubai | 118 | 386 | 235 | 621 | 15 | 24 | 39 | 39 | 0 | 0 | 0 | 39 | 16 | 8 | 24 | 63 |
| Tel Aviv | 37 | 14 | 33 | 47 | 11 | 26 | 37 | 35 | 1 | 0 | 1 | 37 | 3 | 6 | 9 | 46 |
| Sous Total | 239 | 456 | 337 | **793** | 44 | 77 | **121** | 117 | 1 | 0 | 3 | **121** | 19 | 14 | **33** | **154** |
| **Amérique du Nord** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Los Angeles | 111 | 117 | 198 | 315 | 27 | 54 | 81 | 64 | 0 | 3 | 4 | 71 | 11 | 15 | 26 | 107 |
| Miami | 15 | 1 | 2 | 3 | 1 | 2 | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Sous Total | 126 | 118 | 200 | **318** | 28 | 56 | **84** | 66 | 1 | 3 | 4 | **74** | 11 | 15 | **26** | **110** |
| **Amérique Latine** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Buenos Aires | 64 | 178 | 229 | 407 | 18 | 33 | 51 | 31 | 15 | 5 | 0 | 51 | 0 | 0 | 0 | 51 |
| Mexico | 87 | 93 | 61 | 154 | 18 | 15 | 33 | 25 | 8 | 4 | 0 | 37 | 1 | 2 | 3 | 36 |
| Santiago | 158 | 152 | 167 | 319 | 19 | 59 | 78 | 35 | 19 | 3 | 22 | 79 | 5 | 4 | 9 | 87 |
| Sao Paulo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Sous Total | 309 | 423 | 457 | **880** | 55 | 107 | **162** | 91 | 42 | 12 | 22 | **167** | 6 | 6 | **12** | **174** |
| **Asie / Océanie** | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Hong Kong | 92 | 265 | 341 | 606 | 18 | 36 | 54 | 44 | 5 | 5 | 0 | 54 | 51 | 64 | 115 | 169 |
| Jakarta *(en sommeil : Tsunami)* | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pekin (Shangai, Canton) | 70 | 371 | 228 | 599 | 30 | 31 | 61 | 21 | 29 | 5 | 6 | 61 | 48 | 30 | 78 | 139 |
| Singapour | 94 | 51 | 79 | 130 | 2 | 24 | 26 | 21 | 1 | 3 | 1 | 26 | 0 | 2 | 2 | 28 |
| Taipei | 45 | 103 | 72 | 175 | 13 | 12 | 25 | 12 | 6 | 7 | 2 | 27 | 0 | 0 | 0 | 25 |
| Tokyo | 44 | 234 | 92 | 326 | 5 | 8 | 13 | 10 | 3 | 0 | 0 | 13 | 40 | 29 | 44 | 57 |
| Sous Total | 345 | 1024 | 812 | **1836** | 68 | 111 | **179** | 108 | 44 | 20 | 9 | **181** | 139 | 125 | **239** | **418** |
| **Total CCI** | 1 233 | 3 131 | 3 848 | **6 979** | 244 | 433 | **677** | 456 | 111 | 57 | 51 | **675** | 188 | 189 | **352** | **1 029** |
| **% du total des CCPEFP** | 22% | 40% | 37% | **39%** | 26% | 25% | **25%** | 27% | 25% | 20% | 24% | **25%** | 34% | 36% | **30%** | **27%** |

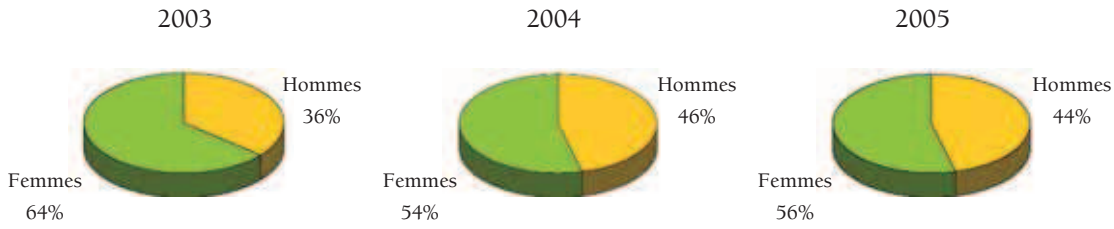
# DEMANDEURS D'EMPLOI (1)

## STATISTIQUES PORTANT SUR 18 079 DEMANDEURS

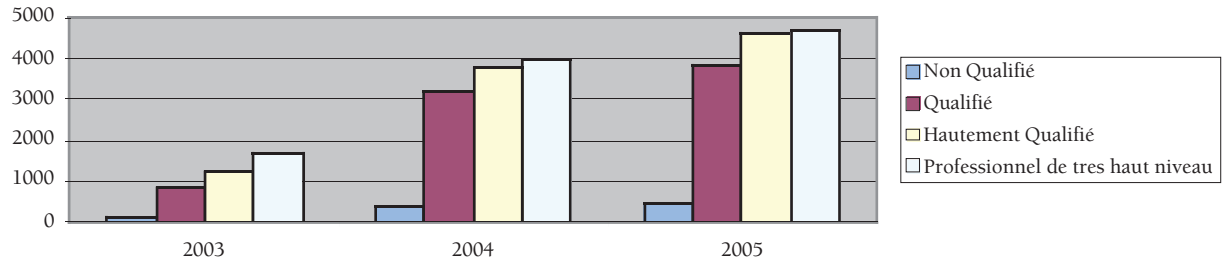
### REPARTITION DES DEMANDEURS PAR AGE ET PAR ANNEE



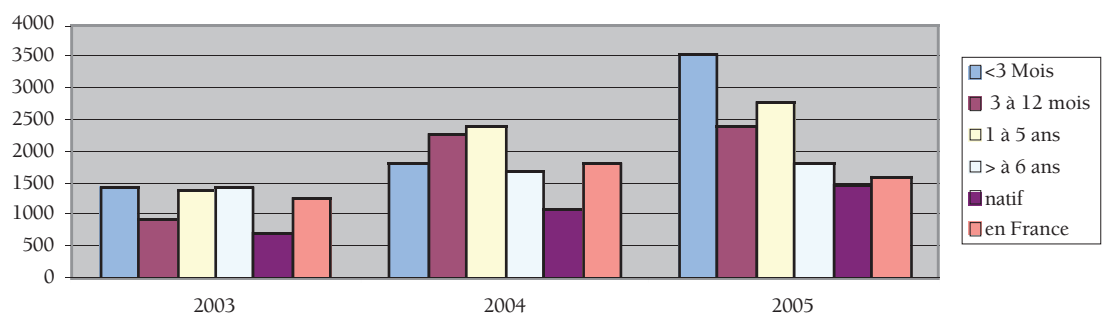

### REPARTITION HOMMES FEMMES




### NIVEAU DE QUALIFICATION



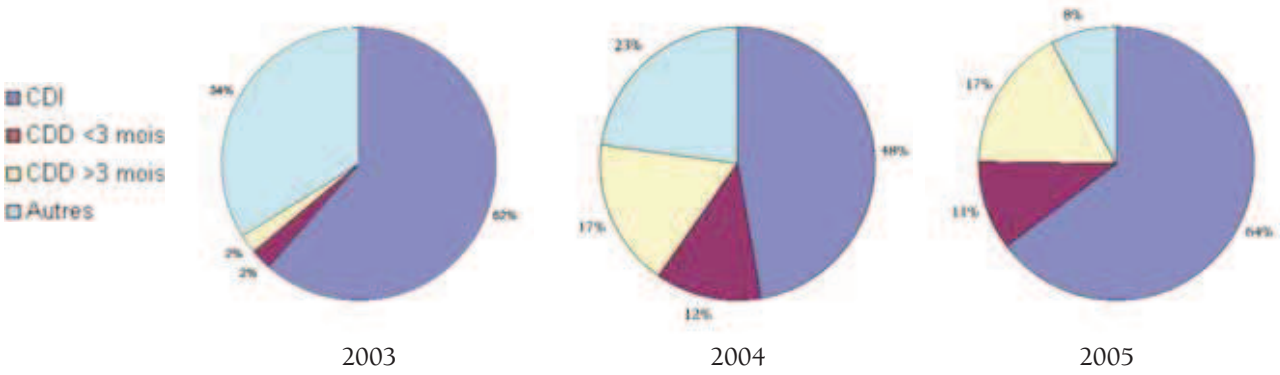

### DUREE DE PRESENCE DANS LE PAYS(2)



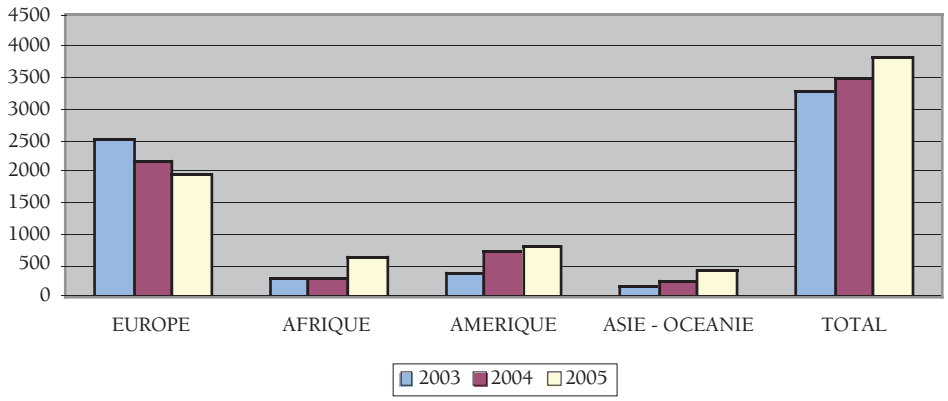

[1] *Le nombre de demandeurs d'emploi peut varier du nombre de demandes d'emploi du fait que certains demandeurs déposent plusieurs demandes et d'autres ne finalisent pas de demande d'emploi.*

[2] *Les données ne sont pas communiquées pour Sao Paulo.*

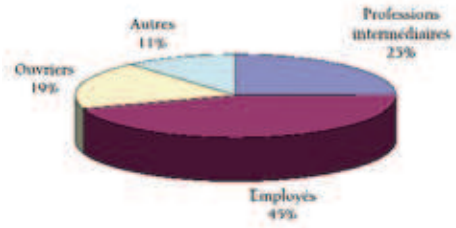
## NATURE DES CONTRATS




## EVOLUTION DES PLACEMENTS POUR L'ENSEMBLE DU MONDE (DIRECTS ET INDIRECTS)




## NATURE DES OFFRES D'EMPLOIS PAR SECTEUR D'ACTIVITES (CODE PCS 02) 2005



# ENSEMBLE DU MONDE

## RESULTATS ENREGISTRES PAR LES COMITES CONSULAIRES

| ENSEMBLE DU MONDE | 2003 | 2004 | 2005 | Evolution par rapport à 2004 |
|---|---|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 6 891 | 5 490 | **5 620** | +2,3% |
| DEMANDES D'EMPLOI | 12 895 | 15 244 | **18 079** | +15,6% |
| PLACEMENTS EFFECTUES | 3 291 | 3 481 | **3840** | +9,34% |

## EVOLUTION DE L'ACTION DES DIFFERENTS OPERATEURS EN MATIERE D'EMPLOI A L'ETRANGER

| | EUROPE | AFRIQUE NORD MOYEN ORIENT | AFRIQUE FRANCOPHONE | AMERIQUES | ASIE OCEANIE | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| CCPEFP* | 1 798 | 247 | 225 | 536 | 5 | 2 811 |
| CCIFE** | 173 | 154 | 0 | 174 | 430 | 1 029 |
| TOTAL | 2 100 | 260 | 121 | 430 | 264 | **3 840** |

** Il ne s'agit que du recensement des mises en relation actives de la part de l'opérateur entre offres et demandes ayant débouché sur un placement et non pas de l'activité «emploi » identifiable à l'étranger*

*** Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'Etranger*

| ACTIONS COFINANCEES MAE/ANAEM | Placement local + expatriation | 133 |
|---|---|---|

| | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|---|---|---|---|---|---|
| **ESPACE EMPLOI INTERNATIONAL (E.E.I.)** | Expatriation | 6 936 | 6 900 | 6 654 | **NC** |
| **ANAEM** | Placement Local | 2 096 | NC | 1 508 | **1 868** |
| **CCIFE SEULES** | | 452 | 446 | 616 | **1 029** |

## LES PRESTATIONS DE L'AFPA A L'ETRANGER (2005)

| | EUROPE | AFRIQUE NORD MOYEN ORIENT | AFRIQUE | AMERIQUES | ASIE OCEANIE | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DIAGNOSTICS | 27 | 96 | 61 | 11 | 4 | **199** |
| BILANS D'ORIENTATION | 16 | 76 | 60 | 9 | 3 | **164** |
| AVIS FAVORABLES | 4 | 23 | 20 | 4 | - | **50** |
| ENSEIGNEMENT A DISTANCE | 1 | 15 | 25 | 1 | 1 | **43** |